

No. 7311

**ARGENTINA, CENTRAL AFRICAN REPUBLIC,
REPUBLIC OF CHINA, DENMARK,
DOMINICAN REPUBLIC, etc.**

**Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic
Relations, concerning Acquisition of Nationality. Done
at Vienna, on 18 April 1961**

Official texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.

Registered ex officio on 24 June 1964.

**ARGENTINE, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE,
RÉPUBLIQUE DE CHINE, DANEMARK,
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, etc.**

**Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne
sur les relations diplomatiques, concernant l'acqui-
sition de la nationalité. Fait à Vienne, le 18 avril 1961**

Textes officiels anglais, français, chinois, russe et espagnol.

Enregistré d'office le 24 juin 1964.

No. 7311. OPTIONAL PROTOCOL¹ TO THE VIENNA CONVENTION ON DIPLOMATIC RELATIONS,² CONCERNING ACQUISITION OF NATIONALITY. DONE AT VIENNA, ON 18 APRIL 1961

*The States Parties to the present Protocol and to the Vienna Convention on Diplomatic Relations,*² hereinafter referred to as "the Convention", adopted by the United Nations Conference held at Vienna from 2 March to 14 April 1961,³

Expressing their wish to establish rules between them concerning acquisition of nationality by the members of their diplomatic missions and of the families forming part of the household of those members,

Have agreed as follows :

Article I

For the purpose of the present Protocol, the expression "members of the mission" shall have the meaning assigned to it in Article 1, sub-paragraph (b), of the Convention, namely "the head of the mission and the members of the staff of the mission".

Article II

Members of the mission not being nationals of the receiving State, and members of their families forming part of their household, shall not, solely by the operation of the law of the receiving State, acquire the nationality of that State.

Article III

The present Protocol shall be open for signature by all States which may become Parties to the Convention, as follows : until 31 October 1961 at the Federal Ministry for Foreign Affairs of Austria and subsequently, until 31 March 1962, at the United Nations Headquarters in New York.

¹ In accordance with article VI (1), the Protocol came into force on 24 April 1964, the date of entry into force of the Vienna Convention on Diplomatic Relations, in respect of the following States, on behalf of which the instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Secretary-General of the United Nations on the dates indicated :

Tanganyika	5 November 1962	Argentina	10 October 1963
Laos	3 December 1962 (a)	Iraq	15 October 1963
Yugoslavia	1 April 1963	Panama	4 December 1963 (a)
Madagascar	31 July 1963 (a)	Dominican Republic	14 January 1964

Subsequently, the Protocol came into force for Gabon on 2 May 1964 and for the United Arab Republic on 9 July 1964, the instruments of accession having been deposited on behalf of these States on 2 April and 9 June 1964 respectively.

² See p. 95 of this volume.

³ *United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities, Official Records, Vols. I and II* (United Nations Publication, Sales Nos. : 61.X.2 and 62.X.1).

N° 7311. PROTOCOLE DE SIGNATURE FACULTATIVE¹ À
LA CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS
DIPLOMATIQUES², CONCERNANT L'ACQUISITION DE
LA NATIONALITÉ. FAIT À VIENNE, LE 18 AVRIL 1961

Les États parties au présent Protocole et à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques², ci-après dénommée « la Convention », qui a été adoptée par la Conférence des Nations Unies tenue à Vienne du 2 mars au 14 avril 1961³,

Exprimant leur désir d'établir entre eux des normes relatives à l'acquisition de la nationalité par les membres de leurs missions diplomatiques et les membres des familles de ceux-ci qui font partie de leur ménage,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Aux fins du présent Protocole, l'expression « membres de la mission » a le sens qui lui est donné dans l'alinéa b) de l'article premier de la Convention, c'est-à-dire qu'elle s'entend « du chef de la mission et des membres du personnel de la mission ».

Article II

Les membres de la mission qui n'ont pas la nationalité de l'État accréditaire et les membres de leur famille qui font partie de leur ménage n'acquièrent pas la nationalité de cet État par le seul effet de sa législation.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les États qui deviendront Parties à la Convention, de la manière suivante : jusqu'au 31 octobre 1961 au Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Autriche, et ensuite, jusqu'au 31 mars 1962, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

¹ Conformément au paragraphe 1 de l'article VI, le Protocole est entré en vigueur le 24 avril 1964, date de l'entrée en vigueur de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en ce qui concerne les États suivants au nom desquels les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux dates indiquées :

Tanganyika	5 novembre 1962	Argentine	10 octobre 1963
Laos	3 décembre 1962 (a)	Irak	15 octobre 1963
Yougoslavie	1 ^{er} avril 1963	Panama	4 décembre 1963 (a)
Madagascar	31 juillet 1963 (a)	République Domini- caine	14 janvier 1964

Par la suite le Protocole est entré en vigueur pour le Gabon le 2 mai 1964 et pour la République arabe unie le 9 juillet 1964, les instruments d'adhésion ayant été déposés au nom de ces États les 2 avril et 9 juin 1964 respectivement.

² Voir p. 95 de ce volume.

³ *Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Documents officiels*, v. ol. I et II (publication des Nations Unies, n°s de vente : 61.X.2 et 62.X.1).

Article IV

The present Protocol is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article V

The present Protocol shall remain open for accession by all States which may become Parties to the Convention. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VI

1. The present Protocol shall enter into force on the same day as the Convention or on the thirtieth day following the date of deposit of the second instrument of ratification or accession to the Protocol with the Secretary-General of the United Nations, whichever date is the later.
2. For each State ratifying or acceding to the present Protocol after its entry into force in accordance with paragraph 1 of this Article, the Protocol shall enter into force on the thirtieth day after deposit by such State of its instrument of ratification or accession.

Article VII

The Secretary-General of the United Nations shall inform all States which may become Parties to the Convention :

- (a) of signatures to the present Protocol and of the deposit of instruments of ratification or accession, in accordance with Articles III, IV and V;
- (b) of the date on which the present Protocol will enter into force, in accordance with Article VI.

Article VIII

The original of the present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall send certified copies thereof to all States referred to in Article III.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Protocol.

DONE at Vienna, this eighteenth day of April one thousand nine hundred and sixty-one.

Article IV

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tous les États qui deviendront Parties à la Convention. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VI

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention ou, si cette seconde date est plus éloignée, le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification du Protocole ou d'adhésion à ce Protocole auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. Pour chaque État qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 1 du présent article, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article VII

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les États qui peuvent devenir Parties à la Convention :

- a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles III, IV et V;
- b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur, conformément à l'article VI.

Article VIII

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les États visés à l'article III.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Vienne, le dix-huit avril mil neuf cent soixante et un.



Treaty Series

***Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations***

VOLUME 500

Recueil des Traités

***Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies***

**United Nations • Nations Unies
New York, 1965**

*Treaties and international agreements registered
or filed and recorded with the Secretariat
of the United Nations*

VOLUME 500

1964

I. Nos. 7303-7313

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered from 10 June 1964 to 24 June 1964*

	<i>Page</i>
No. 7303. Netherlands and Federal Republic of Germany :	
Treaty for the further simplification of judicial relations in connexion with The Hague Convention of 1 March 1954 relating to civil procedure. Signed at The Hague, on 30 August 1962	3
No. 7304. Cambodia, Laos, Thailand and Republic of Viet-Nam and Australia :	
Agreement concerning tax exemption of contribution of Australia for the development of water resources of the Lower Mekong Basin. Signed at Vientiane, on 26 November 1960, and at Bangkok, on 12 December 1960	25
No. 7305. Australia, Belgium, Brazil, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Republic of China, etc.:	
Convention, Supplementary to the Warsaw Convention, for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Performed by a Person Other than the Contracting Carrier. Signed at Guadalajara, on 18 September 1961	31
No. 7306. United Nations Children's Fund and Republic of China :	
Agreement concerning the activities of UNICEF in the Republic of China. Signed at Bangkok, on 8 April 1964, and at Taipei, on 12 May 1964 . . .	49
No. 7307. Republic of China and Brazil :	
Trade Agreement. Signed at Rio de Janeiro, on 28 December 1962	61
No. 7308. United Nations Children's Fund and Jamaica :	
Agreement concerning the activities of UNICEF in Jamaica. Signed at Kingston, on 19 May 1964	75

***Traités et accords internationaux enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies***

VOLUME 500

1964

I. N^{os} 7303-7313

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés du 10 juin 1964 au 24 juin 1964*

	<i>Pages</i>
N^o 7303. Pays-Bas et République fédérale d'Allemagne :	
Traité visant à simplifier davantage les relations juridiques régies par la Convention de La Haye, du 1 ^{er} mars 1954, relative à la procédure civile. Signé à La Haye, le 30 août 1962	3
N^o 7304. Cambodge, Laos, Thaïlande et République du Viet-Nam et Australie :	
Accord relatif à la non-imposition de la contribution fournie par l'Australie pour la mise en valeur des ressources hydrauliques du bassin inférieur du Mékong. Signé à Vientiane, le 26 novembre 1960, et à Bangkok, le 12 décembre 1960	25
N^o 7305. Australie, Belgique, Brésil, République socialiste soviétique de Biélorussie, République de Chine, etc.:	
Convention, complémentaire à la Convention de Varsovie, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel. Signée à Guadalajara, le 18 septembre 1961	31
N^o 7306. Fonds des Nations Unies pour l'enfance et République de Chine :	
Accord concernant les activités du FISE dans la République de Chine. Signé à Bangkok, le 8 avril 1964, et à Taïpeh, le 12 mai 1964	49
N^o 7307. République de Chine et Brésil :	
Accord commercial. Signé à Rio de Janeiro, le 28 décembre 1962	61
N^o 7308. Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Jamaïque :	
Accord concernant les activités du FISE à la Jamaïque. Signé à Kingston, le 19 mai 1964	75

	<i>Page</i>
No. 7309. United Nations and Austria :	
Agreement regarding the arrangements for the United Nations Technical Assistance Committee. Signed at Geneva, on 11 June 1964	85
No. 7310. Albania, Argentina, Australia, Austria, Belgium, etc. :	
Vienna Convention on Diplomatic Relations. Done at Vienna, on 18 April 1961	95
No. 7311. Argentina, Central African Republic, Republic of China, Denmark, Dominican Republic, etc. :	
Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, concerning Acquisition of Nationality. Done at Vienna, on 18 April 1961	223
No. 7312. Austria, Belgium, Central African Republic, Republic of China, Colombia, etc. :	
Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes. Done at Vienna, on 18 April 1961	241
No. 7313. Australia, Canada, India, New Zealand, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, etc. :	
Commonwealth Telegraphs Agreement (with schedules and Protocol). Signed at London, on 11 May 1948	
Commonwealth Telegraphs Agreement, 1963 (with schedule). Signed at London, on 25 July 1963	267
ANNEX A. <i>Ratifications, accessions, prorogations, etc., concerning treaties and international agreements registered with the Secretariat of the United Nations</i>	
No. 521. Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies. Approved by the General Assembly of the United Nations on 21 November 1947 :	
Notification by Rwanda	318
No. 1304. Agreement between the United Nations International Children's Emergency Fund and the Government of the Republic of China concerning the activities of UNICEF in China. Signed at Taipei, Taiwan, on 19 July 1950; and Protocol additional to the above-mentioned Agreement, concerning claims against UNICEF. Signed at Taipei, on 8 July 1961, and at Bangkok, on 31 July 1961 :	
Termination	320
No. 4714. International Convention for the Prevention of Pollution of the Sea by Oil, 1954. Done at London, on 12 May 1954 :	
Acceptance by Italy	321

	<i>Pages</i>
N° 7309. Organisation des Nations Unies et Autriche :	
Accord relatif aux arrangements concernant le Comité de l'assistance technique des Nations Unies. Signé à Genève, le 11 juin 1964	85
N° 7310. Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, etc. :	
Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Faite à Vienne, le 18 avril 1961	95
N° 7311. Argentine, République centrafricaine, République de Chine, Danemark, République Dominicaine, etc. :	
Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, concernant l'acquisition de la nationalité. Fait à Vienne, le 18 avril 1961	223
N° 7312. Autriche, Belgique, République centrafricaine, République de Chine, Colombie, etc. :	
Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, concernant le règlement obligatoire des différends. Fait à Vienne, le 18 avril 1961	241
N° 7313. Australie, Canada, Inde, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, etc. :	
Accord relatif aux services télégraphiques du Commonwealth (avec annexes et Protocole). Signé à Londres, le 11 mai 1948	
Accord de 1963 relatif aux services télégraphiques du Commonwealth (avec annexe). Signé à Londres, le 25 juillet 1963	267
ANNEXE A. Ratifications, adhésions, prorogations, etc., concernant des traités et accords internationaux enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	
N° 521. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947 :	
Notification du Rwanda	319
N° 1304. Accord entre le Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance et le Gouvernement de la République de Chine concernant l'activité du FISE en Chine. Signé à Taïpei (Taïwan), le 19 juillet 1950 ; et	
Protocole additionnel à l'Accord susmentionné, concernant des réclamations contre le FISE. Signé à Taïpei, le 8 juillet 1961, et à Bangkok, le 31 juillet 1961 :	
Expiration	320
N° 4714. Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, 1954. Faite à Londres, le 12 mai 1954 :	
Acceptation de l'Italie	321

	<i>Page</i>
No. 5563. Revised Standard Agreement between the United Nations, the International Labour Organisation, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the International Civil Aviation Organization, the World Health Organization, the International Telecommunication Union, the World Meteorological Organization and the International Atomic Energy Agency and the Government of the Somali Republic for technical assistance. Signed at Mogadiscio, on 28 January 1961:	
Exchange of letters constituting an agreement amending the above-mentioned Agreement. New York, 25 May 1964, and Mogadiscio, 9 June 1964	322
No. 6193. Convention against discrimination in education. Adopted on 14 December 1960 by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization at its eleventh session, held in Paris from 14 November to 15 December 1960:	
Notification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	328
No. 6200. European Convention on Customs Treatment of Pallets used in International Transport. Done at Geneva, on 9 December 1960:	
Accession by Yugoslavia	330
No. 6861. Customs Convention on the temporary importation of packings. Done at Brussels, on 6 October 1960:	
Ratification by Luxembourg	331
No. 6964. Treaty banning nuclear weapon tests in the atmosphere, in outer space and under water. Signed at Moscow, on 5 August 1963:	
Ratifications	332

N° 5563.	Accord type révisé d'assistance technique entre l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation météorologique mondiale et l'Agence internationale de l'énergie atomique, d'une part, et le Gouvernement de la République de Somalie, d'autre part. Signé à Mogadiscio, le 28 janvier 1961 :	<i>Pages</i>
	Échange de lettres constituant un avenant à l'Accord susmentionné. New York, 25 mai 1964, et Mogadiscio, 9 juin 1964	323
N° 6193.	Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. Adoptée le 14 décembre 1960 par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa onzième session, tenue à Paris du 14 novembre au 15 décembre 1960 :	
	Notification du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	329
N° 6200.	Convention européenne relative au régime douanier des palettes utilisées dans les transports internationaux. Faite à Genève, le 9 décembre 1960 :	
	Adhésion de la Yougoslavie	330
N° 6861.	Convention douanière relative à l'importation temporaire des emballages. Faite à Bruxelles, le 6 octobre 1960 :	
	Ratification du Luxembourg	331
N° 6964.	Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Signé à Moscou, le 5 août 1963 :	
	Ratifications	332

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration, which has not been registered, may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly by resolution 97 (I) established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, Vol. 76, p. XVIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

* * *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 76, p. XIX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet État comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

* * *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

from 10 June 1964 to 24 June 1964

Nos. 7303 to 7313



Traités et accords internationaux

enregistrés

du 10 juin 1964 au 24 juin 1964

N^{os} 7303 à 7313

No. 7303

**NETHERLANDS
and
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY**

**Treaty for the further simplification of judicial relations in
connexion with The Hague Convention of 1 March
1954 relating to civil procedure. Signed at The Hague,
on 30 August 1962**

Official texts: Dutch and German.

Registered by the Netherlands on 10 June 1964.

**PAYS-BAS
et
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE**

**Traité visant à simplifier davantage les relations juridiques
régies par la Convention de La Haye, du 1^{er} mars
1954, relative à la procédure civile. Signé à La Haye,
le 30 août 1962**

Textes officiels néerlandais et allemand.

Enregistré par les Pays-Bas le 10 juin 1964.

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

No. 7303. VERDRAG TUSSEN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN EN DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND TER VERDERE VEREENVOUDIGING VAN HET RECHTSVERKEER, ZOALS GEREGLD BIJ HET OP 1 MAART 1954 TE 'S-GRAVENHAGE GESLOTEN VERDRAG BETREFFENDE DE BURGERLIJKE RECHTSVORDERING

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en
De President van de Bondsrepubliek Duitsland,

Verlangend het rechtsverkeer, zoals geregeld bij het Haagse Verdrag van 1 maart 1954 betreffende de burgerlijke rechtsvordering, tussen de beide Staten verder te vereenvoudigen,

Zijn overeengekomen een verdrag te sluiten en hebben tot Hun gevolmachtigden benoemd :

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :

De Heer mr. J. M. A. H. Luns, Minister van Buitenlandse Zaken,

De President van de Bondsrepubliek Duitsland :

De Heren Dr. J. Löns, Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur te 's-Gravenhage, en

Prof. dr. A. Bülow, Directeur-Generaal bij het Bondsministerie van Justitie.

De gevolmachtigden zijn, na uitwisseling van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten, het volgende overeengekomen :

BETEKENING OF MEDEDELING VAN GERECHTELIJKE EN
BUITENGERECHTELIJKE STUKKEN

Artikel 1

(1) Gerechtelijke of buitengerechtelijke stukken, die uit een van beide Staten afkomstig zijn, worden rechtstreeks toegezonden, en wel

- a) wanneer zij bestemd zijn voor personen in de Bondsrepubliek Duitsland, door de bevoegde Nederlandse rechterlijke autoriteiten aan de President van het Landgericht of het Amtsgericht in welks gebied de persoon, voor wie het stuk bestemd is, verblijft,
- b) wanneer de betekening moet geschieden aan personen in Nederland, door de bevoegde Duitse rechterlijke autoriteiten aan de Officier van Justitie bij de Arrondissements-Rechtbank in welker gebied de persoon, voor wie het stuk bestemd is, verblijft.

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

No. 7303. VERTRAG ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE UND DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND ZUR WEITEREN VEREINFACHUNG DES RECHTSVERKEHRS NACH DEM HAAGER ÜBEREINKOMMEN VOM 1. MÄRZ 1954 ÜBER DEN ZIVILPROZESS

Ihre Majestät die Königin der Niederlande und
Der Präsident der Bundesrepublik Deutschland

In dem Wunsch, den Rechtsverkehr nach dem Haager Übereinkommen vom 1. März 1954 über den Zivilprozess zwischen den beiden Staaten weiter zu vereinfachen.

Sind übereingekommen, einen Vertrag zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

Ihre Majestät die Königin der Niederlande :

Herrn Dr. J. M. A. H. Luns, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,

Der Präsident der Bundesrepublik Deutschland :

Die Herren Dr. J. Löns, Ausserordentlichen und Bevollmächtigten Botschafter in Den Haag, und

Prof. Dr. A. Bülow, Ministerialdirektor im Bundesministerium der Justiz.

Die Bevollmächtigten haben nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten nachstehende Bestimmungen vereinbart :

ZUSTELLUNG ODER MITTEILUNG GERICHTLICHER UND AUSSERGERICHTLICHER
SCHRIFTSTÜCKE

Artikel 1

(1) Gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke, die von einem der beiden Staaten ausgehen, werden im unmittelbaren Verkehr übersandt, und zwar,

- a) wenn sie für Personen in der Bundesrepublik Deutschland bestimmt sind, von den zuständigen niederländischen Justizbehörden an den Präsidenten des Landsgerichts oder Amtsgerichts, in dessen Bezirk sich der Empfänger aufhält,
- b) wenn die Zustellung an Personen in den Niederlanden bewirkt werden soll, von den zuständigen deutschen Justizbehörden an den *Officier van Justitie bij de Arrondissements-Rechtbank* (Staatsanwalt bei dem Arrondissementsgericht), in deren Bezirk sich der Empfänger aufhält.

(2) De genoemde autoriteiten bedienen zich bij de aanvragen en de verdere briefwisseling van hun eigen landstaal.

Artikel 2

Is de autoriteit, aan wie het stuk is toegezonden, niet bevoegd, dan maakt zij het ambtshalve over aan de bevoegde autoriteit en deelt zij zulks onverwijld mede aan de autoriteit, van welke de aanvraag afkomstig is.

Artikel 3

(1) De betekening (mededeling) van stukken door eenvoudige afgifte, evenals de betekening met inachtneming van een bepaalde vorm (mededeling met inachtneming van een bepaalde vorm) geschiedt overeenkomstig de artikelen 2, 3, 4 en 5 van het Haagse Verdrag.

(2) Heeft de autoriteit van welke de aanvraag afkomstig is, niet, zoals in artikel 3, lid 2, van het Haagse Verdrag is voorzien, het verlangen kenbaar gemaakt het stuk te doen betekenen (mededelen) met inachtneming van de vorm, die in de eigen wetgeving van de aangezochte autoriteit voor het verrichten van gelijksoortige betekeningen (mededelingen) is voorgeschreven, of te doen betekenen (mededelen) met inachtneming van een bepaalde vorm, en kan de betekening (mededeling) niet door eenvoudige afgifte overeenkomstig artikel 2 van het Haagse Verdrag geschieden, dan zendt de aangezochte autoriteit het stuk onverwijld terug aan de autoriteit van welke de aanvraag afkomstig is, en deelt haar mede, waarom een eenvoudige afgifte niet mogelijk was.

(3) Heeft de autoriteit bij haar aanvraag om een stuk te doen betekenen (mededelen), hetzij met inachtneming van de vorm die in de eigen wetgeving van de aangezochte autoriteit voor het verrichten van soortgelijke betekeningen (mededelingen) is voorgeschreven, hetzij met inachtneming van een bijzondere vorm, geen vertaling van het stuk gevoegd, dan wordt deze door de aangezochte autoriteit verschaft. Terugbetaling van kosten, gemaakt voor vertalingen, kan niet worden verlangd; het bedrag van deze kosten wordt echter aan de autoriteit van welke de aanvraag afkomstig is, medegedeeld.

(4) De in artikel 3, lid 2, van het Haagse Verdrag bedoelde vertaling kan ook voor eensluidend worden verklaard door een beëdigde vertaler van de aangezochte Staat.

(5) Beide Staten zien wederzijds af van terugbetaling van kosten die in de gevallen bedoeld bij artikel 3 van het Haagse Verdrag zijn veroorzaakt, doordat bij de betekening (mededeling) een gerechtsdienaar is opgetreden, of doordat een bijzondere vorm in acht is genomen; het bedrag van deze kosten wordt echter aan de autoriteit van wie de aanvraag afkomstig is, medegedeeld.

(2) Die genannten Behörden bedienen sich für die Anträge und bei dem weiteren Schriftwechsel ihrer Landessprache.

Artikel 2

Ist die Behörde, der das Schriftstück übersandt worden ist, nicht zuständig, so gibt sie es von Amts wegen an die zuständige Behörde ab und benachrichtigt hiervon unverzüglich die ersuchende Behörde.

Artikel 3

(1) Die Zustellung (Mitteilung) durch einfache Übergabe und die förmliche Zustellung (förmliche Mitteilung) von Schriftstücken wird gemäss den Artikeln 2, 3, 4 und 5 des Haager Übereinkommens ausgeführt.

(2) Hat die ersuchende Behörde nicht, wie in Artikel 3 Absatz 2 des Haager Übereinkommens vorgesehen, den Wunsch ausgesprochen, das Schriftstück in der Form, die nach den innerstaatlichen Rechtsvorschriften der ersuchten Behörde für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen (Mitteilungen) vorgeschrieben ist, oder in einer besonderen Form zuzustellen (mitzuteilen), und kann eine Zustellung (Mitteilung) nicht durch einfache Übergabe nach Artikel 2 des Haager Übereinkommens bewirkt werden, so sendet die ersuchte Behörde das Schriftstück unverzüglich der ersuchenden Behörde zurück und teilt ihr die Gründe mit, aus denen die einfache Übergabe nicht möglich war.

(3) Hat die ersuchende Behörde dem Antrag, ein Schriftstück in der Form, die nach den innerstaatlichen Rechtsvorschriften der ersuchten Behörde für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen (Mitteilungen) vorgeschrieben ist, oder in einer besonderen Form zuzustellen (mitzuteilen), eine Übersetzung des Schriftstücks nicht beigefügt, so wird diese von der ersuchten Behörde beschafft. Etwa entstehende Übersetzungskosten werden nicht erstattet; der Betrag dieser Kosten ist jedoch der ersuchenden Behörde mitzuteilen.

(4) Die in Artikel 3 Absatz 2 des Haager Übereinkommens vorgesehene Übersetzung kann auch von einem vereidigten Übersetzer des ersuchenden Staates beglaubigt werden.

(5) Die beiden Staaten verzichten gegenseitig auf die Erstattung von Auslagen, die in den Fällen des Artikels 3 des Haager Übereinkommens dadurch entstanden sind, dass bei der Zustellung (Mitteilung) ein Gerichtsbeamter mitgewirkt hat oder dass bei ihr eine besondere Form beachtet worden ist; der Betrag dieser Auslagen ist jedoch der ersuchenden Behörde mitzuteilen.

ROGATOIRE COMMISSIES

Artikel 4

(1) Rogatoire commissies worden door de wederzijdse autoriteiten rechtstreeks aan elkaar toegezonden. Artikel 1, lid 1, en artikel 2 zijn van overeenkomstige toepassing.

(2) De genoemde autoriteiten bedienen zich bij de overmaking van de rogatoire commissies en bij de verdere briefwisseling van hun eigen landstaal.

Artikel 5

De rogatoire commissies worden gesteld in de taal van de autoriteit, van welke het verzoek uitgaat. Terugbetaling van kosten, gemaakt voor vertalingen, kan niet worden verlangd; het bedrag van deze kosten wordt echter aan de autoriteit van welke de aanvraag afkomstig is, medegedeeld.

Artikel 6

(1) Beide Staten zien wederzijds af van terugbetaling van kosten, die bij de uitvoering van een rogatoire commissie zijn gemaakt; dit geldt ook voor de bedragen die aan deskundigen zijn betaald.

(2) De aangezochte autoriteit doet van de kosten, welke zij heeft gemaakt, opgave aan de autoriteit van welke de rogatoire commissie afkomstig is.

Artikel 7

De diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers der beide Staten kunnen rogatoire commissies, waarbij eigen onderdanen moeten worden gehoord, rechtstreeks uitvoeren zonder dat daarbij enig dwangmiddel mag worden aangewend. De nationaliteit van de persoon, die moet worden gehoord, wordt beoordeeld naar het recht van de Staat, waarin de rogatoire commissie moet worden uitgevoerd.

UITVOERBAARVERKLARING VAN UITSPRAKEN BETREFFENDE PROCESKOSTEN

Artikel 8

Een verzoek om een uitspraak betreffende de proceskosten overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van het Haagse Verdrag uitvoerbaar te verklaren, kan niet alleen langs diplomatieke weg maar ook rechtstreeks door de rechthebbende aan het bevoegde gerecht worden gedaan.

Artikel 9

De verklaring van de bevoegde autoriteit, dat de uitspraak betreffende de kosten van het geding in kracht van gewijsde is gegaan, behoeft niet overeenkomstig artikel 19, lid 3, tweede zin, van het Haagse Verdrag te worden bevestigd door de hoogste autoriteit belast met het beheer der justitie.

RECHTSHILFEERSUCHEN

Artikel 4

(1) Rechtshilfeersuchen werden im unmittelbaren Verkehr der beiderseitigen Behörden übersandt. Artikel 1 Absatz 1 und Artikel 2 gelten entsprechend.

(2) Die genannten Behörden bedienen sich bei der Übermittlung der Rechtshilfeersuchen und bei dem weiteren Schriftwechsel ihrer Landessprache.

Artikel 5

Die Rechtshilfeersuchen werden in der Sprache der ersuchenden Behörde abgefasst. Etwa entstehende Übersetzungskosten werden nicht erstattet; der Betrag dieser Kosten ist jedoch der ersuchenden Behörde mitzuteilen.

Artikel 6

(1) Die beiden Staaten verzichten gegenseitig auf die Erstattung von Auslagen, die bei der Erledigung eines Rechtshilfeersuchens entstanden sind; dies gilt auch für die Beträge, die an Sachverständige gezahlt worden sind.

(2) Die ersuchte Behörde hat die ihr erwachsenen Auslagen der ersuchenden Behörde mitzuteilen.

Artikel 7

Die diplomatischen oder konsularischen Vertreter der beiden Staaten können Rechtshilfeersuchen, die sich auf eigene Staatsangehörige beziehen, unmittelbar und ohne Anwendung von Zwang ausführen. Die Staatsangehörigkeit der Person, auf die sich das Rechtshilfeersuchen bezieht, wird nach dem Recht des Staates beurteilt, in dem es ausgeführt werden soll.

VOLLSTRECKBARERKLÄRUNG VON KOSTENENTSCHEIDUNGEN

Artikel 8

Der Antrag, eine Entscheidung über die Prozesskosten nach den Artikeln 18 und 19 des Haager Übereinkommens für vollstreckbar zu erklären, kann nicht nur auf dem diplomatischen Wege, sondern auch von dem Berechtigten unmittelbar bei dem zuständigen Gericht gestellt werden.

Artikel 9

Die Bescheinigung der zuständigen Behörde, dass die Kostenentscheidung die Rechtskraft erlangt hat, bedarf keiner Bestätigung der höchsten Justizverwaltungsbehörde nach Artikel 19 Absatz 3 Satz 2 des Haager Übereinkommens.

Artikel 10

De vertaling, bedoeld in artikel 19, lid 2, onder 3, van het Haagse Verdrag, kan ook voor eensluidend worden verklaard door een beëdigde vertaler van de Staat waar de uitspraak is gegeven.

KOSTELOZE RECHTSBIJSTAND

Artikel 11

Verzoeken om kosteloze rechtsbijstand, die overeenkomstig artikel 23 van het Haagse Verdrag worden gedaan, kunnen ook aan de wederzijdse autoriteiten rechtstreeks worden toegezonden. De artikelen 1 en 2 zijn van overeenkomstige toepassing.

Artikel 12

De bij een verzoek om kosteloze rechtsbijstand te voegen stukken kunnen gesteld worden in de taal van de autoriteit van welke het verzoek afkomstig is. Terugbetaling van kosten, gemaakt voor vertalingen, kan niet worden verlangd.

Artikel 13

De bevoegde autoriteiten van de Staat in welke om kosteloze rechtsbijstand wordt verzocht, kunnen, voor zover zij nadere inlichtingen behoeven over de financiële toestand van de verzoeker, zich daartoe rechtstreeks wenden tot de bevoegde autoriteiten van de andere Staat.

SLOTBEPALINGEN

Artikel 14

(1) Dit Verdrag geldt, wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, alleen voor het in Europa gelegen deel van het Koninkrijk.

(2) Dit Verdrag kan door wisseling van nota's tussen de Regeringen van de beide Staten toepasselijk worden verklaard op elk der buiten Europa gelegen delen van het Koninkrijk der Nederlanden. In de notawisseling wordt het tijdstip van inwerkingtreding vastgesteld.

Artikel 15

Dit Verdrag geldt ook voor het „Land” Berlijn, tenzij de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland tegenover de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden binnen drie maanden na de inwerkingtreding van het Verdrag het tegendeel verklaart.

Artikel 10

Die in Artikel 19 Absatz 2 Nummer 3 des Haager Übereinkommens vorgesehene Übersetzung kann auch von einem vereidigten Übersetzer des Staates beglaubigt werden, in dem die Entscheidung ergangen ist.

ARMENRECHT

Artikel 11

Anträge auf Bewilligung des Armenrechts, die gemäss Artikel 23 des Haager Übereinkommens gestellt werden, können auch im unmittelbaren Verkehr der beiderseitigen Behörden übersandt werden. Artikel 1 und 2 gelten entsprechend.

Artikel 12

Die Urkunden, die einem Antrag auf Bewilligung des Armenrechts beigelegt werden, können in der Sprache der ersuchenden Behörde abgefasst werden; etwa entstehende Übersetzungskosten werden nicht erstattet.

Artikel 13

Die zuständigen Behörden des Staates, in dem das Armenrecht beantragt wird, können sich, sofern eine ergänzende Auskunft über die Einkommens- und Vermögensverhältnisse des Antragstellers erforderlich ist, unmittelbar an die zuständigen Behörden des anderen Staates wenden.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 14

(1) Dieser Vertrag gilt hinsichtlich des Königreichs der Niederlande nur für den in Europa belegenen Teil des Königreichs.

(2) Dieser Vertrag kann durch Notenwechsel zwischen den Regierungen der beiden Staaten auf jeden der ausserhalb Europas belegenen Teile des Königreichs der Niederlande ausgedehnt werden. In dem Notenwechsel wird der Zeitpunkt des Inkrafttretens festgelegt.

Artikel 15

Dieser Vertrag gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung des Königreichs der Niederlande innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrages eine gegenteilige Erklärung abgibt.

Artikel 16

Geschillen over de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag worden geregeld langs de diplomatieke weg.

Artikel 17

(1) Dit Verdrag zal worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging zullen zo spoedig mogelijk in Bonn worden uitgewisseld.

(2) Dit Verdrag treedt in werking twee maanden na de uitwisseling van de akten van bekrachtiging.

(3) Dit Verdrag kan te allen tijde schriftelijk worden opgezegd. De opzegging kan beperkt worden tot een buiten Europa gelegen deel van het Koninkrijk der Nederlanden, waarop het Verdrag overeenkomstig artikel 14, lid 2, toepasselijk is verklaard. De opzegging wordt zes maanden na haar mededeling van kracht.

(4) Bij het inwerkingtreden van dit Verdrag treedt de Verklaring tussen de Nederlandse Regering en de Duitse Regering van 31 juli 1909, ter verdere vereenvoudiging der rechtsbetrekkingen, buiten werking. Niettemin worden verzoeken om betekening van stukken en rogatoire commissies, welke bij de inwerkingtreding van dit Verdrag reeds door de aangezochte autoriteit zijn ontvangen, met inachtneming van de Verklaring van 31 juli 1909 afgedaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en van hun zegels voorzien.

GEDAAN te 's-Gravenhage, de 30e augustus 1962, in twee oorspronkelijke exemplaren, elk in de Nederlandse en de Duitse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

Voor het Koninkrijk
der Nederlanden :

(w.g.) J. LUNS

Voor de Bondsrepubliek
Duitsland :

(w.g.) Dr. J. LÖNS

(w.g.) A. BÜLOW

Artikel 16

Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder die Anwendung dieses Vertrages werden auf diplomatischem Wege geregelt.

Artikel 17

(1) Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald wie möglich in Bonn ausgetauscht werden.

(2) Dieser Vertrag tritt zwei Monate nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

(3) Dieser Vertrag kann jederzeit schriftlich gekündigt werden. Die Kündigung kann auf einen ausserhalb Europas belegenen Teil des Königreichs der Niederlande, auf den der Vertrag gemäss Artikel 14 Absatz 2 ausgedehnt worden ist, beschränkt werden. Die Kündigung wird sechs Monate nach ihrer Notifizierung wirksam.

(4) Mit dem Inkrafttreten dieses Vertrages tritt die Erklärung zwischen der Niederländischen Regierung und der Deutschen Regierung zur weiteren Vereinfachung des Rechtshilfeverkehrs vom 31. Juli 1909 ausser Kraft. Jedoch werden Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen, die bei Inkrafttreten dieses Vertrages bereits bei den ersuchten Behörden eingegangen sind, nach der Erklärung vom 31. Juli 1909 erledigt.

ZU URKUND DESSEN haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

GESCHEHEN zu Den Haag am 30. August 1962 in zwei Urschriften, jede in niederländischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist.

Für das Königreich
der Niederlande :

(gez.) J. LUNS

Für die Bundesrepublik
Deutschland :

(gez.) Dr. J. LÖNS

(gez.) A. BÜLOW

[TRANSLATION — TRADUCTION]

No. 7303. TREATY¹ BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY FOR THE FURTHER SIMPLIFICATION OF JUDICIAL RELATIONS IN CONNEXION WITH THE HAGUE CONVENTION OF 1 MARCH 1954² RELATING TO CIVIL PROCEDURE. SIGNED AT THE HAGUE, ON 30 AUGUST 1962

Her Majesty the Queen of the Netherlands and
The President of the Federal Republic of Germany,

Desirous of simplifying further the judicial relations between the two countries in accordance with The Hague Convention of 1 March 1954² relating to civil procedure;

Have agreed to conclude a Treaty and have appointed as their plenipotentiaries :

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

Dr. J. M. A. H. Luns, Minister for Foreign Affairs,

The President of the Federal Republic of Germany :

Dr. J. Löns, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at The Hague,
and

Professor Dr. A. Bülow, *Ministerialdirektor* in the Federal Ministry of Justice.

The plenipotentiaries, having exchanged their full powers, which were found in good and due form, have agreed on the following provisions :

SERVICE OR COMMUNICATION OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS

Article 1

(1) Judicial and extra-judicial documents emanating from one of the two States shall be transmitted direct, as follows :

- (a) If they are intended for persons in the Federal Republic of Germany, they will be sent by the competent Netherlands judicial authorities to the President of the *Land* Court or District Court within whose jurisdiction the receiver is residing,

¹ Came into force on 3 May 1964, two months after the exchange of the instruments of ratification which took place at Bonn on 3 March 1964, in accordance with article 17.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 286, p. 265.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N^o 7303. TRAITÉ¹ ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE VISANT À SIMPLIFIER D'AVANTAGE LES RELATIONS JURIDIQUES RÉGIES PAR LA CONVENTION DE LA HAYE, DU 1^{er} MARS 1954², RELATIVE À LA PROCÉDURE CIVILE. SIGNÉ À LA HAYE, LE 30 AOÛT 1962

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et
Le Président de la République fédérale d'Allemagne,

Désireux de faciliter davantage entre les deux États les relations juridiques régies par la Convention de La Haye du 1^{er} mars 1954², relative à la procédure civile,

Sont convenus de conclure un traité et ont désigné à cette fin pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. J. M. A. H. Luns, Ministre des affaires étrangères,

Le Président de la République fédérale d'Allemagne :

M. J. Löns, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à La Haye, et

M. A. Bülow, Directeur au Ministère fédéral de la Justice,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

SIGNIFICATION OU COMMUNICATION D'ACTES JUDICIAIRES OU EXTRA-JUDICIAIRES

Article premier

1. Les actes judiciaires ou extra-judiciaires émanant de l'un des deux États sont communiqués directement de la manière suivante :

- a) S'ils sont destinés à des personnes se trouvant dans la République fédérale d'Allemagne, ils sont adressés par les autorités judiciaires néerlandaises compétentes au Président du *Landgericht* ou de l'*Amtsgericht* dans le ressort duquel réside le destinataire;

¹ Entré en vigueur le 3 mai 1964, deux mois après l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Bonn le 3 mars 1964, conformément à l'article 17.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 286, p. 265.

- (b) If they are to be served on persons in the Netherlands, by the competent German judicial authorities to the Public Prosecutor of the District Court (*Officier van Justitie*) within whose jurisdiction the receiver is residing.

(2) The above-named authorities shall use the language of their country in making applications and in subsequent correspondence.

Article 2

If the authority to whom the document has been transmitted is not competent in the matter, it shall send the document, *ex officio*, to the competent authority and shall notify the requesting authority thereof without delay.

Article 3

(1) The service (communication) by means of ordinary delivery and the formal service (formal communication) of documents shall be effected in accordance with articles 2, 3, 4 and 5 of The Hague Convention.

(2) If the requesting authority has not, as provided in article 3, paragraph 2, of The Hague Convention, expressed the wish to serve (communicate) the document in the manner prescribed by the internal legislation of the requested authority for such service (communication), or in a special manner, and if service (communication) cannot be effected by ordinary delivery in accordance with article 2 of The Hague Convention, the requested authority shall return the document without delay to the requesting authority and notify it of the reason for which ordinary delivery was not possible.

(3) If the requesting authority has not enclosed a translation of the document with the request to serve (communicate) a document in the manner prescribed by the internal legislation of the requested authority for such service (communication), or in a special manner, a translation shall be provided by the requested authority. Any costs incurred in respect of translation shall not be reimbursed; the amount of such costs, however, shall be communicated to the requesting authority.

(4) The translation referred to in article 3, paragraph 2, of The Hague Convention may also be certified by a sworn translator of the requesting State.

(5) The two States reciprocally renounce any right to reimbursement in respect of expenses which, in cases falling under article 3 of The Hague Convention, arise by reason of the assistance of a court official in effecting service (communication) or by reason of the observance of a special form of service; nevertheless the amount of such expenses shall be notified to the requesting authority.

b) S'ils doivent être signifiés à des personnes se trouvant aux Pays-Bas, ils sont adressés par les autorités judiciaires allemandes compétentes à l'*Officier van Justitie bij de Arrondissements-Rechtbank* (procureur près le tribunal d'arrondissement) dans le ressort duquel réside le destinataire.

2. Les demandes de signification ainsi que toute communication ultérieure y relative sont établies dans la langue nationale desdites autorités.

Article 2

L'autorité à laquelle l'acte a été adressé, si elle n'est pas compétente, le transmet d'office à l'autorité compétente et en informe immédiatement l'autorité requérante.

Article 3

1. La signification (communication) d'actes par simple remise ainsi que leur signification (communication) formelle s'effectuent conformément aux dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 de la Convention de La Haye.

2. Si l'autorité requérante n'a pas, comme le prévoit le deuxième alinéa de l'article 3 de la Convention de La Haye, exprimé le désir de faire signifier (communiquer) l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de l'autorité requise pour l'exécution de significations (communications) analogues, ou dans une forme spéciale, et qu'une signification (communication) ne peut être effectuée par simple remise comme le prévoit l'article 2 de la Convention de La Haye, l'autorité requise renvoie immédiatement l'acte à l'autorité requérante en lui exposant les motifs pour lesquels la simple remise n'a pu avoir lieu.

3. Si l'autorité requérante n'a pas joint une traduction de l'acte à la demande tendant à faire signifier (communiquer) un acte dans la forme prescrite par la législation interne de l'autorité requise pour l'exécution de significations (communications) analogues, ou dans une forme spéciale, l'autorité requise en établit une traduction. Les frais de traduction ne donnent pas lieu à remboursement; le montant en est cependant porté à la connaissance de l'autorité requérante.

4. La traduction visée au deuxième alinéa de l'article 3 de la Convention de La Haye peut en outre être certifiée par un traducteur assermenté de l'État requérant.

5. Les deux États renoncent mutuellement au remboursement des dépenses qu'ils auront eu à assumer, dans les cas visés à l'article 3 de la Convention de La Haye, pour faire exécuter la signification (communication) par les soins d'un membre du personnel judiciaire ou dans une forme spéciale; toutefois, le montant desdits frais est porté à la connaissance de l'autorité requérante.

LETTERS ROGATORY

Article 4

(1) Letters rogatory shall be transmitted direct between the authorities concerned. Article 1, paragraph (1) and article 2 shall apply *mutatis mutandis*.

(2) The authorities aforesaid shall use the language of their country in sending letters rogatory and in subsequent correspondence.

Article 5

Letters rogatory shall be drawn up in the language of the requesting authority. Any costs incurred in respect of translation shall not be reimbursed; the amount of such costs, however, shall be communicated to the requesting authority.

Article 6

(1) The two States reciprocally renounce any right to reimbursement of expenses which have been incurred in connexion with the execution of a letter rogatory; this shall apply also to the amounts which have been paid to experts.

(2) The requested authority shall notify the requesting authority of the expenses it has incurred.

Article 7

The diplomatic or consular representatives of the two States may execute letters rogatory which concern their own nationals, directly and without employing coercion. The nationality of the person to whom the letter rogatory refers shall be determined in accordance with the law of the State in which it is to be executed.

DECLARATION THAT DECISIONS RELATING TO COSTS AND EXPENSES ARE ENFORCEABLE

Article 8

The request to declare a decision respecting the costs of a law suit enforceable in accordance with the provisions of articles 18 and 19 of The Hague Convention may be made direct to the competent court not only through diplomatic channels, but also by the person entitled.

Article 9

A certificate by the competent authority that the decision relating to costs has acquired the force of *res judicata*, shall not require the confirmation of the

COMMISSIONS ROGATOIRES

Article 4

1. Les autorités des deux États contractants se communiquent directement les commissions rogatoires. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article premier et de l'article 2 du présent Traité s'appliquent *mutatis mutandis*.

2. Aux fins de la transmission des commissions rogatoires comme pour toute communication ultérieure y relative, lesdites autorités utilisent leur langue nationale.

Article 5

Les commissions rogatoires sont établies dans la langue de l'autorité requérante. Les frais de traduction ne donneront pas lieu à remboursement; toutefois, le montant en est porté à la connaissance de l'autorité requérante.

Article 6

1. Les deux États contractants renoncent mutuellement au remboursement des frais d'exécution des commissions rogatoires; la présente disposition s'applique également aux honoraires des experts.

2. L'autorité requise informe l'autorité requérante du montant des dépenses qu'elle a faites.

Article 7

Les agents diplomatiques ou consulaires des deux États peuvent exécuter directement et sans avoir recours à la contrainte les commissions rogatoires qui concernent les ressortissants de leur pays. La nationalité de la personne faisant l'objet de la commission rogatoire est déterminée conformément à la législation de l'État où la commission rogatoire doit être exécutée.

EXEQUATUR DES DÉCISIONS RELATIVES AUX FRAIS DE JUSTICE

Article 8

Les demandes d'exequatur des décisions relatives aux frais de justice visées aux articles 18 et 19 de la Convention de La Haye peuvent non seulement être communiquées par la voie diplomatique, mais aussi être adressées directement par l'ayant droit au tribunal compétent.

Article 9

L'attestation de l'autorité compétente établissant que la décision relative aux frais de justice est passée en force de chose jugée n'a pas à être certifiée par

highest official in charge of the administration of justice as laid down in article 19, third paragraph, second sentence, of The Hague Convention.

Article 10

The translation provided in accordance with article 19, second paragraph, sub-paragraph 3, of The Hague Convention may also be certified by a sworn translator in the State in which the decision has been pronounced.

FREE LEGAL AID

Article 11

Applications for the granting of free legal aid, submitted in accordance with the provisions of article 23 of The Hague Convention, may also be transmitted direct between the two authorities concerned. Articles 1 and 2 shall apply as appropriate.

Article 12

The certificates accompanying an application for the granting of free legal aid may be drawn up in the language of the requesting authority; any translation costs which may be incurred shall not be reimbursed.

Article 13

The competent authorities of the State in which the application for free legal aid is made may, in so far as supplementary information is required concerning the income and financial situation of the applicant, communicate direct with the competent authorities of the other State.

FINAL PROVISIONS

Article 14

(1) This Treaty shall apply only to that part of the Kingdom of the Netherlands which is situated in Europe.

(2) This Treaty may be extended, by means of an exchange of notes between the Governments of the two States, to any part of the Kingdom of the Netherlands which is situated outside Europe. In the exchange of notes, the date of entry into force shall be specified.

le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice, comme le prévoit la deuxième phrase du troisième alinéa de l'article 19 de la Convention de La Haye.

Article 10

La traduction visée au sous-alinéa 3 du deuxième alinéa de l'article 19 de la Convention de La Haye peut également être certifiée par un traducteur assermenté de l'État où la décision a été rendue.

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article 11

Les autorités des deux États contractants peuvent également se communiquer directement les demandes d'assistance judiciaire présentées en application de l'article 23 de la Convention de La Haye. Les dispositions des articles premier et 2 du présent Traité s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 12

Les pièces jointes à la demande d'assistance judiciaire peuvent être établies dans la langue de l'autorité requérante; les frais de traduction ne donnent pas lieu à remboursement.

Article 13

Les autorités compétentes de l'État où l'assistance judiciaire est demandée peuvent, si elles estiment nécessaire de disposer de renseignements complémentaires sur la situation financière et l'état de fortune de la personne qui demande à bénéficier de l'assistance judiciaire, s'adresser directement aux autorités compétentes de l'autre État.

DISPOSITIONS FINALES

Article 14

1. Le présent Traité ne s'applique, en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, qu'à la partie du Royaume située en Europe.

2. L'application du présent Traité pourra être étendue, par voie d'échange de notes entre les Gouvernements des deux États, à toute partie du Royaume des Pays-Bas située hors d'Europe. La date d'entrée en vigueur d'une telle extension sera spécifiée dans l'échange de notes.

Article 15

This Treaty shall also apply to the *Land* Berlin, unless the Government of the Federal Republic of Germany declares otherwise to the Government of the Kingdom of the Netherlands within a period of three months after entry into force of this Treaty.

Article 16

Disputes regarding the interpretation or application of this Treaty shall be settled through diplomatic channels.

Article 17

(1) This Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Bonn.

(2) This Treaty shall enter into force two months after the exchange of the instruments of ratification.

(3) This Treaty may be denounced in writing at any time. The denunciation may be limited to any part of the Kingdom of the Netherlands situated outside Europe to which the Treaty has been extended in accordance with the provisions of article 14, paragraph 2. The denunciation shall take effect six months after the date of notification.

(4) With the entry into force of this Treaty, the Declaration between the Netherlands Government and the German Government for the further simplification of judicial relations of 31 July 1909 shall cease to have effect. Nevertheless, requests for service and letters rogatory already received by the requested authorities at the date of entry into force of this Treaty shall be complied with in accordance with the Declaration of 31 July 1909.

IN WITNESS WHEREOF the plenipotentiaries have signed this Treaty and have thereto affixed their seals.

DONE at The Hague on 30 August 1962 in two originals, in the Dutch and German languages, both texts being equally authentic.

For the Kingdom
of the Netherlands :
(Signed) J. LUNS

For the Federal Republic
of Germany :
(Signed) J. LÖNS
(Signed) A. BÜLOW

Article 15

Le présent Traité s'appliquera également au *Land* de Berlin à moins que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne n'adresse une déclaration à l'effet contraire au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 16

Tout différend auquel donnerait lieu l'interprétation ou l'application du présent Traité sera réglé par la voie diplomatique.

Article 17

1. Le présent Traité est sujet à ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Bonn aussitôt que faire se pourra.

2. Le présent Traité entrera en vigueur deux mois après l'échange des instruments de ratification.

3. Le présent Traité pourra être dénoncé par écrit à tout moment. La dénonciation pourra être limitée à toute partie du Royaume des Pays-Bas située hors d'Europe à laquelle l'application du présent Traité aura été étendue conformément au paragraphe 2 de l'article 14. La dénonciation produira effet six mois après avoir été notifiée.

4. La Déclaration du 31 juillet 1909 dont le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement allemand sont convenus à l'effet de simplifier davantage les relations juridiques entre les deux pays cessera de produire effet lors de l'entrée en vigueur du présent Traité. Toutefois, il sera donné suite, conformément aux dispositions de la Déclaration du 31 juillet 1909, aux demandes de signification et aux commissions rogatoires dont les autorités requises se trouveront saisies au moment de l'entrée en vigueur du présent Traité.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

FAIT à La Haye, en double exemplaire, en néerlandais et en allemand, les deux textes faisant également foi, le 30 août 1962.

Pour le Royaume
des Pays-Bas :
(Signé) J. LUNS

Pour la République fédérale
d'Allemagne :
(Signé) J. LÖNS
(Signé) A. BÜLOW

No. 7304

**CAMBODIA, LAOS, THAILAND
and REPUBLIC OF VIET-NAM
and
AUSTRALIA**

**Agreement concerning tax exemption of contribution of
Australia for the development of water resources of
the Lower Mekong Basin. Signed at Vientiane, on 26
November 1960, and at Bangkok, on 12 December
1960**

Official text: English.

Registered by Australia on 12 June 1964.

**CAMBODGE, LAOS, THAÏLANDE
et RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM
et
AUSTRALIE**

**Accord relatif à la non-imposition de la contribution four-
nie par l'Australie pour la mise en valeur des ressources
hydrauliques du bassin inférieur du Mékong. Signé à
Vientiane, le 26 novembre 1960, et à Bangkok, le 12
décembre 1960**

Texte officiel anglais.

Enregistré par l'Australie le 12 juin 1964.

No. 7304. AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF CAMBODIA, LAOS, THAILAND AND VIET-NAM AND THE GOVERNMENT OF AUSTRALIA CONCERNING TAX EXEMPTION OF CONTRIBUTION OF AUSTRALIA FOR THE DEVELOPMENT OF WATER RESOURCES OF THE LOWER MEKONG BASIN. SIGNED AT VIENTIANE, ON 26 NOVEMBER 1960, AND AT BANGKOK, ON 12 DECEMBER 1960

1) Under the Colombo Plan and for the Mekong Development Project, the Australian Government has offered to the Governments of Cambodia, Laos, Thailand, and Viet-Nam for the use in the development of the water resources of the Lower Mekong Basin, as directed by the Committee for Coordination of Investigations of the Lower Mekong Basin, which these four governments have established to promote, coordinate, supervise, and control this work, assistance consisting of detailed geological investigations of two dam sites at Pa Mong, and sites to be selected at Sambor, Stung Treng, and Khone. The Australian Government has assigned the Snowy Mountains Hydro-Electric Authority, hereinafter referred to as the "Australian Team," to perform the work as outlined above.

2) The Australian Team plans to commence its work at Pa Mong in October 1960, and will bring into the area of the Lower Mekong Basin, equipment, materials, and supplies which are essential to the execution of this work.

3) The Governments of Cambodia, Laos, Thailand, and Viet-Nam agree to grant import permits, and to exempt the Australian Team from taxes, duties, or fees, in respect of :

- (a) Salaries or wages and allowances earned by members of the Australian Team in the execution of this work.
- (b) Equipment, materials, vehicles, and food supplies, brought into these countries in connection with this work, or subsequently to be re-exported from them during the course of this work or on its completion.
- (c) Personal effects and properties, including one personally-owned automobile per person brought into these countries by members of the Australian Team for their personal use or consumption.

¹ Came into force on 12 December 1960 by signature.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N° 7304. ACCORD¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU CAMBODGE, DU LAOS, DE LA THAÏLANDE ET DE LA RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT DE L'AUSTRALIE, D'AUTRE PART, RELATIF À LA NON-IMPOSITION DE LA CONTRIBUTION FOURNIE PAR L'AUSTRALIE POUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HYDRAULIQUES DU BASSIN INFÉRIEUR DU MÉKONG. SIGNÉ À VIENTIANE, LE 26 NOVEMBRE 1960, ET À BANGKOK, LE 12 DÉCEMBRE 1960

1. Dans le cadre du Plan de Colombo et du projet d'aménagement du Mékong, le Gouvernement australien a offert son assistance aux Gouvernements cambodgien, laotien, thaïlandais et vietnamien pour la mise en valeur des ressources hydrauliques du bassin inférieur du Mékong qui est dirigée par le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong, constitué par ces quatre gouvernements pour encourager, coordonner, surveiller et contrôler ces travaux; cette assistance consiste en études géologiques détaillées du site de deux barrages à Pa Mong, ainsi que de sites à choisir à Sambor, Stung Treng et Khone. Le Gouvernement australien a confié cette tâche à la Snowy Mountains Hydro-Electric Authority, ci-après désignée sous le nom de « Mission australienne ».

2. La Mission australienne se propose de commencer ses travaux à Pa Mong en octobre 1960 et apportera dans la région du bassin inférieur du Mékong le matériel, les matériaux et les fournitures nécessaires à l'exécution desdits travaux.

3. Les Gouvernements cambodgien, laotien, thaïlandais et vietnamien acceptent d'accorder des licences d'importation et d'exonérer la Mission australienne de tous impôts, droits de douane et autres droits en ce qui concerne :

- a) Les traitements, salaires et indemnités perçus par les membres de la Mission australienne pour l'exécution de ces travaux;
- b) Le matériel, les matériaux, les véhicules et les produits alimentaires introduits dans ces pays à l'occasion de ces travaux ou devant en être réexportés durant l'exécution des travaux ou à leur achèvement;
- c) Les effets et biens personnels (y compris une automobile particulière par personne) introduits dans ces pays par des membres de la Mission australienne pour leur usage ou leur consommation personnels;

¹ Entré en vigueur le 12 décembre 1960, dès la signature

- (d) If, notwithstanding the provisions set out in sub-paragraphs (a), (b), and (c) above, a situation arises where the Australian team or its personnel has to pay to any of the cooperating countries any taxes, duties or fees mentioned therein, the cooperating country imposing them shall reimburse such taxes, duties and fees.

The Australian Government agrees and ensures that all items imported into these countries under Section 3 shall not be sold or bartered in these countries, except with the prior approval of the Committee members and of the Customs Departments of the countries concerned.

For the Government of Australia :

Malcolm BOOKER

Bangkok, 12 December 1960

For the Government of Cambodia :

Chhut CHHEOUR

Permanent Representative of the Minister of Public Works
in charge of the control of water

Vientiane, 26 November 1960

For the Government of Laos :

Oukeo SOUVANNAVONG

Commissioner for Planning

Vientiane, 26 November 1960

For the Government of Thailand :

Boonrod BINSON

Secretary General

National Energy Authority

Vientiane, 26 November 1960

For the Government of the Republic of Viet-Nam :

PHAM-MINH-DUONG

Secretary General

Ministry of Public Works

Vientiane, 26 November 1960

Witness and Coordinating Authority :

C. Hart SCHAAF

Executive Agent

Committee for Coordination of Investigations of the Lower
Mekong Basin

Vientiane, 26 November 1960

- d) Si, malgré les dispositions énoncées dans les alinéas *a*, *b* et *c* ci-dessus, il se trouve que la Mission australienne ou ses membres ait à verser à l'un des pays participants des impôts, droits de douane ou autres droits du type susmentionné, le pays participant remboursera les impôts, droits de douane et autres droits ainsi perçus.

Le Gouvernement australien s'engage à veiller à ce que tous les articles importés dans ces pays au titre de la section 3 n'y soient ni vendus ni troqués, si ce n'est avec l'accord préalable des membres du Comité et des administrations douanières des pays intéressés.

Pour le Gouvernement australien :

Malcolm BOOKER

Bangkok, le 12 décembre 1960

Pour le Gouvernement cambodgien :

Chhut CHHEOUR

Représentant permanent du Ministère des travaux publics,
chargé de l'aménagement des ressources hydrauliques

Vientiane, le 26 novembre 1960

Pour le Gouvernement laotien :

Oukeo SOUVANNAVONG

Commissaire à la planification

Vientiane, le 26 novembre 1960

Pour le Gouvernement thaïlandais :

Boonrod BINSON

Secrétaire général du Commissariat national à l'énergie

Vientiane, le 26 novembre 1960

Pour le Gouvernement de la République du Viet-Nam :

PHAM-MINH-DUONG

Secrétaire général du Ministère des travaux publics

Vientiane, le 26 novembre 1960

Témoin et coordinateur :

C. Hart SCHAAF

Agent exécutif

Comité pour la coordination des études sur le bassin
inférieur du Mékong

Vientiane, le 26 novembre 1960

No. 7305

**AUSTRALIA, BELGIUM, BRAZIL,
BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC,
REPUBLIC OF CHINA, etc.**

**Convention, Supplementary to the Warsaw Convention, for
the Unification of Certain Rules Relating to Interna-
tional Carriage by Air Performed by a Person Other
than the Contracting Carrier. Signed at Guadalajara,
on 18 September 1961**

Official texts: English, French and Spanish.

Registered by Mexico on 15 June 1964.

**AUSTRALIE, BELGIQUE, BRÉSIL,
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE
DE BIÉLORUSSIE, RÉPUBLIQUE DE CHINE, etc.**

**Convention, complémentaire à la Convention de Varsovie,
pour l'unification de certaines règles relatives au trans-
port aérien international effectué par une personne
autre que le transporteur contractuel. Signée à Guada-
lajara, le 18 septembre 1961**

Textes officiels anglais, espagnol et français.

Enregistrée par le Mexique le 15 juin 1964.

No. 7305. CONVENTION,¹ SUPPLEMENTARY TO THE WARSAW CONVENTION,² FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR PERFORMED BY A PERSON OTHER THAN THE CONTRACTING CARRIER. SIGNED AT GUADALAJARA, ON 18 SEPTEMBER 1961

The States signatory to the present Convention

Noting that the Warsaw Convention does not contain particular rules relating to international carriage by air performed by a person who is not a party to the agreement for carriage

Considering that it is therefore desirable to formulate rules to apply in such circumstances

Have agreed as follows :

Article I

In this Convention :

a) "Warsaw Convention" means the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air signed at Warsaw on 12 October 1929,² or the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955,³ according to whether the carriage under the agreement referred to in paragraph b) is governed by the one or by the other;

b) "contracting carrier" means a person who as a principal makes an agreement for carriage governed by the Warsaw Convention with a passenger or consignor or with a person acting on behalf of the passenger or consignor;

¹ In accordance with article XIII (1), the Convention came into force on 1 May 1964, the ninetieth day after the date of deposit of the fifth instrument of ratification, in respect of the following States which deposited their instruments of ratification with the Government of Mexico on the dates indicated :

Mexico	16 May	1962
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	4 September	1962
Australia	1 November	1962
France	24 January	1964
Switzerland	1 February	1964

Subsequently, the Convention entered into force in respect of the Netherlands and the Federal Republic of Germany on 25 and 31 May 1964, respectively, the said States having deposited their instruments of ratification on 25 February and 2 March 1964 respectively.

² League of Nations, *Treaty Series*, Vol. CXXXVII, p. 11; Vol. CXLII, p. 393; Vol. CXLVII, p. 355; Vol. CLVI, p. 258; Vol. CLX, p. 418; Vol. CLXIV, p. 395; Vol. CLXXII, p. 425; Vol. CLXXVII, p. 420; Vol. CLXXXI, p. 397; Vol. CLXXXV, p. 406; Vol. CXCI, p. 273; Vol. CXCVI, p. 422, and United Nations, *Treaty Series*, Vol. 261, p. 423, and Vol. 266, p. 444.

³ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 478, p. 371.

N° 7305. CONVENTION¹, COMPLÉMENTAIRE À LA CONVENTION DE VARSOVIE², POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL EFFECTUÉ PAR UNE PERSONNE AUTRE QUE LE TRANSPORTEUR CONTRACTUEL. SIGNÉE À GUADALAJARA, LE 18 SEPTEMBRE 1961

Les États signataires de la présente Convention

Considérant que la Convention de Varsovie ne contient pas de disposition particulière relative au transport aérien international effectué par une personne qui n'est pas partie au contrat de transport

Considérant qu'il est donc souhaitable de formuler des règles applicables à cette situation

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Dans la présente Convention :

a) « Convention de Varsovie » signifie soit la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929³, soit la Convention de Varsovie, amendée à La Haye en 1955³, selon que le transport, aux termes du contrat visé à l'alinéa b), est régi par l'une ou par l'autre;

b) « transporteur contractuel » signifie une personne partie à un contrat de transport régi par la Convention de Varsovie et conclu avec un passager ou un expéditeur ou avec une personne agissant pour le compte du passager ou de l'expéditeur;

¹ Conformément au paragraphe 1 de l'article XIII, la Convention est entrée en vigueur le 1^{er} mai 1964, 90 jours après la date de dépôt du cinquième instrument de ratification, en ce qui concerne les États suivants dont les instruments de ratification ont été déposés auprès du Gouvernement mexicain aux dates indiquées :

Mexique	16 mai	1962
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4 septembre	1962
Australie	1 ^{er} novembre	1962
France	24 janvier	1964
Suisse	1 ^{er} février	1964

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur en ce qui concerne les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne, les 25 et 31 mai 1964 respectivement, lesdits États ayant déposé leurs instruments de ratification les 25 février et 2 mars 1964 respectivement.

² Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. CXXXVII, p. 11; vol. CXLII, p. 393; vol. CXLVII, p. 355; vol. CLVI, p. 258; vol. CLX, p. 418; vol. CLXIV, p. 395; vol. CLXXII, p. 425; vol. CLXXVII, p. 420; vol. CLXXXI, p. 397; vol. CLXXXV, p. 406; vol. CXCI, p. 273; vol. CXCVI, p. 422; et Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 261, p. 423, et vol. 266, p. 444.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 478, p. 371.

c) "actual carrier" means a person, other than the contracting carrier, who, by virtue of authority from the contracting carrier, performs the whole or part of the carriage contemplated in paragraph b) but who is not with respect to such part a successive carrier within the meaning of the Warsaw Convention. Such authority is presumed in the absence of proof to the contrary.

Article II

If an actual carrier performs the whole or part of carriage which, according to the agreement referred to in Article I, paragraph b), is governed by the Warsaw Convention, both the contracting carrier and the actual carrier shall, except as otherwise provided in this Convention, be subject to the rules of the Warsaw Convention, the former for the whole of the carriage contemplated in the agreement, the latter solely for the carriage which he performs.

Article III

1. The acts and omissions of the actual carrier and of his servants and agents acting within the scope of their employment shall, in relation to the carriage performed by the actual carrier, be deemed to be also those of the contracting carrier.

2. The acts and omissions of the contracting carrier and of his servants and agents acting within the scope of their employment shall, in relation to the carriage performed by the actual carrier, be deemed to be also those of the actual carrier. Nevertheless, no such act or omission shall subject the actual carrier to liability exceeding the limits specified in Article 22 of the Warsaw Convention. Any special agreement under which the contracting carrier assumes obligations not imposed by the Warsaw Convention or any waiver of rights conferred by that Convention or any special declaration of interest in delivery at destination contemplated in Article 22 of the said Convention, shall not affect the actual carrier unless agreed to by him.

Article IV

Any complaint to be made or order to be given under the Warsaw Convention to the carrier shall have the same effect whether addressed to the contracting carrier or to the actual carrier. Nevertheless, orders referred to in Article 12 of the Warsaw Convention shall only be effective if addressed to the contracting carrier.

Article V

In relation to the carriage performed by the actual carrier, any servant or agent of that carrier or of the contracting carrier shall, if he proves that he acted within the scope of his employment, be entitled to avail himself of the limits

c) « transporteur de fait » signifie une personne, autre que le transporteur contractuel, qui, en vertu d'une autorisation donnée par le transporteur contractuel, effectue tout ou partie du transport prévu à l'alinéa b) mais n'est pas, en ce qui concerne cette partie, un transporteur successif au sens de la Convention de Varsovie. Cette autorisation est présumée, sauf preuve contraire.

Article II

Sauf disposition contraire de la présente Convention, si un transporteur de fait effectue tout ou partie du transport qui, conformément au contrat visé à l'article premier, alinéa b), est régi par la Convention de Varsovie, le transporteur contractuel et le transporteur de fait sont soumis aux règles de la Convention de Varsovie, le premier pour la totalité du transport envisagé dans le contrat, le second seulement pour le transport qu'il effectue.

Article III

1. Les actes et omissions du transporteur de fait ou de ses préposés agissant dans l'exercice de leurs fonctions, relatifs au transport effectué par le transporteur de fait, sont réputés être également ceux du transporteur contractuel.

2. Les actes et omissions du transporteur contractuel ou de ses préposés agissant dans l'exercice de leurs fonctions, relatifs au transport effectué par le transporteur de fait, sont réputés être également ceux du transporteur de fait. Toutefois, aucun de ces actes ou omissions ne pourra soumettre le transporteur de fait à une responsabilité dépassant les limites prévues à l'article 22 de la Convention de Varsovie. Aucun accord spécial aux termes duquel le transporteur contractuel assume des obligations que n'impose pas la Convention de Varsovie, aucune renonciation à des droits prévus par ladite Convention ou aucune déclaration spéciale d'intérêt à la livraison, visée à l'article 22 de ladite Convention, n'auront d'effet à l'égard du transporteur de fait, sauf consentement de ce dernier.

Article IV

Les ordres ou protestations à notifier au transporteur, en application de la Convention de Varsovie, ont le même effet qu'ils soient adressés au transporteur contractuel ou au transporteur de fait. Toutefois, les ordres visés à l'article 12 de la Convention de Varsovie n'ont d'effet que s'ils sont adressés au transporteur contractuel.

Article V

En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, tout préposé de ce transporteur ou du transporteur contractuel, s'il prouve qu'il a agi dans l'exercice de ses fonctions, peut se prévaloir des limites de responsabilité

of liability which are applicable under this Convention to the carrier whose servant or agent he is unless it is proved that he acted in a manner which, under the Warsaw Convention, prevents the limits of liability from being invoked.

Article VI

In relation to the carriage performed by the actual carrier, the aggregate of the amounts recoverable from that carrier and the contracting carrier, and from their servants and agents acting within the scope of their employment, shall not exceed the highest amount which could be awarded against either the contracting carrier or the actual carrier under this Convention, but none of the persons mentioned shall be liable for a sum in excess of the limit applicable to him.

Article VII

In relation to the carriage performed by the actual carrier, an action for damages may be brought, at the option of the plaintiff, against that carrier or the contracting carrier, or against both together or separately. If the action is brought against only one of those carriers, that carrier shall have the right to require the other carrier to be joined in the proceedings, the procedure and effects being governed by the law of the court seised of the case.

Article VIII

Any action for damages contemplated in Article VII of this Convention must be brought, at the option of the plaintiff, either before a court in which an action may be brought against the contracting carrier, as provided in Article 28 of the Warsaw Convention, or before the court having jurisdiction at the place where the actual carrier is ordinarily resident or has his principal place of business.

Article IX

1. Any contractual provision tending to relieve the contracting carrier or the actual carrier of liability under this Convention or to fix a lower limit than that which is applicable according to this Convention shall be null and void, but the nullity of any such provision does not involve the nullity of the whole agreement, which shall remain subject to the provisions of this Convention.
2. In respect of the carriage performed by the actual carrier, the preceding paragraph shall not apply to contractual provisions governing loss or damage resulting from the inherent defect, quality or vice of the cargo carried.
3. Any clause contained in an agreement for carriage and all special agreements entered into before the damage occurred by which the parties purport to infringe

applicables, en vertu de la présente Convention, au transporteur dont il est le préposé, sauf s'il est prouvé qu'il a agi de telle façon que les limites de responsabilité ne puissent être invoquées aux termes de la Convention de Varsovie.

Article VI

En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, le montant total de la réparation qui peut être obtenu de ce transporteur, du transporteur contractuel et de leurs préposés quand ils ont agi dans l'exercice de leurs fonctions, ne peut pas dépasser l'indemnité la plus élevée qui peut être mise à charge soit du transporteur contractuel, soit du transporteur de fait, en vertu de la présente Convention, sous réserve qu'aucune des personnes mentionnées dans le présent article ne puisse être tenue pour responsable au-delà de la limite qui lui est applicable.

Article VII

Toute action en responsabilité, relative au transport effectué par le transporteur de fait, peut être intentée, au choix du demandeur, contre ce transporteur ou le transporteur contractuel ou contre l'un et l'autre, conjointement ou séparément. Si l'action est intentée contre l'un seulement de ces transporteurs, ledit transporteur aura le droit d'appeler l'autre transporteur en intervention devant le tribunal saisi, les effets de cette intervention ainsi que la procédure qui lui est applicable étant réglés par la loi de ce tribunal.

Article VIII

Toute action en responsabilité, prévue à l'article VII de la présente Convention, doit être portée, au choix du demandeur, soit devant l'un des tribunaux où une action peut être intentée au transporteur contractuel, conformément à l'article 28 de la Convention de Varsovie, soit devant le tribunal du domicile du transporteur de fait ou du siège principal de son exploitation.

Article IX

1. Toute clause tendant à exonérer le transporteur contractuel ou le transporteur de fait de leur responsabilité en vertu de la présente Convention ou à établir une limite inférieure à celle qui est fixée dans la présente Convention est nulle et de nul effet, mais la nullité de cette clause n'entraîne pas la nullité du contrat qui reste soumis aux dispositions de la présente Convention.
2. En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, le paragraphe précédent ne s'applique pas aux clauses concernant la perte ou le dommage résultant de la nature ou du vice propre des marchandises transportées.
3. Sont nulles toutes clauses du contrat de transport et toutes conventions particulières antérieures au dommage par lesquelles les parties dérogeraient aux

the rules laid down by this Convention, whether by deciding the law to be applied, or by altering the rules as to jurisdiction, shall be null and void. Nevertheless, for the carriage of cargo arbitration clauses are allowed, subject to this Convention, if the arbitration is to take place in one of the jurisdictions referred to in Article VIII.

Article X

Except as provided in Article VII, nothing in this Convention shall affect the rights and obligations of the two carriers between themselves.

Article XI

Until the date on which this Convention comes into force in accordance with the provisions of Article XIII, it shall remain open for signature on behalf of any State which at that date is a Member of the United Nations or of any of the Specialized Agencies.

Article XII

- I. This Convention shall be subject to ratification by the signatory States.
2. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the United States of Mexico.

Article XIII

1. As soon as five of the signatory States have deposited their instruments of ratification of this Convention, it shall come into force between them on the ninetieth day after the date of the deposit of the fifth instrument of ratification. It shall come into force for each State ratifying thereafter on the ninetieth day after the deposit of its instrument of ratification.
2. As soon as this Convention comes into force, it shall be registered with the United Nations and the International Civil Aviation Organization by the Government of the United States of Mexico.

Article XIV

1. This Convention shall, after it has come into force, be open for accession by any State Member of the United Nations or of any of the Specialized Agencies.
2. The accession of a State shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Government of the United States of Mexico and shall take effect as from the ninetieth day after the date of such deposit.

règles de la présente Convention soit par une détermination de la loi applicable, soit par une modification des règles de compétence. Toutefois, dans le transport des marchandises, les clauses d'arbitrage sont admises, dans les limites de la présente Convention, lorsque l'arbitrage doit s'effectuer dans les lieux de compétence des tribunaux prévus à l'article VIII.

Article X

Sous réserve de l'article VII, aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme affectant les droits et obligations existant entre les deux transporteurs.

Article XI

La présente Convention, jusqu'à la date de son entrée en vigueur dans les conditions prévues à l'article XIII, est ouverte à la signature de tout État qui, à cette date, sera membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.

Article XII

- I. La présente Convention est soumise à la ratification des États signataires.
2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis du Mexique.

Article XIII

1. Lorsque la présente Convention aura réuni les ratifications de cinq États signataires, elle entrera en vigueur entre ces États le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du cinquième instrument de ratification. A l'égard de chaque État qui la ratifiera par la suite, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.
2. Dès son entrée en vigueur, la présente Convention sera enregistrée auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'Aviation civile internationale par le Gouvernement des États-Unis du Mexique.

Article XIV

- I. La présente Convention sera ouverte, après son entrée en vigueur, à l'adhésion de tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.
2. Cette adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des États-Unis du Mexique et prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de ce dépôt.

Article XV

1. Any Contracting State may denounce this Convention by notification addressed to the Government of the United States of Mexico.
2. Denunciation shall take effect six months after the date of receipt by the Government of the United States of Mexico of the notification of denunciation.

Article XVI

1. Any Contracting State may at the time of its ratification of or accession to this Convention or at any time thereafter declare by notification to the Government of the United States of Mexico that the Convention shall extend to any of the territories for whose international relations it is responsible.
2. The Convention shall, ninety days after the date of the receipt of such notification by the Government of the United States of Mexico, extend to the territories named therein.
3. Any Contracting State may denounce this Convention, in accordance with the provisions of Article XV, separately for any or all of the territories for the international relations of which such State is responsible.

Article XVII

No reservation may be made to this Convention.

Article XVIII

The Government of the United States of Mexico shall give notice to the International Civil Aviation Organization and to all States Members of the United Nations or of any of the Specialized Agencies :

- a) of any signature of this Convention and the date thereof;
- b) of the deposit of any instrument of ratification or accession and the date thereof;
- c) of the date on which this Convention comes into force in accordance with Article XIII, paragraph 1;
- d) of the receipt of any notification of denunciation and the date thereof;
- e) of the receipt of any declaration or notification made under Article XVI and the date thereof.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, having been duly authorized, have signed this Convention.

DONE at Guadalajara on the eighteenth day of September One Thousand Nine Hundred and Sixty-one in three authentic texts drawn up in the English, French and Spanish languages. In case of any inconsistency, the text in the

Article XV

1. Tout État contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification faite au Gouvernement des États-Unis du Mexique.
2. Cette dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Gouvernement des États-Unis du Mexique.

Article XVI

1. Tout État contractant peut, lors de la ratification de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci ou ultérieurement, déclarer au moyen d'une notification adressée au Gouvernement des États-Unis du Mexique que la présente Convention s'étendra à l'un quelconque des territoires qu'il représente dans les relations extérieures.
2. Quatre-vingt-dix jours après la date de réception de ladite notification par le Gouvernement des États-Unis du Mexique, la présente Convention s'étendra aux territoires visés par la notification.
3. Tout État contractant peut, conformément aux dispositions de l'article XV, dénoncer la présente Convention séparément, pour tous ou pour l'un quelconque des territoires que cet État représente dans les relations extérieures.

Article XVII

Il ne sera admis aucune réserve à la présente Convention.

Article XVIII

Le Gouvernement des États-Unis du Mexique notifiera à l'Organisation de l'Aviation civile internationale et à tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée :

- a) toute signature de la présente Convention et la date de cette signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion et la date de ce dépôt;
- c) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément au premier paragraphe de l'article XIII;
- d) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception;
- e) la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu de l'article XVI et la date de réception.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Guadalajara, le dix-huitième jour du mois de septembre de l'an mil neuf cent soixante et un en trois textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise et espagnole. En cas de divergence, le texte en langue française,

French language, in which language the Warsaw Convention of 12 October 1929 was drawn up, shall prevail. The Government of the United States of Mexico will establish an official translation of the text of the Convention in the Russian language.

This Convention shall be deposited with the Government of the United States of Mexico with which, in accordance with Article XI, it shall remain open for signature, and that Government shall send certified copies thereof to the International Civil Aviation Organization and to all States Members of the United Nations or of any Specialized Agency.

[The Convention was signed on behalf of the Governments of Australia, Belgium, Brazil, the Byelorussian SSR, the Republic of China, Cuba, Czechoslovakia, France, the Federal Republic of Germany, Guatemala, the Holy See, Honduras, Hungary, Indonesia, Mexico, the Netherlands, Norway, the Philippines, Poland, Sweden, Switzerland, the Ukrainian SSR, the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Venezuela.]

langue dans laquelle la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929 avait été rédigée, fera foi. Le Gouvernement des États-Unis du Mexique établira une traduction officielle du texte de la Convention en langue russe.

La présente Convention sera déposée auprès du Gouvernement des États-Unis du Mexique où, conformément aux dispositions de l'article XI, elle restera ouverte à la signature et ce Gouvernement transmettra des copies certifiées conformes de la présente Convention à l'Organisation de l'Aviation civile internationale et à tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.

[La Convention a été signée au nom des Gouvernements des pays suivants: Australie, Belgique, Brésil, Cuba, France, Guatemala, Honduras, Hongrie, Indonésie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République fédérale d'Allemagne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République de Chine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.]

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

No. 7305. CONVENIO, COMPLEMENTARIO DEL CONVENIO DE VARSOVIA, PARA LA UNIFICACIÓN DE CIERTAS REGLAS RELATIVAS AL TRANSPORTE AÉREO INTERNACIONAL REALIZADO POR QUIEN NO SEA EL TRANSPORTISTA CONTRACTUAL. FIRMADO EN GUADALAJARA EL 18 DE SEPTIEMBRE DE 1961

Los Estados que firman el presente convenio

Considerando que el Convenio de Varsovia no contiene reglas particulares aplicables al transporte aéreo internacional efectuado por una persona que no sea parte en el contrato de transporte

Considerando que, por tanto, es conveniente formular normas que regulen dichas circunstancias

Han convenido lo siguiente :

Artículo I

En el presente Convenio :

a) « Convenio de Varsovia » significa el Convenio para la unificación de ciertas reglas relativas al transporte aéreo internacional, firmado en Varsovia el 12 de octubre de 1929, o el Convenio de Varsovia modificado en La Haya en 1955, según que el transporte, de conformidad con el contrato a que se refiere el párrafo b), se rija por uno u otro;

b) « transportista contractual » significa la persona que, como parte, celebra un contrato de transporte, regido por el Convenio de Varsovia, con el pasajero, el expedidor o la persona que actúe en nombre de uno u otro;

c) « transportista de hecho » significa la persona, distinta del transportista contractual, que, en virtud de autorización dada por el transportista contractual, realiza todo o parte del transporte previsto en el párrafo b), sin ser, con respecto a dicha parte, un transportista sucesivo en el sentido del Convenio de Varsovia. Dicha autorización se presumirá salvo prueba en contrario.

Artículo II

Si un transportista de hecho lleva a cabo todo o parte de un transporte que, de acuerdo con el contrato a que se refiere el Artículo I, párrafo b), se rige por el Convenio de Varsovia, tanto el transportista contractual como el transportista de hecho quedarán sometidos, excepto lo previsto en el presente Convenio, a las disposiciones del Convenio de Varsovia, el primero con respecto a todo el transporte previsto en el contrato, el segundo solamente con respecto al transporte que realice.

Artículo III

1. Las acciones y omisiones del transportista de hecho y de sus dependientes, cuando éstos actúen en el ejercicio de sus funciones, se considerarán también, en relación con el transporte realizado por el transportista de hecho, como acciones y omisiones del transportista contractual.

2. Por lo que se refiere al transporte realizado por el transportista de hecho, las acciones y omisiones del transportista contractual y de sus dependientes, cuando éstos actúen en el ejercicio de sus funciones, se considerarán también como del transportista de hecho. Sin embargo, tales acciones y omisiones no someterán al transportista de hecho a una responsabilidad que exceda de los límites previstos en el Artículo 22 del Convenio de Varsovia. Ningún acuerdo especial por el cual el transportista contractual asuma obligaciones no impuestas por el Convenio de Varsovia, ninguna renuncia de derechos establecidos por dicho Convenio y ninguna declaración especial de valor prevista en el Artículo 22 de dicho Convenio efectuarán al transportista de hecho, a menos que éste lo acepte.

Artículo IV

Las órdenes o protestas que se dirijan al transportista conforme al Convenio de Varsovia tendrán el mismo efecto, ya sean dirigidas al transportista contractual ya al transportista de hecho. Sin embargo, las órdenes previstas en el Artículo 12 del Convenio de Varsovia sólo surtirán efecto si se dirigen al transportista contractual.

Artículo V

Con relación al transporte efectuado por el transportista de hecho, todo dependiente de éste o del transportista contractual tendrá derecho, si prueba que actuaba en el ejercicio de sus funciones, a invocar los límites de responsabilidad aplicables, según el presente Convenio, al transportista del cual sea dependiente, a menos que se pruebe que actuó en forma tal que, de conformidad con el Convenio de Varsovia, no pueda ampararse en tales límites.

Artículo VI

Por lo que respecta al transporte realizado por el transportista de hecho, el total de las indemnizaciones obtenibles de este transportista, del contractual y de los dependientes de uno y otro, que hayan actuado en el ejercicio de sus funciones, no excederá de la cantidad mayor que pudiera obtenerse de cualquiera de dichos transportistas, en virtud del presente Convenio, pero nadie será responsable por encima de los límites que le sean aplicables.

Artículo VII

Por lo que respecta al transporte realizado por el transportista de hecho, la acción por daños podrá ejercitarse, a elección del demandante, contra dicho transportista, contra el transportista contractual o contra ambos, conjunta o separadamente. Si se ejercita la acción únicamente contra uno de estos transportistas, éste tendrá derecho a traer al juicio al otro transportista, regulándose el procedimiento y sus efectos por la ley del tribunal que conozca del juicio.

Artículo VIII

Toda acción por daños, de acuerdo con lo previsto en el Artículo VII del presente Convenio, deberá ejercitarse, a elección del demandante, ante uno de los tribunales en el que pueda entablarse una acción contra el transportista contractual de acuerdo con el Artículo 28 del Convenio de Varsovia, ante el tribunal con jurisdicción en el lugar del domicilio del transportista de hecho o ante el tribunal con jurisdicción en el lugar donde éste tenga la sede principal de sus negocios.

Artículo IX

1. Será nula y sin valor toda cláusula que tienda a exonerar de la responsabilidad prevista en el presente Convenio al transportista contractual o al transportista de hecho o a fijar un límite inferior al aplicable de conformidad con el presente Convenio, pero la nulidad de dicha cláusula no implicará la nulidad del contrato, que permanecerá sometido a las disposiciones del presente Convenio.
2. En relación con el transporte realizado por el transportista de hecho, lo previsto en el párrafo anterior no se aplicará a las cláusulas referentes a pérdida o daño resultante de la naturaleza o vicio propio de las mercancías transportadas.
3. Serán nulas todas las cláusulas del contrato de transporte y todas las convenciones particulares anteriores al momento de ocurrir los daños por las que las partes deroguen las reglas del presente Convenio, ya sea por determinación de la ley aplicable o por modificación de las reglas de competencia. Sin embargo, en el transporte de mercancías, se admitirán las cláusulas de arbitraje, dentro de los límites del presente Convenio, cuando el arbitraje haya de efectuarse en los lugares de competencia de los tribunales previstos en el Artículo VIII.

Artículo X

Excepto lo previsto en el Artículo VII, ninguna de las disposiciones del presente Convenio afectará a los derechos y obligaciones de un transportista con respecto del otro.

Artículo XI

Hasta la fecha en que el presente Convenio entre en vigor de acuerdo con lo previsto en el Artículo XIII, quedará abierto a la firma de cualquier Estado que, en dicha fecha, sea Miembro de la Organización de las Naciones Unidas o de cualquiera de los Organismos Especializados.

Artículo XII

1. El presente Convenio quedará sometido a ratificación de los Estados signatarios.
2. Los instrumentos de ratificación serán depositados ante el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos.

Artículo XIII

1. Tan pronto como cinco Estados signatarios hayan depositado sus instrumentos de ratificación del presente Convenio, éste entrará en vigor entre ellos el nonagésimo día, a contar del depósito del quinto instrumento de ratificación. Para cada uno de los Estados que ratifiquen después de esa fecha entrará en vigor el nonagésimo día, a contar del depósito de su instrumento de ratificación.
2. Tan pronto como entre en vigor el presente Convenio, será registrado en la Organización de las Naciones Unidas y en la Organización de Aviación Civil Internacional por el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos.

Artículo XIV

1. Después de su entrada en vigor, el presente Convenio quedará abierto a la adhesión de cualquier Estado Miembro de la Organización de las Naciones Unidas o de cualquiera de los Organismos Especializados.
2. La adhesión de un Estado se efectuará mediante el depósito de un instrumento de adhesión ante el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, el cual surtirá efecto al nonagésimo día a contar de la fecha de este depósito.

Artículo XV

1. Los Estados Contratantes podrán denunciar este Convenio notificándolo al Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos.
2. La denuncia surtirá efecto seis meses después de la fecha en que el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos reciba la notificación de dicha denuncia.

Artículo XVI

1. Todo Estado Contratante podrá, en el momento de la ratificación o adhesión al presente Convenio, o en cualquier momento después, declarar mediante notificación al Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos que la aplicación del presente Convenio se extenderá a cualquiera de los territorios de cuyas relaciones internacionales sea responsable.
2. La aplicación del presente Convenio se extenderá, 90 días después de la fecha de recepción de dicha notificación, por el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, a los territorios mencionados en la misma.

3. Todo Estado Contratante podrá denunciar este Convenio, de conformidad con las disposiciones del Artículo XV por separado, respecto a cualquiera o a todos los territorios de cuyas relaciones internacionales el Estado en cuestión sea responsable.

Artículo XVII

El presente Convenio no podrá ser objeto de reservas.

Artículo XVIII

El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos notificará a la Organización de Aviación Civil Internacional y a todos los Estados Miembros de la Organización de las Naciones Unidas o de cualquiera de los Organismos Especializados :

- a) toda firma del presente Convenio y la fecha de la misma;
- b) el depósito de todo instrumento de ratificación o adhesión y la fecha en que se hizo;
- c) la fecha en que el presente Convenio entre en vigor de acuerdo con el primer párrafo del Artículo XIII;
- d) toda notificación de denuncia y la fecha de su recepción;
- e) toda declaración o notificación hecha de acuerdo con el Artículo XVI, y la fecha de recepción de la misma.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los Plenipotenciarios que suscriben, debidamente autorizados, firman el presente Convenio.

HECHO en Guadalajara el día dieciocho de septiembre del año de mil novecientos sesenta y uno en tres textos auténticos, redactados en los idiomas español, francés e inglés. En caso de divergencia, el texto en idioma francés, idioma en el que se redactó el Convenio de Varsovia de 1929, hará fe. El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos hará una traducción oficial del texto del Convenio en el idioma ruso.

El presente Convenio será depositado ante el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, donde quedará abierto a la firma, de conformidad con el Artículo XI, y dicho Gobierno transmitirá ejemplares certificados del mismo a la Organización de Aviación Civil Internacional y a todos los Estados Miembros de la Organización de las Naciones Unidas o de cualquiera de los Organismos Especializados.

La Convención ha sido firmada en nombre de los Gobiernos de los países siguientes: Australia, Bélgica, Brasil, Checoslovaquia, Cuba, Filipinas, Francia, Guatemala, Honduras, Hungría, Indonesia, México, Noruega, Países Bajos, Polonia, Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, República de China, República Federal de Alemania, República Socialista Soviética de Bielorrusia, República Socialista Soviética de Uerania, Santa Sede, Suecia, Suiza, Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas y Venezuela.

No. 7306

**UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND
and
REPUBLIC OF CHINA**

**Agreement concerning the activities of UNICEF in the
Republic of China. Signed at Bangkok, on 8 April 1964,
and at Taipei, on 12 May 1964**

Official text: English.

Registered ex officio on 18 June 1964.

**FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
et
RÉPUBLIQUE DE CHINE**

**Accord concernant les activités du FISE dans la République
de Chine. Signé à Bangkok, le 8 avril 1964, et à Taïpeh,
le 12 mai 1964**

Texte officiel anglais.

Enregistré d'office le 18 juin 1964.

No. 7306. AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA CONCERNING THE ACTIVITIES OF UNICEF IN THE REPUBLIC OF CHINA. SIGNED AT BANGKOK, ON 8 APRIL 1964, AND AT TAIPEI, ON 12 MAY 1964

The United Nations Children's Fund (hereinafter called "UNICEF") and the Government of the Republic of China (hereinafter called "the Government"),

WHEREAS the General Assembly of the United Nations established UNICEF as an organ of the United Nations for the purpose of meeting, through the provision of supplies, training and advice, emergency and long-range needs of children, and their continuing needs particularly in developing countries, with a view to strengthening, where appropriate, the permanent child health, child welfare and child education programmes of countries receiving assistance;

WHEREAS the Government desires UNICEF co-operation for the above purposes;

Have entered into this Agreement.

Article I

REQUESTS TO UNICEF AND PLANS OF OPERATIONS

1. This Agreement establishes the basic conditions and the mutual undertakings governing projects in which UNICEF and the Government participate.

2. Whenever the Government wishes to obtain the co-operation of UNICEF, it shall inform UNICEF in writing, through its national co-ordinating body for UNICEF affairs or through a representative designated by that body, giving a description of the proposed project and the extent of the proposed participation of the Government and UNICEF in its execution.

3. UNICEF shall consider such requests on the basis of its available resources, its assistance policies and the need for assistance.

¹ Came into force on 12 May 1964, the date of signature, in accordance with article VIII (1).

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N° 7306. ACCORD¹ ENTRE LE FONDS DES NATIONS UNIES
POUR L'ENFANCE ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE CHINE CONCERNANT LES ACTIVITÉS
DU FISE DANS LA RÉPUBLIQUE DE CHINE. SIGNÉ À
BANGKOK, LE 8 AVRIL 1964, ET À TAÏPEH, LE 12 MAI
1964

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (ci-après dénommé « le FISE ») et le Gouvernement de la République de Chine (ci-après dénommé « le Gouvernement »),

CONSIDÉRANT que l'Assemblée générale des Nations Unies a créé le FISE, en tant qu'organe de l'Organisation des Nations Unies, afin de faire face, grâce à des fournitures, des moyens de formation et des conseils, aux besoins urgents et à long terme de l'enfance ainsi qu'à ses besoins persistants, notamment dans les pays sous-développés, en vue de renforcer, le cas échéant, les programmes permanents d'hygiène, de protection et d'instruction de l'enfance des pays bénéficiant de l'assistance,

CONSIDÉRANT que le Gouvernement a manifesté le désir de recevoir l'assistance du FISE aux fins mentionnées ci-dessus,

Ont conclu le présent Accord.

Article premier

DEMANDES ADRESSÉES AU FISE ET PLANS D'OPÉRATIONS

1. Le présent Accord définit les conditions fondamentales régissant les programmes auxquels participent le FISE et le Gouvernement ainsi que les obligations qui en découlent pour chacune des Parties.

2. Chaque fois que le Gouvernement désirera obtenir l'assistance du FISE, il en informera le FISE par écrit, par l'intermédiaire de son organe national de coordination avec le FISE ou d'un représentant désigné par cet organe, en décrivant le programme qu'il envisage d'exécuter et en indiquant l'étendue envisagée de la participation respective du Gouvernement et du FISE à l'exécution de ce programme.

3. Le FISE examinera ces demandes compte tenu des ressources dont il dispose et des principes qui le guident dans l'octroi de l'assistance ainsi que de la mesure dans laquelle l'assistance demandée est nécessaire.

¹ Entré en vigueur le 12 mai 1964 dès la signature, conformément au paragraphe 1 de l'article VIII.

4. The terms and conditions for each agreed project, including the commitments of the Government and UNICEF with respect to the furnishing of supplies, equipment, services or other assistance, shall be set forth in a Plan of Operations to be signed by the authorized representative of the Government and of UNICEF, and when appropriate, by other international organizations participating in the project. The provisions of this Agreement shall apply to each Plan of Operations.

Article II

USE OF SUPPLIES, EQUIPMENT AND OTHER ASSISTANCE FURNISHED BY UNICEF

1. Supplies and equipment furnished by UNICEF shall be transferred to the Government upon arrival in the country, except as, in the case of transport and large items of equipment, may be otherwise provided in the Plan of Operations. UNICEF reserves the right to require the return of any supplies or equipment furnished by it which are not used for the purposes of the Plan of Operations.

2. The Government shall take the necessary measures to ensure that the supplies and equipment and other assistance furnished by UNICEF are distributed or used equitably and efficiently, without discrimination because of race, creed, nationality status or political belief, in accordance with the Plan of Operations. No beneficiary shall be required to pay for supplies furnished by UNICEF.

3. UNICEF may arrange to place on the supplies and equipment furnished by it such markings as are deemed necessary by UNICEF to indicate that the supplies are provided by UNICEF.

4. The Government shall make the arrangements for and shall pay the expenses relating to the reception, unloading, warehousing, insurance, transportation and distribution of the supplies and equipment furnished by UNICEF.

Article III

ACCOUNTING AND STATISTICAL RECORDS AND REPORTS

The Government shall maintain such accounting and statistical records with respect to the execution of the Plans of Operations as may be mutually agreed to be necessary, and shall furnish any such records and reports to UNICEF at its request.

Article IV

CO-OPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT AND UNICEF AND PROVISION OF LOCAL SERVICES AND FACILITIES

1. UNICEF may maintain an office in the Republic of China and may assign authorized officers to visit or be stationed therein for consultation and

4. Les conditions d'exécution de chaque programme approuvé, y compris les obligations que devront assumer le Gouvernement et le FISE en ce qui concerne la fourniture d'articles, de matériel, de services et d'autres formes d'assistance, seront définies dans un plan d'opérations qui sera signé par les représentants dûment habilités du Gouvernement et du FISE, et, le cas échéant, par les autres organisations participant au programme. Les dispositions du présent Accord s'appliqueront à chaque plan d'opérations.

Article II

UTILISATION DES ARTICLES, DU MATÉRIEL ET DES AUTRES FORMES D'ASSISTANCE FOURNIS PAR LE FISE

1. Les articles et le matériel fournis par le FISE seront remis au Gouvernement dès leur arrivée dans le pays, sauf dispositions contraires du plan d'opérations en ce qui concerne les véhicules et le gros matériel. Le FISE se réserve le droit de réclamer la restitution des articles ou du matériel fournis qui ne seraient pas utilisés aux fins prévues dans le plan d'opérations.

2. Le Gouvernement prendra les mesures voulues pour que les articles, le matériel et les autres formes d'assistance fournis par le FISE soient utilisés ou distribués de façon équitable et efficace, sans distinction de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique et conformément au plan d'opérations. Les bénéficiaires n'auront rien à verser pour les articles fournis par le FISE.

3. Le FISE pourra faire apposer sur les articles et le matériel procurés par lui les marques distinctives qu'il jugera nécessaires pour indiquer que les articles en question sont fournis par le FISE.

4. Le Gouvernement assurera, à ses frais, la réception, le déchargement, l'entreposage, l'assurance, le transport et la distribution des articles et du matériel fournis par le FISE.

Article III

DOCUMENTS ET RAPPORTS COMPTABLES ET STATISTIQUES

Le Gouvernement établira, en ce qui concerne l'exécution des plans d'opérations, les documents comptables et statistiques que les deux Parties jugeront d'un commun accord nécessaires, et il communiquera au FISE, sur sa demande, les documents et rapports en question.

Article IV

COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE FISE ET MISE À LA DISPOSITION DU FISE DE FACILITÉS ET SERVICES LOCAUX

1. Le FISE pourra établir un bureau dans la République de Chine et pourra charger des fonctionnaires dûment habilités de se rendre périodiquement dans

co-operation with the authorized officials of the Government with respect to the review and preparation of proposed projects and plans of operations, and the shipment, receipt, distribution or use of the supplies and equipment furnished by UNICEF; to advise UNICEF on the progress of the Plans of Operations and on any other matter relating to the application of this Agreement. The Government shall permit authorized officers of UNICEF to observe the execution of the Plans of Operations in the Republic of China.

2. The Government, in agreement with UNICEF, shall make arrangements for and provide funds up to a mutually agreed amount to cover the cost of the following local services and facilities :

- a) establishment, equipment, and maintenance and rent of the office;
- b) the necessary local personnel;
- c) postage and telecommunications for official purposes;
- d) the necessary transportation of personnel within the country.

3. If UNICEF does not maintain an office in the Republic of China, it may, from time to time, send authorized officers to the Republic of China for the same purposes as set forth in paragraph 1 for an office.

4. The Government will, when requested, assist in finding suitable housing accommodation for international personnel of UNICEF assigned to the Republic of China.

Article V

PUBLIC INFORMATION

The Government and UNICEF shall co-operate in making available to the public adequate information concerning UNICEF assistance.

Article VI

CLAIMS AGAINST UNICEF

1. The Government shall deal with any claims which may be brought by third parties against UNICEF, its experts, agents or employees. It shall hold UNICEF, its experts, agents or employees harmless in case of claims resulting from operations under this Agreement, except where it is agreed by the Government and UNICEF that such claims arise from the gross negligence or wilful misconduct of the above-mentioned experts, agents or employees. The term 'claims', as it applies to the experts, agents or employees of UNICEF, shall in no case be construed as including any claims not directly connected

le pays ou d'y résider; ces fonctionnaires se concerteront et coopéreront avec les fonctionnaires dûment habilités du Gouvernement au sujet de l'étude et de l'établissement des programmes et plans d'opérations envisagés ainsi que de l'expédition, de la réception et de la distribution ou de l'utilisation des articles et du matériel fournis par le FISE; ils tiendront le FISE au courant de l'exécution des plans d'opérations et de toute question intéressant l'application du présent Accord. Le Gouvernement permettra aux fonctionnaires habilités du FISE de suivre toutes les phases de l'exécution des plans d'opérations dans la République de Chine.

2. En accord avec le FISE, le Gouvernement prendra des mesures pour mettre à la disposition du FISE les facilités et services locaux ci-après, et pour fournir, jusqu'à concurrence d'un montant fixé d'un commun accord, les sommes nécessaires au règlement des dépenses y relatives :

- a) Installation, aménagement, entretien et location du bureau;
- b) Personnel local nécessaire;
- c) Postes et télécommunications pour les besoins officiels;
- d) Transport du personnel à l'intérieur du pays, en tant que de besoin.

3. Si le FISE n'établit pas de bureau dans la République de Chine, il pourra envoyer périodiquement dans le pays des fonctionnaires dûment habilités, qui auront les mêmes attributions que celles indiquées au paragraphe 1 dans le cas d'un bureau.

4. Le Gouvernement aidera sur demande le personnel international du FISE affecté en République de Chine à se procurer un logement adéquat.

Article V

PUBLICITÉ

Le Gouvernement collaborera avec le FISE en vue d'informer convenablement le public de l'assistance fournie par le FISE.

Article VI

RÉCLAMATIONS CONTRE LE FISE

1. Le Gouvernement répondra à toutes les réclamations que des tiers pourront faire valoir contre le FISE et ses experts, agents ou fonctionnaires. Il mettra hors de cause le FISE et ses experts, agents ou fonctionnaires en cas de réclamation découlant d'opérations entreprises en vertu du présent Accord, à moins que le Gouvernement et le FISE ne conviennent que ladite réclamation résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle desdits experts, agents ou fonctionnaires. Le terme « réclamation », appliqué aux experts, agents et fonctionnaires du FISE, ne sera en aucun cas réputé s'appliquer à des récla-

with the performance by such experts, agents or employees of their official duties in the course of the execution of the Plans of Operations concluded pursuant to this Agreement.

2. In the event of the Government making any payment in accordance with the provisions of paragraph 1 of this Article, the Government shall be entitled to exercise and enjoy the benefit of all rights and claims of UNICEF against third persons.

3. This Article shall not apply with respect to any claim against UNICEF for injuries incurred by a staff member of UNICEF.

4. UNICEF shall place at the disposal of the Government any information or other assistance required for the handling of any case to which paragraph 1 of this Article relates or for the fulfilment of the purposes of paragraph 2.

Article VII

PRIVILEGES AND IMMUNITIES

For purposes connected with this Agreement, the Government, pending its accession to the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations,¹ agrees to provisionally extend to UNICEF, as an organ of the United Nations, to its property, funds and assets, and to its officials the same privileges and immunities as set forth in that document. No taxes, fees, tolls or duties shall be levied on supplies and equipment furnished by UNICEF so long as they are used in accordance with the Plans of Operations.

Article VIII

GENERAL PROVISIONS

1. This Agreement shall enter into force on the date of signature. It shall, upon its entry into force, terminate and replace the Agreement between the International Children's Emergency Fund and the Government of the Republic of China, signed on 19 July 1950,² and the Additional Protocol concerning

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 1, pp. 15 and 263; Vol. 4, p. 461; Vol. 5, p. 413; Vol. 6, p. 433; Vol. 7, p. 353; Vol. 9, p. 398; Vol. 11, p. 406; Vol. 12, p. 416; Vol. 14, p. 490; Vol. 15, p. 442; Vol. 18, p. 382; Vol. 26, p. 396; Vol. 42, p. 354; Vol. 43, p. 335; Vol. 45, p. 318; Vol. 66, p. 346; Vol. 70, p. 266; Vol. 173, p. 369; Vol. 177, p. 324; Vol. 180, p. 296; Vol. 202, p. 320; Vol. 214, p. 348; Vol. 230, p. 427; Vol. 231, p. 347; Vol. 247, p. 384; Vol. 248, p. 358; Vol. 252, p. 308; Vol. 254, p. 404; Vol. 261, p. 373; Vol. 266, p. 363; Vol. 270, p. 372; Vol. 271, p. 382; Vol. 280, p. 346; Vol. 284, p. 361; Vol. 286, p. 329; Vol. 308, p. 300; Vol. 316, p. 368; Vol. 340, p. 323; Vol. 376, p. 402; Vol. 381, p. 348; Vol. 399, p. 249; Vol. 405, p. 275; Vol. 411, p. 289; Vol. 415, p. 422; Vol. 423, p. 276; Vol. 426, p. 333; Vol. 429, p. 246; Vol. 437, p. 331; Vol. 442, p. 293; Vol. 443, p. 310; Vol. 445, p. 287; Vol. 460, p. 293; Vol. 466, p. 374; Vol. 470, p. 373; Vol. 471, p. 294; Vol. 475, p. 346; Vol. 480, p. 308; Vol. 483, p. 288; Vol. 490 and Vol. 493.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 94, p. 21; Vol. 402, p. 310, and p. 320 of this Volume.

mations qui ne seraient pas directement liées à l'accomplissement, par ces personnes, de leurs fonctions officielles à l'occasion de l'exécution de plans d'opérations conclus dans le cadre du présent Accord.

2. Lorsque le Gouvernement effectuera un paiement en exécution des dispositions du paragraphe 1 du présent article, il sera subrogé dans les droits et actions que le FISE aurait pu exercer contre des tiers.

3. Le présent article ne s'appliquera pas aux réclamations qui pourront être formulées contre le FISE en raison d'accident ou blessures subis par un membre de son personnel.

4. Le FISE fournira au Gouvernement tous les renseignements et toute l'assistance dont il aura besoin pour agir dans l'une des éventualités visées au paragraphe 1 du présent article, ou pour assurer l'accomplissement des fins du paragraphe 2.

Article VII

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Aux fins du présent Accord, le Gouvernement en attendant d'adhérer à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies¹, accordera au FISE, en tant qu'organe de l'Organisation des Nations Unies, à ses biens, fonds et avoirs et à son personnel, le bénéfice des privilèges et immunités décrits dans cette Convention. Les articles et le matériel fournis par le FISE ne donneront lieu à la perception d'aucun impôt, droit, péage, ou autre redevance tant qu'ils seront utilisés conformément aux plans d'opérations.

Article VIII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la signature. A compter de son entrée en vigueur, il annulera et remplacera l'Accord du 19 juillet 1950² entre le Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance et le Gouvernement de la République de Chine ainsi que le Protocole additionnel

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 15 et 263; vol. 4, p. 461; vol. 5, p. 413; vol. 6, p. 433; vol. 7, p. 353; vol. 9, p. 398; vol. 11, p. 406; vol. 12, p. 416; vol. 14, p. 490; vol. 15, p. 442; vol. 18, p. 382; vol. 26, p. 396; vol. 42, p. 354; vol. 43, p. 335; vol. 45, p. 318; vol. 66, p. 346; vol. 70, p. 267; vol. 173, p. 369; vol. 177, p. 324; vol. 180, p. 296; vol. 202, p. 320; vol. 214, p. 348; vol. 230, p. 427; vol. 231, p. 347; vol. 247, p. 385; vol. 248, p. 358; vol. 252, p. 308; vol. 254, p. 404; vol. 261, p. 373; vol. 266, p. 363; vol. 270, p. 372; vol. 271, p. 383; vol. 280, p. 346; vol. 284, p. 361; vol. 286, p. 329; vol. 308, p. 300; vol. 316, p. 268; vol. 340, p. 323; vol. 376, p. 402; vol. 381, p. 349; vol. 399, p. 249; vol. 405, p. 275; vol. 411, p. 289; vol. 415, p. 422; vol. 423, p. 277; vol. 426, p. 333; vol. 429, p. 247; vol. 437, p. 331; vol. 442, p. 293; vol. 443, p. 310; vol. 445, p. 287; vol. 460, p. 293; vol. 466, p. 375; vol. 470, p. 373; vol. 471, p. 295; vol. 475, p. 347; vol. 480, p. 309; vol. 483, p. 289; vol. 490 et vol. 493.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 94, p. 21; vol. 402, p. 311, et p. 320 de ce volume.

claims against UNICEF, signed by the Representative of the Government of the Republic of China on 8 July, 1961 and by the Representative of UNICEF on 31 July, 1961.¹

2. This Agreement and the Plans of Operations may be modified by written agreement between the Parties hereto.

3. This Agreement may be terminated by either Party or by written notice. Notwithstanding any such notice of termination, this Agreement shall remain in force until the termination of all Plans of Operations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly appointed representatives of the Government and of UNICEF have, on behalf of the parties, respectively signed the present Agreement.

At Taipei, on 12 May 1964

For the Government of the Republic of China :

SHIH-MING KAO

Director, International Organizations Department, Ministry of Foreign Affairs

At Bangkok, on 8 April 1964

For the United Nations Children's Fund :

Brian JONES

Acting Director, UNICEF EAPRO

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 402, p. 310.

concernant des réclamations contre le FISE, signé par le représentant du Gouvernement de la République de Chine le 8 juillet 1961 et par le représentant du FISE le 31 juillet 1961¹.

2. Le présent Accord et les plans d'opérations pourront être modifiés par voie d'accord écrit entre les Parties.

3. Chacune des Parties pourra, par notification écrite, mettre fin au présent Accord, qui, nonobstant, restera en vigueur jusqu'à complète exécution de tous les plans d'opérations.

EN FOI DE QUOI les soussignés à ce dûment habilités par le Gouvernement et par le FISE ont, au nom des Parties, signé le présent Accord.

Signé à Taïpeh, le 12 mai 1964

Pour le Gouvernement de la République de Chine :

SHIH-MING KAO

Directeur des Organisations internationales au Ministère des affaires étrangères

Signé à Bangkok, le 8 avril 1964

Pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance :

Brian JONES

Directeur par intérim du Bureau de zone du FISE pour l'Asie orientale
et le Pakistan

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, p. 311.

No. 7307

**REPUBLIC OF CHINA
and
BRAZIL**

Trade Agreement. Signed at Rio de Janeiro, on 28 December 1962

Official texts: Chinese, Portuguese and English.

Registered by the Republic of China on 18 June 1964.

**RÉPUBLIQUE DE CHINE
et
BRÉSIL**

Accord commercial. Signé à Rio de Janeiro, le 28 décembre 1962

Textes officiels chinois, portugais et anglais.

Enregistré par la République de Chine le 18 juin 1964.

本協定於中華民國五十一年十二月二十八日，即公曆一千九百六十二年十二月二十八日，簽訂於里約熱內盧城。

中華民國政府代表：

李迪俊

巴西合衆國政府代表：

Hermes Luiza-

第七條

兩國間一切交易均應以美元支付，或用其他經雙方同意接受之自由兌換貨幣支付，但不得違背雙方現行或將來可能實施之法律規章，以及有關外匯及對外貿易之法令。

第八條

本協定應由締約雙方各依其本國憲法程序，儘速予以批准。批准書之互換，在里約熱內盧城舉行。本協定自互換批准書三十日後即行生效，並於一年內繼續有效。如在上述一年期間屆滿至少三個月前，締約一方政府未以廢止本協定之意向通知締約他方，本協定即應繼續有效一年，其後仍可照此延展，每次一年；締約一方政府得在上述任一期間屆滿至少三個月前，以廢止本協定之意向通知締約他方。

第九條

本協定以中文葡萄牙文及英文合繕兩份，三種文字約本同樣有效，遇解釋有歧異時，應以英文本為準。

爲此，締約雙方全權代表在本協定簽字蓋印，以昭信守。

第三條

締約雙方之主管機關保留對於進口貨物要求出產國提供產地證明書之權。

第四條

締約雙方承諾於兩國商務中禁止假冒出產地，質料或款式之貨品之流通或銷售。

第五條

締約雙方主管機關於本協定有效期中所核發出口及進口許可之效力，不因本協定之滿期而受影響。

第六條

締約一方之政府對來自另一方或輸往另一方之產品，其貨款經以本協定第七條所稱貨幣之一種支付者，在外匯匯率、出口或進口許可、以及其他有關外匯措施各方面所予待遇，不得低於其對出產於其他任何國家或輸往其他任何國家而經上述貨幣支付之同樣產品所予之待遇，但締約一方因現在或將來參加或加入國際關稅、自由貿易區、關稅同盟、區域經濟組織、或有關邊境貿易之條約或協定而給予或可能給予之特殊待遇，不在此限。

No. 7307. CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS

中華民國與巴西合衆國間貿易協定

中華民國政府與巴西合衆國政府，爲謀在友好互相瞭解之情況下，發展兩國間商務關係起見，決定締結一項貿易協定，爲此各派全權代表如左：

中華民國總統蔣中正閣下特派：

駐巴西合衆國特命全權大使李迪俊閣下；

巴西合衆國總統哥拉閣下特派：

外交部長李瑪閣下；

兩全權代表各將所奉全權證書提出互相校閱，認爲均屬妥善，爰議定條款如左：

第一條

締約雙方應依照各該國有關對外貿易之法規，實施本協定各條款，以促進兩國間之商務關係。

第二條

締約雙方應採取適當措施，以便利兩國之商品交易，同時兩國主管機關應根據各該國法律規章，給予必需之出口或進口許可。

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

No. 7307. ACÓRDO DE COMÉRCIO ENTRE A REPÚBLICA
DA CHINA E OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL

O Governo da República da China e o Governo dos Estados Unidos do Brasil, animados do desejo de desenvolver as relações comerciais entre os dois países, num clima de amizade e mútuo entendimento, resolveram celebrar um Acôrdo de Comércio e, para tal fim, nomearam seus Plenipotenciários a saber :

O Excelentíssimo Senhor Presidente da República da China, Generalíssimo Chiang Kai-shek, a Sua Excelência o Senhor Doutor Ti-Tsun Li, Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário da República da China junto ao Governo Brasileiro; e

O Excelentíssimo Senhor Presidente da República dos Estados Unidos do Brasil, Doutor João Belchior Marques Goulart, a Sua Excelência o Senhor Professor Hermes Lima, Ministro de Estado das Relações Exteriores;

Os quais, após terem exibido seus Plenos Poderes, achados em boa e devida forma, convieram no seguinte :

Artigo I

As Partes Contratantes, em conformidade com as respectivas legislações sôbre comércio exterior, aplicarão as disposições do presente Acôrdo, de modo a promover e a estimular as relações de comércio entre os dois países.

Artigo II

As Partes Contratantes adotarão as medidas apropriadas, a fim de facilitar o intercâmbio de mercadorias, e as autoridades competentes dos dois países concederão as necessárias autorizações de exportação e importação, em conformidade com as leis e regulamentos de seus respectivos países.

Artigo III

As autoridades competentes das Partes Contratantes reservam-se o direito de exigir, para as mercadorias a serem importadas, certificados de origem emitidos no país produtor.

No. 7307. TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE UNITED STATES OF BRAZIL. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, ON 28 DECEMBER 1962

The Government of the Republic of China and the Government of the United States of Brazil, animated by the desire to develop the commercial relations between the two countries in an atmosphere of friendship and mutual understanding, have resolved to conclude a Trade Agreement and have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

His Excellency the President of the Republic of China, Generalissimo Chiang Kai-shek, His Excellency Dr. Ti-Tsun Li, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of China to Brazil; and

His Excellency the President of the Republic of the United States of Brazil, Dr. Joao Belchior Marques Goulart, His Excellency Dr. Hermes Lima, Minister of State for External Relations;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I

The Contracting Parties shall apply, in conformity with their respective laws and regulations on foreign trade, the provisions of the present Agreement in order to promote trade relations between the two countries.

Article II

The Contracting Parties shall adopt appropriate measures with a view to facilitating the exchange of commodities, and the competent authorities of the two countries shall grant necessary export and import authorizations, in accordance with the laws and regulations of their respective countries.

Article III

The competent authorities of the Contracting Parties reserve the right to require, for commodities to be imported, certificates of origin issued in the producing country.

¹ Came into force on 21 March 1964, thirty days after the exchange of the instruments of ratification which took place at Rio de Janeiro on 21 February 1964, in accordance with article VIII.

Artigo IV

As Partes Contratantes comprometem-se a reprimir, no comércio entre os dois países, a circulação ou venda de produtos com falsas declarações de origem, qualidade ou tipo.

Artigo V

A validade das autorizações de exportação e importação, concedidas pelas autoridades competentes das Partes Contratantes a vigência do presente Acôrdio, não sera prejudicada pela expiração dêste instrumento.

Artigo VI

O Govêrno de cada uma das Partes Contratantes concederá aos produtos originários da outra Parte ou que a ela se destinem, produtos êsses pagos em uma das moedas mencionadas no artigo VII do presente Acôrdio, tratamento não menos favorável do que o concedido a produtos semelhantes originários ou destinados a qualquer outro país e pagos nas citadas moedas, no que diz respeito à taxa de câmbio, ao licenciamento de exportação ou importação e a outras medidas referentes ao câmbio, com exceção dos tratamentos especiais concedidos ou que venham a ser concedidos por qualquer das Partes Contratantes em virtude de sua participação ou adesão, atual ou futura, a acôrdos internacionais sôbre tarifas alfandegárias, zonas de livre comércio, uniões aduaneiras, organizações regionais de integração econômica, ou tratados ou acôrdos sôbre comércio fronteiriço.

Artigo VII

As Partes Contratantes concordam em que todos os pagamentos das transações comerciais realizadas entre a República da China e os Estados Unidos do Brasil serão feitos em dólares dos Estados Unidos da América ou em qualquer outra moeda de livre conversibilidade que entre si convierem a aceitar, respeitadas as leis, regulamentos e normas de câmbio e de comércio exterior vigentes, ou que possam vir a vigorar em cada país.

Artigo VIII

O presente Acôrdio será ratificado dentro da maior brevidade possível de conformidade com as disposições constitucionais de cada uma das Partes Contratantes. Entrará em vigor trinta dias após a troca dos instrumentos de ratificação na cidade do Rio de Janeiro e permanecerá em vigor pelo período de 1 (um) ano. Se pelo menos até três meses antes da expiração do período mencionado, nenhum dos Governos houver comunicado ao outro sua intenção de denunciar o Acôrdio, continuará o mesmo em vigor pelo período de 1 (um) ano e por sucessivos períodos anuais. O Govêrno de qualquer das Partes Contratantes

Article IV

The Contracting Parties undertake to repress, in the trade between the two countries, the circulation or sale of products with false declarations of origin, quality or type.

Article V

The validity of export and import authorizations granted by the competent authorities of the Contracting Parties during the life of the present Agreement shall not be impaired by its expiration.

Article VI

The Government of either Contracting Party shall grant to products originating in the other Party or destined thereto, which have been paid for in one of the currencies mentioned in Article VII of the Present Agreement, treatment no less favorable than that granted to similar products originating in or destined to any other country and paid for in the said currencies, in regard to exchange rate, export and import licensing and other measures pertaining to foreign exchange, with the exception of special treatment granted or which may be granted by either Contracting Party by virtue of its present or future participation in, or adhesion to, international tariff agreements, free trade zones, customs unions, regional organizations of economic integration, or treaties or agreements on frontier traffic.

Article VII

All payments resulting from commercial transactions effected between the Republic of China and the United States of Brazil shall be made in dollars of the United States of America or in any other freely convertible currency which they may agree to accept, subject to the laws, regulations and rules regarding exchange and foreign trade in force or those which may come into force in each country.

Article VIII

The present Agreement shall be ratified as soon as possible by the Contracting Parties in accordance with their respective constitutional provisions. It shall enter into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification in the city of Rio de Janeiro and shall remain in force for a period of one year. In case neither Government has given to the other Government, at least three months before the expiration of the aforesaid one-year period, notice of intention to terminate the Agreement, it shall continue in force for a further period of one year and for further successive periods of one year each.

poderá notificar o outro, pelo menos três meses antes do término de um dos supracitados períodos, de sua intenção de denunciar o Acôrdo.

Artigo IX

O presente Acôrdo é redigido nas linguas chinesa, portuguesa, e inglesa, em dois exemplares, sendo os três textos igualmente autênticos. Em caso de divergência de interpretação, o texto em lingua inglesa prevalecerá.

EM TESTEMUNHO DO QUE os Plenipotenciários das Partes Contratantes firmaram êste Acôrdo e nele apuseram os respectivos sêlos.

FEITO na cidade do Rio de Janeiro, ao vigésimo-oitavo dia do décimo-segundo mês do quinquagésimo-primeiro ano da República da China, correspondente aos vinte e oito dias do mês de dezembro de mil novccentos e sessenta e dois.

Pelo Govêrno
da República da China :
TI-TSUN LI

Pelo Govêrno
dos Estados Unidos do Brasil :
Hermes LIMA

The Government of either Contracting Party may give to the other, at least three months before the expiration of one of the aforesaid periods, notice of intention to terminate the Agreement.

Article IX

The present Agreement is drawn up in duplicate in the Chinese, Portuguese and English languages, all three texts being equally authentic. In case of any divergence of interpretation, the English text shall prevail.

IN WITNESS WHEREOF, the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed this Agreement and affixed thereto their seals.

DONE in the City of Rio de Janeiro, this twenty-eighth day of the twelfth month of the fifty-first year of the Republic of China, corresponding to the twenty-eighth day of December of the year one thousand nine hundred and sixty-two.

For the Government
of the Republic of China :
TI-TSUN LI

For the Government
of the United States of Brazil :
Hermes LIMA

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Nº 7307. ACCORD COMMERCIAL¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE
DE CHINE ET LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL. SIGNÉ À
RIO DE JANEIRO, LE 28 DÉCEMBRE 1962

Le Gouvernement de la République de Chine et le Gouvernement des États-Unis du Brésil, désireux de développer les relations commerciales entre leurs deux pays dans une atmosphère d'amitié et de compréhension, ont décidé de conclure un Accord commercial et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le généralissime Tchang Kaï-chek, Président de la République de Chine :
S. E. M. Ti-Tsun Li, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Chine au Brésil;

M. Joao Belchior Marques Goulart, Président des États-Unis du Brésil :
S. E. M. Hermes Lima, Ministre d'État aux relations extérieures;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Afin de promouvoir les relations commerciales entre leurs deux pays, les Parties contractantes appliqueront les dispositions du présent Accord conformément à leurs dispositions législatives et réglementaires en matière de commerce extérieur.

Article II

Les Parties contractantes adopteront des mesures appropriées en vue de faciliter les échanges de produits; les autorités compétentes des deux pays accorderont les licences d'importation ou d'exportation nécessaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires de leurs pays respectifs.

Article III

Les autorités compétentes des Parties contractantes se réservent le droit d'exiger, pour les marchandises à importer, des certificats d'origine délivrés dans le pays producteur.

¹ Entré en vigueur le 21 mars 1964, 30 jours après l'échange des instruments de ratification qui a eu lieu à Rio de Janeiro le 21 février 1964, conformément à l'article VIII.

Article IV

Les Parties contractantes s'engagent à réprimer, lors des échanges entre les deux pays, la circulation ou la vente de produits qui auront fait l'objet de fausses déclarations quant à leur origine, qualité ou type.

Article V

La validité des licences d'exportation ou d'importation accordées par les autorités compétentes des Parties contractantes pendant la période d'application du présent Accord ne sera pas affectée par son expiration.

Article VI

Le Gouvernement de chacune des Parties contractantes accordera aux produits en provenance ou à destination de l'autre Partie qui auront été payés en l'une des monnaies mentionnées à l'article VII du présent Accord, en ce qui concerne le taux de change, la délivrance de licences d'exportation ou d'importation et les autres mesures entrant dans le cadre de la réglementation des changes, un traitement non moins favorable que celui accordé à des produits similaires en provenance ou à destination de n'importe quel autre pays et réglés dans lesdites monnaies, exception faite du traitement spécial que l'une ou l'autre Partie contractante accorde ou pourra accorder en vertu de sa participation ou de son adhésion présentes ou futures à des accords internationaux sur les tarifs douaniers, à des zones de libre-échange, à des unions douanières, à des organisations régionales d'intégration économique ou à des traités ou accords relatifs au trafic frontalier.

Article VII

Tous les paiements relatifs aux opérations commerciales effectuées entre la République de Chine et les États-Unis du Brésil se feront en dollars des États-Unis d'Amérique ou en toute autre monnaie librement convertible qu'ils décideront d'accepter, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires concernant les devises et le commerce extérieur qui sont ou pourront être en vigueur dans chaque pays.

Article VIII

Le présent Accord sera ratifié aussi rapidement que faire se pourra par les Parties contractantes, conformément à leurs dispositions constitutionnelles. Il entrera en vigueur 30 jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Rio de Janeiro, et restera en vigueur pendant une période d'un an. Il continuera à être en vigueur pour une nouvelle période d'un an et ce d'année en année, à moins que l'un des deux Gouvernements ne donne à l'autre, au moins trois mois avant l'expiration de la période d'un an susmentionnée, noti-

fication de son intention d'y mettre fin. Le Gouvernement de chacune des deux Parties contractantes pourra donner à l'autre, au moins trois mois avant l'expiration de l'une des périodes susmentionnées, notification de son intention de mettre fin à l'Accord.

Article IX

Le présent Accord est établi en double exemplaire dans les langues chinoise, portugaise et anglaise, en trois originaux qui font également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Rio de Janeiro, le vingt-huitième jour du douzième mois de l'an cinquante et un de la République de Chine, qui correspond au vingt-huit décembre mil neuf cent soixante et un.

Pour le Gouvernement
de la République de Chine :
TI-TSUN LI

Pour le Gouvernement
des États-Unis du Brésil :
Hermes LIMA

No. 7308

**UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND
and
JAMAICA**

Agreement concerning the activities of UNICEF in Jamaica. Signed at Kingston, on 19 May 1964

Official text: English.

Registered ex officio on 21 June 1964.

**FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
et
JAMAÏQUE**

**Accord concernant les activités du FISE à la Jamaïque.
Signé à Kingston, le 19 mai 1964**

Texte officiel anglais.

Enregistré d'office le 21 juin 1964.

No. 7308. AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND AND THE GOVERNMENT OF JAMAICA CONCERNING THE ACTIVITIES OF UNICEF IN JAMAICA. SIGNED AT KINGSTON, ON 19 MAY 1964

The United Nations Children's Fund (hereinafter called " UNICEF ") and the Government of Jamaica (hereinafter called " the Government ")

WHEREAS the General Assembly of the United Nations established UNICEF as an organ of the United Nations for the purpose of meeting, through the provision of supplies, training and advice, emergency and long-range needs of children, and their continuing needs particularly in under-developed countries, with a view to strengthening, where appropriate, the permanent child health and child welfare programmes of countries receiving assistance;

WHEREAS the Government desires UNICEF co-operation for the above purposes;

Have entered into this Agreement.

Article I

REQUESTS TO UNICEF AND PLANS OF OPERATIONS

1. This Agreement establishes the basic conditions and the mutual undertakings governing projects in which UNICEF and the Government are participating.
2. Whenever the Government wishes to obtain the co-operation of UNICEF, it shall inform UNICEF in writing, giving a description of the proposed project and the extent of the proposed participation of the Government and UNICEF in its execution.
3. UNICEF shall consider such requests on the basis of its available resources, its assistance policies and the need for assistance.
4. The terms and conditions for each agreed project, including the commitments of the Governments and UNICEF with respect to the furnishing of supplies, equipment, services or other assistance, shall be set forth in a Plan of Operations to be signed by the Government and UNICEF, and when appropriate, by other organisations participating in the project. The provisions of this Agreement shall apply to each Plan of Operations.

¹ Came into force on 19 May 1964, upon signature, in accordance with article VIII (1).

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N° 7308. ACCORD¹ ENTRE LE FONDS DES NATIONS UNIES
POUR L'ENFANCE ET LE GOUVERNEMENT JAMAÏ-
QUAIN CONCERNANT LES ACTIVITÉS DU FISE À LA
JAMAÏQUE. SIGNÉ À KINGSTON, LE 19 MAI 1964

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (ci-après dénommé « le FISE ») et le Gouvernement jamaïquain (ci-après dénommé « le Gouvernement »),

CONSIDÉRANT que l'Assemblée générale des Nations Unies a créé le FISE, en tant qu'organe de l'Organisation des Nations Unies, afin de faire face, grâce à des fournitures, des moyens de formation et des conseils, aux besoins urgents et à long terme de l'enfance ainsi qu'à ses besoins persistants, notamment dans les pays sous-développés, en vue de renforcer, le cas échéant, les programmes permanents d'hygiène et de protection de l'enfance des pays bénéficiant de l'assistance,

CONSIDÉRANT que le Gouvernement a manifesté le désir de recevoir l'assistance du FISE aux fins mentionnées ci-dessus,

Ont conclu le présent Accord.

Article premier

DEMANDES ADRESSÉES AU FISE ET PLANS D'OPÉRATIONS

1. Le présent Accord définit les conditions fondamentales régissant les programmes auxquels participent le FISE et le Gouvernement ainsi que les obligations qui en découlent pour chacune des Parties.
2. Chaque fois que le Gouvernement désirera obtenir l'assistance du FISE, il en informera le FISE par écrit en décrivant le programme qu'il envisage d'exécuter et en indiquant l'étendue envisagée de la participation respective du Gouvernement et du FISE à l'exécution de ce programme.
3. Le FISE examinera ces demandes compte tenu des ressources dont il dispose et des principes qui le guident dans l'octroi de l'assistance ainsi que de la mesure dans laquelle l'assistance demandée est nécessaire.
4. Les conditions d'exécution de chaque programme approuvé, y compris les obligations que devront assumer le Gouvernement et le FISE en ce qui concerne la fourniture d'articles, de matériel, de services et d'autres formes d'assistance, seront définies dans un plan d'opérations qui sera signé par le Gouvernement et par le FISE, et, le cas échéant, par les autres organisations participant au programme. Les dispositions du présent Accord s'appliqueront à chaque plan d'opérations.

¹ Entré en vigueur le 19 mai 1964, dès la signature, conformément au paragraphe 1 de l'article VIII.

Article II

USE OF SUPPLIES, EQUIPMENT AND OTHER ASSISTANCE FURNISHED BY UNICEF

1. Supplies and equipment furnished by UNICEF shall be transferred to the Government upon arrival in the country, except as, in the case of transport and large items of equipment, may be otherwise provided in the Plan of Operations. UNICEF reserves the right to require the return of any supplies or equipment furnished by it which are not used for the purposes of the Plan of Operations.
2. The Government shall take the necessary measures to ensure that the supplies and equipment and other assistance furnished by UNICEF are distributed or used equitably and efficiently, without discrimination because of race, creed, nationality status or political belief, in accordance with the Plan of Operations. No beneficiary shall be required to pay for supplies furnished by UNICEF.
3. UNICEF may arrange to place on the supplies and equipment furnished by it such markings as are deemed necessary by UNICEF to indicate that the supplies are provided by UNICEF.
4. The Government shall make the arrangements for and shall pay the expenses relating to the reception, unloading, warehousing, insurance, transportation and distribution of the supplies and equipment furnished by UNICEF.

Article III

ACCOUNTING AND STATISTICAL RECORDS AND REPORTS

The Government shall maintain such accounting and statistical records with respect to the execution of Plans of Operations as may be mutually agreed to be necessary, and shall furnish any such records and reports to UNICEF at its request.

Article IV

CO-OPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT AND UNICEF

UNICEF may, from time to time, send authorized officers to Jamaica for consultation and co-operation with the appropriate officials of the Government with respect to the review and preparation of proposed projects and plans of operations, and the shipment, receipt, distribution or use of the supplies and equipment furnished by UNICEF; to advise UNICEF on the progress of the Plans of Operations and on any other matter relating to the application of this Agreement. The Government shall permit authorized officers of UNICEF to observe all the phases of the execution of the Plans of Operations in Jamaica.

*Article II*UTILISATION DES ARTICLES, DU MATÉRIEL ET DES AUTRES FORMES D'ASSISTANCE
FOURNIS PAR LE FISE

1. Les articles et le matériel fournis par le FISE seront remis au Gouvernement dès leur arrivée dans le pays, sauf dispositions contraires du plan d'opérations en ce qui concerne les véhicules et le gros matériel. Le FISE se réserve le droit de réclamer la restitution des articles ou du matériel fournis qui ne seraient pas utilisés aux fins prévues dans le plan d'opérations.
2. Le Gouvernement prendra les mesures voulues pour que les articles, le matériel et les autres formes d'assistance fournis par le FISE soient utilisés ou distribués de façon équitable et efficace, sans distinction de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique et conformément au plan d'opérations. Les bénéficiaires n'auront rien à verser pour les articles fournis par le FISE.
3. Le FISE pourra faire apposer sur les articles et le matériel procurés par lui les marques distinctives qu'il jugera nécessaires pour indiquer que les articles en question sont fournis par le FISE.
4. Le Gouvernement assurera, à ses frais, la réception, le déchargement, l'entreposage, l'assurance, le transport et la distribution des articles et du matériel fournis par le FISE.

Article III

DOCUMENTS ET RAPPORTS COMPTABLES ET STATISTIQUES

Le Gouvernement établira, en ce qui concerne l'exécution des plans d'opérations, les documents comptables et statistiques que les deux Parties jugeront d'un commun accord nécessaires, et il communiquera au FISE, sur sa demande, les documents et rapports en question.

Article IV

COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE FISE

Le FISE pourra envoyer périodiquement en Jamaïque des fonctionnaires dûment habilités qui se concerteront et coopéreront avec les fonctionnaires compétents du Gouvernement au sujet de l'étude et de l'établissement des programmes et plans d'opérations envisagés ainsi que de l'expédition, de la réception et de la distribution ou de l'utilisation des articles et du matériel fournis par le FISE; ils tiendront le FISE au courant de l'exécution des plans d'opérations et de toute question intéressant l'application du présent Accord. Le Gouvernement permettra aux fonctionnaires habilités du FISE de suivre toutes les phases de l'exécution des plans d'opérations en Jamaïque.

Article V

PUBLIC INFORMATION

The Government shall co-operate with UNICEF in making available to the public adequate information concerning UNICEF assistance.

Article VI

CLAIMS AGAINST UNICEF

1. The Government shall assume, subject to the provisions of this Article, responsibility in respect of claims resulting from the execution of Plans of Operations within the territory of Jamaica.
2. The Government shall deal with any claims which may be brought by third parties against UNICEF, its experts, agents or employees. It shall hold UNICEF, its experts, agents or employees harmless in case of claims resulting from operations under this Agreement, except where it is agreed by the Government and UNICEF that such claims arise from the gross negligence or wilful misconduct of the above-mentioned experts, agents or employees.
3. In the event of the Government making any payment in accordance with the provisions of paragraph 2 of this Article, the Government shall be entitled to exercise and enjoy the benefit of all rights and claims of UNICEF or its employees or agents against third persons.
4. This Article shall not apply with respect to any claim against UNICEF for injuries incurred by a staff member of UNICEF.
5. UNICEF shall place at the disposal of the Government any information or other assistance required for the handling of any case to which paragraph 2 of this Article relates or for the fulfilment of the purposes of paragraph 3.

Article VII

PRIVILEGES AND IMMUNITIES

The Government shall apply to UNICEF, as an organ of the United Nations, to its property, funds and assets, and to its officials, the provisions of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations¹ (to which Jamaica is a party). No taxes, fees, tolls or duties shall be levied on supplies and equipment furnished by UNICEF so long as they are used in accordance with the Plans of Operations.

¹ See footnote 1, p. 56 of this volume.

Article V

PUBLICITÉ

Le Gouvernement collaborera avec le FISE en vue d'informer convenablement le public de l'assistance fournie par le FISE.

Article VI

RÉCLAMATIONS CONTRE LE FISE

1. Sous réserve des dispositions du présent article, le Gouvernement assumera pleine responsabilité en cas de réclamations découlant de l'exécution de plans d'opérations sur le territoire de la Jamaïque.
2. Le Gouvernement répondra à toutes les réclamations que des tiers pourront faire valoir contre le FISE et ses experts, agents ou fonctionnaires. Il mettra hors de cause le FISE et ses experts, agents ou fonctionnaires en cas de réclamation découlant d'opérations entreprises en vertu du présent Accord, à moins que le Gouvernement et le FISE ne conviennent que ladite réclamation résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle desdits experts, agents ou fonctionnaires.
3. Lorsque le Gouvernement effectuera un paiement en exécution des dispositions du paragraphe 2 du présent article, il sera subrogé dans les droits et actions que le FISE ou ses fonctionnaires ou agents auraient pu exercer contre des tiers.
4. Le présent article ne s'appliquera pas aux réclamations qui pourront être formulées contre le FISE en raison d'accidents ou blessures subis par un membre de son personnel.
5. Le FISE fournira au Gouvernement tous les renseignements et toute l'assistance dont il aura besoin pour agir dans l'une des éventualités visées au paragraphe 2 du présent article, ou pour assurer l'accomplissement des fins du paragraphe 3.

Article VII

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le Gouvernement accordera au FISE, en tant qu'organe de l'Organisation des Nations Unies, à ses biens, fonds et avoirs et à son personnel, le bénéfice des dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies¹ (à laquelle la Jamaïque est partie). Les articles et le matériel fournis par le FISE ne donneront lieu à la perception d'aucun impôt, droit, péage, ou autre redevance tant qu'ils seront utilisés conformément aux plans d'opérations.

¹ Voir note 1, p. 57 de ce volume.

Article VIII

GENERAL PROVISIONS

1. This Agreement shall enter into force on the date of signature.
2. This Agreement and the Plans of Operations may be modified by written agreement between the Parties hereto.
3. This Agreement may be terminated by either Party by written notice. Notwithstanding any such notice of termination, this Agreement shall remain in force until the termination of all Plans of Operations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly appointed representatives of the Government and of UNICEF have, on behalf of the parties, respectively signed the present Agreement.

For the Government
of Jamaica :
(*Signed*) Edward SEAGA
Minister of Development
and Welfare
Kingston, 19 May, 1964

For the United Nations
Children's Fund :
(*Signed*) A. J. REYNOLDS
Area Representative
Kingston, 19 May, 1964

Article VIII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la signature.
2. Le présent Accord et les plans d'opérations pourront être modifiés par voie d'accord écrit entre les Parties.
3. Chacune des Parties pourra, par notification écrite, mettre fin au présent Accord, qui, nonobstant, restera en vigueur jusqu'à complète exécution de tous les plans d'opérations.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités par le Gouvernement et par le FISE, ont, au nom des Parties, signé le présent Accord.

Pour le Gouvernement
jamaiquin :
(Signé) Edward SEAGA
Ministre du développement
et de la protection sociale
Kingston, le 19 mai 1964

Pour le Fonds des Nations Unies
pour l'enfance :
(Signé) A. J. REYNOLDS
Représentant du FISE dans la zone

Kingston, le 19 mai 1964

No. 7309

**UNITED NATIONS
and
AUSTRIA**

Agreement regarding the arrangements for the United Nations Technical Assistance Committee. Signed at Geneva, on 11 June 1964

Official text: English.

Registered ex officio on 23 June 1964.

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
et
AUTRICHE**

Accord relatif aux arrangements concernant le Comité de l'assistance technique des Nations Unies. Signé à Genève, le 11 juin 1964

Texte officiel anglais.

Enregistré d'office le 23 juin 1964.

No. 7309. AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED NATIONS
AND THE FEDERAL GOVERNMENT OF AUSTRIA RE-
GARDING THE ARRANGEMENTS FOR THE UNITED
NATIONS TECHNICAL ASSISTANCE COMMITTEE.
SIGNED AT GENEVA, ON 11 JUNE 1964

Whereas, upon the invitation of the Federal Government of Austria (hereinafter referred to as the Government), the United Nations Technical Assistance Committee will hold its session (hereinafter referred to as the Conference) in Vienna beginning 22 June 1964, therefore the Government and the United Nations agree as follows :

I. PREMISES, EQUIPMENT, UTILITIES AND STATIONERY SUPPLIES

1. The Government shall be responsible in co-operation with IAEA for making available such conference rooms and offices in the IAEA Headquarters as will be necessary for the Conference. These facilities shall include one large assembly hall for plenary meetings, a working room for delegations and for representatives of Specialized Agencies, a delegates' lounge, suitable working areas and all necessary equipment for documents reproduction and documents distribution, as well as suitable office accommodation for the secretariat of the Conference.
2. The Government shall in co-operation with IAEA assure that all the aforementioned rooms and offices are furnished, equipped and maintained in a manner adequate to the effective conduct of the Conference. The conference room shall be equipped for simultaneous interpretation in English, French, Spanish and Russian and also have facilities for sound recording.
3. The Government shall, in co-operation with IAEA, assure the availability, within the Conference area, of bank, telephone, telex and cable facilities, cafeteria and bar, and an information desk with staff.
4. The Government shall pay for all the necessary utility services, including telephone communications of the Secretariat of the Conference within Vienna and communications by cable or telex between the Secretariat of the Conference and the European Office of the United Nations in Geneva.
5. The Government shall at its expense make arrangements for the provision of photo-copying machine facilities and four Gestetner duplicating machines. The latter machines shall be suitable for the use of stencils and paper provided

¹ Came into force on 11 June 1964 by signature.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N° 7309. ACCORD¹ ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUTRICHIEN RELATIF AUX ARRANGEMENTS CONCERNANT LE COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES. SIGNÉ À GENÈVE, LE 11 JUIN 1964

Considérant que, sur l'invitation du Gouvernement fédéral autrichien (ci-après dénommé « le Gouvernement »), le Comité de l'assistance technique des Nations Unies tiendra sa session (ci-après dénommée « la Conférence ») à Vienne à partir du 22 juin 1964, le Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies sont convenus de ce qui suit :

I. LOCAUX, MATÉRIEL, SERVICES ET FOURNITURES DE BUREAU

1. Le Gouvernement se chargera, en collaboration avec l'AIEA, de fournir les salles de conférence et les bureaux du siège de l'AIEA qui seront nécessaires à la Conférence. Ces locaux comprendront une grande salle de conférence pour les séances plénières, une salle de travail pour les délégations et les représentants des institutions spécialisées, un salon des délégués, des locaux convenant aux services de reproduction et de distribution des documents, avec tout le matériel nécessaire, et des locaux à usage de bureaux pour le secrétariat de la Conférence.
2. Le Gouvernement veillera à fournir, en collaboration avec l'AIEA, pour toutes les salles et tous les bureaux ci-dessus mentionnés, les meubles, les installations et les services d'entretien nécessaires pour assurer la bonne marche des travaux de la Conférence. La salle de conférence sera équipée en vue de l'interprétation simultanée en anglais, français, espagnol et russe, et de façon à permettre l'enregistrement sonore.
3. Le Gouvernement veillera à fournir, en collaboration avec l'AIEA, au siège même de la Conférence, des services bancaires, téléphoniques, télégraphiques et de communications par télex, des services de cafeteria et de bar, ainsi qu'un bureau de renseignements avec le personnel nécessaire.
4. Le Gouvernement prendra à sa charge le coût de tous les services publics voulus, y compris celui des communications téléphoniques du secrétariat de la Conférence à Vienne même et des communications par câble ou par télex entre le secrétariat de la Conférence et l'Office européen des Nations Unies à Genève.
5. Le Gouvernement procurera, à ses frais, des machines à photocopier et quatre duplicateurs Gestetner. Les duplicateurs devront convenir aux stencils et au papier que fournira l'Organisation des Nations Unies. Il appartiendra

¹ Entré en vigueur le 11 juin 1964, dès la signature.

by the United Nations. The Government shall also be responsible for the maintenance of these machines, including night-time service as required.

6. The Government shall be responsible for providing forty-five typewriters of the type needed for the Conference.

7. Any damage to the premises in the Conference area or injury to persons using such premises or damage to furniture or equipment provided by the Government shall be made good at the expense of the Government without prejudice to the Government's right of recourse as long as such right is not contrary to the present Agreement.

8. The United Nations shall provide at its expense all United Nations' stationery supplies required for the adequate functioning of the Conference (including stencils and paper required for documents reproduction) and the Government shall pay the transport and insurance charges for their shipment from Geneva to Vienna and return.

II. TRANSPORTATION

The Government shall provide at its expense one permanent and up to three non-permanent chauffeur-driven limousines for use by the officers of the Conference. Any damage to persons or property caused or suffered in using transportation referred to in this section shall be made good at the expense of the Government, without prejudice to the Government's right of recourse as long as such right is not contrary to the present Agreement.

III. LOCAL PERSONNEL FOR THE CONFERENCE

1. The Government shall assign to the Conference Secretariat a liaison officer to assist the Secretariat in its local relations arising out of this Agreement.

2. The Government shall provide at its expense the sound engineers required to ensure the proper functioning of the facilities referred to in Section I, paragraph 2 above. The Government shall also provide at its expense sufficient documents reproduction and distribution staff; adequate numbers of mail registry and services staff, operators for tape recording and simultaneous interpretation equipment, cloakroom and meeting room attendants, huissiers, messengers and cleaners; as well as drivers of the cars referred to in Section II above.

3. The Government agrees to indemnify and save harmless the United Nations from any and all actions, causes of actions, claims or other demands arising

également au Gouvernement de faire entretenir les machines, en assurant, en cas de besoin, des services de nuit.

6. Le Gouvernement se chargera de fournir 45 machines à écrire du genre requis pour répondre aux besoins de la Conférence.

7. Tout dommage causé aux locaux au siège de la Conférence ou aux personnes faisant usage de ces locaux, de même que tout dommage causé au mobilier ou au matériel fournis par le Gouvernement, donnera lieu à réparation aux frais du Gouvernement, sans préjudice du droit de recours qu'a le Gouvernement dans la mesure où ce droit n'est pas contraire au présent Accord.

8. L'Organisation des Nations Unies fournira à ses frais tous les articles de bureau indispensables à la bonne marche de la Conférence (y compris les stencils et le papier nécessaires pour la reproduction des documents) et le Gouvernement prendra à sa charge les frais de transport et d'assurance de ces articles de Genève à Vienne et de Vienne à Genève.

II. TRANSPORTS

Le Gouvernement mettra, à ses frais, à la disposition des membres du Bureau de la conférence, une automobile avec chauffeur en service permanent et, au maximum, trois autres automobiles avec chauffeur en service partiel. Tout dommage causé à des personnes ou à des biens lors de l'utilisation des moyens de transport visés à la présente section donnera lieu à réparation aux frais du Gouvernement, sans préjudice du droit de recours qu'a le Gouvernement dans la mesure où ce droit n'est pas contraire au présent Accord.

III. PERSONNEL LOCAL AFFECTÉ À LA CONFÉRENCE

1. Le Gouvernement désignera un agent de liaison qui prêtera son concours au secrétariat de la Conférence dans ses rapports avec les milieux locaux pour toutes questions découlant du présent Accord.

2. Le Gouvernement fournira, à ses frais, les services des ingénieurs du son nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des installations visées au paragraphe 2 de la section I ci-dessus. Le Gouvernement fournira également à ses frais le personnel nécessaire pour la reproduction et la distribution des documents, un nombre suffisant d'agents pour les services d'enregistrement et autres intéressant le courrier, des techniciens pour assurer le fonctionnement du matériel d'enregistrement sonore et d'interprétation simultanée, des préposés au vestiaire et aux salles de conférences, des huissiers, des plantons et du personnel de nettoyage, ainsi que les chauffeurs des voitures visées à la section II ci-dessus.

3. Le Gouvernement garantira et mettra hors de cause l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de toutes poursuites, actions, plaintes ou autres

out of the employment for the United Nations of the personnel referred to in this Section.

IV. FINANCIAL ARRANGEMENTS

In addition to making the above-mentioned facilities available to the Conference, the Government, in pursuance of General Assembly resolution 1202 (XII),¹ shall assume responsibility for the additional expenditures to the United Nations' budget estimated at US \$10,000.— resulting from the convening of the Conference in Vienna rather than at the United Nations' European Office in Geneva. Reimbursement to the United Nations shall take place not later than 31 December 1964.

V. PRIVILEGES AND IMMUNITIES

1. The Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations,² to which the Republic of Austria is a party, shall be applicable with respect to the Conference, and the officials of the United Nations connected with the Conference shall be accorded the privileges and immunities specified therein.
2. Representatives of States members of the United Nations as well as representatives of States non-members of the United Nations shall enjoy the privileges and immunities accorded to representatives of States members of the Organization by the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations.
3. Representatives of the Specialized Agencies and other inter-governmental organizations invited to the Conference shall enjoy the same privileges and immunities as accorded to officials of comparable rank of the United Nations.
4. For the purpose of this Conference, the area designated under Section I shall be deemed to constitute United Nations' premises, within the meaning of the provisions of article II, section 2, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations of 13 February 1946, so that the United Nations shall enjoy the privileges and immunities provided thereby. Access to the Conference area and to the office space therein shall be under control and authority of the United Nations.
5. The Government shall impose no impediment to transit to and from the Conference of any persons whose presence at the Conference is authorised by the United Nations and of any persons in their immediate families and shall grant any visa required for such persons promptly and without charge.

¹ United Nations, *Official Records of the General Assembly, Twelfth Session, Supplement No. 18 (A/3805)*, p. 39.

² See footnote 1, p. 56 of this volume.

réclamations résultant de l'emploi, au service de l'Organisation des Nations Unies, du personnel visé à la présente section.

IV. ARRANGEMENTS FINANCIERS

Outre les services susmentionnés qu'il fournira pour la Conférence, le Gouvernement, conformément à la résolution 1202 (XII) de l'Assemblée générale¹, prendra à sa charge les dépenses supplémentaires, évaluées à 10 000 dollars des États-Unis, à inscrire au budget de l'Organisation des Nations Unies du fait que la Conférence se réunit à Vienne et non à l'Office européen des Nations Unies à Genève. Le remboursement de ces dépenses à l'Organisation aura lieu le 31 décembre 1964 au plus tard.

V. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

1. La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies², à laquelle la République d'Autriche est partie, sera applicable à l'égard de la Conférence et les privilèges et immunités qui y sont stipulés seront accordés aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent de la Conférence.
2. Les représentants d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les représentants d'États non membres de l'Organisation bénéficieront des privilèges et immunités accordés aux représentants des États Membres de l'Organisation des Nations Unies par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.
3. Les représentants des institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales ayant été invitées à la Conférence bénéficieront des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont accordés à des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies de rang comparable.
4. Aux fins de ladite Conférence, les locaux indiqués à la section I seront considérés comme locaux des Nations Unies au sens des dispositions de la section 2 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, en date du 13 février 1946, et l'Organisation des Nations Unies jouira en conséquence des privilèges et immunités qui y sont prévus. L'accès aux locaux de la Conférence et aux bureaux affectés à la Conférence sera placé sous le contrôle et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.
5. Le Gouvernement ne gênera en aucune manière les déplacements à destination et en provenance des locaux de la Conférence des personnes autorisées par l'Organisation des Nations Unies à assister à la Conférence et des membres de leur famille; il leur délivrera promptement et gratuitement tout visa nécessaire.

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 18 (A/3805)*, p. 39.

² Voir note 1, p. 57 de ce volume.

IN WITNESS WHEREOF, the respective representatives of the Government of Austria and of the United Nations have signed this Agreement this 11th day of June, one thousand nine hundred and sixty-four.

For the United Nations :

(Signed) PALTHEY

For the Federal Government
of Austria :

(Signed) TREU

EN FOI DE QUOI les représentants du Gouvernement autrichien et de l'Organisation des Nations Unies ont signé le présent Accord, le 11 juin 1964.

Pour l'Organisation
des Nations Unies :

(Signé) PALTHEY

Pour le Gouvernement fédéral
autrichien :

(Signé) TREU

No. 7310

**ALBANIA, ARGENTINA, AUSTRALIA,
AUSTRIA, BELGIUM, etc.**

**Vienna Convention on Diplomatic Relations. Done at Vienna,
on 18 April 1961**

Official texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.

Registered ex officio on 24 June 1964.

**ALBANIE, ARGENTINE, AUSTRALIE,
AUTRICHE, BELGIQUE, etc.**

**Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.
Fait à Vienne, le 18 avril 1961**

Textes officiels anglais, français, chinois, russe et espagnol.

Enregistrée d'office le 24 juin 1964.

No. 7310. VIENNA CONVENTION¹ ON DIPLOMATIC RELATIONS. DONE AT VIENNA, ON 18 APRIL 1961

The States Parties to the present Convention,

Recalling that peoples of all nations from ancient times have recognized the status of diplomatic agents,

Having in mind the purposes and principles of the Charter of the United Nations concerning the sovereign equality of States, the maintenance of international peace and security, and the promotion of friendly relations among nations,

Believing that an international convention on diplomatic intercourse, privileges and immunities would contribute to the development of friendly relations among nations, irrespective of their differing constitutional and social systems,

Realizing that the purpose of such privileges and immunities is not to benefit individuals but to ensure the efficient performance of the functions of diplomatic missions as representing States,

Affirming that the rules of customary international law should continue to govern questions not expressly regulated by the provisions of the present Convention,

Have agreed as follows :

Article I

For the purpose of the present Convention, the following expressions shall have the meanings hereunder assigned to them :

- (a) the " head of the mission " is the person charged by the sending State with the duty of acting in that capacity;
- (b) the " members of the mission " are the head of the mission and the members of the staff of the mission;

¹ The Vienna Convention on Diplomatic Relations was adopted on 14 April 1961 by the United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities held at the Neue Hofburg in Vienna, Austria, from 2 March to 14 April 1961. The Conference also adopted the Optional Protocol concerning the Acquisition of Nationality (see p. 223 of this volume), the Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes (see p. 241 of this volume), the Final Act and four resolutions annexed to that Act. The Convention and the two Protocols were deposited with the Secretary-General of the United Nations. The Final Act, by unanimous decision of the Conference, was deposited in the archives of the Federal Ministry for Foreign Affairs of Austria. The text of the Final Act and of the annexed resolutions is published for the purpose of information on p. 212 of this volume. For the proceedings of the Conference, see *United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities, Official Records*, Vols. I and II (United Nations Publication, Sales Nos. : 61.X.2 and 62.X.1).

The Convention, in accordance with its article 51, came into force on 24 April 1964, the thirtieth day following the date of deposit with the Secretary-General of the United Nations of the twenty-second instrument of ratification or accession. For the list of States on behalf of which the instruments of ratification or accession were deposited as at the date of the registration of the Convention, see p. 204 of this volume.

N° 7310. CONVENTION¹ DE VIENNE SUR LES RELATIONS
DIPLOMATIQUES. FAITE À VIENNE, LE 18 AVRIL 1961

Les États Parties à la présente Convention,

Rappelant que, depuis une époque reculée, les peuples de tous les pays reconnaissent le statut des agents diplomatiques,

Conscients des buts et des principes de la Charte des Nations Unies concernant l'égalité souveraine des États, le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement de relations amicales entre les nations,

Persuadés qu'une convention internationale sur les relations, privilèges et immunités diplomatiques contribuerait à favoriser les relations d'amitié entre les pays, quelle que soit la diversité de leurs régimes constitutionnels et sociaux,

Convaincus que le but desdits privilèges et immunités est non pas d'avantager des individus mais d'assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions diplomatiques en tant que représentant des États,

Affirmant que les règles du droit international coutumier doivent continuer à régir les questions qui n'ont pas été expressément réglées dans les dispositions de la présente Convention,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous :

- a) l'expression « chef de mission » s'entend de la personne chargée par l'État accréditant d'agir en cette qualité;
- b) l'expression « membres de la mission » s'entend du chef de la mission et des membres du personnel de la mission;

¹ La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques a été adoptée le 14 avril 1961 par la Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, réunie à la Neue Hofburg, à Vienne (Autriche), du 2 mars au 14 avril 1961. La Conférence a adopté aussi le Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité (voir p. 223 de ce volume), le Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends (voir p. 241 de ce volume), un Acte final et quatre résolutions annexées à cet Acte. La Convention et les deux Protocoles ont été déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. L'Acte final a été, par décision unanime de la Conférence, déposé aux archives du Ministère fédéral des affaires étrangères d'Autriche. Le texte de l'Acte final et des résolutions y annexées figure pour information à la page 213 de ce volume. Pour les documents de la Conférence, voir *Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Documents officiels*, vol. I et II (publication des Nations Unies, n°s de vente : 61.X.2 et 62.X.1).

Conformément à son article 51, la Convention est entrée en vigueur le 24 avril 1964, le trentième jour qui a suivi la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion. On trouvera à la page 205 de ce volume la liste des États au nom desquels les instruments de ratification ou d'adhésion avaient été déposés à la date d'enregistrement de la Convention.

- (c) the “ members of the staff of the mission ” are the members of the diplomatic staff, of the administrative and technical staff and of the service staff of the mission;
- (d) the “ members of the diplomatic staff ” are the members of the staff of the mission having diplomatic rank;
- (e) a “ diplomatic agent ” is the head of the mission or a member of the diplomatic staff of the mission;
- (f) the “ members of the administrative and technical staff ” are the members of the staff of the mission employed in the administrative and technical service of the mission;
- (g) the “ members of the service staff ” are the members of the staff of the mission in the domestic service of the mission;
- (h) a “ private servant ” is a person who is in the domestic service of a member of the mission and who is not an employee of the sending State;
- (i) the “ premises of the mission ” are the buildings or parts of buildings and the land ancillary thereto, irrespective of ownership, used for the purposes of the mission including the residence of the head of the mission.

Article 2

The establishment of diplomatic relations between States, and of permanent diplomatic missions, takes place by mutual consent.

Article 3

1. The functions of a diplomatic mission consist *inter alia* in :

- (a) representing the sending State in the receiving State;
- (b) protecting in the receiving State the interests of the sending State and of its nationals, within the limits permitted by international law;
- (c) negotiating with the Government of the receiving State;
- (d) ascertaining by all lawful means conditions and developments in the receiving State, and reporting thereon to the Government of the sending State;
- (e) promoting friendly relations between the sending State and the receiving State, and developing their economic, cultural and scientific relations.

2. Nothing in the present Convention shall be construed as preventing the performance of consular functions by a diplomatic mission.

- c) l'expression « membres du personnel de la mission » s'entend des membres du personnel diplomatique, du personnel administratif et technique et du personnel de service de la mission;
- d) l'expression « membres du personnel diplomatique » s'entend des membres du personnel de la mission qui ont la qualité de diplomates;
- e) l'expression « agent diplomatique » s'entend du chef de la mission ou d'un membre du personnel diplomatique de la mission;
- f) l'expression « membres du personnel administratif et technique » s'entend des membres du personnel de la mission employés dans le service administratif et technique de la mission;
- g) l'expression « membres du personnel de service » s'entend des membres du personnel de la mission employés au service domestique de la mission;
- h) l'expression « domestique privé » s'entend des personnes employées au service domestique d'un membre de la mission, qui ne sont pas des employés de l'État accréditant;
- i) l'expression « locaux de la mission » s'entend des bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés aux fins de la mission, y compris la résidence du chef de la mission.

Article 2

L'établissement de relations diplomatiques entre États et l'envoi de missions diplomatiques permanentes se font par consentement mutuel.

Article 3

1. Les fonctions d'une mission diplomatique consistent notamment à :

- a) représenter l'État accréditant auprès de l'État accréditaire;
- b) protéger dans l'État accréditaire les intérêts de l'État accréditant et de ses ressortissants, dans les limites admises par le droit international;
- c) négocier avec le gouvernement de l'État accréditaire;
- d) s'informer par tous les moyens licites des conditions et de l'évolution des événements dans l'État accréditaire et faire rapport à ce sujet au gouvernement de l'État accréditant;
- e) promouvoir des relations amicales et développer les relations économiques, culturelles et scientifiques entre l'État accréditant et l'État accréditaire.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne saurait être interprétée comme interdisant l'exercice de fonctions consulaires par une mission diplomatique.

Article 4

1. The sending State must make certain that the *agrément* of the receiving State has been given for the person it proposes to accredit as head of the mission to that State.

2. The receiving State is not obliged to give reasons to the sending State for a refusal of *agrément*.

Article 5

1. The sending State may, after it has given due notification to the receiving States concerned, accredit a head of mission or assign any member of the diplomatic staff, as the case may be, to more than one State, unless there is express objection by any of the receiving States.

2. If the sending State accredits a head of mission to one or more other States it may establish a diplomatic mission headed by a *chargé d'affaires ad interim* in each State where the head of mission has not his permanent seat.

3. A head of mission or any member of the diplomatic staff of the mission may act as representative of the sending State to any international organization.

Article 6

Two or more States may accredit the same person as head of mission to another State, unless objection is offered by the receiving State.

Article 7

Subject to the provisions of Articles 5, 8, 9 and 11, the sending State may freely appoint the members of the staff of the mission. In the case of military, naval or air attachés, the receiving State may require their names to be submitted beforehand, for its approval.

Article 8

1. Members of the diplomatic staff of the mission should in principle be of the nationality of the sending State.

2. Members of the diplomatic staff of the mission may not be appointed from among persons having the nationality of the receiving State, except with the consent of that State which may be withdrawn at any time.

3. The receiving State may reserve the same right with regard to nationals of a third State who are not also nationals of the sending State.

Article 4

1. L'État accréditant doit s'assurer que la personne qu'il envisage d'accréditer comme chef de la mission auprès de l'État accréditaire a reçu l'agrément de cet État.

2. L'État accréditaire n'est pas tenu de donner à l'État accréditant les raisons d'un refus d'agrément.

Article 5

1. L'État accréditant, après due notification aux États accréditaires intéressés, peut accréditer un chef de mission ou affecter un membre du personnel diplomatique, suivant le cas, auprès de plusieurs États, à moins que l'un des États accréditaires ne s'y oppose expressément.

2. Si l'État accréditant accrédite un chef de mission auprès d'un ou de plusieurs autres États, il peut établir une mission diplomatique dirigée par un chargé d'affaires *ad interim* dans chacun des États où le chef de la mission n'a pas sa résidence permanente.

3. Un chef de mission ou un membre du personnel diplomatique de la mission peut représenter l'État accréditant auprès de toute organisation internationale.

Article 6

Plusieurs États peuvent accréditer la même personne en qualité de chef de mission auprès d'un autre État, à moins que l'État accréditaire ne s'y oppose.

Article 7

Sous réserve des dispositions des articles 5, 8, 9 et 11, l'État accréditant nomme à son choix les membres du personnel de la mission. En ce qui concerne les attachés militaires, navals ou de l'air, l'État accréditaire peut exiger que leurs noms lui soient soumis à l'avance aux fins d'approbation.

Article 8

1. Les membres du personnel diplomatique de la mission auront en principe la nationalité de l'État accréditant.

2. Les membres du personnel diplomatique de la mission ne peuvent être choisis parmi les ressortissants de l'État accréditaire qu'avec le consentement de cet État, qui peut en tout temps le retirer.

3. L'État accréditaire peut se réserver le même droit en ce qui concerne les ressortissants d'un État tiers qui ne sont pas également ressortissants de l'État accréditant.

Article 9

1. The receiving State may at any time and without having to explain its decision, notify the sending State that the head of the mission or any member of the diplomatic staff of the mission is *persona non grata* or that any other member of the staff of the mission is not acceptable. In any such case, the sending State shall, as appropriate, either recall the person concerned or terminate his functions with the mission. A person may be declared *non grata* or not acceptable before arriving in the territory of the receiving State.

2. If the sending State refuses or fails within a reasonable period to carry out its obligations under paragraph 1 of this Article, the receiving State may refuse to recognize the person concerned as a member of the mission.

Article 10

I. The Ministry for Foreign Affairs of the receiving State, or such other ministry as may be agreed, shall be notified of :

- (a) the appointment of members of the mission, their arrival and their final departure or the termination of their functions with the mission;
- (b) the arrival and final departure of a person belonging to the family of a member of the mission and, where appropriate, the fact that a person becomes or ceases to be a member of the family of a member of the mission;
- (c) the arrival and final departure of private servants in the employ of persons referred to in sub-paragraph (a) of this paragraph and, where appropriate, the fact that they are leaving the employ of such persons;
- (d) the engagement and discharge of persons resident in the receiving State as members of the mission or private servants entitled to privileges and immunities.

2. Where possible, prior notification of arrival and final departure shall also be given.

Article 11

1. In the absence of specific agreement as to the size of the mission, the receiving State may require that the size of a mission be kept within limits considered by it to be reasonable and normal, having regard to circumstances and conditions in the receiving State and to the needs of the particular mission.

2. The receiving State may equally, within similar bounds and on a non-discriminatory basis, refuse to accept officials of a particular category.

Article 9

1. L'État accréditaire peut, à tout moment et sans avoir à motiver sa décision, informer l'État accréditant que le chef ou tout autre membre du personnel diplomatique de la mission est *persona non grata* ou que tout autre membre du personnel de la mission n'est pas acceptable. L'État accréditant rappellera alors la personne en cause ou mettra fin à ses fonctions auprès de la mission, selon le cas. Une personne peut être déclarée *non grata* ou non acceptable avant d'arriver sur le territoire de l'État accréditaire.

2. Si l'État accréditant refuse d'exécuter, ou n'exécute pas dans un délai raisonnable, les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 1 du présent article, l'État accréditaire peut refuser de reconnaître à la personne en cause la qualité de membre de la mission.

Article 10

1. Sont notifiés au Ministère des Affaires étrangères de l'État accréditaire ou à tel autre ministère dont il aura été convenu :

- a) la nomination des membres de la mission, leur arrivée et leur départ définitif ou la cessation de leurs fonctions dans la mission;
- b) l'arrivée et le départ définitif d'une personne appartenant à la famille d'un membre de la mission, et, s'il y a lieu, le fait qu'une personne devient ou cesse d'être membre de la famille d'un membre de la mission;
- c) l'arrivée et le départ définitif de domestiques privés au service des personnes visées à l'alinéa a) ci-dessus, et, s'il y a lieu, le fait qu'ils quittent le service desdites personnes;
- d) l'engagement et le congédiement de personnes résidant dans l'État accréditaire, en tant que membres de la mission ou en tant que domestiques privés ayant droit aux privilèges et immunités.

2. Toutes les fois qu'il est possible, l'arrivée et le départ définitif doivent également faire l'objet d'une notification préalable.

Article 11

1. À défaut d'accord explicite sur l'effectif de la mission, l'État accréditaire peut exiger que cet effectif soit maintenu dans les limites de ce qu'il considère comme raisonnable et normal, eu égard aux circonstances et conditions qui règnent dans cet État et aux besoins de la mission en cause.

2. L'État accréditaire peut également, dans les mêmes limites et sans discrimination, refuser d'admettre des fonctionnaires d'une certaine catégorie.

Article 12

The sending State may not, without the prior express consent of the receiving State, establish offices forming part of the mission in localities other than those in which the mission itself is established.

Article 13

1. The head of the mission is considered as having taken up his functions in the receiving State either when he has presented his credentials or when he has notified his arrival and a true copy of his credentials has been presented to the Ministry for Foreign Affairs of the receiving State, or such other ministry as may be agreed, in accordance with the practice prevailing in the receiving State which shall be applied in a uniform manner.

2. The order of presentation of credentials or of a true copy thereof will be determined by the date and time of the arrival of the head of the mission.

Article 14

1. Heads of mission are divided into three classes, namely :

- (a) that of ambassadors or nuncios accredited to Heads of State, and other heads of mission of equivalent rank;
- (b) that of envoys, ministers and internuncios accredited to Heads of State;
- (c) that of chargés d'affaires accredited to Ministers for Foreign Affairs.

2. Except as concerns precedence and etiquette, there shall be no differentiation between heads of mission by reason of their class.

Article 15

The class to which the heads of their missions are to be assigned shall be agreed between States.

Article 16

1. Heads of mission shall take precedence in their respective classes in the order of the date and time of taking up their functions in accordance with Article 13.

2. Alterations in the credentials of a head of mission not involving any change of class shall not affect his precedence.

3. This article is without prejudice to any practice accepted by the receiving State regarding the precedence of the representative of the Holy See.

Article 12

L'état accréditant ne doit pas, sans avoir obtenu au préalable le consentement exprès de l'État accréditaire, établir des bureaux faisant partie de la mission dans d'autres localités que celles où la mission elle-même est établie.

Article 13

1. Le chef de la mission est réputé avoir assumé ses fonctions dans l'État accréditaire dès qu'il a présenté ses lettres de créance ou dès qu'il a notifié son arrivée et qu'une copie figurée de ses lettres de créance a été présentée au Ministère des Affaires étrangères de l'État accréditaire, ou à tel autre ministère dont il aura été convenu, selon la pratique en vigueur dans l'État accréditaire, qui doit être appliquée d'une manière uniforme.

2. L'ordre de présentation des lettres de créance ou d'une copie figurée de ces lettres est déterminé par la date et l'heure d'arrivée du chef de la mission.

Article 14

1. Les chefs de mission sont répartis en trois classes, à savoir :

- a) celle des ambassadeurs ou nonces accrédités auprès des chefs d'État et des autres chefs de mission ayant un rang équivalent;
- b) celle des envoyés, ministres ou internonces accrédités auprès des chefs d'État;
- c) celle des chargés d'affaires accrédités auprès des Ministres des Affaires étrangères.

2. Sauf en ce qui touche la préséance et l'étiquette, aucune différence n'est faite entre les chefs de mission en raison de leur classe.

Article 15

Les États conviennent de la classe à laquelle doivent appartenir les chefs de leurs missions.

Article 16

1. Les chefs de mission prennent rang dans chaque classe suivant la date et l'heure à laquelle ils ont assumé leurs fonctions conformément à l'article 13.

2. Les modifications apportées aux lettres de créance d'un chef de mission qui n'impliquent pas de changements de classe n'affectent pas son rang de préséance.

3. Le présent article n'affecte pas les usages qui sont ou seraient acceptés par l'État accréditaire en ce qui concerne la préséance du représentant du Saint-Siège.

Article 17

The precedence of the members of the diplomatic staff of the mission shall be notified by the head of the mission to the Ministry for Foreign Affairs or such other ministry as may be agreed.

Article 18

The procedure to be observed in each State for the reception of heads of mission shall be uniform in respect of each class.

Article 19

1. If the post of head of the mission is vacant, or if the head of the mission is unable to perform his functions, a chargé d'affaires ad interim shall act provisionally as head of the mission. The name of the chargé d'affaires ad interim shall be notified, either by the head of the mission or, in case he is unable to do so, by the Ministry for Foreign Affairs of the sending State to the Ministry for Foreign Affairs of the receiving State or such other ministry as may be agreed.

2. In cases where no member of the diplomatic staff of the mission is present in the receiving State, a member of the administrative and technical staff may, with the consent of the receiving State, be designated by the sending State to be in charge of the current administrative affairs of the mission.

Article 20

The mission and its head shall have the right to use the flag and emblem of the sending State on the premises of the mission, including the residence of the head of the mission, and on his means of transport.

Article 21

1. The receiving State shall either facilitate the acquisition on its territory, in accordance with its laws, by the sending State of premises necessary for its mission or assist the latter in obtaining accommodation in some other way.

2. It shall also, where necessary, assist missions in obtaining suitable accommodation for their members.

Article 22

1. The premises of the mission shall be inviolable. The agents of the receiving State may not enter them, except with the consent of the head of the mission.

Article 17

L'ordre de préséance des membres du personnel diplomatique de la mission est notifié par le chef de mission au Ministère des Affaires étrangères ou à tel autre ministère dont il aura été convenu.

Article 18

Dans chaque État, la procédure à suivre pour la réception des chefs de mission doit être uniforme à l'égard de chaque classe.

Article 19

1. Si le poste de chef de la mission est vacant, ou si le chef de la mission est empêché d'exercer ses fonctions, un chargé d'affaires *ad interim* agit à titre provisoire comme chef de la mission. Le nom du chargé d'affaires *ad interim* sera notifié soit par le chef de la mission, soit, au cas où celui-ci est empêché de le faire, par le Ministère des Affaires étrangères de l'État accréditant, au Ministère des Affaires étrangères de l'État accréditaire ou à tel autre ministère dont il aura été convenu.

2. Au cas où aucun membre du personnel diplomatique de la mission n'est présent dans l'État accréditaire, un membre du personnel administratif et technique peut, avec le consentement de l'État accréditaire, être désigné par l'État accréditant pour gérer les affaires administratives courantes de la mission.

Article 20

La mission et son chef ont le droit de placer le drapeau et l'emblème de l'État accréditant sur les locaux de la mission, y compris la résidence du chef de la mission, et sur les moyens de transport de celui-ci.

Article 21

1. L'État accréditaire doit, soit faciliter l'acquisition sur son territoire, dans le cadre de sa législation, par l'État accréditant des locaux nécessaires à sa mission, soit aider l'État accréditant à se procurer des locaux d'une autre manière.

2. Il doit également, s'il en est besoin, aider les missions à obtenir des logements convenables pour leurs membres.

Article 22

1. Les locaux de la mission sont inviolables. Il n'est pas permis aux agents de l'État accréditaire d'y pénétrer, sauf avec le consentement du chef de la mission.

2. The receiving State is under a special duty to take all appropriate steps to protect the premises of the mission against any intrusion or damage and to prevent any disturbance of the peace of the mission or impairment of its dignity.

3. The premises of the mission, their furnishings and other property thereon and the means of transport of the mission shall be immune from search, requisition, attachment or execution.

Article 23

1. The sending State and the head of the mission shall be exempt from all national, regional or municipal dues and taxes in respect of the premises of the mission, whether owned or leased, other than such as represent payment for specific services rendered.

2. The exemption from taxation referred to in this Article shall not apply to such dues and taxes payable under the law of the receiving State by persons contracting with the sending State or the head of the mission.

Article 24

The archives and documents of the mission shall be inviolable at any time and wherever they may be.

Article 25

The receiving State shall accord full facilities for the performance of the functions of the mission.

Article 26

Subject to its laws and regulations concerning zones entry into which is prohibited or regulated for reasons of national security, the receiving State shall ensure to all members of the mission freedom of movement and travel in its territory.

Article 27

1. The receiving State shall permit and protect free communication on the part of the mission for all official purposes. In communicating with the Government and the other missions and consulates of the sending State, wherever situated, the mission may employ all appropriate means, including diplomatic couriers and messages in code or cipher. However, the mission may install and use a wireless transmitter only with the consent of the receiving State.

2. L'État accréditaire a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées afin d'empêcher que les locaux de la mission ne soient envahis ou endommagés, la paix de la mission troublée ou sa dignité amoindrie.

3. Les locaux de la mission, leur ameublement et les autres objets qui s'y trouvent, ainsi que les moyens de transport de la mission, ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution.

Article 23

1. L'État accréditant et le chef de la mission sont exempts de tous impôts et taxes nationaux, régionaux ou communaux, au titre des locaux de la mission dont ils sont propriétaires ou locataires, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'impôts ou taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue dans le présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après la législation de l'État accréditaire, ils sont à la charge de la personne qui traite avec l'État accréditant ou avec le chef de la mission.

Article 24

Les archives et documents de la mission sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Article 25

L'État accréditaire accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions de la mission.

Article 26

Sous réserve de ses lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, l'État accréditaire assure à tous les membres de la mission la liberté de déplacement et de circulation sur son territoire.

Article 27

1. L'État accréditaire permet et protège la libre communication de la mission pour toutes fins officielles. En communiquant avec le gouvernement ainsi qu'avec les autres missions et consulats de l'État accréditant, où qu'ils se trouvent, la mission peut employer tous les moyens de communication appropriés, y compris les courriers diplomatiques et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, la mission ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'État accréditaire.

2. The official correspondence of the mission shall be inviolable. Official correspondence means all correspondence relating to the mission and its functions.

3. The diplomatic bag shall not be opened or detained.

4. The packages constituting the diplomatic bag must bear visible external marks of their character and may contain only diplomatic documents or articles intended for official use.

5. The diplomatic courier, who shall be provided with an official document indicating his status and the number of packages constituting the diplomatic bag, shall be protected by the receiving State in the performance of his functions. He shall enjoy personal inviolability and shall not be liable to any form of arrest or detention.

6. The sending State or the mission may designate diplomatic couriers *ad hoc*. In such cases the provisions of paragraph 5 of this Article shall also apply, except that the immunities therein mentioned shall cease to apply when such a courier has delivered to the consignee the diplomatic bag in his charge.

7. A diplomatic bag may be entrusted to the captain of a commercial aircraft scheduled to land at an authorized port of entry. He shall be provided with an official document indicating the number of packages constituting the bag but he shall not be considered to be a diplomatic courier. The mission may send one of its members to take possession of the diplomatic bag directly and freely from the captain of the aircraft.

Article 28

The fees and charges levied by the mission in the course of its official duties shall be exempt from all dues and taxes.

Article 29

The person of a diplomatic agent shall be inviolable. He shall not be liable to any form of arrest or detention. The receiving State shall treat him with due respect and shall take all appropriate steps to prevent any attack on his person, freedom or dignity.

Article 30

1. The private residence of a diplomatic agent shall enjoy the same inviolability and protection as the premises of the mission.

2. His papers, correspondence and, except as provided in paragraph 3 of Article 31, his property, shall likewise enjoy inviolability.

2. La correspondance officielle de la mission est inviolable. L'expression « correspondance officielle » s'entend de toute la correspondance relative à la mission et à ses fonctions.

3. La valise diplomatique ne doit être ni ouverte ni retenue.

4. Les colis constituant la valise diplomatique doivent porter des marques extérieures visibles de leur caractère et ne peuvent contenir que des documents diplomatiques ou des objets à usage officiel.

5. Le courrier diplomatique, qui doit être porteur d'un document officiel attestant sa qualité et précisant le nombre de colis constituant la valise diplomatique, est, dans l'exercice de ses fonctions, protégé par l'État accréditaire. Il jouit de l'inviolabilité de sa personne et ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention.

6. L'État accréditant, ou la mission, peut nommer des courriers diplomatiques *ad hoc*. Dans ce cas, les dispositions du paragraphe 5 du présent article seront également applicables, sous réserve que les immunités qui y sont mentionnées cesseront de s'appliquer dès que le courrier aura remis au destinataire la valise diplomatique dont il a la charge.

7. La valise diplomatique peut être confiée au commandant d'un aéronef commercial qui doit atterrir à un point d'entrée autorisé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme un courrier diplomatique. La mission peut envoyer un de ses membres prendre, directement et librement, possession de la valise diplomatique des mains du commandant de l'aéronef.

Article 28

Les droits et redevances perçus par la mission pour des actes officiels sont exempts de tous impôts et taxes.

Article 29

La personne de l'agent diplomatique est inviolable. Il ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention. L'État accréditaire le traite avec le respect qui lui est dû, et prend toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à sa personne, sa liberté et sa dignité.

Article 30

1. La demeure privée de l'agent diplomatique jouit de la même inviolabilité et de la même protection que les locaux de la mission.

2. Ses documents, sa correspondance et, sous réserve du paragraphe 3 de l'article 31, ses biens jouissent également de l'inviolabilité.

Article 31

1. A diplomatic agent shall enjoy immunity from the criminal jurisdiction of the receiving State. He shall also enjoy immunity from its civil and administrative jurisdiction, except in the case of :

- (a) a real action relating to private immovable property situated in the territory of the receiving State, unless he holds it on behalf of the sending State for the purposes of the mission;
- (b) an action relating to succession in which the diplomatic agent is involved as executor, administrator, heir or legatee as a private person and not on behalf of the sending State;
- (c) an action relating to any professional or commercial activity exercised by the diplomatic agent in the receiving State outside his official functions.

2. A diplomatic agent is not obliged to give evidence as a witness.

3. No measures of execution may be taken in respect of a diplomatic agent except in the cases coming under sub-paragraphs (a), (b) and (c) of paragraph 1 of this Article, and provided that the measures concerned can be taken without infringing the inviolability of his person or of his residence.

4. The immunity of a diplomatic agent from the jurisdiction of the receiving State does not exempt him from the jurisdiction of the sending State.

Article 32

1. The immunity from jurisdiction of diplomatic agents and of persons enjoying immunity under Article 37 may be waived by the sending State.

2. Waiver must always be express.

3. The initiation of proceedings by a diplomatic agent or by a person enjoying immunity from jurisdiction under Article 37 shall preclude him from invoking immunity from jurisdiction in respect of any counter-claim directly connected with the principal claim.

4. Waiver of immunity from jurisdiction in respect of civil or administrative proceedings shall not be held to imply waiver of immunity in respect of the execution of the judgment, for which a separate waiver shall be necessary.

Article 33

1. Subject to the provisions of paragraph 3 of this Article, a diplomatic agent shall with respect to services rendered for the sending State be exempt from social security provisions which may be in force in the receiving State.

Article 31

1. L'agent diplomatique jouit de l'immunité de la juridiction pénale de l'État accréditaire. Il jouit également de l'immunité de sa juridiction civile et administrative, sauf s'il s'agit :

- a) d'une action réelle concernant un immeuble privé situé sur le territoire de l'État accréditaire, à moins que l'agent diplomatique ne le possède pour le compte de l'État accréditant aux fins de la mission;
- b) d'une action concernant une succession, dans laquelle l'agent diplomatique figure comme exécuteur testamentaire, administrateur, héritier ou légataire, à titre privé et non pas au nom de l'État accréditant;
- c) d'une action concernant une activité professionnelle ou commerciale, quelle qu'elle soit, exercée par l'agent diplomatique dans l'État accréditaire en dehors de ses fonctions officielles.

2. L'agent diplomatique n'est pas obligé de donner son témoignage.

3. Aucune mesure d'exécution ne peut être prise à l'égard de l'agent diplomatique, sauf dans les cas prévus aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 du présent article, et pourvu que l'exécution puisse se faire sans qu'il soit porté atteinte à l'inviolabilité de sa personne ou de sa demeure.

4. L'immunité de juridiction d'un agent diplomatique dans l'État accréditaire ne saurait exempter cet agent de la juridiction de l'État accréditant.

Article 32

1. L'État accréditant peut renoncer à l'immunité de juridiction des agents diplomatiques et des personnes qui bénéficient de l'immunité en vertu de l'article 37.

2. La renonciation doit toujours être expresse.

3. Si un agent diplomatique ou une personne bénéficiant de l'immunité de juridiction en vertu de l'article 37 engage une procédure, il n'est plus recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.

4. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte est nécessaire.

Article 33

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, l'agent diplomatique est, pour ce qui est des services rendus à l'État accréditant, exempté des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'État accréditaire.

2. The exemption provided for in paragraph 1 of this Article shall also apply to private servants who are in the sole employ of a diplomatic agent, on condition :

- (a) that they are not nationals of or permanently resident in the receiving State; and
- (b) that they are covered by the social security provisions which may be in force in the sending State or a third State.

3. A diplomatic agent who employs persons to whom the exemption provided for in paragraph 2 of this Article does not apply shall observe the obligations which the social security provisions of the receiving State impose upon employers.

4. The exemption provided for in paragraphs 1 and 2 of this Article shall not preclude voluntary participation in the social security system of the receiving State provided that such participation is permitted by that State.

5. The provisions of this Article shall not affect bilateral or multilateral agreements concerning social security concluded previously and shall not prevent the conclusion of such agreements in the future.

Article 34

A diplomatic agent shall be exempt from all dues and taxes, personal or real, national, regional or municipal, except :

- (a) indirect taxes of a kind which are normally incorporated in the price of goods or services;
- (b) dues and taxes on private immovable property situated in the territory of the receiving State, unless he holds it on behalf of the sending State for the purposes of the mission;
- (c) estate, succession or inheritance duties levied by the receiving State, subject to the provisions of paragraph 4 of Article 39;
- (d) dues and taxes on private income having its source in the receiving State and capital taxes on investments made in commercial undertakings in the receiving State;
- (e) charges levied for specific services rendered;
- (f) registration, court or record fees, mortgage dues and stamp duty, with respect to immovable property, subject to the provisions of Article 23.

Article 35

The receiving State shall exempt diplomatic agents from all personal services, from all public service of any kind whatsoever, and from military obligations such as those connected with requisitioning, military contributions and billeting.

2. L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique également aux domestiques privés qui sont au service exclusif de l'agent diplomatique, à condition

- a) qu'ils ne soient pas ressortissants de l'État accréditaire ou n'y aient pas leur résidence permanente; et
- b) qu'ils soient soumis aux dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'État accréditant ou dans un État tiers.

3. L'agent diplomatique qui a à son service des personnes auxquelles l'exemption prévue au paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas doit observer les obligations que les dispositions de sécurité sociale de l'État accréditaire imposent à l'employeur.

4. L'exemption prévue aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'exclut pas la participation volontaire au régime de sécurité sociale de l'État accréditaire pour autant qu'elle est admise par cet État.

5. Les dispositions du présent article n'affectent pas les accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs à la sécurité sociale qui ont été conclus antérieurement et elles n'empêchent pas la conclusion ultérieure de tels accords.

Article 34

L'agent diplomatique est exempt de tous impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux ou communaux, à l'exception :

- a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services;
- b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'État accréditaire, à moins que l'agent diplomatique ne les possède pour le compte de l'État accréditant, aux fins de la mission;
- c) des droits de succession perçus par l'État accréditaire, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'article 39;
- d) des impôts et taxes sur les revenus privés qui ont leur source dans l'État accréditaire et des impôts sur le capital prélevés sur les investissements effectués dans des entreprises commerciales situées dans l'État accréditaire;
- e) des impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus;
- f) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre en ce qui concerne les biens immobiliers, sous réserve des dispositions de l'article 23.

Article 35

L'État accréditaire doit exempter les agents diplomatiques de toute prestation personnelle, de tout service public de quelque nature qu'il soit et des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

Article 36

1. The receiving State shall, in accordance with such laws and regulations as it may adopt, permit entry of and grant exemption from all customs duties, taxes, and related charges other than charges for storage, cartage and similar services, on :

- (a) articles for the official use of the mission;
- (b) articles for the personal use of a diplomatic agent or members of his family forming part of his household, including articles intended for his establishment.

2. The personal baggage of a diplomatic agent shall be exempt from inspection, unless there are serious grounds for presuming that it contains articles not covered by the exemptions mentioned in paragraph 1 of this Article, or articles the import or export of which is prohibited by the law or controlled by the quarantine regulations of the receiving State. Such inspection shall be conducted only in the presence of the diplomatic agent or of his authorized representative.

Article 37

1. The members of the family of a diplomatic agent forming part of his household shall, if they are not nationals of the receiving State, enjoy the privileges and immunities specified in Articles 29 to 36.

2. Members of the administrative and technical staff of the mission, together with members of their families forming part of their respective households, shall, if they are not nationals of or permanently resident in the receiving State, enjoy the privileges and immunities specified in Articles 29 to 35, except that the immunity from civil and administrative jurisdiction of the receiving State specified in paragraph 1 of Article 31 shall not extend to acts performed outside the course of their duties. They shall also enjoy the privileges specified in Article 36, paragraph 1, in respect of articles imported at the time of first installation.

3. Members of the service staff of the mission who are not nationals of or permanently resident in the receiving State shall enjoy immunity in respect of acts performed in the course of their duties, exemption from dues and taxes on the emoluments they receive by reason of their employment and the exemption contained in Article 33.

4. Private servants of members of the mission shall, if they are not nationals of or permanently resident in the receiving State, be exempt from dues and taxes on the emoluments they receive by reason of their employment. In other respects, they may enjoy privileges and immunities only to the extent admitted by the receiving State. However, the receiving State must exercise its jurisdiction over those persons in such a manner as not to interfere unduly with the performance of the functions of the mission.

Article 36

1. Suivant les dispositions législatives et réglementaires qu'il peut adopter, l'État accréditaire accorde l'entrée et l'exemption de droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entreposage, de transport et frais afférents à des services analogues sur :

- a) les objets destinés à l'usage officiel de la mission;
- b) les objets destinés à l'usage personnel de l'agent diplomatique ou des membres de sa famille qui font partie de son ménage, y compris les effets destinés à son installation.

2. L'agent diplomatique est exempté de l'inspection de son bagage personnel, à moins qu'il n'existe des motifs sérieux de croire qu'il contient des objets ne bénéficiant pas des exemptions mentionnées au paragraphe 1 du présent article, ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par la législation ou soumise aux règlements de quarantaine de l'État accréditaire. En pareil cas, l'inspection ne doit se faire qu'en présence de l'agent diplomatique ou de son représentant autorisé.

Article 37

1. Les membres de la famille de l'agent diplomatique qui font partie de son ménage bénéficient des privilèges et immunités mentionnés dans les articles 29 à 36, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'État accréditaire.

2. Les membres du personnel administratif et technique de la mission, ainsi que les membres de leurs familles qui font partie de leurs ménages respectifs, bénéficient, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'État accréditaire ou n'y aient pas leur résidence permanente, des privilèges et immunités mentionnés dans les articles 29 à 35, sauf que l'immunité de la juridiction civile et administrative de l'État accréditaire mentionnée au paragraphe 1 de l'article 31 ne s'applique pas aux actes accomplis en dehors de l'exercice de leurs fonctions. Ils bénéficient aussi des privilèges mentionnés au paragraphe 1 de l'article 36 pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.

3. Les membres du personnel de service de la mission qui ne sont pas ressortissants de l'État accréditaire ou n'y ont pas leur résidence permanente bénéficient de l'immunité pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, et de l'exemption des impôts et taxes sur les salaires qu'ils reçoivent du fait de leurs services, ainsi que de l'exemption prévue à l'article 33.

4. Les domestiques privés des membres de la mission qui ne sont pas ressortissants de l'État accréditaire ou n'y ont pas leur résidence permanente sont exemptés des impôts et taxes sur les salaires qu'ils reçoivent du fait de leurs services. A tous autres égards, ils ne bénéficient des privilèges et immunités que dans la mesure admise par l'État accréditaire. Toutefois, l'État accréditaire doit exercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'accomplissement des fonctions de la mission.

Article 38

1. Except insofar as additional privileges and immunities may be granted by the receiving State, a diplomatic agent who is a national of or permanently resident in that State shall enjoy only immunity from jurisdiction, and inviolability, in respect of official acts performed in the exercise of his functions.

2. Other members of the staff of the mission and private servants who are nationals of or permanently resident in the receiving State shall enjoy privileges and immunities only to the extent admitted by the receiving State. However, the receiving State must exercise its jurisdiction over those persons in such a manner as not to interfere unduly with the performance of the functions of the mission.

Article 39

1. Every person entitled to privileges and immunities shall enjoy them from the moment he enters the territory of the receiving State on proceeding to take up his post or, if already in its territory, from the moment when his appointment is notified to the Ministry for Foreign Affairs or such other ministry as may be agreed.

2. When the functions of a person enjoying privileges and immunities have come to an end, such privileges and immunities shall normally cease at the moment when he leaves the country, or on expiry of a reasonable period in which to do so, but shall subsist until that time, even in case of armed conflict. However, with respect to acts performed by such a person in the exercise of his functions as a member of the mission, immunity shall continue to subsist.

3. In case of the death of a member of the mission, the members of his family shall continue to enjoy the privileges and immunities to which they are entitled until the expiry of a reasonable period in which to leave the country.

4. In the event of the death of a member of the mission not a national of or permanently resident in the receiving State or a member of his family forming part of his household, the receiving State shall permit the withdrawal of the movable property of the deceased, with the exception of any property acquired in the country the export of which was prohibited at the time of his death. Estate, succession and inheritance duties shall not be levied on movable property the presence of which in the receiving State was due solely to the presence there of the deceased as a member of the mission or as a member of the family of a member of the mission.

Article 40

1. If a diplomatic agent passes through or is in the territory of a third State, which has granted him a passport visa if such visa was necessary, while

Article 38

1. À moins que des privilèges et immunités supplémentaires n'aient été accordés par l'État accréditaire, l'agent diplomatique qui a la nationalité de l'État accréditaire ou y a sa résidence permanente ne bénéficie de l'immunité de juridiction et de l'inviolabilité que pour les actes officiels accomplis dans l'exercice de ses fonctions.

2. Les autres membres du personnel de la mission et les domestiques privés qui sont ressortissants de l'État accréditaire ou qui y ont leur résidence permanente ne bénéficient des privilèges et immunités que dans la mesure où cet État les leur reconnaît. Toutefois, l'État accréditaire doit exercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'accomplissement des fonctions de la mission.

Article 39

1. Toute personne ayant droit aux privilèges et immunités en bénéficie dès qu'elle pénètre sur le territoire de l'État accréditaire pour gagner son poste ou, si elle se trouve déjà sur ce territoire, dès que sa nomination a été notifiée au Ministère des Affaires étrangères ou à tel autre ministère dont il aura été convenu.

2. Lorsque les fonctions d'une personne bénéficiant des privilèges et immunités prennent fin, ces privilèges et immunités cessent normalement au moment où cette personne quitte le pays, ou à l'expiration d'un délai raisonnable qui lui aura été accordé à cette fin, mais ils subsistent jusqu'à ce moment, même en cas de conflit armé. Toutefois, l'immunité subsiste en ce qui concerne les actes accomplis par cette personne dans l'exercice de ses fonctions comme membre de la mission.

3. En cas de décès d'un membre de la mission, les membres de sa famille continuent de jouir des privilèges et immunités dont ils bénéficient, jusqu'à l'expiration d'un délai raisonnable leur permettant de quitter le territoire de l'État accréditaire.

4. En cas de décès d'un membre de la mission qui n'est pas ressortissant de l'État accréditaire ou n'y a pas sa résidence permanente ou d'un membre de sa famille qui fait partie de son ménage, l'État accréditaire permet le retrait des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui auront été acquis dans le pays et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment de son décès. Il ne sera pas prélevé de droits de succession sur les biens meubles dont la présence dans l'État accréditaire était due uniquement à la présence dans cet État du défunt en tant que membre de la mission ou membre de la famille d'un membre de la mission.

Article 40

1. Si l'agent diplomatique traverse le territoire ou se trouve sur le territoire d'un État tiers, qui lui a accordé un visa de passeport au cas où ce visa est requis,

proceeding to take up or to return to his post, or when returning to his own country, the third State shall accord him inviolability and such other immunities as may be required to ensure his transit or return. The same shall apply in the case of any members of his family enjoying privileges or immunities who are accompanying the diplomatic agent, or travelling separately to join him or to return to their country.

2. In circumstances similar to those specified in paragraph 1 of this Article, third States shall not hinder the passage of members of the administrative and technical or service staff of a mission, and of members of their families, through their territories.

3. Third States shall accord to official correspondence and other official communications in transit, including messages in code or cipher, the same freedom and protection as is accorded by the receiving State. They shall accord to diplomatic couriers, who have been granted a passport visa if such visa was necessary, and diplomatic bags in transit the same inviolability and protection as the receiving State is bound to accord.

4. The obligations of third States under paragraphs 1, 2 and 3 of this Article shall also apply to the persons mentioned respectively in those paragraphs, and to official communications and diplomatic bags, whose presence in the territory of the third State is due to *force majeure*.

Article 41

1. Without prejudice to their privileges and immunities, it is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the laws and regulations of the receiving State. They also have a duty not to interfere in the internal affairs of that State.

2. All official business with the receiving State entrusted to the mission by the sending State shall be conducted with or through the Ministry for Foreign Affairs of the receiving State or such other ministry as may be agreed.

3. The premises of the mission must not be used in any manner incompatible with the functions of the mission as laid down in the present Convention or by other rules of general international law or by any special agreements in force between the sending and the receiving State.

Article 42

A diplomatic agent shall not in the receiving State practise for personal profit any professional or commercial activity.

pour aller assumer ses fonctions ou rejoindre son poste, ou pour rentrer dans son pays, l'État tiers lui accordera l'inviolabilité et toutes autres immunités nécessaires pour permettre son passage ou son retour. Il fera de même pour les membres de sa famille bénéficiant des privilèges et immunités qui accompagnent l'agent diplomatique ou qui voyagent séparément pour le rejoindre ou pour rentrer dans leur pays.

2. Dans des conditions similaires à celles qui sont prévues au paragraphe I du présent article, les États tiers ne doivent pas entraver le passage sur leur territoire des membres du personnel administratif et technique ou de service de la mission et des membres de leur famille.

3. Les États tiers accordent à la correspondance et aux autres communications officielles en transit, y compris les messages en code ou en chiffre, la même liberté et protection que l'État accréditaire. Ils accordent aux courriers diplomatiques, auxquels un visa de passeport a été accordé si ce visa était requis, et aux valises diplomatiques en transit la même inviolabilité et la même protection que l'État accréditaire est tenu de leur accorder.

4. Les obligations des États tiers en vertu des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article s'appliquent également aux personnes respectivement mentionnées dans ces paragraphes, ainsi qu'aux communications officielles et aux valises diplomatiques lorsque leur présence sur le territoire de l'État tiers est due à la force majeure.

Article 41

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'État accréditaire. Elles ont également le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet État.

2. Toutes les affaires officielles traitées avec l'État accréditaire, confiées à la mission par l'État accréditant, doivent être traitées avec le Ministère des Affaires étrangères de l'État accréditaire ou par son intermédiaire, ou avec tel autre ministère dont il aura été convenu.

3. Les locaux de la mission ne seront pas utilisés d'une manière incompatible avec les fonctions de la mission telles qu'elles sont énoncées dans la présente Convention, ou dans d'autres règles du droit international général, ou dans les accords particuliers en vigueur entre l'État accréditant et l'État accréditaire.

Article 42

L'agent diplomatique n'exercera pas dans l'État accréditaire une activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel.

Article 43

The function of a diplomatic agent comes to an end, *inter alia* :

- (a) on notification by the sending State to the receiving State that the function of the diplomatic agent has come to an end;
- (b) on notification by the receiving State to the sending State that, in accordance with paragraph 2 of Article 9, it refuses to recognize the diplomatic agent as a member of the mission.

Article 44

The receiving State must, even in case of armed conflict, grant facilities in order to enable persons enjoying privileges and immunities, other than nationals of the receiving State, and members of the families of such persons irrespective of their nationality, to leave at the earliest possible moment. It must, in particular, in case of need, place at their disposal the necessary means of transport for themselves and their property.

Article 45

If diplomatic relations are broken off between two States, or if a mission is permanently or temporarily recalled :

- (a) the receiving State must, even in case of armed conflict, respect and protect the premises of the mission, together with its property and archives;
- (b) the sending State may entrust the custody of the premises of the mission, together with its property and archives, to a third State acceptable to the receiving State;
- (c) the sending State may entrust the protection of its interests and those of its nationals to a third State acceptable to the receiving State.

Article 46

A sending State may with the prior consent of a receiving State, and at the request of a third State not represented in the receiving State, undertake the temporary protection of the interests of the third State and of its nationals.

Article 47

1. In the application of the provisions of the present Convention, the receiving State shall not discriminate as between States.

2. However, discrimination shall not be regarded as taking place :

- (a) where the receiving State applies any of the provisions of the present Convention restrictively because of a restrictive application of that provision to its mission in the sending State;

Article 43

Les fonctions d'un agent diplomatique prennent fin notamment :

- a) par la notification de l'État accréditant à l'État accréditaire que les fonctions de l'agent diplomatique ont pris fin;
- b) par la notification de l'État accréditaire à l'État accréditant que, conformément au paragraphe 2 de l'article 9, cet État refuse de reconnaître l'agent diplomatique comme membre de la mission.

Article 44

L'État accréditaire doit, même en cas de conflit armé, accorder des facilités pour permettre aux personnes bénéficiant des privilèges et immunités, autres que les ressortissants de l'État accréditaire, ainsi qu'aux membres de la famille de ces personnes, quelle que soit leur nationalité, de quitter son territoire dans les meilleurs délais. Il doit en particulier, si besoin est, mettre à leur disposition les moyens de transport nécessaires pour eux-mêmes et pour leurs biens.

Article 45

En cas de rupture des relations diplomatiques entre deux États, ou si une mission est rappelée définitivement ou temporairement :

- a) l'État accréditaire est tenu, même en cas de conflit armé, de respecter et de protéger les locaux de la mission, ainsi que ses biens et ses archives;
- b) l'État accréditant peut confier la garde des locaux de la mission, avec les biens qui s'y trouvent, ainsi que les archives, à un État tiers acceptable pour l'État accréditaire;
- c) l'État accréditant peut confier la protection de ses intérêts et de ceux de ses ressortissants à un État tiers acceptable pour l'État accréditaire.

Article 46

Avec le consentement préalable de l'État accréditaire, et sur demande d'un État tiers non représenté dans cet État, l'État accréditant peut assumer la protection temporaire des intérêts de l'État tiers et de ses ressortissants.

Article 47

1. En appliquant les dispositions de la présente Convention, l'État accréditaire ne fera pas de discrimination entre les États.

2. Toutefois, ne seront pas considérés comme discriminatoires :

- a) le fait pour l'État accréditaire d'appliquer restrictivement l'une des dispositions de la présente Convention parce qu'elle est ainsi appliquée à sa mission dans l'État accréditant;

- (b) where by custom or agreement States extend to each other more favourable treatment than is required by the provisions of the present Convention.

Article 48

The present Convention shall be open for signature by all States Members of the United Nations or of any of the specialized agencies or Parties to the Statute of the International Court of Justice, and by any other State invited by the General Assembly of the United Nations to become a Party to the Convention, as follows : until 31 October 1961 at the Federal Ministry for Foreign Affairs of Austria and subsequently, until 31 March 1962, at the United Nations Headquarters in New York.

Article 49

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 50

The present Convention shall remain open for accession by any State belonging to any of the four categories mentioned in Article 48. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article 51

1. The present Convention shall enter into force on the thirtieth day following the date of deposit of the twenty-second instrument of ratification or accession with the Secretary-General of the United Nations.

2. For each State ratifying or acceding to the Convention after the deposit of the twenty-second instrument of ratification or accession, the Convention shall enter into force on the thirtieth day after deposit by such State of its instrument of ratification or accession.

Article 52

The Secretary-General of the United Nations shall inform all States belonging to any of the four categories mentioned in Article 48 :

- (a) of signatures to the present Convention and of the deposit of instruments of ratification or accession, in accordance with Articles 48, 49 and 50;
- (b) of the date on which the present Convention will enter into force, in accordance with Article 51.

- b) le fait pour des États de se faire mutuellement bénéficier, par coutume ou par voie d'accord, d'un traitement plus favorable que ne le requièrent les dispositions de la présente Convention.

Article 48

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout État partie au Statut de la Cour internationale de Justice et de tout autre État invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir partie à la Convention, de la manière suivante : jusqu'au 31 octobre 1961, au Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Autriche et ensuite, jusqu'au 31 mars 1962, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article 49

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 50

La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout État appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 48. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 51

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 52

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les États appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 48 :

- a) les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 48, 49 et 50;
- b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 51.

Article 53

The original of the present Convention, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall send certified copies thereof to all States belonging to any of the four categories mentioned in Article 48.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Convention.

DONE at Vienna, this eighteenth day of April one thousand nine hundred and sixty-one.

Article 53

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les États appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 48.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Vienne, le dix-huit avril mil neuf cent soixante et un.

No. 7310. CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS

維也納外交關係公約

本公約各當事國：

鑒於各國人民自古即已確認外交代表之地位，

察及聯合國憲章之宗旨及原則中有各國主權平等、維持國際和平與安全、以及促進國際間友好關係等項，

深信關於外交往來，特權及豁免之國際公約當能有助於各國間友好關係之發展——此項關係對於各國憲政及社會制度之差異，在所不問，

確認此等特權與豁免之目的不在於給與個人以利益而在於確保代表國家之使館能有效執行職務，

重申凡未經本公約明文規定之問題應繼續適用國際習慣法之規例，

爰議定條款如下：

第一條

就適用本公約而言，下列名稱之意義，應依下列規定：

- (甲) 稱“使館館長”者，謂派遣國責成擔任此項職位之人；
- (乙) 稱“使館人員”者，謂使館館長及使館職員；
- (丙) 稱“使館職員”者，謂使館外交職員、行政及技術職員，及事務職員；
- (丁) 稱“外交職員”者，謂具有外交官級位之使館職員；

(戊) 稱“外交代表”者，謂使館館長或使館外交職員；

(己) 稱“行政及技術職員”者，謂承辦使館行政及技術事務之使館職員；

(庚) 稱“事務職員”者，謂為使館僕役之使館職員；

(辛) 稱“私人僕役”者，謂充使館人員傭僕而非為派遣國雇用之人；

(壬) 稱“使館館舍”者，謂供使館使用及供使館館長寓邸之用之建築物或建築物之各部分，以及其所附屬之土地，至所有權誰屬，則在所不問。

第二條

國與國間外交關係及常設使館之建立，以協議為之。

第三條

一、除其他事項外，使館之職務如下：

(甲) 在接受國中代表派遣國；

(乙) 於國際法許可之限度內，在接受國中保護派遣國及其國民之利益；

(丙) 與接受國政府辦理交涉；

(丁) 以一切合法手段調查接受國之狀況及發展情形，向派遣國政府具報；

(戊) 促進派遣國與接受國間之友好關係，及發展兩國間之經濟、文化與科學關係；

二、本公約任何規定不得解釋為禁止使館執行領事職務。

第四條

- 一、派遣國對於擬派駐接受國之使館館長人選務須查明其確已獲得接受國之同意。
- 二、接受國無須向派遣國說明不予同意之理由。

第五條

- 一、派遣國向有關接受國妥為通知後，得酌派任一使館館長或外交職員兼駐一個以上國家，但任何接受國明示反對者，不在此限。
- 二、派遣國委派使館館長兼駐另一國或數國者，得在該館長不常川駐節之國內，設立以臨時代辦為館長之使館。
- 三、使館館長或使館任何外交職員得兼任派遣國駐國際組織之代表。

第六條

兩個以上國家得合派同一人為駐另一國之使館館長，但接受國表示反對者不在此限。

第七條

除第五條、第八條、第九條及第十一條另有規定外，派遣國得自由委派使館職員。關於陸、海、空軍武官，接受國得要求先行提名，徵求該國同意。

第八條

- 一、使館外交職員原則上應屬派遣國國籍。

二、委派屬接受國國籍之人為使館外交職員，非經接受國同意，不得為之；此項同意得隨時撤銷之。

三、接受國對於第三國國民之非亦為派遣國國民者，得保留同樣之權利。

第九條

一、接受國得隨時不具解釋通知派遣國宣告使館館長或使館任何外交職員為不受欢迎人員或使館任何其他職員為不能接受。遇此情形，派遣國應斟酌情況召回該員或終止其在使館中之職務。任何人員得於其到達接受國國境前，被宣告為不受欢迎或不能接受。

二、如派遣國拒絕或不在相當期間內履行其依本條第一項規定所負義務，接受國得拒絕承認該員為使館人員。

第十條

一、下列事項應通知接受國外交部或另經商定之其他部：

(甲) 使館人員之委派，其到達及最後離境或其在使館中職務之終止；

(乙) 使館人員家屬到達及最後離境；遇有任何人成為或不復為使館人員家屬時，亦宜酌量通知；

(丙) 本項(甲)款所稱人員雇用之私人僕役到達及最後離境；遇有私人僕役不復受此等人員雇用時，亦宜酌量通知；

(丁) 雇用居留接受國之人為使館人員或為得享特權與豁免之私人僕役時，其雇用與解雇。

二、到達及最後離境，於可能範圍內，亦應事先通知。

第十一條

一、關於使館之構成人數如另無協議：接受國得酌量本國環境與情況及特定使館之需要，要求使館構成人數不超過該國認為合理及正常之限度。

二、接受國亦得在同樣範圍內並在無差別待遇之基礎上，拒絕接受某一類之官員。

第十二條

派遣國非經接受國事先明示同意，不得在使館本身所在地以外之地點設立辦事處，作為使館之一部分。

第十三條

一、使館館長依照接受國應予劃一適用之通行慣例，在呈遞國書後或在向接受國外交部或另經商定之其他部通知到達並將所奉國書正式副本送交後，即視為已在接受國內開始執行職務。

二、呈遞國書或遞送國書正式副本之次第依使館館長到達之日期及時間先後定之。

第十四條

一、使館館長分為如下三級：

(甲) 向國家元首派遣之大使或教廷大使，及其他同等級位之使館館長；

(乙) 向國家元首派遣之使節、公使及教廷公使；

(丙) 向外交部長派遣之代辦。

二、除關於優先地位及禮儀之事項外，各使館館長不應因其所屬等級而有任何差別。

第十五條

使館館長所屬之等級應由關係國家商定之。

第十六條

一、使館館長在其各別等級中之優先地位應按照其依第十三條規定開始執行職務之日期及時間先後定之。

二、使館館長之國書如有變更而對其所屬等級並無更動時，其優先地位不受影響。

三、本條規定不妨礙接受國所採行關於教廷代表優先地位之任何辦法。

第十七條

使館外交職員之優先順序應由使館館長通知外交部或另經商定之其他部。

第十八條

各國接待使館館長，對於同一等級之館長應適用劃一程序。

第十九條

一、使館館長缺位或不能執行職務時，應由臨時代辦暫代使館館長。臨時代辦姓名應由使館館長通知接受國外交部或另

經商定之其他部；如館長不能通知時，則由派遣國外交部通知之。

二、使館如在接受國內並無外交職員時，派遣國得於徵得接受國同意後，指派行政或技術職員一人，主持使館日常行政事務。

第二十條

使館及其館長有權在使館館舍，及在使館館長寓邸與交通工具上使用派遣國之國旗與國徽。

第二十一條

一、接受國應便利派遣國依照接受國法律在其境內置備派遣國使館所需之館舍，或協助派遣國以其他方法獲得房舍。

二、接受國遇必要時，並應協助使館為其人員獲得適當之房舍。

第二十二條

一、使館館舍不得侵犯。接受國官吏非經使館館長許可，不得進入使館館舍。

二、接受國負有特殊責任，採取一切適當步驟保護使館館舍免受侵入或損害，並防止一切擾亂使館安寧或有損使館尊嚴之情事。

三、使館館舍及設備，以及館舍內其他財產與使館交通工具免受搜查、徵用、扣押或強制執行。

第二十三條

一、派遣國及使館館長對於使館所有或租賃之館舍，概免繳納國家、區域或地方性捐稅，但其為對供給特定服務應納之費者不在此列。

二、本條所稱之免稅，對於與派遣國或使館館長訂立承辦契約者依接受國法律應納之捐稅不適用之。

第二十四條

使館檔案及文件無論何時，亦不論位於何處，均屬不得侵犯。

第二十五條

接受國應給予使館執行職務之充分便利。

第二十六條

除接受國為國家安全設定禁止或限制進入區域另訂法律規章外，接受國應確保所有使館人員在其境內行動及旅行之自由。

第二十七條

一、接受國應允許使館為一切公務目的自由通訊，並予保護。使館與派遣國政府及無論何處之該國其他使館及領事館通訊時，得採用一切適當方法，包括外交信差及明密碼電信在內。但使館非經接受國同意，不得裝置並使用無線電發報機。

二、使館之來往公文不得侵犯。來往公文指有關使館及其職務之一切來往文件。

三. 外交郵袋不得予以開拆或扣留。

四. 構成外交郵袋之包裹須附有可資識別之外部標記，以裝載外交文件或公務用品為限。

五. 外交信差應持有官方文件，載明其身分及構成郵袋之包裹件數；其於執行職務時，應受接受國保護。外交信差享有人身不得侵犯權，不受任何方式之逮捕或拘禁。

六. 派遣國或使館得派特別外交信差。遇此情形，本條第五項之規定亦應適用，但特別信差將其所負責攜帶之外交郵袋送交收件人後，即不復享有該項所稱之豁免。

七. 外交郵袋得託交預定在准許入境地點降落之商營飛機機長轉遞。機長應持有官方文件載明構成郵袋之郵包件數，但機長不得視為外交信差。使館得派館員一人逕向飛機機長自由取得外交郵袋。

第二十八條

使館辦理公務所收之規費及手續費免徵一切捐稅。

第二十九條

外交代表人身不得侵犯。外交代表不受任何方式之逮捕或拘禁。接受國對外交代表應特示尊重，並應採取一切適當步驟以防止其人身、自由或尊嚴受有任何侵犯。

第三十條

一 外交代表之私人寓所一如使館館舍應享有同樣之不得侵犯權及保護。

二、外交代表之文書及信件同樣享有不得侵犯權；其財產除第三十一條第三項另有規定外，亦同。

第三十一條

一、外交代表對接受國之刑事管轄享有豁免。除下列案件外，外交代表對接受國之民事及行政管轄亦享有豁免：

(甲) 關於接受國境內私有不動產之物權訴訟，但其代表派遣國為使館用途置有之不動產不在此列；

(乙) 關於外交代表以私人身分並不代表派遣國而為遺囑執行人、遺產管理人、繼承人或受遺贈人之繼承事件之訴訟；

(丙) 關於外交代表於接受國內在公務範圍以外所從事之專業或商務活動之訴訟。

二、外交代表無以證人身分作證之義務。

三、對外交代表不得為執行之處分，但關於本條第一項(甲)·(乙)·(丙)各款所列之案件，而執行處分復無損於其人身或寓所之不得侵犯權者，不在此限。

四、外交代表不因其對接受國管轄所享之豁免而免除其受派遣國之管轄。

第三十二條

一、外交代表及依第三十七條享有豁免之人對管轄之豁免得由派遣國拋棄之。

二、豁免之拋棄，概須明示。

三、外交代表或依第三十七條享有管轄之豁免之人如主動提起訴訟即不得對與主訴直接相關之反訴主張管轄之豁免。

四、在民事或行政訴訟程序上管轄豁免之拋棄，不得視為對判決執行之豁免亦默示拋棄，後項拋棄須分別為之。

第三十三條

一、除本條第三項另有規定外，外交代表就其對派遣國所為之服務而言，應免適用接受國施行之社會保險辦法。

二、專受外交代表雇用之私人僕役亦應享有本條第一項所規定之豁免，但以符合下列條件為限：

(甲) 非接受國國民且不在該國永久居留者；

(乙) 受有派遣國或第三國之社會保險辦法保護者。

三、外交代表如其所雇人員不得享受本條第二項所規定之豁免，應履行接受國社會保險辦法對雇主所規定之義務。

四、本條第一項及第二項所規定之豁免不妨礙對於接受國社會保險制度之自願參加，但以接受國許可參加為限。

五、本條規定不影響前此所訂關於社會保險之雙邊或多邊協定，亦不禁止此類協定之於將來議訂。

第三十四條

外交代表免納一切對人或對物課征之國家、區域、或地方性捐稅，但下列各項，不在此列：

(甲) 通常計入商品或勞務價格內之間接稅；

(乙) 對於接受國境內私有不動產課征之捐稅，但其代表派遣國為使館用途而置有之不動產，不在此列；

(丙) 接受國課征之遺產稅、遺產取得稅或繼承稅，但以不抵觸第三十九條第四項之規定為限；

(丁) 對於自接受國內獲致之私人所得課征之捐稅，以及對於在接受國內商務事業上所為投資課征之資本稅；

(戊) 為供給特定服務所收費用；

(己) 關於不動產之登記費、法院手續費或紀錄費、抵押稅及印花稅；但第二十三條另有規定者，不在此列。

第三十五條

接受國對外交代表應免除一切個人勞務及所有各種公共服務，並應免除關於徵用、軍事募捐及屯宿等之軍事義務。

第三十六條

一、接受國應依本國制定之法律規章，准許下列物品入境，並免除一切關稅及貯存、運送及類似服務費用以外之一切其他課征：

(甲) 使館公務用品；

(乙) 外交代表或與其構成同一戶口之家屬之私人用品，包括供其定居之用之物品在內。

二、外交代表私人行李免受查驗，但有重大理由推定其中裝有不在本條第一項所稱免稅之列之物品，或接受國法律禁止進出口或有檢疫條例加以管制之物品者，不在此限。遇此情形，查驗須有外交代表或其授權代理人在場，方得為之。

第三十七條

一、外交代表之與其構成同一戶口之家屬，如非接受國國民，應享有第二十九條至第三十六條所規定之特權與豁免。

二 使館行政與技術職員暨與其構成同一戶口之家屬，如非接受國國民且不在該國永久居留者，均享有第二十九條至第三十五條所規定之特權與豁免，但第三十一條第一項所規定對接受國民事及行政管轄之豁免不適用於執行職務範圍以外之行為。關於最初定居時所輸入之物品，此等人員亦享有第三十六條第一項所規定之特權。

三 使館事務職員如非接受國國民且不在該國永久居留者，就其執行公務之行為享有豁免，其受雇所得酬報免納捐稅，並享有第三十三條所載之豁免。

四 使館人員之私人僕役如非接受國國民且不在該國永久居留者，其受雇所得酬報免納捐稅。在其他方面，此等人員僅得在接受國許可範圍內享有特權與豁免。但接受國對此等人員所施之管轄應妥為行使，以免對使館職務之執行有不當之妨礙。

第三十八條

一 除接受國特許享受其他特權及豁免外，外交代表為接受國國民或在該國永久居留者，僅就其執行職務之公務行為，享有管轄之豁免及不得侵犯權。

二 其他使館館員及私人僕役為接受國國民或在該國永久居留者僅得在接受國許可之範圍內享有特權與豁免。但接受國對此等人員所施之管轄應妥為行使，以免對使館職務之執行有不當之妨礙。

第三十九條

一 凡享有外交特權與豁免之人，自其進入接受國國境前

往就任之時起享有此項特權與豁免，其已在該國境內者，自其委派通知外交部或另經商定之其他部之時間開始享有。

二、享有特權與豁免人員之職務如已終止，此項特權與豁免通常於該員離境之時或聽任其離境之合理期間終了之時停止，縱有武裝衝突情事，亦應繼續有效至該時為止。但關於其以使館人員資格執行職務之行為，豁免應始終有效。

三、遇使館人員死亡，其家屬應繼續享有應享之特權與豁免，至聽任其離境之合理期間終了之時為止。

四、遇非為接受國國民且不在該國永久居留之使館人員或與其構成同一戶口之家屬死亡，接受國應許可亡故者之動產移送出國，但任何財產如係在接受國內取得而在當事人死亡時禁止出口者，不在此列。動產之在接受國純係因亡故者為使館人員或其家屬而在接受國境內所致者，應不課征遺產稅、遺產取得稅及繼承稅。

第四十條

一、遇外交代表前往就任或返任或返回本國，道經第三國國境或在該國境內，而該國曾發給所需之護照簽證時，第三國應給予不得侵犯權及確保其過境或返回所必需之其他豁免。享有外交特權或豁免之家屬與外交代表同行時，或單獨旅行前往會聚或返回本國時，本項規定同樣適用。

二、遇有類似本條第一項所述之情形，第三國不得阻礙使館之行政與技術或事務職員及其家屬經過該國國境。

三、第三國對於過境之來往公文及其他公務通訊，包括明密碼電信在內，應一如接受國給予同樣之自由及保護。第三國

於已發給所需護照簽證之外交信差及外交郵袋過境時，應比照接受國所負之義務，給予同樣之不得侵犯權及保護。

四、第三國依本條第一項、第二項及第三項規定所負之義務，對於各該項內分別述及之人員與公務通訊及外交郵袋之因不可抗力而在第三國境內者，亦適用之。

第四十一條

一、在不妨礙外交特權與豁免之情形下，凡享有此項特權與豁免之人員，均負有尊重接受國法律規章之義務。此等人員並負有不干涉該國內政之義務。

二、使館承派遣國之命與接受國洽商公務，概應逕與或經由接受國外交部或另經商定之其他部辦理。

三、使館館舍不得充作與本公約或一般國際法之其他規則或派遣國與接受國間有效之特別協定所規定之使館職務不相符合之用途。

第四十二條

外交代表不應在接受國內為私人利益從事任何專業或商業活動。

第四十三條

除其他情形外，外交代表之職務遇有下列情事之一即告終了：

(甲) 派遣國通知接受國謂外交代表職務業已終了；

(乙) 接受國通知派遣國謂依第九條第二項之規定該國拒絕承認該外交代表為使館人員。

第四十四條

接受國對於非為接受國國民之享有特權與豁免人員，以及此等人員之家屬，不論其國籍為何，務須給予便利使能儘早離境，縱有武裝衝突情事，亦應如此辦理。遇必要時，接受國尤須供給其本人及財產所需之交通運輸工具。

第四十五條

遇兩國斷絕外交關係，或遇使館長期或暫時撤退時：

(甲) 接受國務應尊重並保護使館館舍以及使館財產與檔案，縱有武裝衝突情事，亦應如此辦理；

(乙) 派遣國得將使館館舍以及使館財產與檔案委託接受國認可之第三國保管；

(丙) 派遣國得委託接受國認可之第三國代為保護派遣國及其國民之利益。

第四十六條

派遣國經接受國事先同意，得應未在接受國內派有代表之第三國之請求，負責暫時保護該第三國及其國民之利益。

第四十七條

一、接受國適用本公約規定時，對各國不得差別待遇。

二、但下列情形不以差別待遇論：

(甲) 接受國因派遣國對接受國使館適用本公約任一規定有所限制，對同一規定之適用亦予限制；

(乙) 各國依慣例或協定，彼此給予較本公約所規定者更為有利之待遇。

第四十八條

本公約應聽由聯合國或任何專門機關之全體會員國、或國際法院規約當事國、及經聯合國大會邀請成為本公約當事一方之任何其他國家簽署，其辦法如下：至一九六一年十月三十一日止在奧地利聯邦外交部簽署，其後至一九六二年三月三十一日止在紐約聯合國會所簽署。

第四十九條

本公約須經批准。批准文件應送交聯合國秘書長存放。

第五十條

本公約應聽由屬於第四十八條所稱四類之一之國家加入。加入文件應送交聯合國秘書長存放。

第五十一條

一、本公約應於第二十二件批准或加入文件送交聯合國秘書長存放之日後第三十日起發生效力。

二、對於在第二十二件批准或加入文件存放後批准或加入本公約之國家，本公約應於各該國存放批准或加入文件後第三十日起發生效力。

第五十二條

聯合國秘書長應將下列事項通知所有屬於第四十八條所稱四類之一之國家：

(甲) 依第四十八條、第四十九條及第五十條對本公約所為之簽署及送存之批准或加入文件；

(乙) 依第五十一條本公約發生效力之日期。

第五十三條

本公約之原本應交聯合國秘書長存放，其中文、英文、法文、俄文及西班牙文各本同一作準；秘書長應將各文正式副本分送所有屬於第四十八條所稱四類之一之國家。

為此，下列全權代表，各秉本國政府正式授予簽字之權，謹簽字於本公約，以昭信守。

公曆一千九百六十一年四月十八日訂於維也納。

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

№ 7310. ВЕНСКАЯ КОНВЕНЦИЯ О ДИПЛОМАТИЧЕСКИХ СНОШЕНИЯХ

Государства, являющиеся Сторонами настоящей Конвенции, отмечая, что народы всех стран с древних времен признают статус дипломатических агентов,

принимая во внимание цели и принципы Устава Организации Объединенных Наций в отношении суверенного равенства государств, поддержания международного мира и безопасности и содействия развитию дружественных отношений между государствами,

будучи убеждены, что заключение международной конвенции о дипломатических сношениях, привилегиях и иммунитетах будет способствовать развитию дружественных отношений между государствами, независимо от различий в их государственном и общественном строе,

сознавая, что такие привилегии и иммунитеты предоставляются не для выгод отдельных лиц, а для обеспечения эффективного осуществления функций дипломатических представительств как органов, представляющих государства,

подтверждая, что нормы международного обычного права будут продолжать регулировать вопросы, прямо не предусмотренные положениями настоящей Конвенции,

согласились о нижеследующем:

Статья I

В настоящей Конвенции приводимые ниже термины имеют следующее значение:

- a) « глава представительства » есть лицо, на которое аккредитуемым государством возложена обязанность действовать в этом качестве;*
- b) « сотрудниками представительства » являются глава представительства и члены персонала представительства;*
- c) « членами персонала представительства » являются члены дипломатического персонала, административно-технического персонала и обслуживающего персонала представительства;*
- d) « членами дипломатического персонала » являются члены персонала представительства, имеющие дипломатический ранг;*
- e) « дипломатический агент » есть глава представительства или член дипломатического персонала представительства;*
- f) « членами административно-технического персонала » являются члены персонала представительства, осуществляющие административно-техническое обслуживание представительства;*

- g) « членами обслуживающего персонала » являются члены персонала представительства, выполняющие обязанности по обслуживанию представительства;
- h) « частный домашний работник » есть лицо, выполняющее обязанности домашнего работника у сотрудника представительства и не являющееся служащим аккредитуемого государства;
- i) « помещения представительства » означают здания или части зданий, используемые для целей представительства, включая резиденцию главы представительства, кому бы ни принадлежало право собственности на них, включая обслуживающий данное здание или часть здания земельный участок.

Статья 2

Установление дипломатических отношений между государствами и учреждение постоянных дипломатических представительств осуществляются по взаимному согласию.

Статья 3

1. Функции дипломатического представительства состоят, в частности:

- a) в представительстве аккредитуемого государства в государстве пребывания;
- b) в защите в государстве пребывания интересов аккредитуемого государства и его граждан в пределах, допускаемых международным правом;
- c) в ведении переговоров с правительством государства пребывания;
- d) в выяснении всеми законными средствами условий и событий в государстве пребывания и сообщении о них правительству аккредитуемого государства;
- e) в поощрении дружественных отношений между аккредитуемым государством и государством пребывания и в развитии их взаимоотношений в области экономики, культуры и науки.

2. Ни одно из положений настоящей Конвенции не должно истолковываться как препятствующее выполнению дипломатическим представительством консульских функций.

Статья 4

1. Аккредитуемое государство должно убедиться в том, что государство пребывания дало агреман на то лицо, которое оно предполагает аккредитовать как главу представительства в этом государстве.

2. Государство пребывания не обязано сообщать аккредитуемому государству мотивы отказа в агремане.

Статья 5

1. Аккредитующее государство может, надлежащим образом уведомив соответствующие государства пребывания, аккредитовать главу представительства или назначить любого члена дипломатического персонала, смотря по обстоятельствам, в одно или несколько других государств, если не заявлено возражений со стороны любого из государств пребывания.

2. Если аккредитующее государство аккредитует главу представительства в одном или нескольких других государствах, то оно может учредить дипломатические представительства, возглавляемые временными поверенными в делах, в каждом государстве, где глава представительства не имеет постоянного местопребывания.

3. Глава представительства или любой член дипломатического персонала представительства может действовать в качестве представителя аккредитуемого государства при любой международной организации.

Статья 6

Два или несколько государств могут аккредитовать одно и то же лицо в качестве главы представительства в другом государстве, если государство пребывания не возражает против этого.

Статья 7

С исключениями, предусмотренными в статьях 5, 8, 9 и 11, аккредитующее государство может свободно назначать членов персонала представительства. Что касается военных, морских или авиационных атташе, то государство пребывания может предложить, чтобы их имена заранее сообщались на его одобрение.

Статья 8

1. Члены дипломатического персонала представительства в принципе должны быть гражданами аккредитуемого государства.

2. Члены дипломатического персонала представительства не могут назначаться из числа лиц, являющихся гражданами государства пребывания, иначе как с согласия этого государства, причем это согласие может быть в любое время аннулировано.

3. Государство пребывания может оговорить за собой то же право в отношении граждан третьего государства, которые не являются одновременно гражданами аккредитуемого государства.

Статья 9

1. Государство пребывания может в любое время, не будучи обязано мотивировать свое решение, уведомить аккредитующее государство, что глава

представительства или какой-либо из членов дипломатического персонала представительства является *persona non grata* или что любой другой член персонала представительства является неприемлемым. В таком случае аккредитуемое государство должно соответственно отозвать данное лицо или прекратить его функции в представительстве. То или иное лицо может быть объявлено *persona non grata* или неприемлемым до прибытия на территорию государства пребывания.

2. Если аккредитуемое государство откажется выполнить или не выполнит в течение разумного срока свои обязательства, предусматриваемые в пункте 1 настоящей статьи, государство пребывания может отказаться признавать данное лицо сотрудником представительства.

Статья 10

1. Министерство иностранных дел государства пребывания или другое министерство, в отношении которого имеется договоренность, уведомляется

- a) о назначении сотрудников представительства, их прибытии и о их окончательном отбытии или о прекращении их функций в представительстве;
- b) о прибытии и окончательном отбытии лица, принадлежащего к семье сотрудника представительства и, в надлежащих случаях, о том, что то или иное лицо становится или перестает быть членом семьи сотрудника представительства;
- c) о прибытии и окончательном отбытии частных домашних работников, состоящих на службе у лиц, упомянутых в подпункте «а» настоящего пункта, и, в надлежащих случаях, об оставлении ими службы у таких лиц;
- d) о найме и увольнении лиц, проживающих в государстве пребывания, в качестве сотрудников представительства или домашних работников, имеющих право на привилегии и иммунитеты.

2. Уведомление о прибытии и окончательном отбытии, по возможности, должно делаться также предварительно.

Статья 11

1. При отсутствии конкретного соглашения о численности персонала представительства государство пребывания может предложить, чтобы численность персонала представительства сохранялась в пределах, которые оно считает разумными и нормальными, учитывая обстоятельства и условия, существующие в государстве пребывания, и потребности данного представительства.

2. Государство пребывания может также, на тех же основаниях и без дискриминации, отказаться принять должностных лиц какой-либо определенной категории.

Статья 12

Аккредитуемое государство не может, без предварительного определенно выраженного согласия государства пребывания, учреждать канцелярии, составляющие часть дипломатического представительства, в других населенных пунктах, кроме тех, где учреждено само представительство.

Статья 13

1. Глава представительства считается приступившим к выполнению своих функций в государстве пребывания, в зависимости от практики, существующей в этом государстве, которая должна применяться единообразно, либо с момента вручения своих верительных грамот, либо с момента сообщения о своем прибытии и представления заверенных копий верительных грамот министерству иностранных дел государства пребывания или другому министерству, в отношении которого имеется договоренность.

2. Очередность вручения верительных грамот или представления их заверенных копий определяется датой и часом прибытия главы представительства.

Статья 14

1. Главы представительств подразделяются на три класса, а именно:

- a) класс послов и нунциев, аккредитуемых при главах государств, и других глав представительств эквивалентного ранга;
- b) класс посланников и интернунциев, аккредитуемых при главах государств;
- c) класс поверенных в делах, аккредитуемых при министрах иностранных дел.

2. Иначе как в отношении старшинства и этикета, не должно проводиться никакого различия между главами представительств вследствие их принадлежности к тому или иному классу.

Статья 15

Класс, к которому должны принадлежать главы представительств, определяется по соглашению между государствами.

Статья 16

1. Старшинство глав представительств соответствующего класса определяется датой и часом вступления ими в выполнение своих функций согласно статье 13.

2. Изменения в верительных грамотах главы представительства, которые не влекут за собой перемены класса, не отражаются на его старшинстве.

3. Настоящая статья не затрагивает принятой в государстве пребывания практики относительно старшинства представителя Ватикана.

Статья 17

Старшинство членов дипломатического персонала представительства сообщается главой представительства министерству иностранных дел или другому министерству, в отношении которого имеется договоренность.

Статья 18

Порядок, соблюдаемый в каждом государстве при приеме глав представительств, должен быть одинаков в отношении каждого класса.

Статья 19

1. Если пост главы представительства вакантен или если глава представительства не может выполнять своих функций, временно исполняющим обязанности главы представительства является временный поверенный в делах. Фамилия временного поверенного в делах сообщается министерству иностранных дел государства пребывания или другому министерству, в отношении которого имеется договоренность, либо главой представительства, либо, если он не в состоянии это сделать, министерством иностранных дел аккредитующего государства.

2. В тех случаях, когда ни один дипломатический сотрудник представительства не находится в государстве пребывания, член административно-технического персонала может, с согласия государства пребывания, быть назначен аккредитующим государством ответственным за ведение текущих административных дел представительства.

Статья 20

Представительству и его главе принадлежит право пользоваться флагом и эмблемой аккредитующего государства на помещениях представительства, включая резиденцию главы представительства, а также на его средства передвижения.

Статья 21

1. Государство пребывания должно либо оказать содействие аккредитующему государству в приобретении на своей территории, согласно своим законам, помещений, необходимых для его представительства, либо оказать помощь аккредитующему государству в получении помещений каким-либо иным путем.

2. Оно должно также, в случае необходимости, оказывать помощь представительствам в получении подходящих помещений для их сотрудников.

Статья 22

1. Помещения представительства неприкосновенны. Власти государства пребывания не могут вступать в эти помещения иначе, как с согласия главы представительства.

2. На государстве пребывания лежит специальная обязанность припимать все надлежащие меры для защиты помещений представительства от всякого вторжения или нанесения ущерба и для предотвращения всякого нарушения спокойствия представительства или оскорбления его достоинства.

3. Помещения представительства, предметы их обстановки и другое находящееся в них имущество, а также средства передвижения представительства, пользуются иммунитетом от обыска, реквизиции, ареста и исполнительных действий.

Статья 23

1. Аккредитуемое государство и глава представительства освобождаются от всех государственных, районных и муниципальных налогов, сборов и пошлин в отношении помещений представительства, собственных или наемных, кроме таких налогов, сборов и пошлин, которые представляют собой плату за конкретные виды обслуживания.

2. Фискальные изъятия, о которых говорится в настоящей статье, не касаются тех налогов, сборов и пошлин, которыми, согласно законам государства пребывания, облагаются лица, заключающие контракты с аккредитуемым государством или главой представительства.

Статья 24

Архивы и документы представительства неприкосновенны в любое время и независимо от их местонахождения.

Статья 25

Государство пребывания должно предоставлять все возможности для выполнения функций представительства.

Статья 26

Поскольку это не противоречит законам и правилам о зонах, въезд в которые запрещается или регулируется по соображениям государственной безопасности, государство пребывания должно обеспечивать всем сотрудникам представительства свободу передвижения по его территории.

Статья 27

1. Государство пребывания должно разрешать и охранять свободные сношения представительства для всех официальных целей. При сношениях с

правительством и другими представительствами и консульствами аккредитуемого государства, где бы они ни находились, представительство может пользоваться всеми подходящими средствами, включая дипломатических курьеров и закодированные или шифрованные депеши. Тем не менее, представительство может устанавливать и эксплуатировать радиопередатчик лишь с согласия государства пребывания.

2. Официальная корреспонденция представительства неприкосновенна. Под официальной корреспонденцией понимается вся корреспонденция, относящаяся к представительству и его функциям.

3. Дипломатическая почта не подлежит ни вскрытию, ни задержанию.

4. Все места, составляющие дипломатическую почту, должны иметь видимые внешние знаки, указывающие на их характер, и они могут содержать только дипломатические документы и предметы, предназначенные для официального пользования.

5. Дипломатический курьер, который должен быть снабжен официальным документом с указанием его статуса и числа мест, составляющих дипломатическую почту, пользуется при исполнении своих обязанностей защитой государства пребывания. Он пользуется личной неприкосновенностью и не подлежит аресту или задержанию в какой бы то ни было форме.

6. Аккредитуемое государство или представительство могут назначать дипломатических курьеров *ad hoc*. В таких случаях положения пункта 5 настоящей статьи также применяются, за тем исключением, что упомянутые в нем иммунитеты прекращаются в момент доставки таким курьером порученной ему дипломатической почты по назначению.

7. Дипломатическая почта может быть вверена командиру экипажа гражданского самолета, направляющегося в аэропорт, прибытие в который разрешено. Командир должен быть снабжен официальным документом с указанием числа мест, составляющих почту, но он не считается дипломатическим курьером. Представительство может направить одного из своих сотрудников принять дипломатическую почту непосредственно и беспрепятственно от командира самолета.

Статья 28

Вознаграждения и сборы, взимаемые представительством при выполнении своих официальных обязанностей, освобождаются от всех налогов, сборов и пошлин.

Статья 29

Личность дипломатического агента неприкосновенна. Он не подлежит аресту или задержанию в какой бы то ни было форме. Государство пребывания обязано относиться к нему с должным уважением и принимать все подлежащие меры для предупреждения каких-либо посягательств на его личность, свободу или достоинство.

Статья 30

1. Частная резиденция дипломатического агента пользуется той же неприкосновенностью и защитой, что и помещения представительства.

2. Его бумаги, корреспонденция и, с исключениями, предусмотренными в пункте 3 статьи 31, его имущество равным образом пользуются неприкосновенностью.

Статья 31

1. Дипломатический агент пользуется иммунитетом от уголовной юрисдикции государства пребывания. Он пользуется также иммунитетом от гражданской и административной юрисдикции, кроме случаев:

- a) вещных исков, относящихся к частному недвижимому имуществу, находящемуся на территории государства пребывания, если только он не владеет им от имени аккредитуемого государства для целей представительства;
- b) исков, касающихся наследования, в отношении которых дипломатический агент выступает в качестве исполнителя завещания, ионечителя над наследственным имуществом, наследника или отказополучателя как частное лицо, а не от имени аккредитуемого государства;
- c) исков, относящихся к любой профессиональной или коммерческой деятельности, осуществляемой дипломатическим агентом в государстве пребывания за пределами своих официальных функций.

2. Дипломатический агент не обязан давать показаний в качестве свидетеля.

3. Никакие исполнительные меры не могут приниматься в отношении дипломатического агента, за исключением тех случаев, которые подпадают под подпункты «a», «b» и «c» пункта 1 настоящей статьи, и иначе как при условии, что соответствующие меры могут приниматься без нарушения неприкосновенности его личности или его резиденции.

4. Иммунитет дипломатического агента от юрисдикции государства пребывания не освобождает его от юрисдикции аккредитуемого государства.

Статья 32

1. От иммунитета от юрисдикции дипломатических агентов и лиц, пользующихся иммунитетом согласно статье 37, может отказаться аккредитуемое государство.

2. Отказ должен быть всегда определенно выраженным.

3. Возбуждение дела дипломатическим агентом или лицом, пользующимся иммунитетом от юрисдикции согласно статье 37, лишает его права ссылаться на иммунитет от юрисдикции в отношении встречных исков, непосредственно связанных с основным иском.

4. Отказ от иммунитета от юрисдикции в отношении гражданского или административного дела не означает отказа от иммунитета в отношении исполнения решения, для чего требуется особый отказ.

Статья 33

1. При условии соблюдения положения пункта 3 настоящей статьи, постановления о социальном обеспечении, действующие в государстве пребывания, не распространяются на дипломатического агента в отношении услуг, оказываемых аккредитуемому государству.

2. Изъятие, предусмотренное в пункте 1 настоящей статьи, распространяется также на домашних работников, которые находятся исключительно на службе у дипломатического агента, при условии,

- a) что они не являются гражданами государства пребывания или не проживают в нем постоянно,
- b) что на них распространяются постановления о социальном обеспечении, действующие в аккредитуемом государстве или в третьем государстве.

3. Дипломатический агент, нанимающий лиц, на которых не распространяется изъятие, предусмотренное в пункте 2 настоящей статьи, должен выполнять обязательства, налагаемые на работодателей постановлениями о социальном обеспечении, действующими в государстве пребывания.

4. Изъятие, предусмотренное в пунктах 1 и 2 настоящей статьи, не препятствует добровольному участию в системе социального обеспечения государства пребывания, при условии, что такое участие допускается этим государством.

5. Положения настоящей статьи не затрагивают двусторонних или многосторонних соглашений о социальном обеспечении, заключенных ранее, и не препятствуют заключению таких соглашений в будущем.

Статья 34

Дипломатический агент освобождается от всех налогов, сборов и пошлин, личных и имущественных, государственных, районных и муниципальных, за исключением:

- a) косвенных налогов, которые обычно включаются в цену товаров или обслуживания;
- b) сборов и налогов на частное недвижимое имущество, находящееся на территории государства пребывания, если он не владеет им от имени аккредитуемого государства для целей представительства;
- c) налогов на наследство и пошлин на наследование, взимаемых государством пребывания, с изъятиями, предусмотренными в пункте 4 статьи 39;
- d) сборов и налогов на частный доход, источник которого находится в государстве пребывания, и налогов на капиталовложения в коммерческие предприятия в государстве пребывания;
- e) сборов, взимаемых за конкретные виды обслуживания;

- f). регистрационных, судебных и реестровых пошлин, ипотечных сборов и гербового сбора в отношении недвижимого имущества, с изъятиями, предусмотренными в статье 23.

Статья 35

Государство пребывания обязано освобождать дипломатических агентов от всех трудовых и государственных повинностей, независимо от их характера, а также от военных повинностей, таких как реквизиции, контрибуции и военный постоя.

Статья 36

1. Государство пребывания, в соответствии с принятыми им законами и правилами, разрешает ввозить и освобождает от всех таможенных пошлин, налогов и связанных с этим сборов, за исключением складских сборов, сборов за перевозку и подобного рода услуги:

- a) предметы, предназначенные для официального использования представительства;
- b) предметы, предназначенные для личного пользования дипломатического агента или членов его семьи, живущих вместе с ним, включая предметы, предназначенные для его обзаведения.

2. Личный багаж дипломатического агента освобождается от досмотра, если нет серьезных оснований предполагать, что он содержит предметы, на которые не распространяются изъятия, упомянутые в пункте 1 настоящей статьи, или предметы, ввоз или вывоз которых запрещен законом или регулируется карантинными правилами государства пребывания. Такой досмотр должен производиться только в присутствии дипломатического агента или его уполномоченного представителя.

Статья 37

1. Члены семьи дипломатического агента, живущие вместе с ним, пользуются, если они не являются гражданами государства пребывания, привилегиями и иммунитетами, указанными в статьях 29-36.

2. Члены административно-технического персонала представительства и члены их семей, живущие вместе с ними, пользуются, если они не являются гражданами государства пребывания или не проживают в нем постоянно, привилегиями и иммунитетами, указанными в статьях 29-35, с тем исключением, что иммунитет от гражданской и административной юрисдикции государства пребывания, указанный в пункте 1 статьи 31, не распространяется на действия, совершенные ими не при исполнении своих обязанностей. Они пользуются также привилегиями, указанными в пункте 1 статьи 36, в отношении предметов первоначального обзаведения.

3. Члены обслуживающего персонала представительства, которые не являются гражданами государства пребывания или не проживают в нем постоянно, пользуются иммунитетом в отношении действий, совершенных ими при исполнении своих обязанностей, и освобождаются от налогов, сборов и пошлин на заработок, получаемый ими по своей службе, а также пользуются освобождением, упомянутым в статье 33.

4. Домашние работники сотрудников представительства, если они не являются гражданами государства пребывания или не проживают в нем постоянно, освобождаются от налогов, сборов и пошлин на заработок, получаемый ими по своей службе. В других отношениях они могут пользоваться привилегиями и иммунитетами только в той мере, в какой это допускает государство пребывания. Однако государство пребывания должно осуществлять свою юрисдикцию над этими лицами так, чтобы не вмешиваться ненадлежащим образом в осуществление функций представительства.

Статья 38

1. Помимо дополнительных привилегий и иммунитетов, которые могут быть предоставлены государством пребывания, дипломатический агент, который является гражданином государства пребывания или постоянно в нем проживает, пользуется лишь иммунитетом от юрисдикции и неприкосновенностью в отношении официальных действий, совершенных им при выполнении своих функций.

2. Другие члены персонала представительства и домашние работники, которые являются гражданами государства пребывания или постоянно в нем проживают, пользуются привилегиями и иммунитетами только в той мере, в какой это допускает государство пребывания. Однако государство пребывания должно осуществлять свою юрисдикцию над этими лицами так, чтобы не вмешиваться ненадлежащим образом в осуществление функций представительства.

Статья 39

1. Каждое лицо, имеющее право на привилегии и иммунитеты, пользуется ими с момента вступления его на территорию государства пребывания при следовании для занятия своего поста или, если оно уже находится на этой территории, с того момента, когда о его назначении сообщается министерству иностранных дел или другому министерству, в отношении которого имеется договоренность.

2. Если функции лица, пользующегося привилегиями и иммунитетами, заканчиваются, эти привилегии и иммунитеты нормально прекращаются в тот момент, когда оно оставляет страну, или по истечении разумного срока для того, чтобы это сделать, но продолжают существовать до этого времени даже в случае вооруженного конфликта. Однако в отношении действий, совер-

шенных таким лицом при выполнении своих функций сотрудника представительства, иммунитет продолжает существовать.

3. В случае смерти сотрудника представительства члены его семьи продолжают пользоваться привилегиями и иммунитетами, на которые они имеют право, до истечения разумного срока для оставления страны пребывания.

4. В случае смерти сотрудника представительства, который не был гражданином государства пребывания или не проживал в нем постоянно, или члена его семьи, жившего вместе с ним, государство пребывания должно разрешить вывоз движимого имущества умершего, за исключением всего того имущества, которое приобретено в этой стране и вывоз которого был запрещен ко времени его смерти. Налог на наследство и пошлины на наследование не взимаются с движимого имущества, нахождение которого в государстве пребывания обусловлено исключительно пребыванием здесь умершего как сотрудника представительства или члена семьи сотрудника представительства.

Статья 40

1. Если дипломатический агент проезжает через территорию третьего государства, которое выдало ему визу, если таковая необходима, или находится на этой территории, следуя для занятия своего поста или возвращаясь на этот пост или же в свою страну, это третье государство предоставляет ему неприкосновенность и такие другие иммунитеты, какие могут потребоваться для обеспечения его проезда или возвращения. Это относится также к любым членам его семьи, пользующимся привилегиями или иммунитетами, которые сопровождают дипломатического агента или следуют отдельно, чтобы присоединиться к нему или возвратиться в свою страну.

2. При обстоятельствах, подобных тем, которые указаны в пункте 1 настоящей статьи, третьи государства не должны препятствовать проезду через их территорию членов административно-технического или обслуживающего персонала представительства и членов их семей.

3. Третьи государства должны предоставлять официальной корреспонденции и другим официальным сообщениям, следующим транзитом, включая закодированные или шифрованные депеши, ту же свободу и защиту, которая предоставляется государством пребывания. Они должны предоставлять дипломатическим курьерам, которым выдана виза, если таковая необходима, и дипломатической почте, следующей транзитом, ту же неприкосновенность и защиту, которую обязано предоставлять государство пребывания.

4. Обязанности третьих государств, предусмотренные пунктами 1, 2 и 3 настоящей статьи, относятся также к лицам, упомянутым в этих пунктах, и к официальным сообщениям и дипломатической почте, нахождение которых на территории третьего государства вызвано форсмажорными обстоятельствами.

Статья 41

1. Без ущерба для их привилегий и иммунитетов, все лица, пользующиеся такими привилегиями и иммунитетами, обязаны уважать законы и постановления государства пребывания. Они также обязаны не вмешиваться во внутренние дела этого государства.

2. Все официальные дела с государством пребывания, вверенные представителю аккредитуящим государством, ведутся с министерством иностранных дел государства пребывания или через это министерство, либо с другим министерством, в отношении которого имеется договоренность, или через это другое министерство.

3. Помещения представительства не должны использоваться в целях, не совместимых с функциями представительства, предусмотренными настоящей Конвенцией или другими нормами общего международного права, или же какими-либо специальными соглашениями, действующими между аккредитуящим государством и государством пребывания.

Статья 42

Дипломатический агент не должен заниматься в государстве пребывания профессиональной или коммерческой деятельностью в целях личной выгоды.

Статья 43

Функции дипломатического агента прекращаются, в частности,

- a) по уведомлении аккредитуящим государством государства пребывания о том, что функции дипломатического агента прекращены;
- b) по уведомлении государством пребывания аккредитуемого государства, что, согласно пункту 2 статьи 9, оно отказывается признавать дипломатического агента сотрудником представительства.

Статья 44

Государство пребывания должно, даже в случае вооруженного конфликта, оказать содействие, необходимое для возможно скорого выезда пользующихся привилегиями и иммунитетами лиц, не являющихся гражданами государства пребывания, и членов семей таких лиц, независимо от их гражданства. Оно должно, в частности, предоставить в случае необходимости в их распоряжение перевозочные средства, которые требуются для них самих и их имущества.

Статья 45

В случае разрыва дипломатических сношений между двумя государствами либо окончательного или временного отзыва представительства,

- а) государство пребывания должно, даже в случае вооруженного конфликта, уважать и охранять помещения представительства вместе с его имуществом и архивами;
- б) аккредитуемое государство может вверить охрану помещений своего представительства вместе с его имуществом и архивами третьему государству, приемлемому для государства пребывания;
- с) аккредитуемое государство может вверить защиту своих интересов и интересов своих граждан третьему государству, приемлемому для государства пребывания.

Статья 46

Аккредитуемое государство может, с предварительного согласия государства пребывания и по просьбе третьего государства, не представленного в государстве пребывания, взять на себя временную защиту интересов этого третьего государства и его граждан.

Статья 47

1. При ирменении положений настоящей Конвенции государство пребывания не должно проводить дискриминации между государствами.

2. Однако не считается, что имеет место дискриминация,

- а) если государство пребывания применяет какое-либо из положений настоящей Конвенции ограничительно ввиду ограничительного применения этого положения к его представительству в аккредитуемом государстве;
- б) если по обычаю или соглашению государства предоставляют друг другу режим, более благоприятный, чем тот, который требуется положениями настоящей Конвенции.

Статья 48

Настоящая Конвенция открыта для подписания всеми государствами-членами Организации Объединенных Наций или специализированных учреждений, государствами, являющимися участниками Статута Международного Суда, а также любым другим государством, приглашенным Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций стать участником Конвенции: до 31 октября 1961 года — в Федеральном министерстве иностранных дел Австрии, а затем, до 31 марта 1962 года, — в Центральных Учреждениях Организации Объединенных Наций в Нью-Йорке.

Статья 49

Настоящая Конвенция подлежит ратификации. Ратификационные грамоты сдаются на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья 50

Настоящая Конвенция открыта для присоединения любого государства, принадлежащего к одной из четырех категорий, перечисленных в статье 48. Акты о присоединении сдаются на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья 51

1. Настоящая Конвенция вступит в силу на тридцатый день после сдачи на хранение двадцать второй ратификационной грамоты или акта о присоединении Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

2. В отношении каждого государства, которое ратифицирует Конвенцию или присоединится к ней после сдачи на хранение двадцать второй ратификационной грамоты или акта о присоединении, Конвенция вступит в силу на тридцатый день после сдачи на хранение этим государством своей ратификационной грамоты или акта о присоединении.

Статья 52

Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций уведомляет все государства, принадлежащие к одной из четырех категорий, перечисленных в статье 48:

- a) о подписании настоящей Конвенции и о сдаче на хранение ратификационных грамот или актов о присоединении в соответствии со статьями 48, 49 и 50;
- b) о дате вступления в силу настоящей Конвенции в соответствии со статьей 51.

Статья 53

Подлинник настоящей Конвенции, текст которого на русском, английском, испанском, китайском и французском языках являются равно аутентичными, будет сдан на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, который направит его заверенные копии всем государствам, принадлежащим к одной из четырех категорий, перечисленных в статье 48.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, надлежащим образом уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

СОВЕРШЕНО в Вене восемнадцатого апреля тысяча девятьсот шестьдесят первого года.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

No. 7310. CONVENCIÓN DE VIENA SOBRE RELACIONES
DIPLOMÁTICAS

Los Estados Partes en la presente Convención,

Teniendo presente que desde antiguos tiempos los pueblos de todas las naciones han reconocido el estatuto de los funcionarios diplomáticos,

Teniendo en cuenta los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas relativos a la igualdad soberana de los Estados, al mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales y al fomento de las relaciones de amistad entre las naciones,

Estimando que una convención internacional sobre relaciones, privilegios e inmunidades diplomáticos contribuirá al desarrollo de las relaciones amistosas entre las naciones, prescindiendo de sus diferencias de régimen constitucional y social,

Reconociendo que tales inmunidades y privilegios se conceden, no en beneficio de las personas, sino con el fin de garantizar el desempeño eficaz de las funciones de las misiones diplomáticas en calidad de representantes de los Estados,

Afirmando que las normas del derecho internacional consuetudinario han de continuar rigiendo las cuestiones que no hayan sido expresamente reguladas en las disposiciones de la presente Convención,

Han convenido en lo siguiente :

Artículo 1

A los efectos de la presente Convención :

- a) por « jefe de misión », se entiende la persona encargada por el Estado acreditante de actuar con carácter de tal;
- b) por « miembros de la misión », se entiende el jefe de la misión y los miembros del personal de la misión;
- c) por « miembros del personal de la misión », se entiende los miembros del personal diplomático, del personal administrativo y técnico y del personal de servicio de la misión;
- d) por « miembros del personal diplomático », se entiende los miembros del personal de la misión que posean la calidad de diplomático;
- e) por « agente diplomático », se entiende el jefe de la misión o un miembro del personal diplomático de la misión;
- f) por « miembros del personal administrativo y técnico », se entiende los miembros del personal de la misión empleados en el servicio administrativo y técnico de la misión;

- g) por « miembros del personal de servicio », se entiende los miembros del personal de la misión empleados en el servicio doméstico de la misión;
- h) por « criado particular », se entiende toda persona al servicio doméstico de un miembro de la misión, que no sea empleada del Estado acreditante;
- i) por « locales de la misión », se entiende los edificios o las partes de los edificios, sea cual fuere su propietario, utilizados para las finalidades de la misión, incluyendo la residencia del jefe de la misión, así como el terreno destinado al servicio de esos edificios o de parte de ellos.

Artículo 2

El establecimiento de relaciones diplomáticas entre Estados y el envío de misiones diplomáticas permanentes se efectúa por consentimiento mutuo.

Artículo 3

1. Las funciones de una misión diplomática consisten principalmente en :

- a) representar el Estado acreditante ante el Estado receptor;
- b) proteger en el Estado receptor los intereses del Estado acreditante y los de sus nacionales, dentro de los límites permitidos por el derecho internacional;
- c) negociar con el gobierno del Estado receptor;
- d) enterarse por todos los medios lícitos de las condiciones y de la evolución de los acontecimientos en el Estado receptor e informar sobre ello al gobierno del Estado acreditante;
- e) fomentar las relaciones amistosas y desarrollar las relaciones económicas culturales y científicas entre el Estado acreditante y el Estado receptor.

2. Ninguna disposición de la presente Convención se interpretará de modo que impida el ejercicio de funciones consulares por la misión diplomática.

Artículo 4

1. El Estado acreditante deberá asegurarse de que la persona que se proponga acreditar como jefe de la misión ante el Estado receptor ha obtenido el asentimiento de ese Estado.

2. El Estado receptor no está obligado a expresar al Estado acreditante los motivos de su negativa a otorgar el asentimiento.

Artículo 5

1. El Estado acreditante podrá, después de haberlo notificado en debida forma a los Estados receptores interesados, acreditar a un jefe de misión ante dos o más Estados, o bien destinar a ellos a cualquier miembro del personal diplomático, salvo que alguno de los Estados receptores se oponga expresamente.

2. Si un Estado acredita a un jefe de misión ante dos o más Estados, podrá establecer una misión diplomática dirigida por un encargado de negocios *ad interim* en cada uno de los Estados en que el jefe de la misión no tenga su sede permanente.

3. El jefe de misión o cualquier miembro del personal diplomático de la misión podrá representar al Estado acreditante ante cualquier organización internacional.

Artículo 6

Dos o más Estados podrán acreditar a la misma persona como jefe de misión ante un tercer Estado, salvo que el Estado receptor se oponga a ello.

Artículo 7

Sin perjuicio de lo dispuesto en los artículos 5, 8, 9 y 11, el Estado acreditante nombrará libremente al personal de la misión. En el caso de los agregados militares, navales o aéreos, el Estado receptor podrá exigir que se le sometan de antemano sus nombres, para su aprobación.

Artículo 8

1. Los miembros del personal diplomático de la misión habrán de tener, en principio, la nacionalidad del Estado acreditante.

2. Los miembros del personal diplomático de la misión no podrán ser elegidos entre personas que tengan la nacionalidad del Estado receptor, excepto con el consentimiento de ese Estado, que podrá retirarlo en cualquier momento.

3. El Estado receptor podrá reservarse el mismo derecho respecto de los nacionales de un tercer Estado que no sean al mismo tiempo nacionales del Estado acreditante.

Artículo 9

1. El Estado receptor podrá, en cualquier momento y sin tener que exponer los motivos de su decisión, comunicar al Estado acreditante que el jefe u otro miembro del personal diplomático de la misión es persona *non grata*, o que cualquier otro miembro del personal de la misión no es aceptable. El Estado acreditante retirará entonces a esa persona o pondrá término a sus funciones en la misión, según proceda. Toda persona podrá ser declarada *non grata* o no aceptable antes de su llegada al territorio del Estado receptor.

2. Si el Estado acreditante se niega a ejecutar o no ejecuta en un plazo razonable las obligaciones que le incumben a tenor de lo dispuesto en el párrafo 1, el Estado receptor podrá negarse a reconocer como miembro de la misión a la persona de que se trate.

Artículo 10

1. Se notificará al Ministerio de Relaciones Exteriores, o al Ministerio que se haya convenido, del Estado receptor :

- a) el nombramiento de los miembros de la misión, su llegada y su salida definitiva o la terminación de sus funciones en la misión;
- b) la llegada y la salida definitiva de toda persona perteneciente a la familia de un miembro de la misión y, en su caso, el hecho de que determinada persona entre a formar parte o cese de ser miembro de la familia de un miembro de la misión;
- c) la llegada y la salida definitiva de los criados particulares al servicio de las personas a que se refiere el inciso a) de este párrafo y, en su caso, el hecho de que cesen en el servicio de tales personas;
- d) la contratación y el despido de personas residentes en el Estado receptor como miembros de la misión o criados particulares que tengan derecho a privilegios e inmunidades.

2. Cuando sea posible, la llegada y la salida definitiva se notificarán también con antelación.

Artículo 11

1. A falta de acuerdo explícito sobre el número de miembros de la misión, el Estado receptor podrá exigir que ese número esté dentro de los límites de lo que considere que es razonable y normal, según las circunstancias y condiciones de ese Estado y necesidades de la misión de que se trate.

2. El Estado receptor podrá también, dentro de esos límites y sin discriminación alguna, negarse a aceptar funcionarios de una determinada categoría.

Artículo 12

El Estado acreditante no podrá, sin el consentimiento previo y expreso del Estado receptor, establecer oficinas que formen parte de la misión en localidades distintas de aquella en que radique la propia misión.

Artículo 13

1. Se considerará que el jefe de misión ha asumido sus funciones en el Estado receptor desde el momento en que haya presentado sus cartas credenciales o en que haya comunicado su llegada y presentado copia de estilo de sus cartas credenciales al Ministerio de Relaciones Exteriores, o al Ministerio que se haya convenido, según la práctica en vigor en el Estado receptor, que deberá aplicarse de manera uniforme.

2. El orden de presentación de las cartas credenciales o de su copia de estilo se determinará por la fecha y hora de llegada del jefe de misión.

Artículo 14

1. Los jefes de misión se dividen en tres clases :

- a) embajadores o nuncios acreditados ante los Jefes de Estado, y otros jefes de misión de rango equivalente;
- b) enviados, ministros o internuncios acreditados ante los Jefes de Estado;
- c) encargados de negocios acreditados ante los Ministros de Relaciones Exteriores.

2. Salvo por lo que respecta a la precedencia y a la etiqueta, no se hará ninguna distinción entre los jefes de misión por razón de su clase.

Artículo 15

Los Estados se pondrán de acuerdo acerca de la clase a que habrán de pertenecer los jefes de sus misiones.

Artículo 16

1. La precedencia de los jefes de misión, dentro de cada clase, se establecerá siguiendo el orden de la fecha y hora en que hayan asumido sus funciones, de conformidad con el artículo 13.

2. Las modificaciones en las cartas credenciales de un jefe de misión que no entrañen cambio de clase no alterarán su orden de precedencia.

3. Las disposiciones de este artículo se entenderán sin perjuicio de los usos que acepte el Estado receptor respecto de la precedencia del representante de la Santa Sede.

Artículo 17

El jefe de misión notificará al Ministerio de Relaciones Exteriores, o al Ministerio que se haya convenido, el orden de precedencia de los miembros del personal diplomático de la misión.

Artículo 18

El procedimiento que se siga en cada Estado para la recepción de los jefes de misión será uniforme respecto de cada clase.

Artículo 19

1. Si queda vacante el puesto de jefe de misión o si el jefe de misión no puede desempeñar sus funciones, un encargado de negocios *ad interim* actuará provisionalmente como jefe de la misión. El nombre del encargado de negocios *ad interim* será comunicado al Ministerio de Relaciones Exteriores del Estado

receptor, o al Ministerio que se haya convenido, por el jefe de misión o, en el caso en que éste no pueda hacerlo, por el Ministerio de Relaciones Exteriores del Estado acreditante.

2. Caso de no estar presente ningún miembro del personal diplomático de la misión en el Estado receptor, un miembro del personal administrativo y técnico podrá, con el consentimiento del Estado receptor, ser designado por el Estado acreditante para hacerse cargo de los asuntos administrativos corrientes de la misión.

Artículo 20

La misión y su jefe tendrán derecho a colocar la bandera y el escudo del Estado acreditante en los locales de la misión, incluyendo la residencia del jefe de la misión, y en los medios de transporte de éste.

Artículo 21

1. El Estado receptor deberá, sea facilitar la adquisición en su territorio de conformidad con sus propias leyes, por el Estado acreditante, de los locales necesarios para la misión, o ayudar a éste a obtener alojamiento de otra manera.

2. Cuando sea necesario, ayudará también a las misiones a obtener alojamiento adecuado para sus miembros.

Artículo 22

1. Los locales de la misión son inviolables. Los agentes del Estado receptor no podrán penetrar en ellos sin consentimiento del jefe de la misión.

2. El Estado receptor tiene la obligación especial de adoptar todas las medidas adecuadas para proteger los locales de la misión contra toda intrusión o daño y evitar que se turbe la tranquilidad de la misión o se atente contra su dignidad.

3. Los locales de la misión, su mobiliario y demás bienes situados en ellos, así como los medios de transporte de la misión, no podrán ser objeto de ningún registro, requisa, embargo o medida de ejecución.

Artículo 23

1. El Estado acreditante y el jefe de la misión están exentos de todos los impuestos y gravámenes nacionales, regionales o municipales, sobre los locales de la misión de que sean propietarios o inquilinos, salvo de aquellos impuestos o gravámenes que constituyan el pago de servicios particulares prestados.

2. La exención fiscal a que se refiere este artículo no se aplica a los impuestos y gravámenes que, conforme a las disposiciones legales del Estado receptor, estén a cargo del particular que contrate con el Estado acreditante o con el jefe de la misión.

Artículo 24

Los archivos y documentos de la misión son siempre inviolables, dondequiera que se hallen.

Artículo 25

El Estado receptor dará toda clase de facilidades para el desempeño de las funciones de la misión.

Artículo 26

Sin perjuicio de sus leyes y reglamentos referentes a zonas de acceso prohibido o reglamentado por razones de seguridad nacional, el Estado receptor garantizará a todos los miembros de la misión la libertad de circulación y de tránsito por su territorio.

Artículo 27

1. El Estado receptor permitirá y protegerá la libre comunicación de la misión para todos los fines oficiales. Para comunicarse con el gobierno y con las demás misiones y consulados del Estado acreditante, dondequiera que radiquen, la misión podrá emplear todos los medios de comunicación adecuados, entre ellos los correos diplomáticos y los mensajes en clave o en cifra. Sin embargo, únicamente con el consentimiento del Estado receptor podrá la misión instalar y utilizar una emisora de radio.

2. La correspondencia oficial de la misión es inviolable. Por correspondencia oficial se entiende toda correspondencia concerniente a la misión y a sus funciones.

3. La valija diplomática no podrá ser abierta ni retenida.

4. Los bultos que constituyan la valija diplomática deberán ir provistos de signos exteriores visibles indicadores de su carácter y sólo podrán contener documentos diplomáticos u objetos de uso oficial.

5. El correo diplomático, que debe llevar consigo un documento oficial en el que conste su condición de tal y el número de bultos que constituyan la valija, estará protegido, en el desempeño de sus funciones, por el Estado receptor. Gozará de inviolabilidad personal y no podrá ser objeto de ninguna forma de detención o arresto.

6. El Estado acreditante o la misión podrán designar correos diplomáticos *ad hoc*. En tales casos se aplicarán también las disposiciones del párrafo 5 de este artículo, pero las inmunidades en él mencionadas dejarán de ser aplicables cuando dicho correo haya entregado al destinatario la valija diplomática que se le haya encomendado.

7. La valija diplomática podrá ser confiada al comandante de una aeronave comercial que haya de aterrizar en un aeropuerto de entrada autorizado. El comandante deberá llevar consigo un documento oficial en el que conste el número de bultos que constituyan la valija, pero no podrá ser considerado como correo diplomático. La misión podrá enviar a uno de sus miembros, a tomar posesión directa y libremente de la valija diplomática de manos del comandante de la aeronave.

Artículo 28

Los derechos y aranceles que perciba la misión por actos oficiales están exentos de todo impuesto y gravamen.

Artículo 29

La persona del agente diplomático es inviolable. No puede ser objeto de ninguna forma de detención o arresto. El Estado receptor le tratará con el debido respeto y adoptará todas las medidas adecuadas para impedir cualquier atentado contra su persona, su libertad o su dignidad.

Artículo 30

1. La residencia particular del agente diplomático goza de la misma inviolabilidad y protección que los locales de la misión.

2. Sus documentos, su correspondencia y, salvo lo previsto en el párrafo 3 del artículo 31, sus bienes, gozarán igualmente de inviolabilidad.

Artículo 31

1. El agente diplomático gozará de inmunidad de la jurisdicción penal del Estado receptor. Gozará también de inmunidad de su jurisdicción civil y administrativa, excepto si se trata :

- a) de una acción real sobre bienes inmuebles particulares radicados en el territorio del Estado receptor, a menos que el agente diplomático los posea por cuenta del Estado acreditante para los fines de la misión;
- b) de una acción sucesoria en la que el agente diplomático figure, a título privado y no en nombre del Estado acreditante, como ejecutor testamentario, administrador, heredero o legatario;

c) de una acción referente a cualquier actividad profesional o comercial ejercida por el agente diplomático en el Estado receptor, fuera de sus funciones oficiales.

2. El agente diplomático no está obligado a testificar.

3. El agente diplomático no podrá ser objeto de ninguna medida de ejecución, salvo en los casos previstos en los incisos a), b) y c) del párrafo 1 de este artículo y con tal de que no sufra menoscabo la inviolabilidad de su persona o de su residencia.

4. La inmunidad de jurisdicción de un agente diplomático en el Estado receptor no le exime de la jurisdicción del Estado acreditante.

Artículo 32

1. El Estado acreditante puede renunciar a la inmunidad de jurisdicción de sus agentes diplomáticos y de las personas que gocen de inmunidad conforme al artículo 37.

2. La renuncia ha de ser siempre expresa.

3. Si un agente diplomático o una persona que goce de inmunidad de jurisdicción conforme al artículo 37 entabla una acción judicial, no le será permitido invocar la inmunidad de jurisdicción respecto de cualquier reconvencción directamente ligada a la demanda principal.

4. La renuncia a la inmunidad de jurisdicción respecto de las acciones civiles o administrativas no ha de entenderse que entraña renuncia a la inmunidad en cuanto a la ejecución del fallo, para lo cual será necesaria una nueva renuncia.

Artículo 33

1. Sin perjuicio de las disposiciones del párrafo 3 de este artículo, el agente diplomático estará, en cuanto a los servicios prestados al Estado acreditante, exento de las disposiciones sobre seguridad social que estén vigentes en el Estado receptor.

2. La exención prevista en el párrafo 1 de este artículo se aplicará también a los criados particulares que se hallen al servicio exclusivo del agente diplomático, a condición de que :

- a) no sean nacionales del Estado receptor o no tengan en él residencia permanente; y
- b) estén protegidos por las disposiciones sobre seguridad social que estén vigentes en el Estado acreditante o en un tercer Estado.

3. El agente diplomático que emplee a personas a quienes no se aplique la exención prevista en el párrafo 2 de este artículo, habrá de cumplir las obligaciones que las disposiciones sobre seguridad social del Estado receptor impongan a los empleadores.

4. La exención prevista en los párrafos 1 y 2 de este artículo no impedirá la participación voluntaria en el régimen de seguridad social del Estado receptor, a condición de que tal participación esté permitida por ese Estado.

5. Las disposiciones de este artículo se entenderán sin perjuicio de los acuerdos bilaterales o multilaterales sobre seguridad social ya concertados y no impedirán que se concierten en lo sucesivo acuerdos de esa índole.

Artículo 34

El agente diplomático estará exento de todos los impuestos y gravámenes personales o reales, nacionales, regionales o municipales, con excepción :

- a) de los impuestos indirectos de la índole de los normalmente incluidos en el precio de las mercaderías o servicios;
- b) de los impuestos y gravámenes sobre los bienes inmuebles privados que radiquen en el territorio del Estado receptor, a menos que el agente diplomático los posea por cuenta del Estado acreditante y para los fines de la misión;
- c) de los impuestos sobre las sucesiones que corresponda percibir al Estado receptor, salvo lo dispuesto en el párrafo 4 del artículo 39;
- d) de los impuestos y gravámenes sobre los ingresos privados que tengan su origen en el Estado receptor y de los impuestos sobre el capital que graven las inversiones efectuadas en empresas comerciales en el Estado receptor;
- e) de los impuestos y gravámenes correspondientes a servicios particulares prestados;
- f) salvo lo dispuesto en el artículo 23, de los derechos de registro, aranceles judiciales, hipoteca y timbre, cuando se trate de bienes inmuebles.

Artículo 35

El Estado receptor deberá eximir a los agentes diplomáticos de toda prestación personal, de todo servicio público cualquiera que sea su naturaleza y de cargas militares tales como las requisiciones, las contribuciones y los alojamientos militares.

Artículo 36

1. El Estado receptor, con arreglo a las leyes y reglamentos que promulgue, permitirá la entrada, con exención de toda clase de derechos de aduana, impuestos y gravámenes conexos, salvo los gastos de almacenaje, acarreo y servicios análogos :

- a) de los objetos destinados al uso oficial de la misión;
- b) de los objetos destinados al uso personal del agente diplomático o de los miembros de su familia que formen parte de su casa, incluidos los efectos destinados a su instalación.

2. El agente diplomático estará exento de la inspección de su equipaje personal, a menos que haya motivos fundados para suponer que contiene objetos no comprendidos en las exenciones mencionadas en el párrafo 1 de este artículo, u objetos cuya importación o exportación esté prohibida por la legislación del Estado receptor o sometida a sus reglamentos de cuarentena. En este caso, la inspección sólo se podrá efectuar en presencia del agente diplomático o de su representante autorizado.

Artículo 37

1. Los miembros de la familia de un agente diplomático que formen parte de su casa gozarán de los privilegios e inmunidades especificados en los artículos 29 a 36, siempre que no sean nacionales del Estado receptor.

2. Los miembros del personal administrativo y técnico de la misión, con los miembros de sus familias que formen parte de sus respectivas casas, siempre que no sean nacionales del Estado receptor ni tengan en él residencia permanente, gozarán de los privilegios e inmunidades mencionados en los artículos 29 a 35, salvo que la inmunidad de la jurisdicción civil y administrativa del Estado receptor especificada en el párrafo 1 del artículo 31, no se extenderá a los actos realizados fuera del desempeño de sus funciones. Gozarán también de los privilegios especificados en el párrafo 1 del artículo 36, respecto de los objetos importados al efectuar su primera instalación.

3. Los miembros del personal de servicio de la misión que no sean nacionales del Estado receptor ni tengan en él residencia permanente, gozarán de inmunidad por los actos realizados en el desempeño de sus funciones, de exención de impuestos y gravámenes sobre los salarios que perciban por sus servicios y de la exención que figura en el artículo 33.

4. Los criados particulares de los miembros de la misión, que no sean nacionales del Estado receptor ni tengan en él residencia permanente, estarán exentos de impuestos y gravámenes sobre los salarios que perciban por sus servicios. A otros respectos, sólo gozarán de privilegios e inmunidades en la medida reconocida por dicho Estado. No obstante, el Estado receptor habrá de ejercer su jurisdicción sobre esas personas de modo que no estorbe indebidamente el desempeño de las funciones de la misión.

Artículo 38

1. Excepto en la medida en que el Estado receptor conceda otros privilegios e inmunidades, el agente diplomático que sea nacional de ese Estado o tenga en él residencia permanente sólo gozará de inmunidad de jurisdicción e inviolabilidad por los actos oficiales realizados en el desempeño de sus funciones.

2. Los otros miembros de la misión y los criados particulares que sean nacionales del Estado receptor o tengan en él su residencia permanente, gozarán

de los privilegios e inmunidades únicamente en la medida en que lo admita dicho Estado. No obstante, el Estado receptor habrá de ejercer su jurisdicción sobre esas personas de modo que no estorbe indebidamente el desempeño de las funciones de la misión.

Artículo 39

1. Toda persona que tenga derecho a privilegios e inmunidades gozará de ellos desde que penetre en el territorio del Estado receptor para tomar posesión de su cargo o, si se encuentra ya en ese territorio, desde que su nombramiento haya sido comunicado al Ministerio de Relaciones Exteriores o al Ministerio que se haya convenido.

2. Cuando terminen las funciones de una persona que goce de privilegios e inmunidades, tales privilegios e inmunidades cesarán normalmente en el momento en que esa persona salga del país o en el que expire el plazo razonable que le haya sido concedido para permitirle salir de él, pero subsistirán hasta entonces, aun en caso de conflicto armado. Sin embargo, no cesará la inmunidad respecto de los actos realizados por tal persona en el ejercicio de sus funciones como miembro de la misión.

3. En caso de fallecimiento de un miembro de la misión, los miembros de su familia continuarán en el goce de los privilegios e inmunidades que les correspondan hasta la expiración de un plazo razonable en el que puedan abandonar el país.

4. En caso de fallecimiento de un miembro de la misión que no sea nacional del Estado receptor ni tenga en él residencia permanente, o de un miembro de su familia que forme parte de su casa, dicho Estado permitirá que se saquen del país los bienes muebles del fallecido, salvo los que hayan sido adquiridos en él y cuya exportación se halle prohibida en el momento del fallecimiento. No serán objeto de impuestos de sucesión los bienes muebles que se hallaren en el Estado receptor por el solo hecho de haber vivido allí el causante de la sucesión como miembro de la misión o como persona de la familia de un miembro de la misión.

Artículo 40

1. Si un agente diplomático atraviesa el territorio de un tercer Estado que le hubiere otorgado el visado del pasaporte si tal visado fuere necesario, o se encuentra en él para ir a tomar posesión de sus funciones, para reintegrarse a su cargo o para volver a su país, el tercer Estado le concederá la inviolabilidad y todas las demás inmunidades necesarias para facilitarle el tránsito o el regreso. Esta regla será igualmente aplicable a los miembros de su familia que gocen de privilegios e inmunidades y acompañen al agente diplomático o viajen separadamente para reunirse con él o regresar a su país.

2. En circunstancias análogas a las previstas en el párrafo 1 de este artículo, los terceros Estados no habrán de dificultar el paso por su territorio de los miembros del personal administrativo y técnico, del personal de servicio de una misión o de los miembros de sus familias.

3. Los terceros Estados concederán a la correspondencia oficial y a otras comunicaciones oficiales en tránsito, incluso a los despachos en clave o en cifra, la misma libertad y protección concedida por el Estado receptor. Concederán a los correos diplomáticos a quienes hubieren otorgado el visado del pasaporte si tal visado fuere necesario, así como a las valijas diplomáticas en tránsito, la misma inviolabilidad y protección que se halla obligado a prestar el Estado receptor.

4. Las obligaciones de los terceros Estados en virtud de los párrafos 1, 2 y 3 de este artículo serán también aplicables a las personas mencionadas respectivamente en esos párrafos, así como a las comunicaciones oficiales y a las valijas diplomáticas, que se hallen en el territorio del tercer Estado a causa de fuerza mayor.

Artículo 41

1. Sin perjuicio de sus privilegios e inmunidades, todas las personas que gocen de esos privilegios e inmunidades deberán respetar las leyes y reglamentos del Estado receptor. También están obligadas a no inmiscuirse en los asuntos internos de ese Estado.

2. Todos los asuntos oficiales de que la misión esté encargada por el Estado acreditante han de ser tratados con el Ministerio de Relaciones Exteriores de ese Estado o por conducto de él, o con el Ministerio que se haya convenido.

3. Los locales de la misión no deben ser utilizados de manera incompatible con las funciones de la misión tal como están enunciadas en la presente Convención, en otras normas del derecho internacional general o en los acuerdos particulares que estén en vigor entre el Estado acreditante y el Estado receptor.

Artículo 42

El agente diplomático no ejercerá en el Estado receptor ninguna actividad profesional o comercial en provecho propio.

Artículo 43

Las funciones del agente diplomático terminarán, principalmente :

- a) cuando el Estado acreditante comunique al Estado receptor que las funciones del agente diplomático han terminado;
- b) cuando el Estado receptor comunique al Estado acreditante que, de conformidad con el párrafo 2 del artículo 9, se niega a reconocer al agente diplomático como miembro de la misión.

Artículo 44

El Estado receptor deberá, aun en caso de conflicto armado, dar facilidades para que las personas que gozan de privilegios e inmunidades y no sean nacionales del Estado receptor, así como los miembros de sus familias, sea cual fuere su nacionalidad, puedan salir de su territorio lo más pronto posible. En especial, deberá poner a su disposición, si fuere necesario, los medios de transporte indispensables para tales personas y sus bienes.

Artículo 45

En caso de ruptura de las relaciones diplomáticas entre dos Estados, o si se pone término a una misión de modo definitivo o temporal :

- a) el Estado receptor estará obligado a respetar y a proteger, aun en caso de conflicto armado, los locales de la misión así como sus bienes y archivos;
- b) el Estado acreditante podrá confiar la custodia de los locales de la misión, así como de sus bienes y archivos, a un tercer Estado aceptable para el Estado receptor;
- c) el Estado acreditante podrá confiar la protección de sus intereses y de los intereses de sus nacionales a un tercer Estado aceptable para el Estado receptor.

Artículo 46

Con el consentimiento previo del Estado receptor y a petición de un tercer Estado no representado en él, el Estado acreditante podrá asumir la protección temporal de los intereses del tercer Estado y de sus nacionales.

Artículo 47

1. En la aplicación de las disposiciones de la presente Convención, el Estado receptor no bará ninguna discriminación entre los Estados.

2. Sin embargo, no se considerará como discriminatorio :

- a) que el Estado receptor aplique con criterio restrictivo cualquier disposición de la presente Convención, porque con tal criterio haya sido aplicada a su misión en el Estado acreditante;
- b) que, por costumbre o acuerdo, los Estados se concedan recíprocamente un trato más favorable que el requerido en las disposiciones de la presente Convención.

Artículo 48

La presente Convención estará abierta a la firma de todos los Estados Miembros de las Naciones Unidas o de algún organismo especializado, así como de todo Estado Parte en el Estatuto de la Corte Internacional de Justicia y de cualquier otro Estado invitado por la Asamblea General de las Naciones Unidas a ser parte en la Convención, de la manera siguiente : hasta el 31 de octubre

de 1961, en el Ministerio Federal de Relaciones Exteriores de Austria; y después, hasta el 31 de marzo de 1962, en la Sede de las Naciones Unidas en Nueva York.

Artículo 49

La presente Convención está sujeta a ratificación. Los instrumentos de ratificación se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo 50

La presente Convención quedará abierta a la adhesión de los Estados pertenecientes a alguna de las cuatro categorías mencionadas en el artículo 48. Los instrumentos de adhesión se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo 51

1. La presente Convención entrará en vigor el trigésimo día a partir de la fecha en que haya sido depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas el vigesimosegundo instrumento de ratificación o de adhesión.

2. Para cada Estado que ratifique la Convención o se adhiera a ella después de haber sido depositado el vigesimosegundo instrumento de ratificación o de adhesión, la Convención entrará en vigor el trigésimo día a partir de la fecha en que tal Estado haya depositado su instrumento de ratificación o de adhesión.

Artículo 52

El Secretario General de las Naciones Unidas comunicará a todos los Estados pertenecientes a cualquiera de las cuatro categorías mencionadas en el artículo 48 :

- a) qué países han firmado la presente Convención y cuáles han depositado los instrumentos de ratificación o adhesión, de conformidad con lo dispuesto en los artículos 48, 49 y 50;
- b) en qué fecha entrará en vigor la presente Convención, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 51.

Artículo 53

El original de la presente Convención, cuyos textos chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, será depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, quien remitirá copia certificada a todos los Estados pertenecientes a cualquiera de las cuatro categorías mencionadas en el artículo 48.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los plenipotenciarios infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han firmado la presente Convención.

HECHA en Viena, el día dieciocho de abril de mil novecientos sesenta y uno.

FOR AFGHANISTAN:

POUR L'AFGHANISTAN:

阿富汗:

За Афганистан:

POR EL AFGANISTÁN:

FOR ALBANIA:

POUR L'ALBANIE:

阿爾巴尼亞:

За Албанию:

POR ALBANIA:

S. ÇARÇANI

FOR ARGENTINA:

POUR L'ARGENTINE:

阿根廷:

За Аргентину:

POR LA ARGENTINA:

C. BOLLINI SHAW

FOR AUSTRALIA:

POUR L'AUSTRALIE:

澳大利亞:

За Австралию:

POR AUSTRALIA:

J. PLIMSOLL

30 March 1962

FOR AUSTRIA:

POUR L'AUTRICHE:

奥地利:

За Австрию:

FOR AUSTRIA:

KREISKY

FOR BELGIUM:

POUR LA BELGIQUE:

比利時:

За Бельгию:

FOR BELGICA:

G. DELCOIGNE

Le 23 octobre 1961

FOR BOLIVIA:

POUR LA BOLIVIE:

玻利維亞:

За Боливию:

FOR BOLIVIA:

FOR BRAZIL:

POUR LE BRÉSIL:

巴西:

За Бразилию:

FOR EL BRASIL:

J. DE SOUZA LEÃO

FOR BULGARIA:

POUR LA BULGARIE:

保加利亞:

За България:

FOR BULGARIA:

IV. DASKALOV

Y. GOLÉMANOV

FOR BURMA:

POUR LA BIRMANIE:

緬甸:

За Бирму:

FOR BIRMANIA:

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:

白俄羅斯蘇維埃社會主義共和國:

За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:

FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE BIELORRUSIA:

S. SHARDYKO

FOR CAMBODIA:

POUR LE CAMBODGE:

柬埔寨:

За Камбоджу:

FOR CAMBOYA:

FOR CAMEROUN:
POUR LE CAMEROUN:
喀麥隆:
За Камерун:
POR EL CAMERÚN:

FOR CANADA:
POUR LE CANADA:
加拿大:
За Канаду:
POR EL CANADÁ:

C. S. A. RITCHIE
February 5th, 1962

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:
中非共和國:
За Центральноафриканскую Республику:
POR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

M. GALLIN-DOUATHE
28 mars 1962

FOR CEYLON:
POUR CEYLAN:
錫蘭:
За Цейлон:
POR CEILÁN:

R. S. S. GUNewardENE

FOR CHAD:
POUR LE TCHAD:
查德:
За Чад:
POR EL CHAD:

FOR CHILE:
POUR LE CHILI:
智利:
За Чили:
POR CHILE:

Luis MELO LECAROS

FOR CHINA:
POUR LA CHINE:
中國:
За Китай:
POR LA CHINA:

Hu Ching-yu
CHEN Tai-chu

FOR COLOMBIA:
POUR LA COLOMBIE:
哥倫比亞:
За Колумбию:
POR COLOMBIA:

M. AGUDELO G.
Antonio BAYONA

FOR THE CONGO (BRAZZAVILLE):

POUR LE CONGO (BRAZZAVILLE):

剛果 (伯拉沙維爾):

За Конго (Браззавиль):

POR EL CONGO (BRAZZAVILLE):

FOR THE CONGO (LÉOPOLDVILLE):

POUR LE CONGO (LÉOPOLDVILLE):

剛果 (利奧波德維爾):

За Конго (Леопольдвиль):

POR EL CONGO (LEOPOLDVILLE):

J. КАНАМБА

FOR COSTA RICA:

POUR LE COSTA-RICA:

哥斯大黎加:

За Коста-Рику:

POR COSTA RICA:

Gonzalo ORTIZ

14 Febrero de 1962

FOR CUBA:

POUR CUBA:

古巴:

За Кубу:

POR CUBA:

M. G. INCHAUSTEGUI

16 de enero de 1962

FOR CYPRUS:
POUR CHYPRE:
賽普勒斯:
За Кипр:
POR CHIPRE:

FOR CZECHOSLOVAKIA:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
捷克斯洛伐克:
За Чехословакию:
POR CHECOESLOVAQUIA:

Dr. Richard JEŽEK

FOR DAHOMEY:
POUR LE DAHOMEY:
達荷美:
За Дагомю:
POR EL DAHOMEY:

FOR DENMARK:
POUR LE DANEMARK:
丹麥:
За Данию:
POR DINAMARCA:

H. H. SCHRØDER

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

多明尼加共和國:

За Доминиканскую Республику:

POR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

Carlos SANCHEZ Y SANCHEZ

30 March 1962

FOR ECUADOR:

POUR L'ÉQUATEUR:

厄瓜多:

За Эквадор:

POR EL ECUADOR:

Con reserva a los párrafos 2, 3 y 4 del artículo 37¹

N. M. PONCE

FOR EL SALVADOR:

POUR LE SALVADOR:

薩爾瓦多:

За Сальвадор:

POR EL SALVADOR:

FOR ETHIOPIA:

POUR L'ÉTHIOPIE:

衣索比亞:

За Эфиопию:

POR ETIOPÍA:

¹[Translation] With reservation to paragraphs 2, 3 and 4 of article 37.

¹[Traduction] Avec réserve aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 37.

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:
POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:
德意志聯邦共和國:
За Федеративную Республику Германии:
POR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

Werner DANKWORT

FOR THE FEDERATION OF MALAYA:
POUR LA FÉDÉRATION DE MALAISIE:
馬來亞聯邦:
За Малайскую Федерацию:
POR LA FEDERACIÓN MALAYA:

FOR FINLAND:
POUR LA FINLANDE:
芬蘭:
За Финляндию:
POR FINLANDIA:

Otso WARTIOVAARA
Le 20 octobre 1961

FOR FRANCE:
POUR LA FRANCE:
法蘭西:
За Францию:
POR FRANCIA:

Armand BÉRARD
Le 30 mars 1962

FOR GABON:

POUR LE GABON:

加彭:

За Габон:

POR EL GABÓN:

FOR GHANA:

POUR LE GHANA:

迦納:

За Гану:

POR GHANA:

E. O. ASAFU-ADJAYE

E. Kodjoe DADZIE

FOR GREECE:

POUR LA GRÈCE:

希臘:

За Грецию:

POR GRECIA:

“ With the reservation that the last sentence of paragraph 2 of article 37 of the Convention shall not apply.”¹

Dimitri S. BITSIOS

29th March 1962

FOR GUATEMALA:

POUR LE GUATEMALA:

瓜地馬拉:

За Гватемалу:

POR GUATEMALA:

Francisco LINARES ARANDA

¹[Traduction—Translation] Sous réserve que la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 37 de la Convention ne s'applique pas.

FOR GUINEA:

POUR LA GUINÉE:

幾內亞:

За Гвинею:

POR GUINEA:

FOR HAITI:

POUR HAÏTI:

海地:

За Гаити:

POR HAÏTÍ:

FOR THE HOLY SEE:

POUR LE SAINT-SIÈGE:

教廷:

За Святейший Престол:

POR LA SANTA SEDE:

Sac. Agostino CASAROLI

Sac. Ottavia DE LIVA

FOR HONDURAS:

POUR LE HONDURAS:

宏都拉斯:

За Гондурас:

POR HONDURAS:

FOR HUNGARY:

POUR LA HONGRIE:

匈牙利:

За Венгрию:

POR HUNGRIA:

USTOR Endre

FOR ICELAND:

POUR L'ISLANDE:

冰島:

За Исландию:

FOR ISLANDIA:

FOR INDIA:

POUR L'INDE:

印度:

За Индию:

FOR LA INDIA:

FOR INDONESIA:

POUR L'INDONÉSIE:

印度尼西亞:

За Индонезию:

FOR INDONESIA:

FOR IRAN:

POUR L'IRAN:

伊朗:

За Иран:

FOR IRÁN:

Prof. Dr A. MATINE-DAFTARY

27 mai 1961

FOR IRAQ:

POUR L'IRAQ:

伊拉克:

За Ирак:

FOR IRAK:

“ With the reservation that paragraph 2 of article 37
shall be applied on the basis of reciprocity.”¹

Adnan PACHACHI

20 February 1962

FOR IRELAND:

POUR L'IRLANDE:

愛爾蘭:

За Ирландию:

FOR IRLANDA:

T. J. HORAN

D. P. WALDRON

FOR ISRAEL:

POUR ISRAËL:

以色列:

За Израиль:

FOR ISRAEL:

Joseph LINTON

FOR ITALY:

POUR L'ITALIE:

義大利:

За Италию:

FOR ITALIA:

Vittorio ZOPPI

March 13th, 1962

¹[Traduction — Translation] Sous réserve que le paragraphe 2 de l'article 37 soit appliqué sur une base de réciprocité.

FOR THE IVORY COAST:
POUR LA CÔTE-D'IVOIRE:
象牙海岸:
За Берег Слоновой Кости:
POR LA COSTA DE MARFIL:

FOR JAPAN:
POUR LE JAPON:
日本:
За Японию:
POR EL JAPÓN:

Karsuo OKAZAKI

26 March 1962¹

¹ At the time of signing the Convention, the Permanent Representative of Japan to the United Nations presented the following statement:

"I have the honour to notify, under the instructions of my Government, that the Government of Japan, upon signing the Vienna Convention on Diplomatic Relations done at Vienna on 18 April 1961, wishes to make the following declaration with regard to Article 34 (a) of the said Convention:

"It is understood that the taxes referred to in Article 34 (a) include those collected by special collectors under the laws and regulations of Japan provided that they are normally incorporated in the price of goods or services. For example, in the case of the travelling tax, railway, shipping and airline companies are made special collectors of the tax by the Travelling Tax Law. Passengers of railroad trains, vessels and airplanes who are legally liable to pay the tax for their travels within Japan are required to purchase travel tickets normally at a price incorporating the tax without being specifically informed of its amount. Accordingly, taxes collected by special collectors such as the travelling tax have to be considered as the indirect taxes normally incorporated in the price of goods or services referred to in Article 34 (a)."

¹ Au moment de signer la Convention, le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies a produit la déclaration ci-après:

[Traduction — Translation] D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire connaître que le Gouvernement du Japon, en signant la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en date, à Vienne, du 18 avril 1961, tient à faire la déclaration ci-après au sujet de l'article 34, a, de ladite Convention:

Il est entendu que les impôts visés à l'article 34, alinéa a, comprennent les impôts recouvrés par des percepteurs spéciaux en vertu des lois et règlements du Japon, sous réserve que ces impôts soient normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services. C'est ainsi que, dans le cas de l'impôt sur les voyages, les compagnies de chemins de fer, de navigation et d'aviation sont considérées comme percepteurs spéciaux de l'impôt par la loi relative à l'impôt sur les voyages. Les voyageurs empruntant le train, le bateau ou l'avion qui sont légalement tenus d'acquitter l'impôt sur les voyages à l'intérieur du Japon doivent normalement acheter leurs billets à un prix comprenant l'impôt sans être expressément informés du montant de celui-ci. En conséquence, les impôts recouvrés par des percepteurs spéciaux, comme l'impôt sur les voyages, doivent être considérés comme des impôts indirects normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services, au sens de l'article 34, alinéa a.

FOR JORDAN:

POUR LA JORDANIE:

約旦:

За Иорданию:

POR JORDANIA:

FOR KUWAIT:

POUR LE KOWEIT:

科威特:

За Кувейт:

POR KUWEIT:

FOR LAOS:

POUR LE LAOS:

寮國:

За Лаос:

POR LAOS:

FOR LEBANON:

POUR LE LIBAN:

黎巴嫩:

За Ливан:

POR EL LÍBANO:

E. DONATO

FOR LIBERIA:

POUR LE LIBÉRIA:

賴比瑞亞:

За Либерию:

POR LIBERIA:

N. BARNES

FOR LIBYA:
POUR LA LIBYE:
利比亞:
За ЛИБИЮ:
POR LIBIA:

FOR LIECHTENSTEIN:
POUR LE LIECHTENSTEIN:
列支敦斯登:
За Лихтенштейн:
POR LIECHTENSTEIN:

Heinrich Prinz VON LIECHTENSTEIN

FOR LUXEMBOURG:
POUR LE LUXEMBOURG:
盧森堡:
За Люксембург:
POR LUXEMBURGO:

M. STEINMETZ
2 février 1962

FOR MADAGASCAR:
POUR MADAGASCAR:
馬達加斯加:
За Мадагаскар:
POR MADAGASCAR:

FOR MALI:
POUR LE MALI:
馬利:
За Мали:
POR MALÍ:

FOR MEXICO:

POUR LE MEXIQUE:

墨西哥:

За Мексика:

POR MÉXICO:

Carlos Darío OJEDA

Federico A. MARISCAL

Manuel CARRERA

FOR MONACO:

POUR MONACO:

摩納哥:

За Монако:

POR MÓNACO:

FOR MOROCCO:

POUR LE MAROC:

摩洛哥:

За Марокко:

POR MARRUECOS:

FOR NEPAL:

POUR LE NÉPAL:

尼泊爾:

За Непал:

POR NEPAL:

FOR THE NETHERLANDS:

POUR LES PAYS-BAS:

荷蘭:

За Нидерланды:

POR LOS PAÍSES BAJOS:

FOR NEW ZEALAND:

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

紐西蘭:

За Новую Зеландию:

FOR NUEVA ZELANDIA:

M. NORRISH

28th March 1962

FOR NICARAGUA:

POUR LE NICARAGUA:

尼加拉瓜:

За Никарагуа:

FOR NICARAGUA:

FOR THE NIGER:

POUR LE NIGER:

奈及爾:

За Нигер:

FOR EL NÍGER:

FOR NIGERIA:

POUR LA NIGÉRIA:

奈及利亞:

За Нигерию:

FOR NIGERIA:

Alhaji MUHAMMADU

31st March 1962

FOR NORWAY:

POUR LA NORVÈGE:

挪威:

За Норвегию:

POR NORUEGA:

Egil AMLIE

FOR PAKISTAN:

POUR LE PAKISTAN:

巴基斯坦:

За Пакистан:

POR EL PAKISTÁN:

ZAFRULLA KHAN

March 29, 1962

FOR PANAMA:

POUR LE PANAMA:

巴拿馬:

За Панаму:

POR PANAMÁ:

J. E. LEFEVRE

FOR PARAGUAY:

POUR LE PARAGUAY:

巴拉圭:

За Паргвай:

POR EL PARAGUAY:

FOR PERU:

POUR LE PÉROU:

祕魯:

За Перу:

POR EL PERÚ:

FOR THE PHILIPPINES:

POUR LES PHILIPPINES:

菲律賓:

За Филиппины:

POR FILIPINAS:

Roberto REGALA

Oct. 20, 1961

FOR POLAND:

POUR LA POLOGNE:

波蘭:

За Польшу:

POR POLONIA:

Henryk BIRECKI

Mirosław GASIOROWSKI

FOR PORTUGAL:

POUR LE PORTUGAL:

葡萄牙:

За Португалию:

POR PORTUGAL:

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
大韓民國:
За Корейскую Республику:
POR LA REPÚBLICA DE COREA:

Soo Young LEE

28 March 1962

FOR THE REPUBLIC OF VIET-NAM:
POUR LA RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM:
越南共和國:
За Республику Вьетнам:
POR LA REPÚBLICA DE VIET-NAM:

FOR ROMANIA:
POUR LA ROUMANIE:
羅馬尼亞:
За Румынию:
POR RUMANIA:

DIMITRIU

FOR SAN MARINO:
POUR SAINT-MARIN:
聖馬利諾:
За Сан-Марино:
POR SAN MARINO:

Dr. Will MÜLLER-FEMBECK
25.X.1961

FOR SAUDI ARABIA:
POUR L'ARABIE SAOUDITE:
沙烏地阿拉伯:
За Саудовскую Аравию:
POR ARABIA SAUDITA:

FOR SENEGAL:
POUR LE SÉNÉGAL:
塞內加爾:
За Сенегал:
POR EL SENEGAL:

L. BOISSIER-PALUN

FOR SOMALIA:
POUR LA SOMALIE:
索馬利亞:
За Сомали:
POR SOMALIA:

FOR SPAIN:
POUR L'ESPAGNE:
西班牙:
За Испанию:
POR ESPAÑA:

FOR THE SUDAN:
POUR LE SOUDAN:
蘇丹:
За Судан:
POR EL SUDÁN:

FOR SWEDEN:

POUR LA SUÈDE:

瑞典:

За Швецию:

POR SUECIA:

Z. PRZYBYSZEWSKI WESTRUP

FOR SWITZERLAND:

POUR LA SUISSE:

瑞士:

За Швейцарию:

POR SUIZA:

Paul RUEGGER

FOR TANGANYIKA:

POUR LE TANGANYIKA:

坦干伊喀:

За Танганьикү:

POR TANGANYIKA:

V. K. KYARUZI

27 February 1962

FOR THAILAND:

POUR LA THAÏLANDE:

泰國:

За Таиланд:

POR TAILANDIA:

O. VANIKKUL

30 octobre 1961

FOR TOGO:

POUR LE TOGO:

多哥:

За Того:

FOR EL TOGO:

FOR TUNISIA:

POUR LA TUNISIE:

突尼西亞:

За Тунис:

FOR TÚNEZ:

FOR TURKEY:

POUR LA TURQUIE:

土耳其:

За Турцию:

FOR TURQUÍA:

FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

烏克蘭蘇維埃社會主義共和國:

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:

FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRANIA:

K. ZABIGAILO

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA:

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE:

南非聯邦:

За Южно-Африканский Союз:

FOR LA UNIÓN SUDAFRICANA:

B. G. FOURIE

28th March 1962

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

蘇維埃社會主義共和國聯邦:

За Союз Советских Социалистических Республик:

POR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

TUNKIN

FOR THE UNITED ARAB REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:

阿拉伯聯合共和國:

За Объединенную Арабскую Республику:

POR LA REPÚBLICA ARABE UNIDA:

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:

POR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

Patrick DEAN

December 11, 1961

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:

POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

美利堅合衆國:

За Соединенные Штаты Америки:

POR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

H. FREEMAN MATTHEWS

June 29, 1961

Warde M. CAMERON

March 23, 1962

FOR THE UPPER VOLTA:

POUR LA HAUTE-VOLTA:

上伏爾他:

За Верхнюю Вольту:

POR EL ALTO VOLTA:

FOR URUGUAY:

POUR L'URUGUAY:

烏拉圭:

За Уругвай:

POR EL URUGUAY:

Nelson IRINIZ CASAS

FOR VENEZUELA:

POUR LE VENEZUELA:

委內瑞拉:

За Венесуэлу:

POR VENEZUELA:

Ramón CARMONA

avec les réserves en pli accompagné
con las reservas que se incluyen^{*1}

En nombre del Gobierno que represento, formulo las siguientes reservas a la Convención de Viena sobre Relaciones e Inmunidades Diplomáticas :

1^o) Venezuela no admite, conforme al Decreto Ley de 23 de Mayo de 1.876, artículo 2^o, la concurrencia en una misma persona del carácter diplomático y consular, por lo cual no puede aceptar el numeral 2^o del artículo 3^o de la Convención citada.

[Translation]

* With the annexed reservations.

¹ On behalf of the Government which I represent, I wish to formulate the following reservations to the Vienna Convention on Diplomatic Relations :

(1) Venezuela, under article 2 of the Legislative Decree of 23 May 1876, does not permit the performing of both diplomatic and consular functions by the same person. It cannot, therefore, accept article 3, paragraph 2, of the above-mentioned Convention.

[Traduction]

¹ Au nom du gouvernement que je représente, je formule les réserves suivantes à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques :

1) Conformément à l'article 2 du décret-loi du 23 mai 1876, le Venezuela n'admet pas qu'une même personne exerce à la fois des fonctions diplomatiques et consulaires; par conséquent, il ne peut accepter le paragraphe 2 de l'article 3 de la Convention précitée.

2º) La legislación venezolana vigente no admite la extensión de privilegios e inmundades al personal técnico y administrativo, así como a las personas de servicio, por lo cual no acepta las Disposiciones de los párrafos 2, 3 y 4 del artículo 37 de la misma Convención.

3º) Conforme a la Constitución de Venezuela, todos los nacionales son iguales ante la ley y ninguno puede gozar de privilegios especiales, por lo cual hago formal reserva del artículo 38 de la Convención.

Viena, 18. abril de 1961

Ramón CARMONA

Representante de la República de Venezuela

FOR YEMEN:

POUR LE YÉMEN:

也門:

За Йемен:

POR EL YEMEN:

FOR YUGOSLAVIA:

POUR LA YUGOSLAVIE:

南斯拉夫:

За Югославию:

POR YUGOESLAVIA:

Sous la réserve de ratification¹

Milan BARTOŠ

Lazar LILIĆ

(2) Under present Venezuelan law, privileges and immunities cannot be extended to administrative and technical staff or to service staff; for that reason Venezuela does not accept the provisions of article 37, paragraphs 2, 3, and 4, of the same Convention.

(3) Under the Constitution of Venezuela, all Venezuelan nationals are equal before the law and none may enjoy special privileges; for that reason I make a formal reservation to article 38 of the Convention.

Vienna, 18 April 1961

Ramón CARMONA

Representative of the Republic of Venezuela

¹ [Translation—Traduction] Subject to ratification.

2) La législation vénézuélienne en vigueur n'admet pas l'octroi de privilèges et immunités au personnel technique et administratif ni au personnel de service; par conséquent, le Venezuela ne peut accepter les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 37 de ladite Convention.

3) D'après la Constitution du Venezuela, tous les nationaux sont égaux devant la loi et aucun d'eux ne peut jouir de privilèges spéciaux; par conséquent, le Venezuela fait une réserve formelle au sujet de l'article 38 de la Convention.

Vienne, le 18 avril 1961

Ramón CARMONA

Représentant de la République de Venezuela

LIST OF STATES ON BEHALF OF WHICH THE INSTRUMENTS OF RATIFICATION OR ACCESSION (a) TO THE VIENNA CONVENTION ON DIPLOMATIC RELATIONS WERE DEPOSITED WITH THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS, INDICATING THE RESPECTIVE DATES OF DEPOSIT

ALGERIA	14 April	1964 (a)
ARGENTINA	10 October	1963
BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC ¹	14 May	1964
CONGO (BRAZZAVILLE)	11 March	1963 (a)
CUBA ¹	26 September	1963
CZECHOSLOVAKIA	24 May	1963
DOMINICAN REPUBLIC	14 January	1964
GABON	2 April	1964 (a)
GHANA	28 June	1963
GUATEMALA	1 October	1963
HOLY SEE	17 April	1964
IRAQ ²	15 October	1963
IVORY COAST	1 October	1962 (a)
JAMAICA	5 June	1963 (a)
JAPAN	8 June	1964
LAOS	3 December	1962 (a)
LIBERIA	15 May	1962
LIECHTENSTEIN	8 May	1964
MADAGASCAR	31 July	1963 (a)
MAURITANIA	16 July	1962 (a)
NIGER	5 December	1962 (a)
PAKISTAN	29 March	1962
PANAMA	4 December	1963
RWANDA	15 April	1964 (a)
SIERRA LEONE	13 August	1962 (a)
SWITZERLAND	30 October	1963
TANGANYIKA	5 November	1962
UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC ¹	12 June	1964
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS ¹	25 March	1964
UNITED ARAB REPUBLIC ¹	9 June	1964 (a)
YUGOSLAVIA	1 April	1963

¹ With declarations and/or reservations, for the text of which see p. 206 of this volume.

² Confirming the reservation made by the Representative of Iraq upon signature of the Convention on 20 February 1962. For the text of this reservation, see p. 189 of this volume.

LISTE DES ÉTATS AU NOM DESQUELS LES INSTRUMENTS DE RATIFICATION OU D'ADHÉSION (a) À LA CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES ONT ÉTÉ DÉPOSÉS AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, AVEC LES DATES RESPECTIVES DE DÉPÔT

ALGÉRIE	14 avril	1964 (a)
ARGENTINE	10 octobre	1963
CONGO (BRAZZAVILLE)	11 mars	1963 (a)
CÔTE-D'IVOIRE	1 ^{er} octobre	1962 (a)
CUBA ¹	26 septembre	1963
GABON	2 avril	1964 (a)
GHANA	28 juin	1962
GUATEMALA	1 ^{er} octobre	1963
IRAK ²	15 octobre	1963
JAMAÏQUE	5 juin	1963 (a)
JAPON	8 juin	1964
LAOS	3 décembre	1962 (a)
LIBÉRIA	15 mai	1962
LIECHTENSTEIN	8 mai	1964
MADAGASCAR	31 juillet	1963 (a)
MAURITANIE	16 juillet	1962 (a)
NIGER	5 décembre	1962 (a)
PAKISTAN	29 mars	1962
PANAMA	4 décembre	1963
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE ¹	9 juin	1964 (a)
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	14 janvier	1964
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLO- RUSSIE ¹	14 mai	1964
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAÏNE ¹	12 juin	1964
RWANDA	15 avril	1964 (a)
SAINT-SIÈGE	17 avril	1964
SIERRA LEONE	13 août	1962 (a)
SUISSE	30 octobre	1963
TANGANYIKA	5 novembre	1962
TCHÉCOSLOVAQUIE	24 mai	1963
UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉ- TIQUES ¹	25 mars	1964
YUGOSLAVIE	1 ^{er} avril	1963

¹ Avec déclarations et/ou réserves, voir p. 206 de ce volume.

² Confirmant la réserve faite par le représentant de l'Irak lors de la signature de la Convention le 20 février 1962. Pour le texte de cette réserve, voir p. 189 de ce volume.

DECLARATIONS AND RESERVATIONS MADE UPON RATIFICATION OR ACCESSION

DÉCLARATIONS ET RÉSERVES FAITES AU MOMENT DE LA RATIFICATION OU DE L'ADHÉSION

*BYELORUSSIAN SOVIET
SOCIALIST REPUBLIC**RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE*

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

Со следующей оговоркой по пункту 1 статьи 11:

« Исходя из принципа равноправия государств, Белорусская Советская Социалистическая Республика считает, что в случае возникновения разногласий по вопросу о численности персонала дипломатического представительства этот вопрос должен решаться по договоренности между аккредитуемым государством и государством пребывания ».

и со следующим заявлением по статьям 48 и 50 Конвенции:

« Белорусская Советская Социалистическая Республика считает необходимым указать на дискриминационный характер статей 48 и 50 Конвенции, согласно которым ряд государств лишен возможности стать участниками этой Конвенции. Конвенция регламентирует вопросы, затрагивающие интересы всех государств, и поэтому она должна быть открыта для участия всех государств. В соответствии с принципом суверенного равенства никакие государства не имеют права отстранять другие государства от участия в подобного рода Конвенции ».

[TRANSLATION]

Reservation concerning article 11, paragraph 1 :

In accordance with the principle of the equality of rights of States, the Byelorussian Soviet Socialist Republic considers that any difference of opinion regarding the size of a diplomatic mission should be settled by agreement between the sending State and the receiving State.

No. 7310

[TRADUCTION]

Réserve en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 11 :

Partant du principe de l'égalité de droits des États, la République socialiste soviétique de Biélorussie considère qu'en cas de divergences de vues sur la question de l'effectif d'une mission diplomatique, cette question doit être réglée d'un commun accord par l'État accréditant et l'État accréditaire.

Declaration concerning articles 48 and 50 :

The Byelorussian Soviet Socialist Republic considers it necessary to draw attention to the discriminatory nature of articles 48 and 50 of the Convention, under the terms of which a number of States are precluded from acceding to the Convention. The Convention deals with matters which affect the interests of all States and should therefore be open for accession by all States. In accordance with the principle of sovereign equality, no State has the right to bar other States from accession to a Convention of this nature.

Déclaration en ce qui concerne les articles 48 et 50 :

La République socialiste soviétique de Biélorussie juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 48 et 50, en vertu desquels un certain nombre d'États sont privés de la possibilité d'adhérer à la Convention. Celle-ci réglemente des questions qui touchent aux intérêts de tous les États; c'est pourquoi elle doit être ouverte à l'adhésion de tous les États. Conformément au principe de l'égalité souveraine, aucun État n'a le droit d'empêcher d'autres États de devenir parties à une Convention de ce genre.

CUBA

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

« El Gobierno Revolucionario de Cuba hace expresa reserva de las disposiciones de los artículos 48 y 50 de la Convención, porque estima que, dada la índole de su contenido y regulación, tienen derecho a participar en ella todos los estados libres y soberanos y por lo tanto, es partidario de facilitar el ingreso de todos los países de la Comunidad Internacional, sin distinción de cuál sea el tamaño territorial de los Estados, el número de sus habitantes, o sus sistemas sociales, económicos y políticos. »

[TRANSLATION]

The Revolutionary Government of Cuba makes an explicit reservation in respect of the provisions of articles 48 and 50 of the Convention, because it considers that, in view of the nature of the contents of the Convention and the subject it governs, all free and sovereign States have the right to participate in it; for that reason, the Revolutionary Government of Cuba favours facilitating the admission of all coun-

[TRADUCTION]

Le Gouvernement révolutionnaire cubain fait une réserve expresse au sujet des dispositions des articles 48 et 50 de la Convention; il estime en effet qu'étant donné le caractère de son sujet et des règles qu'elle énonce, tous les États libres et souverains ont le droit d'y participer et qu'il faut donc faciliter l'adhésion de tous les pays de la communauté internationale, quels que soient leur superficie, le nombre de

tries of the International Community, without any distinction based on the extent of a State's territory, the number of its inhabitants or its social, economic or political system.¹

leurs habitants, ou leurs régimes sociaux, économiques ou politiques¹.

*UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST
REPUBLIC*

*RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE*

[UKRAINIAN TEXT — TEXTE UKRAINIEN]

з таким застереженням по пункту I статті 11:

« Виходячи з принципу рівноправності держав, Українська Радянська Соціалістична Республіка вважає, що в разі виникнення розбіжностей у питанні про чисельність персоналу дипломатичного представництва це питання повинно вирішуватись за домовленістю між державою, яка акредитує, і державою перебування »,

та з такою заявою по статтях 48 і 50 Конвенції:

« Українська Радянська Соціалістична Республіка вважає за необхідне вказати на дискримінаційний характер статей 48 і 50 Конвенції, згідно з якими ряд держав позбавлений можливості стати учасниками цієї Конвенції. Конвенція регламентує питання, що торкаються інтересів усіх держав, і тому вона повинна бути відкрита для участі всіх держав. Відповідно до принципу суверенної рівності ніякі держави не мають права відстороняти інші держави від участі в подібній Конвенції ».

[TRANSLATION]

Reservation concerning article 11, paragraph 1:

In accordance with the principle of the equality of rights of States, the Ukrainian Soviet Socialist Republic considers that any difference of opinion

[TRADUCTION]

Réserve en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 11:

Partant du principe de l'égalité de droits des États, la République socialiste soviétique d'Ukraine considère qu'en cas de divergences de vues sur

¹ By a communication received on 23 December 1963, the Permanent Representative of Guatemala to the United Nations informed the Secretary-General that the Government of Guatemala rejects formally these reservations.

¹ Par une communication reçue le 23 décembre 1963, le Représentant permanent du Guatemala auprès des Nations Unies a informé le Secrétaire général que le Gouvernement guatémalien rejette formellement ces réserves.

regarding the size of a diplomatic mission should be settled by agreement between the sending State and the receiving State.

Declaration concerning articles 48 and 50 :

The Ukrainian Soviet Socialist Republic considers it necessary to draw attention to the discriminatory nature of articles 48 and 50 of the Convention, under the terms of which a number of States are precluded from acceding to the Convention. The Convention deals with matters which affect the interests of all States and should therefore be open for accession by all States. In accordance with the principle of sovereign equality, no State has the right to bar other States from accession to a Convention of this nature.

la question de l'effectif d'une mission diplomatique, cette question doit être réglée d'un commun accord par l'État accréditant et l'État accréditaire.

Déclaration en ce qui concerne les articles 48 et 50 :

La République socialiste soviétique d'Ukraine juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 48 et 50, en vertu desquels un certain nombre d'États sont privés de la possibilité d'adhérer à la Convention. Celle-ci régleme des questions qui touchent aux intérêts de tous les États; c'est pourquoi elle doit être ouverte à l'adhésion de tous les États. Conformément au principe de l'égalité souveraine, aucun État n'a le droit d'empêcher d'autres États de devenir partie à une Convention de ce genre.

*UNION OF SOVIET SOCIALIST
REPUBLICS*

*UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES*

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

Со следующей оговоркой по пункту I статьи 11:

Исходя из принципа равноправия государств, Союз Советских Социалистических Республик считает, что в случае возникновения разногласий по вопросу о численности персонала дипломатического представительства этот вопрос должен решаться по договоренности между аккредитуемым государством и государством пребывания,

и со следующим заявлением по статьям 48 и 50 Коивенции:

Союз Советских Социалистических Республик считает необходимым указать на дискриминационный характер статей 48 и 50 Конвенции, согласно которым ряд государств лишен возможности стать участниками этой Коивенции. Конвенция регламентирует вопросы, затрагивающие интересы всех государств, и поэтому она должна быть открыта для участия всех государств. В соответствии с принципом суверенного равенства никакие государства не имеют права отстранять другие государства от участия в подобного рода Конвенции.

[TRANSLATION]

Reservation concerning article 11, paragraph 1 :

In accordance with the principle of the equality of rights of States, the Union of Soviet Socialist Republics considers that any difference of opinion regarding the size of a diplomatic mission should be settled by agreement between the sending State and the receiving State.¹

Declaration concerning articles 48 and 50 :

The Union of Soviet Socialist Republics considers it necessary to draw attention to the discriminatory nature of articles 48 and 50 of the Convention, under the terms of which a number of States are precluded from acceding to the Convention. The Convention deals with matters which affect the interests of all States and should therefore be open for accession by all States. In accordance with the principle of sovereign equality, no State has the right to bar other States from accession to a Convention of this nature.

[TRADUCTION]

Réserve en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 11 :

Partant du principe de l'égalité de droits des États, l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère qu'en cas de divergences de vues sur la question de l'effectif d'une mission diplomatique, cette question doit être réglée d'un commun accord par l'État accréditant et l'État accréditaire¹.

Déclaration en ce qui concerne les articles 48 et 50 :

L'Union des Républiques socialistes soviétiques juge nécessaire de souligner le caractère discriminatoire des articles 48 et 50, en vertu desquels un certain nombre d'États sont privés de la possibilité d'adhérer à la Convention. Celle-ci réglemente des questions qui touchent aux intérêts de tous les États; c'est pourquoi elle doit être ouverte à l'adhésion de tous les États. Conformément au principe de l'égalité souveraine, aucun État n'a le droit d'empêcher d'autres États de devenir partie à une Convention de ce genre.

¹ By a communication received on 22 June 1964, the Permanent Secretary of the Ministry of External Affairs of the United Republic of Tanganyika and Zanzibar informed the Secretary-General that the Government of the United Republic of Tanganyika and Zanzibar rejects formally the reservation to article 11, paragraph 1, of the Convention made by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics in its instrument of ratification.

¹ Par une communication reçue le 22 juin 1964, le Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar a informé le Secrétaire général que le Gouvernement de la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar a rejeté formellement la réserve au paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention faite par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

*UNITED ARAB REPUBLIC**RÉPUBLIQUE ARABE UNIE*

[TRANSDUCTION — TRANSLATION]

“ 1. Paragraph 2 of article 37 shall not apply.

“ 2. It is understood that the accession to this Convention does not mean in any way a recognition of Israel by the Government of the United Arab Republic. Furthermore, no treaty relations will arise between the United Arab Republic and Israel.”

1. Le paragraphe 2 de l'article 37 n'est pas applicable.

2. Il est entendu que l'adhésion de la République arabe unie à la présente Convention ne signifie en aucune façon qu'elle reconnaisse Israël. En outre, aucune relation conventionnelle ne sera établie entre la République arabe unie et Israël.

TEXT OF THE FINAL ACT OF THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON DIPLOMATIC INTERCOURSE AND IMMUNITIES, SIGNED AT VIENNA ON 18 APRIL 1961

1. The General Assembly of the United Nations, by resolution 1450 (XIV) of 7 December 1959, decided to convene an international conference of plenipotentiaries to consider the question of diplomatic intercourse and immunities and to embody the results of its work in an international convention, together with such ancillary instruments as might be necessary. The General Assembly, accepting an invitation extended by the Federal Government of Austria, also asked the Secretary-General to convoke the conference at Vienna not later than the spring of 1961.

2. The United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities met at the Neue Hofburg in Vienna, Austria, from 2 March to 14 April 1961.

3. The governments of the following eighty-one States were represented at the Conference: Albania, Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Burma, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Cambodia, Canada, Central African Republic, Ceylon, Chad, Chile, China, Colombia, Congo (Leopoldville), Cuba, Czechoslovakia, Denmark, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Ethiopia, Federal Republic of Germany, Federation of Malaya, Finland, France, Ghana, Greece, Guatemala, Haiti, Holy See, Honduras, Hungary, India, Indonesia, Iran, Iraq, Ireland, Israel, Italy, Japan, Lebanon, Liberia, Libya, Liechtenstein, Luxembourg, Mali, Mexico, Morocco, Netherlands, Nigeria, Norway, Pakistan, Panama, Peru, Philippines, Poland, Portugal, Republic of Korea, Republic of Viet Nam, Romania, Saudi Arabia, Senegal, Spain, Sweden, Switzerland, Thailand, Tunisia, Turkey, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of South Africa, Union of Soviet Socialist Republics, United Arab Republic, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Uruguay, Venezuela, Yugoslavia.

4. At the invitation of the General Assembly, the following specialized agencies were represented by observers at the Conference:

International Labour Organisation;

Food and Agriculture Organization of the United Nations;

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

5. At the invitation of the General Assembly, the International Atomic Energy Agency and the following intergovernmental organizations were also represented by observers at the Conference:

League of Arab States;

Asian-African Legal Consultative Committee.

TEXTE DE L'ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS
UNIES SUR LES RELATIONS ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES,
SIGNÉ À VIENNE LE 18 AVRIL 1961

1. L'Assemblée générale des Nations Unies a, par sa résolution 1450 (XIV), en date du 7 décembre 1959, décidé qu'une conférence internationale de plénipotentiaires serait convoquée pour examiner la question des relations et immunités diplomatiques et pour consacrer le résultat de ses travaux dans une convention internationale et dans tels instruments accessoires qu'elle jugerait nécessaires. De plus, acceptant l'invitation adressée par le Gouvernement fédéral d'Autriche, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de convoquer la Conférence à Vienne au cours du printemps de 1961 au plus tard.

2. La Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques s'est réunie à la Neue Hofburg, à Vienne (Autriche), du 2 mars au 14 avril 1961.

3. Étaient représentés à la Conférence les Gouvernements des quatre-vingt-un États ci-après : Albanie, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Birmanie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Congo (Léopoldville), Cuba, Danemark, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Israël, Italie, Japon, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Luxembourg, Mali, Maroc, Mexique, Nigeria, Norvège, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République Arabe Unie, République Centrafricaine, République de Corée, République Dominicaine, République fédérale d'Allemagne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République du Viet-Nam, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Salvador, Sénégal, Suède, Suisse, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Union Sud-Africaine, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

4. Sur l'invitation de l'Assemblée générale, les institutions spécialisées dont les noms suivent s'étaient fait représenter à la Conférence par des observateurs :

Organisation internationale du Travail;

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

5. Sur l'invitation de l'Assemblée générale, s'étaient également fait représenter à la Conférence, par des observateurs, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations intergouvernementales dont les noms suivent :

Ligue des États arabes;

Comité juridique consultatif afro-asiatique.

6. The Conference elected Mr. Alfred Verdross (Austria) as President.

7. The Conference elected as Vice-Presidents the representatives of the following participating States : Argentina, Canada, Chile, China, Colombia, Czechoslovakia, France, Iran, Iraq, Italy, Liberia, Mexico, Nigeria, Philippines, Romania, Spain, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Yugoslavia.

8. The following committees were set up by the Conference :

General Committee

Members : The President of the Conference, the Vice-Presidents, and the Chairman of the Committee of the Whole;

Chairman : The President of the Conference.

Committee of the Whole

Chairman : Mr. A. S. Lall (India);

Vice-Chairmen : Mr. H. Birecki (Poland), Mr. N. Irimiz Casas (Uruguay);

Rapporteur : Mr. W. Riphagen (Netherlands).

Drafting Committee

Members : Mr. Geraldo Eulalio do Nascimento e Silva (Brazil), Mr. Hu Ching-Yu (China), Mr. Jacques Patey (France), Mr. E. K. Dadzie (Ghana), Mr. Endre Ustor (Hungary), Mr. Alfonso de Rosenzweig Diaz (Mexico), Mr. Rudolf L. Bindschedler (Switzerland), Mr. G. I. Tunkin (Union of Soviet Socialist Republics), Mr. Abdullah El-Erian (United Arab Republic), Mr. F. A. Vallat (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland), Mr. Warde M. Cameron (United States of America);

Chairman : Mr. R. S. S. Gunewardene (Ceylon).

Credentials Committee

Members : Australia, El Salvador, Haiti, Mali, Philippines, Spain, Union of Soviet Socialist Republics, United Arab Republic, United States of America;

Chairman : Mr. J. C. G. Kevin (Australia).

9. The Committee of the Whole set up the following sub-committee :

Sub-Committee on Special Missions

Members : Ecuador, Iraq, Italy, Japan, Senegal, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Yugoslavia;

Chairman : Mr. N. Ponce Miranda (Ecuador).

6. La Conférence a élu Président M. Alfred Verdross (Autriche).

7. La Conférence a élu Vice-Présidents les représentants des États participants suivants : Argentine, Canada, Chili, Chine, Colombie, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Irak, Iran, Italie, Libéria, Mexique, Nigeria, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

8. La Conférence a constitué les commissions et comités suivants :

Bureau de la Conférence :

Membres : Le Président de la Conférence, les Vice-Présidents et le Président de la Commission plénière.

Président : Le Président de la Conférence.

Commission plénière :

Président : M. A. S. Lall (Inde).

Vice-Présidents : M. H. Birecki (Pologne); M. N. Iriniz Casas (Uruguay).

Rapporteur : M. W. Riphagen (Pays-Bas).

Comité de rédaction :

Membres : M. Geraldo Eulalio do Nascimento e Silva (Brésil); M. Hu Ching-Yu (Chine); M. Warde M. Cameron (États-Unis d'Amérique); M. Jacques Patey (France); M. E. K. Dadzie (Ghana); M. Endre Ustor (Hongrie); M. Alfonso de Rosenzweig Diaz (Mexique); M. Abdullah El-Erian (République Arabe Unie); M. F. A. Vallat (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord); M. Rudolf L. Bindschedler (Suisse); M. G. I. Tounkine (Union des Républiques socialistes soviétiques).

Président : M. R. S. S. Gunewardene (Ceylan).

Commission de vérification des pouvoirs :

Membres : Australie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Haïti, Mali, Philippines, République Arabe Unie, Salvador, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Président : M. J. C. G. Kevin (Australie).

9. La Commission plénière a créé la Sous-Commission suivante :

Sous-Commission des missions spéciales :

Membres : Équateur, États-Unis d'Amérique, Irak, Italie, Japon, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Président : M. N. Ponce Miranda (Équateur).

10. The Secretary-General of the United Nations was represented by Mr. C. A. Stavropoulos, the Legal Counsel. Mr. Yuen-li Liang, Director of the Codification Division of the Office of Legal Affairs of the United Nations, was appointed Executive Secretary.

11. The General Assembly, by its resolution 1450 (XIV) convening the Conference, referred to the Conference chapter III of the "Report of the International Law Commission covering the Work of its Tenth Session"¹ as the basis for its consideration of the question of diplomatic intercourse and immunities. The General Assembly, by its resolution 1504 (XV) of 12 December 1960, also referred to the Conference the draft articles on special missions contained in chapter III of the "Report of the International Law Commission covering the Work of its Twelfth Session,"² so that they might be considered together with the draft articles on diplomatic intercourse and immunities included in the Commission's report on its tenth session.

12. The Conference also had before it observations submitted by governments³ on the drafts prepared by the International Law Commission during successive stages of its work, preparatory documentation prepared by the Secretariat of the United Nations, the text of the final report of the Asian-African Legal Consultative Committee on functions, privileges and immunities of diplomatic envoys or agents, adopted at the Committee's third session,⁴ and the text of the Convention regarding diplomatic officers adopted by the Sixth International American Conference and signed at Havana, 20 February 1928.⁵

13. On the basis of the deliberations, as recorded in the records and report of the Committee of the Whole and in the records of the plenary meetings, the Conference prepared the following Convention and Protocols :

Vienna Convention on Diplomatic Relations;
Optional Protocol concerning Acquisition of Nationality;
Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes.

The foregoing convention and protocols, which are subject to ratification, were adopted by the Conference on 14 April 1961, and opened for signature on 18 April 1961, in accordance with their provisions, until 31 October 1961 at the Federal Ministry for Foreign Affairs of Austria and subsequently, until 31 March 1962, at the United Nations Headquarters in New York. The same instruments were also opened for accession, in accordance with their provisions, and will be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

¹ *Official Records of the General Assembly, Thirteenth Session, Supplement No. 9 (A/3859).*

² *Ibid, Fifteenth Session, Supplement No. 9 (A/4425).*

³ A/3859, annex, and A/4164 and Add.1 to 7.

⁴ Reproduced in document A/CONF.20/6.

⁵ Reproduced in document A/CONF.20/7.

10. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était représenté par M. C. A. Stavropoulos, Conseiller juridique. M. Yuen-Li Liang, Directeur de la Division de la codification, Service juridique de l'Organisation des Nations Unies, a été nommé Secrétaire exécutif.

11. Par sa résolution 1450 (XIV) convoquant la Conférence, l'Assemblée générale lui a soumis le chapitre III du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dixième session¹ pour qu'elle s'en serve comme base de travail lorsqu'elle examinerait la question des relations et immunités diplomatiques. Par sa résolution 1504 (XV), en date du 12 décembre 1960, l'Assemblée générale a également transmis à la Conférence le projet d'articles sur les missions spéciales qui figure au chapitre III du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa douzième session², afin qu'il puisse être examiné en même temps que le projet d'articles sur les relations et immunités diplomatiques contenu dans le rapport de la Commission sur sa dixième session.

12. La Conférence était également saisie des observations soumises par les gouvernements³ sur les projets préparés par la Commission du droit international aux stades successifs de ses travaux, de la documentation préparatoire réunie par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, du texte du rapport définitif du Comité juridique consultatif afro-asiatique sur les fonctions, privilèges et immunités des envoyés ou agents diplomatiques, adopté à la troisième session de ce Comité⁴, ainsi que du texte de la Convention relative aux fonctionnaires diplomatiques adoptée par la Sixième Conférence internationale américaine et signée à La Havane le 20 février 1928⁵.

13. Sur la base des délibérations consignées dans les comptes rendus et dans le rapport de la Commission plénière, ainsi que dans les comptes rendus des séances de la Conférence plénière, celle-ci a préparé les convention et protocoles suivants :

Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité;

Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends.

Ces Convention et Protocoles, qui sont soumis à ratification, ont été adoptés par la Conférence le 14 avril 1961 et ouverts à la signature le 18 avril 1961, conformément à leurs dispositions, jusqu'au 31 octobre 1961 au Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Autriche, et ensuite, jusqu'au 31 mars 1962, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Les mêmes instruments ont été aussi ouverts à l'adhésion, conformément à leurs dispositions, et seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément n° 9 (A/3859).

² Ibid., quinzième session, Supplément n° 9 (A/4425).

³ A/3859, Annexe, et A/4164 et Add. 1 à 7.

⁴ Reproduit dans le document A/CONF.20/6.

⁵ Reproduit dans le document A/CONF.20/7.

14. In addition, the Conference adopted the following resolutions, which are annexed to this Final Act :

Resolution on Special Missions;

Resolution on Consideration of Civil Claims;

Resolution expressing a tribute to the International Law Commission;

Resolution expressing a tribute to the Government and people of the Republic of Austria.

IN WITNESS WHEREOF the representatives have signed this Final Act.

DONE at Vienna this eighteenth day of April, one thousand nine hundred and sixty-one, in a single copy in the Chinese, English, French, Russian and Spanish languages, each text being equally authentic. By unanimous decision of the Conference, the original of this Final Act shall be deposited in the archives of the Federal Ministry for Foreign Affairs of Austria.

RESOLUTIONS ADOPTED BY THE CONFERENCE

I. — SPECIAL MISSIONS

The United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities,

Recalling that the General Assembly of the United Nations, by its resolution 1504 (XV) of 12 December 1960, referred to the Conference the draft articles on special missions contained in chapter III of the " Report of the International Law Commission covering the Work of its Twelfth Session ",

Recognizing the importance of the subject of special missions,

Taking note of the comments of the International Law Commission that the draft articles on special missions constituted only a preliminary survey and that the time at its disposal had not permitted the Commission to undertake a thorough study of the matter,

Considering the limited time available to the Conference to study the subject in full,

Recommends to the General Assembly of the United Nations that it refer to the International Law Commission further study of the subject of special missions in the light of the Vienna Convention on Diplomatic Relations adopted at the present conference.

*4th plenary meeting
10 April 1961*

II. — CONSIDERATION OF CIVIL CLAIMS

The United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities,

Taking note that the Vienna Convention on Diplomatic Relations adopted by the Conference provides for immunity from the jurisdiction of the receiving State of members of the diplomatic mission of the sending State,

14. De plus, la Conférence a adopté les résolutions suivantes, qui sont annexées au présent Acte final :

Résolution sur les missions spéciales;

Résolution sur l'examen des demandes privées;

Résolution exprimant des remerciements à la Commission du droit international;

Résolution exprimant des remerciements au Gouvernement et au peuple de la République d'Autriche.

EN FOI DE QUOI les représentants ont signé le présent Acte final.

FAIT à Vienne le dix-huit avril mil neuf cent soixante et un, en un seul exemplaire en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi. Par décision unanime de la Conférence, le texte original du présent Acte final sera déposé aux archives du Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Autriche.

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE

I. — MISSIONS SPÉCIALES

La Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques,

Rappelant que l'Assemblée générale des Nations Unies, par sa résolution 1504 (XV) du 12 décembre 1960, a renvoyé à la présente Conférence le projet d'articles relatifs aux missions spéciales qui figure au chapitre III du Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa douzième session,

Reconnaissant l'importance de la question des missions spéciales,

Prenant note des observations de la Commission du droit international selon lesquelles le projet d'articles relatifs aux missions spéciales ne constituait qu'un examen préliminaire, la Commission n'ayant pas disposé d'un délai suffisant pour procéder à une étude approfondie de la question,

Considérant que la présente Conférence ne dispose que d'un temps limité pour étudier la question de façon complète,

Recommande à l'Assemblée générale des Nations Unies de renvoyer à la Commission du droit international la question des missions spéciales pour complément d'étude, compte tenu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques adoptée par la présente Conférence.

4^e séance plénière

10 avril 1961

II. — EXAMEN DES DEMANDES PRIVÉES

La Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques,

Constatant que la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques adoptée par la Conférence prévoit, pour les membres de la mission diplomatique de l'État accréditant, l'immunité de la juridiction de l'État accréditaire,

Recalling that such immunity may be waived by the sending State,

Recalling further the statement made in the preamble to the convention that the purpose of such immunities is not to benefit individuals but to ensure the efficient performance of the functions of diplomatic missions,

Mindful of the deep concern expressed during the deliberations of the Conference that claims of diplomatic immunity might, in certain cases, deprive persons in the receiving State of remedies to which they are entitled by law,

Recommends that the sending State should waive the immunity of members of its diplomatic mission in respect of civil claims of persons in the receiving State when this can be done without impeding the performance of the functions of the mission, and that, when immunity is not waived, the sending State should use its best endeavours to bring about a just settlement of the claims.

12th plenary meeting
14 April 1961

III. — TRIBUTE TO THE INTERNATIONAL LAW COMMISSION

The United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities,

Having adopted the Vienna Convention on Diplomatic Relations on the basis of draft articles prepared by the International Law Commission,

Resolves to express its deep gratitude to the International Law Commission for its outstanding contribution to the codification and development of the rules of international law on diplomatic intercourse and immunities.

12th plenary meeting
14 April 1961

IV. — TRIBUTE TO THE GOVERNMENT AND PEOPLE OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA

The United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities,

Having adopted the Vienna Convention on Diplomatic Relations,

Expresses its deep appreciation to the Government and people of the Republic of Austria for making possible the holding of the Conference in Vienna and for their generous hospitality and great contribution to the successful completion of the work of the Conference.

12th plenary meeting
14 April 1961

Rappelant que l'État accréditant peut renoncer à cette immunité,

Rappelant en outre la déclaration faite dans le préambule de la Convention, selon laquelle le but des immunités est non pas d'avantager des individus, mais d'assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions diplomatiques,

Consciente de la profonde préoccupation exprimée au cours des délibérations de la Conférence quant à la possibilité que la revendication de l'immunité diplomatique ait, dans certains cas, pour effet de priver des personnes dans l'État accréditaire des recours qui leur ouvre la loi,

Recommande que l'État accréditant renonce à l'immunité des membres de la mission diplomatique en ce qui concerne les actions civiles intentées par des personnes dans l'État accréditaire lorsqu'il peut le faire sans que cela entrave l'accomplissement des fonctions de la mission, et que, lorsqu'il ne renonce pas à l'immunité, l'État accréditant applique tous ses efforts à obtenir un règlement équitable du litige.

12^e séance plénière

14 avril 1961

III. — REMERCIEMENTS À LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

La Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques,

Ayant adopté la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques sur la base du projet d'articles préparé par la Commission du droit international,

Décide d'exprimer sa profonde reconnaissance à la Commission du droit international pour la remarquable contribution qu'elle a apportée à la codification et au développement des normes du droit international sur les relations et immunités diplomatiques.

12^e séance plénière

14 avril 1961

IV. — REMERCIEMENTS AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE

La Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques,

Ayant adopté la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques,

Exprime sa profonde gratitude au Gouvernement et au peuple de la République d'Autriche pour avoir rendu possible la tenue de la Conférence à Vienne, ainsi que pour leur généreuse hospitalité et leur importante contribution à l'heureux achèvement des travaux de la Conférence.

12^e séance plénière

14 avril 1961

No. 7311

**ARGENTINA, CENTRAL AFRICAN REPUBLIC,
REPUBLIC OF CHINA, DENMARK,
DOMINICAN REPUBLIC, etc.**

**Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic
Relations, concerning Acquisition of Nationality. Done
at Vienna, on 18 April 1961**

Official texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.

Registered ex officio on 24 June 1964.

**ARGENTINE, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE,
RÉPUBLIQUE DE CHINE, DANEMARK,
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, etc.**

**Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne
sur les relations diplomatiques, concernant l'acqui-
sition de la nationalité. Fait à Vienne, le 18 avril 1961**

Textes officiels anglais, français, chinois, russe et espagnol.

Enregistré d'office le 24 juin 1964.

No. 7311. OPTIONAL PROTOCOL¹ TO THE VIENNA CONVENTION ON DIPLOMATIC RELATIONS,² CONCERNING ACQUISITION OF NATIONALITY. DONE AT VIENNA, ON 18 APRIL 1961

*The States Parties to the present Protocol and to the Vienna Convention on Diplomatic Relations,*² hereinafter referred to as “the Convention”, adopted by the United Nations Conference held at Vienna from 2 March to 14 April 1961,³

Expressing their wish to establish rules between them concerning acquisition of nationality by the members of their diplomatic missions and of the families forming part of the household of those members,

Have agreed as follows :

Article I

For the purpose of the present Protocol, the expression “members of the mission” shall have the meaning assigned to it in Article 1, sub-paragraph (b), of the Convention, namely “the head of the mission and the members of the staff of the mission”.

Article II

Members of the mission not being nationals of the receiving State, and members of their families forming part of their household, shall not, solely by the operation of the law of the receiving State, acquire the nationality of that State.

Article III

The present Protocol shall be open for signature by all States which may become Parties to the Convention, as follows : until 31 October 1961 at the Federal Ministry for Foreign Affairs of Austria and subsequently, until 31 March 1962, at the United Nations Headquarters in New York.

¹ In accordance with article VI (1), the Protocol came into force on 24 April 1964, the date of entry into force of the Vienna Convention on Diplomatic Relations, in respect of the following States, on behalf of which the instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Secretary-General of the United Nations on the dates indicated :

Tanganyika	5 November 1962	Argentina	10 October 1963
Laos	3 December 1962 (a)	Iraq	15 October 1963
Yugoslavia	1 April 1963	Panama	4 December 1963 (a)
Madagascar	31 July 1963 (a)	Dominican Republic	14 January 1964

Subsequently, the Protocol came into force for Gabon on 2 May 1964 and for the United Arab Republic on 9 July 1964, the instruments of accession having been deposited on behalf of these States on 2 April and 9 June 1964 respectively.

² See p. 95 of this volume.

³ *United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities, Official Records, Vols. I and II* (United Nations Publication, Sales Nos. : 61.X.2 and 62.X.1).

N° 7311. PROTOCOLE DE SIGNATURE FACULTATIVE¹ À
LA CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS
DIPLOMATIQUES², CONCERNANT L'ACQUISITION DE
LA NATIONALITÉ. FAIT À VIENNE, LE 18 AVRIL 1961

Les États parties au présent Protocole et à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques², ci-après dénommée « la Convention », qui a été adoptée par la Conférence des Nations Unies tenue à Vienne du 2 mars au 14 avril 1961³,

Exprimant leur désir d'établir entre eux des normes relatives à l'acquisition de la nationalité par les membres de leurs missions diplomatiques et les membres des familles de ceux-ci qui font partie de leur ménage,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Aux fins du présent Protocole, l'expression « membres de la mission » a le sens qui lui est donné dans l'alinéa b) de l'article premier de la Convention, c'est-à-dire qu'elle s'entend « du chef de la mission et des membres du personnel de la mission ».

Article II

Les membres de la mission qui n'ont pas la nationalité de l'État accréditaire et les membres de leur famille qui font partie de leur ménage n'acquièrent pas la nationalité de cet État par le seul effet de sa législation.

Article III

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les États qui deviendront Parties à la Convention, de la manière suivante : jusqu'au 31 octobre 1961 au Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Autriche, et ensuite, jusqu'au 31 mars 1962, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

¹ Conformément au paragraphe 1 de l'article VI, le Protocole est entré en vigueur le 24 avril 1964, date de l'entrée en vigueur de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en ce qui concerne les États suivants au nom desquels les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux dates indiquées :

Tanganyika	5 novembre 1962	Argentine	10 octobre 1963
Laos	3 décembre 1962 (a)	Irak	15 octobre 1963
Yougoslavie	1 ^{er} avril 1963	Panama	4 décembre 1963 (a)
Madagascar	31 juillet 1963 (a)	République Domini- caine	14 janvier 1964

Par la suite le Protocole est entré en vigueur pour le Gabon le 2 mai 1964 et pour la République arabe unie le 9 juillet 1964, les instruments d'adhésion ayant été déposés au nom de ces États les 2 avril et 9 juin 1964 respectivement.

² Voir p. 95 de ce volume.

³ *Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Documents officiels*, v. ol. I et II (publication des Nations Unies, n°s de vente : 61.X.2 et 62.X.1).

Article IV

The present Protocol is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article V

The present Protocol shall remain open for accession by all States which may become Parties to the Convention. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VI

1. The present Protocol shall enter into force on the same day as the Convention or on the thirtieth day following the date of deposit of the second instrument of ratification or accession to the Protocol with the Secretary-General of the United Nations, whichever date is the later.
2. For each State ratifying or acceding to the present Protocol after its entry into force in accordance with paragraph 1 of this Article, the Protocol shall enter into force on the thirtieth day after deposit by such State of its instrument of ratification or accession.

Article VII

The Secretary-General of the United Nations shall inform all States which may become Parties to the Convention :

- (a) of signatures to the present Protocol and of the deposit of instruments of ratification or accession, in accordance with Articles III, IV and V;
- (b) of the date on which the present Protocol will enter into force, in accordance with Article VI.

Article VIII

The original of the present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall send certified copies thereof to all States referred to in Article III.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Protocol.

DONE at Vienna, this eighteenth day of April one thousand nine hundred and sixty-one.

Article IV

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tous les États qui deviendront Parties à la Convention. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VI

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention ou, si cette seconde date est plus éloignée, le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification du Protocole ou d'adhésion à ce Protocole auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. Pour chaque État qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 1 du présent article, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article VII

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les États qui peuvent devenir Parties à la Convention :

- a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles III, IV et V;
- b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur, conformément à l'article VI.

Article VIII

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les États visés à l'article III.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Vienne, le dix-huit avril mil neuf cent soixante et un.

No. 7311. CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS

維也納外交關係公約
關於取得國籍之任意議定書

本議定書及自一九六一年三月二日至四月十四日在維也納舉行之聯合國會議所通過之維也納外交關係公約（以下簡稱“公約”）之各當事國，

表示對於使館人員及與其構成同一戶口之家屬取得國籍一事，願在彼此間確立規則；

爰議定條款如下：

第一條

就通用本議定書而言，“使館人員”一語之意義，應依公約第一條(乙)款之規定，即指“使館館長及使館職員。”

第二條

使館人員非為接受國國民者及與其構成同一戶口之家屬不應專因接受國法律之適用而即取得該國國籍。

第三條

本議定書應聽由所有得成為公約當事國之國家簽署，其辦法如下：至一九六一年十月三十一日止在奧地利聯邦外交部簽署，其後至一九六二年三月三十一日止在紐約聯合國會所簽署。

第四條

本議定書須經批准。批准文件應送交聯合國秘書長存放。

第五條

本議定書應聽由所有得成為公約當事國之國家加入。加入文件應送交聯合國秘書長存放。

第六條

一、本議定書應於公約開始生效之同日起發生效力，或於第二件批准或加入議定書文件送交聯合國秘書長存放之日後第三十日起發生效力，以兩者中在後之日期為準。

二、對於在本議定書依本條第一項發生效力後批准或加入之國家，本議定書應於各該國存放批准或加入文件後第三十日起發生效力。

第七條

聯合國秘書長應將下列事項通知所有得成為公約當事國之國家：

(甲) 依第三條、第四條及第五條對本議定書所為之簽署及送存之批准或加入文件；

(乙) 依第六條本議定書發生效力之日期。

第八條

本議定書之原本應交聯合國秘書長存放，其中文、英文、法文、俄文及西班牙文各本同一作準；秘書長應將各文正式副

本分送第三條所稱各國。

為此，下列全權代表，各秉本國政府正式授予簽字之權
謹簽字於本議定書，以昭信守。

公曆一千九百六十一年四月十八日訂於維也納。

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

№ 7311. ФАКУЛЬТАТИВНЫЙ ПРОТОКОЛ О ПРИОБРЕТЕНИИ ГРАЖДАНСТВА К ВЕНСКОЙ КОНВЕНЦИИ О ДИПЛОМАТИЧЕСКИХ СНОШЕНИЯХ ОТ 18 АПРЕЛЯ 1961 ГОДА

Государства, являющиеся участниками настоящего Протокола, а также Венской конвенции о дипломатических сношениях, принятой Конференцией Организации Объединенных Наций, проходившей в Вене с 2 марта по 14 апреля 1961 года, которая ниже называется « Конвенцией »,

выражая желание выработать правила, касающиеся приобретения гражданства сотрудниками дипломатических представительств и членами семей этих сотрудников, живущими вместе с ними,

согласились о нижеследующем:

Статья I

В настоящем Протоколе термин « сотрудники представительства » имеет значение, придаваемое ему в подпункте « *b* » статьи 1 Конвенции, а именно « глава представительства и члены персонала представительства ».

Статья II

Сотрудники представительства, не являющиеся гражданами государства пребывания, и члены их семей, живущие вместе с ними, не приобретают, исключительно в порядке применения законов государства пребывания, гражданства этого государства.

Статья III

Настоящий Протокол открыт для подписания всеми государствами, которые станут участниками Конвенции: до 31 октября 1961 года — в Федеральном министерстве иностранных дел Австрии, а затем, до 31 марта 1962 года, — в Центральных Учреждениях Организации Объединенных Наций в Нью-Йорке.

Статья IV

Настоящий Протокол подлежит ратификации. Ратификационные грамоты сдаются на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья V

Настоящий Протокол открыт для присоединения всех государств, которые станут участниками Конвенции. Акты о присоединении сдаются на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья VI

1. Настоящий Протокол вступит в силу в тот же день, что и Конвенция, или на тридцатый день после сдачи на хранение второй ратификационной грамоты или акта о присоединении к Протоколу Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, в зависимости от того, какая из этих дат окажется более поздней.

2. В отношении каждого государства, которое ратифицирует настоящий Протокол или присоединится к нему после вступления его в силу в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи, Протокол вступит в силу на тридцатый день после сдачи на хранение этим государством своей ратификационной грамоты или акта о присоединении.

Статья VII

Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций уведомляет все государства, которые станут участниками Конвенции:

- a) о подписании настоящего Протокола и о сдаче на хранение ратификационных грамот или актов о присоединении в соответствии со статьями III, IV и V;
- b) о дате вступления в силу настоящего Протокола в соответствии со статьей VI.

Статья VIII

Подлинник настоящего Протокола, тексты которого на русском, английском, испанском, китайском и французском языках являются равно аутентичными, будет сдан на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, который направит его заверенные копии всем государствам, указанным в статье III.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, надлежащим образом уполномоченные, подписали настоящий Протокол.

СОВЕРШЕНО в Вене восемнадцатого апреля тысяча девятьсот шестьдесят первого года.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

No. 7311. PROTOCOLO FACULTATIVO DE LA CONVENCIÓN DE VIENA SOBRE RELACIONES DIPLOMATICAS SOBRE LA ADQUISICION DE NACIONALIDAD. HECHO EN VIENA, EL 18 DE ABRIL DE 1961

Los Estados Partes en el presente Protocolo y en la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas, que en adelante en este documento se denominará « la Convención », aprobada por la Conferencia de las Naciones Unidas celebrada en Viena del 2 de marzo al 14 de abril de 1961,

Expresando su deseo de establecer entre ellos normas sobre adquisición de nacionalidad por los miembros de sus misiones diplomáticas y de las familias que formen parte de sus respectivas casas,

Han convenido en lo siguiente :

Artículo I

A los efectos del presente Protocolo, la expresión « miembros de la misión » tendrá el significado que se indica en el inciso *b*) del artículo 1 de la Convención; es decir « el jefe de la misión y los miembros del personal de la misión ».

Artículo II

Los miembros de la misión que no sean nacionales del Estado receptor y los miembros de sus familias que formen parte de su casa, no adquieren la nacionalidad de dicho Estado por el solo efecto de su legislación.

Artículo III

El presente Protocolo estará abierto a la firma de todos los Estados que puedan ser partes en la Convención, de la manera siguiente: hasta el 31 de octubre de 1961, en el Ministerio Federal de Relaciones Exteriores de Austria; y después, hasta el 31 de marzo de 1962, en la Sede de las Naciones Unidas en Nueva York.

Artículo IV

El presente Protocolo está sujeto a ratificación. Los instrumentos de ratificación se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo V

El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión de todos los Estados que puedan ser partes en la Convención. Los instrumentos de adhesión se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo VI

1. El presente Protocolo entrará en vigor el mismo día que la Convención o el trigésimo día a partir de la fecha en que se haya depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas el segundo instrumento de ratificación del Protocolo o de adhesión a él, si ese día fuera posterior.
2. Para cada Estado que ratifique el presente Protocolo o se adhiera a él después de su entrada en vigor de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 1 de este artículo, el Protocolo entrará en vigor el trigésimo día a partir de la fecha en que tal Estado haya depositado su instrumento de ratificación o de adhesión.

Artículo VII

El Secretario General de las Naciones Unidas comunicará a todos los Estados que puedan ser partes en la Convención :

- a) qué países han firmado el presente Protocolo y cuáles han depositado los instrumentos de ratificación o de adhesión, de conformidad con lo dispuesto en los artículos III, IV y V;
- b) en qué fecha entrará en vigor el presente Protocolo, de conformidad con lo dispuesto en el artículo VI.

Artículo VIII

El original del presente Protocolo, cuyos textos chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, será depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, quien remitirá copia certificada a todos los Estados a que se refiere el artículo III.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL los plenipotenciarios infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han firmado el presente Protocolo.

HECHO en Viena, el día dieciocho de abril de mil novecientos sesenta y uno.

[The list of the names of States as they appear on signature pages in the original copy of this Protocol is identical to that of the Vienna Convention on Diplomatic Relations reproduced on pages 177 to 203 of this volume. Only the names of States which signed this Protocol are printed herein.]

[La liste nominative des États figurant sur les pages de signature de l'exemplaire original du présent Protocole est identique à celle de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, reproduite aux pages 177 à 203 de ce volume. Seul figure ici le nom des États qui ont signé le Protocole.]

FOR ARGENTINA:

POUR L'ARGENTINE:

阿根廷:

За Аргентину:

POR LA ARGENTINA:

D. Adolfo BALTASAR ESTÉVEZ

25 octobre 1961

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

中非共和國:

За Центральноафриканскую Республику:

POR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

M. GALLIN-DOUATHE

28 mars 1962

FOR CHINA:

POUR LA CHINE:

中國:

За Китай:

POR LA CHINA:

HU Ching-yu

CHEN Tai-chu

FOR DENMARK:

POUR LE DANEMARK:

丹麥:

За ДАНИЮ:

FOR DINAMARCA:

H. H. SCHRØDER

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

多明尼加共和國

За Доминиканскую Республику

FOR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

Carlos SANCHEZ Y SANCHEZ

30 March 1962

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:

德意志聯邦共和國:

За Федеративную Республику Германии:

FOR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

K. H. KNAPPSTEIN

March 28th, 1962

FOR FINLAND:

POUR LA FINLANDE:

芬蘭:

За ФИНЛЯНДИЮ:

FOR FINLANDIA:

Otso WARTIOVAARA

Le 20 octobre 1961

FOR GHANA:
POUR LE GHANA:
迦納:
За Ганы:
POR GHANA:

E. O. ASAFU-ADJAYE
E. Kodjoe DADZIE

FOR IRAN:
POUR L'IRAN:
伊朗:
За Иран:
POR IRÁN:

Prof. Dr A. MATINE-DAFTARY
27 mai 1961

FOR IRAQ:
POUR L'IRAK:
伊拉克:
За Ирак:
POR IRAK:

Adnan PACHACHI
20 February 1962

FOR ITALY:
POUR L'ITALIE:
義大利:
За Италию:
POR ITALIA:

Vittorio ZOPPI
March the 13th, 1962

FOR LEBANON:
POUR LE LIBAN:
黎巴嫩:
За Ливан:
FOR EL LÍBANO:

E. DONATO

FOR NORWAY:
POUR LA NORVÈGE:
挪威:
За Норвегию:
FOR NORUEGA:

Egil AMLIE

FOR THE PHILIPPINES:
POUR LES PHILIPPINES:
菲律賓:
За Филиппины:
FOR FILIPINAS:

Roberto REGALA
Oct. 20, 1961

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
大韓民國:
За Корейскую Республику:
FOR LA REPÚBLICA DE COREA:

Soo Young LEE
30 March 1962

FOR SENEGAL:

POUR LE SÉNÉGAL:

塞內加爾:

За Сенегал:

POR EL SENEGAL:

L. BOISSIER-PALUN

FOR SWEDEN:

POUR LA SUÈDE:

瑞典:

За Швецию:

POR SUECIA:

Z. PRZYBYSZEWSKI WESTRUP

FOR TANGANYIKA:

POUR LE TANGANYIKA:

坦干伊喀:

За Танганьики:

POR TANGANYIKA:

V. K. KYARUZI

27 February 1962

FOR THAILAND:

POUR LA THAÏLANDE:

泰國:

За Таиланд:

POR TAILANDIA:

O. VANIKKUL

30 octobre 1961

FOR YUGOSLAVIA:

POUR LA YUGOSLAVIE:

南斯拉夫:

За Югославию:

POR YUGOESLAVIA:

Sous la réserve de ratification

Milan BARTOŠ

Lazar LILIĆ

No. 7312

**AUSTRIA, BELGIUM,
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC,
REPUBLIC OF CHINA, COLOMBIA, etc.**

**Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic
Relations, concerning the Compulsory Settlement of
Disputes. Done at Vienna, on 18 April 1961**

Official texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.

Registered ex officio on 24 June 1964.

**AUTRICHE, BELGIQUE,
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE,
RÉPUBLIQUE DE CHINE, COLOMBIE, etc.**

**Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne
sur les relations diplomatiques, concernant le règle-
ment obligatoire des différends. Fait à Vienne, le 18
avril 1961**

Textes officiels anglais, français, chinois, russe et espagnol.

Enregistré d'office le 24 juin 1964.

No. 7312. OPTIONAL PROTOCOL¹ TO THE VIENNA CONVENTION ON DIPLOMATIC RELATIONS,² CONCERNING THE COMPULSORY SETTLEMENT OF DISPUTES. DONE AT VIENNA, ON 18 APRIL 1961

*The States Parties to the present Protocol and to the Vienna Convention on Diplomatic Relations,*² hereinafter referred to as "the Convention", adopted by the United Nations Conference held at Vienna from 2 March to 14 April 1961,³

Expressing their wish to resort in all matters concerning them in respect of any dispute arising out of the interpretation or application of the Convention to the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice, unless some other form of settlement has been agreed upon by the parties within a reasonable period,

Have agreed as follows :

Article I

Disputes arising out of the interpretation or application of the Convention shall lie within the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice and may accordingly be brought before the Court by an application made by any party to the dispute being a Party to the present Protocol.

Article II

The parties may agree, within a period of two months after one party has notified its opinion to the other that a dispute exists, to resort not to the International Court of Justice but to an arbitral tribunal. After the expiry of the said period, either party may bring the dispute before the Court by an application.

¹ In accordance with article VIII (1), the Protocol came into force on 24 April 1964, the date of entry into force of the Vienna Convention on Diplomatic Relations, in respect of the following States, on behalf of which the instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Secretary-General of the United Nations on the dates indicated :

Tanganyika	5 November 1962	Iraq	15 October 1963
Laos	3 December 1962 (a)	Switzerland	22 November 1963
Yugoslavia	1 April 1963	Panama	4 December 1963 (a)
Madagascar	31 July 1963 (a)	Dominican Republic	13 February 1964

Subsequently, the Protocol came into force for Gabon on 2 May 1964 and for Liechtenstein on 7 June 1964, the instruments of accession and ratification having been deposited on behalf of these States on 2 April and 8 May 1964 respectively. Furthermore, the instrument of ratification was deposited on behalf of Japan on 8 June 1964, to take effect on 8 July 1964.

² See p. 95 of this volume.

³ *United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities, Official Records, Vols. I and II* (United Nations Publication, Sales Nos. : 61.X.2 and 62.X.1).

N° 7312. PROTOCOLE DE SIGNATURE FACULTATIVE¹
À LA CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS
DIPLOMATIQUES², CONCERNANT LE RÈGLEMENT
OBLIGATOIRE DES DIFFÉRENDS. FAIT À VIENNE, LE
18 AVRIL 1961

Les États parties au présent Protocole et à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques³, ci-après dénommée « la Convention », qui a été adoptée par la Conférence des Nations Unies tenue à Vienne du 2 mars au 14 avril 1961³,

Exprimant leur désir de recourir, pour ce qui les concerne, à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la solution de tous différends touchant l'interprétation ou l'application de la Convention, à moins qu'un autre mode de règlement n'ait été accepté d'un commun accord par les Parties dans un délai raisonnable,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention relèvent de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice, qui, à ce titre, pourra être saisie par une requête de toute partie au différend qui sera elle-même Partie au présent Protocole.

Article II

Les parties peuvent convenir, dans un délai de deux mois après notification par une partie à l'autre qu'il existe à son avis un litige, d'adopter d'un commun accord, au lieu du recours à la Cour internationale de Justice, une procédure devant un tribunal d'arbitrage. Ce délai étant écoulé, chaque partie peut, par voie de requête, saisir la Cour du différend.

¹ Conformément au paragraphe 1 de l'article VIII, le Protocole est entré en vigueur le 24 avril 1964, date de l'entrée en vigueur de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en ce qui concerne les États suivants au nom desquels les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux dates indiquées :

Tanganyika	5 novembre 1962	Irak	15 octobre 1963
Laos	3 décembre 1962 (a)	Suisse	22 novembre 1963
Yougoslavie	1 ^{er} avril 1963	Panama	4 décembre 1963 (a)
Madagascar	31 juillet 1963 (a)	République Domini- caine	13 février 1964

Par la suite, le Protocole est entré en vigueur pour le Gabon le 2 mai 1964 et pour le Liechtenstein le 7 juin 1964, les instruments d'adhésion et de ratification ayant été déposés au nom de ces États le 2 avril et le 8 mai 1964 respectivement. En outre, l'instrument de ratification a été déposé au nom du Japon le 8 juin 1964, pour prendre effet le 8 juillet 1964.

² Voir p. 95 de ce volume.

³ *Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Documents officiels, vol. I et II (publication des Nations Unies, n°s de vente : 61.X.2 et 62.X.1.)*

Article III

1. Within the same period of two months, the parties may agree to adopt a conciliation procedure before resorting to the International Court of Justice.
2. The conciliation commission shall make its recommendations within five months after its appointment. If its recommendations are not accepted by the parties to the dispute within two months after they have been delivered, either party may bring the dispute before the Court by an application.

Article IV

States Parties to the Convention, to the Optional Protocol concerning Acquisition of Nationality,¹ and to the present Protocol may at any time declare that they will extend the provisions of the present Protocol to disputes arising out of the interpretation or application of the Optional Protocol concerning Acquisition of Nationality. Such declarations shall be notified to the Secretary-General of the United Nations.

Article V

The present Protocol shall be open for signature by all States which may become Parties to the Convention, as follows : until 31 October 1961 at the Federal Ministry for Foreign Affairs of Austria and subsequently, until 31 March 1962, at the United Nations Headquarters in New York.

Article VI

The present Protocol is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VII

The present Protocol shall remain open for accession by all States which may become Parties to the Convention. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VIII

1. The present Protocol shall enter into force on the same day as the Convention or on the thirtieth day following the date of deposit of the second instrument of ratification or accession to the Protocol with the Secretary-General of the United Nations, whichever day is the later.

¹ See p. 223 of this volume.

Article III

1. Les parties peuvent également convenir d'un commun accord, dans le même délai de deux mois, de recourir à une procédure de conciliation avant d'en appeler à la Cour internationale de Justice.
2. La Commission de conciliation devra formuler ses recommandations dans les cinq mois suivant sa constitution. Si celles-ci ne sont pas acceptées par les parties au litige dans l'espace de deux mois après leur énoncé, chaque partie sera libre de saisir la Cour du différend par voie de requête.

Article IV

Les États parties à la Convention, au Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité¹ et au présent Protocole peuvent à tout moment déclarer étendre les dispositions du présent Protocole aux différends résultant de l'interprétation ou de l'application du Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité. Ces déclarations seront notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les États qui deviendront Parties à la Convention, de la manière suivante : jusqu'au 31 octobre 1961 au Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Autriche, et ensuite, jusqu'au 31 mars 1962, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article VI

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VII

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tous les États qui deviendront Parties à la Convention. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VIII

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention ou, si cette seconde date est plus éloignée, le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification du Protocole ou d'adhésion à ce Protocole auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

¹ Voir p. 223 de ce volume.

2. For each State ratifying or acceding to the present Protocol after its entry into force in accordance with paragraph 1 of this Article, the Protocol shall enter into force on the thirtieth day after deposit by such State of its instrument of ratification or accession.

Article IX

The Secretary-General of the United Nations shall inform all States which may become Parties to the Convention :

- (a) of signatures to the present Protocol and of the deposit of instruments of ratification or accession, in accordance with Articles V, VI and VII;
- (b) of declarations made in accordance with Article IV of the present Protocol;
- (c) of the date on which the present Protocol will enter into force, in accordance with Article VIII.

Article X

The original of the present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall send certified copies thereof to all States referred to in Article V.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present Protocol.

DONE at Vienna, this eighteenth day of April one thousand nine hundred and sixty-one.

2. Pour chaque État qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 1 du présent article, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article IX

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les États qui peuvent devenir Parties à la Convention :

- a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles V, VI et VII;
- b) les déclarations faites conformément à l'article IV du présent Protocole;
- c) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur, conformément à l'article VIII.

Article X

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les États visés à l'article V.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Vienne, le dix-huit avril mil neuf cent soixante et un.

No. 7312. CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS

維也納外交關係公約

關於強制解決爭端之任意議定書

本議定書及自一九六一年三月二日至四月十四日在維也納舉行之聯合國會議所通過之維也納外交關係公約（以下簡稱“公約”）之各當事國，

表示對於公約因解釋或適用上發生爭端而涉及各當事國之一切問題，除當事各方於相當期間內商定其他解決方法外，願接受國際法院之強制管轄，

爰議定條款如下：

第一條

公約解釋或適用上發生之爭端均屬國際法院強制管轄範圍。因此爭端之任何一造如係本議定書之當事國，得以請求書將爭端提交國際法院。

第二條

當事各方得於一方認為有爭端存在並將此意通知他方後兩個月內，協議不將爭端提交國際法院而提交公斷法庭。此項期間屆滿後，任何一方得以請求書將爭端提交國際法院。

第三條

一、當事各方得於同一兩個月期間內協議在將爭端提交國際法院前採用和解程序。

二、和解委員會應於派設後五個月內作成建議。爭端各造倘於建議提出後兩個月內未予接受，任何一造得以請求書將爭端提交國際法院。

第四條

公約、關於取得國籍之任意議定書及本議定書之各當事國得隨時聲明將本議定書之規定適用於關於取得國籍之任意議定書解釋或適用上發生之爭端。此項聲明應通知聯合國秘書長。

第五條

本議定書應聽由所有得成為公約當事國之國家簽署，其辦法如下：至一九六一年十月三十一日止在奧地利聯邦外交部簽署，其後至一九六二年三月三十一日止在紐約聯合國會所簽署。

第六條

本議定書須經批准。批准文件應送交聯合國秘書長存放。

第七條

本議定書應聽由所有得成為公約當事國之國家加入。加入文件應送交聯合國秘書長存放。

第八條

一 本議定書應於公約開始生效之同日起發生效力，或於第二件批准或加入議定書文件送交聯合國秘書長存放之日後第三十日起發生效力，以兩者中在後之日期為準。

二、對於在本議定書依本條第一項發生效力後批准或加入之國家，本議定書應於各該國存放批准或加入文件後第三十日起發生效力。

第九條

聯合國秘書長應將下列事項通知所有得成為公約當事國之國家：

(甲) 依第五條、第六條及第七條對本議定書所為之簽署及送存之批准或加入文件；

(乙) 依本議定書第四條所為之聲明；

(丙) 依第八條本議定書發生效力之日期。

第十條

本議定書之原本應交聯合國秘書長存放，其中文、英文、法文、俄文及西班牙文各本同一作準；秘書長應將各文正式副本分送第五條所稱各國。

為此，下列全權代表，各秉本國政府正式授予簽字之權，謹簽字於本議定書，以昭信守。

公曆一千九百六十一年四月十八日訂於維也納。

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

№ 7312. ФАКУЛЬТАТИВНЫЙ ПРОТОКОЛ ОБ ОБЯЗАТЕЛЬНОМ РАЗРЕШЕНИИ СПОРОВ К ВЕНСКОЙ КОНВЕНЦИИ О ДИПЛОМАТИЧЕСКИХ СНОШЕНИЯХ ОТ 18 АПРЕЛЯ 1961 ГОДА

Государства, являющиеся участниками настоящего Протокола, а также Венской конвенции о дипломатических сношениях, принятой Конференцией Организации Объединенных Наций, проходившей в Вене с 2 марта по 14 апреля 1961 года, которая ниже называется « Конвенцией »,

выражая свое желание обращаться по всем затрагивающим их вопросам в любом споре относительно толкования или применения Конвенции к обязательной юрисдикции Международного Суда, если стороны в споре не смогут в течение разумного срока урегулировать его иным способом,

согласились о нижеследующем:

Статья I

Споры по толкованию или применению Конвенции подлежат обязательной юрисдикции Международного Суда и соответственно могут передаваться в этот Суд по заявлению любой стороны в споре, являющейся участником настоящего Протокола.

Статья II

В течение двух месяцев после того, как одна сторона уведомила другую о том, что по ее мнению существует спор, стороны могут договориться о передаче спора не в Международный Суд, а в арбитраж. По истечении указанного срока спор может быть передан Международному Суду по заявлению любой из сторон в споре.

Статья III

1. В течение тех же двух месяцев стороны в споре могут договориться о применении согласительной процедуры до передачи спора в Международный Суд.

2. Согласительная комиссия должна сделать свои рекомендации в течение пяти месяцев со дня ее создания. Если ее рекомендации не будут приняты сторонами в споре в течение двух месяцев со дня сообщения им этих рекомендаций, то спор может быть передан Суду по заявлению любой стороны в споре.

Статья IV

Государства, участвующие в Конвенции, в Факультативном протоколе о приобретении гражданства и в настоящем Протоколе, могут в любое время заявить, что они распространяют положения настоящего Протокола на споры, возникающие в связи с толкованием или применением Факультативного протокола о приобретении гражданства. О таких заявлениях следует сообщать Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья V

Настоящий Протокол открыт для подписания всеми государствами, которые станут участниками Конвенции: до 31 октября 1961 года — в Федеральном министерстве иностранных дел Австрии, а затем, до 31 марта 1962 года — в Центральных Учреждениях Организации Объединенных Наций в Нью-Йорке.

Статья VI

Настоящий Протокол подлежит ратификации. Ратификационные грамоты сдаются на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья VII

Настоящий Протокол открыт для присоединения всех государств, которые станут участниками Конвенции. Акты о присоединении сдаются на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья VIII

1. Настоящий Протокол вступит в силу в тот же день, что и Конвенция, или на тридцатый день после сдачи на хранение второй ратификационной грамоты или акта о присоединении к Протоколу Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, в зависимости от того, какая из этих дат окажется более поздней.

2. В отношении каждого государства, которое ратифицирует настоящий Протокол или присоединится к нему после вступления его в силу в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи, Протокол вступит в силу на тридцатый день после сдачи на хранение этим государством своей ратификационной грамоты или акта о присоединении.

Статья IX

Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций уведомляет все государства, которые станут участниками Конвенции:

- a) о подписании настоящего Протокола и о сдаче на хранение ратификационных грамот или актов о присоединении согласно статьям V, VI и VII;
- b) о заявлениях, сделанных в соответствии со статьей IV настоящего Протокола;
- c) о дате вступления настоящего Протокола в силу согласно статье VIII.

Статья X

Подлинник настоящего Протокола, тексты которого на русском, английском, испанском, китайском и французском языках являются равно аутентичными, будет сдан на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, который направит заверенные копии его всем государствам, упомянутым в статье V.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, надлежащим образом уполномоченные, подписали настоящий Протокол.

СОВЕРШЕНО в Вене восемнадцатого апреля тысяча девятьсот шестьдесят первого года.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

No. 7312. PROTOCOLO FACULTATIVO DE LA CONVENCIÓN DE VIENA SOBRE RELACIONES DIPLOMATICAS, SOBRE LA JURISDICCION OBLIGATORIA PARA LA SOLUCION DE CONTROVERSIAS. HECHO EN VIENA, EL 18 DE ABRIL DE 1961

Los Estados Partes en el presente Protocolo y en la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas, que en adelante en este documento se denominará « la Convención », aprobada por la Conferencia de las Naciones Unidas celebrada en Viena del 2 de marzo al 14 de abril de 1961,

Expresando su deseo de recurrir a la jurisdicción obligatoria de la Corte Internacional de Justicia en todo lo que les concierna respecto de las controversias originadas por la interpretación o aplicación de la Convención, a menos que las partes hayan aceptado de común acuerdo, dentro de un plazo razonable, alguna otra forma de arreglo,

Han convenido en lo siguiente :

Artículo I

Las controversias originadas por la interpretación o aplicación de la Convención se someterán obligatoriamente a la Corte Internacional de Justicia, que a este título podrá entender en ellas a demanda de cualquiera de las partes en la controversia que sea Parte en el presente Protocolo.

Artículo II

Dentro de un plazo de dos mses, después de la notificación por una a otra de las partes de que, a su juicio, existe un litigio, éstas podrán convenir en recurrir a un tribunal de arbitraje en vez de recurrir a la Corte Internacional de Justicia. Una vez transcurrido ese plazo, cualquiera de las partes podrá someter la controversia a la Corte mediante una demanda.

Artículo III

1. Dentro del mismo plazo de dos meses, las partes podrán convenir en adoptar un procedimiento de conciliación antes de recurrir a la Corte Internacional de Justicia.
2. La comisión de conciliación deberá formular sus recomendaciones dentro de los cinco meses siguientes a su constitución. Si sus recomendaciones no fueran aceptadas por las partes en litigio dentro de un plazo de dos meses después

de haber sido formuladas, cualquiera de las partes podrá someter el litigio a la Corte mediante una demanda.

Artículo IV

Los Estados Partes en la Convención, en el Protocolo Facultativo sobre Adquisición de Nacionalidad y en el presente Protocolo, podrán en cualquier momento declarar que desean extender las disposiciones del presente Protocolo a las controversias originadas por la interpretación o aplicación del Protocolo Facultativo sobre Adquisición de Nacionalidad. Tales declaraciones serán notificadas al Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo V

El presente Protocolo estará abierto a la firma de todos los Estados que puedan ser Partes en la Convención, de la manera siguiente: hasta el 31 de octubre de 1961, en el Ministerio Federal de Relaciones Exteriores de Austria; y después, hasta el 31 de marzo de 1962, en la Sede de las Naciones Unidas en Nueva York.

Artículo VI

El presente Protocolo está sujeto a ratificación. Los instrumentos de ratificación se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo VII

El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión de todos los Estados que puedan ser Partes en la Convención. Los instrumentos de adhesión se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo VIII

1. El presente Protocolo entrará en vigor el mismo día que la Convención, o el trigésimo día a partir de la fecha en que se haya depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas el segundo instrumento de ratificación o de adhesión, si ese día fuera posterior.
2. Para cada Estado que ratifique el presente Protocolo o se adhiera a él una vez que esté vigente de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 1 de este artículo, el Protocolo entrará en vigor el trigésimo día a partir de la fecha en que tal Estado haya depositado su instrumento de ratificación o de adhesión.

Artículo IX

El Secretario General de las Naciones Unidas comunicará a todos los Estados que puedan ser Partes en la Convención:

- a) qué países han firmado el presente Protocolo y cuáles han depositado instrumentos de ratificación o de adhesión, de conformidad con lo dispuesto en los artículos V, VI y VII;
- b) qué declaraciones se han hecho de conformidad con lo dispuesto en el artículo IV del presente Protocolo;
- c) en qué fecha entrará en vigor el presente Protocolo, de conformidad con lo dispuesto en el artículo VIII.

Artículo X

El original del presente Protocolo, cuyos textos chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, será depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, quien enviará copia certificada a todos los Estados a que se refiere el artículo V.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL los plenipotenciarios infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han firmado el presente Protocolo.

HECHO en Viena el día dieciocho de abril de mil novecientos sesenta y uno.

[The list of the names of states as they appear on signature pages in the original copy of this Protocol is identical to that of the Vienna Convention on Diplomatic Relations reproduced on pages 177 to 203 of this volume. Only the names of States which signed this Protocol are printed herein.]

[La liste nominative des États figurant sur les pages de signature de l'exemplaire original du présent Protocole est identique à celle de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, reproduite aux pages 177 à 203 de ce volume. Seul figure ici le nom des États qui ont signé le Protocole.]

FOR AUSTRIA:

POUR L'AUTRICHE:

奥地利:

За Австрию:

FOR AUSTRIA:

KREISKY

FOR BELGIUM:

POUR LA BELGIQUE:

比利時:

За Бельгию:

FOR BÉLGICA:

G. DELCOIGNE

Le 23 octobre 1961

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

中非共和國:

За Центральноафриканскую Республику:

FOR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

M. GALLIN-DOUATHE

28 mars 1962

FOR CHINA:
POUR LA CHINE:
中國:
За Китай:
POR LA CHINA:

Hu Ching-yu
CHEN Tai-chu

FOR COLOMBIA:
POUR LA COLOMBIE:
哥倫比亞:
За Колумбию:
POR COLOMBIA:

M. AGUDELO G.
Antonio BAYONA

FOR DENMARK:
POUR LE DANEMARK:
丹麥:
За Данию:
POR DINAMARCA:

H. H. SCHRØDER

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:
多明尼加共和國:
За Доминиканскую Республику:
POR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

Carlos SANCHEZ Y SANCHEZ
30 March 1962

FOR ECUADOR:
POUR L'EQUATEUR:
厄瓜多:
За Эквадор:
POR EL ECUADOR:

N. M. PONCE

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:
POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:
德意志聯邦共和國:
За Федеративную Республику Германии:
POR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

Werner DANKWORT

FOR FINLAND:
POUR LA FINLANDE:
芬蘭:
За Финляндию:
POR FINLANDIA:

Otso WARTIOVAARA
Le 20 octobre 1961

FOR FRANCE:
POUR LA FRANCE:
法蘭西:
За Францию:
POR FRANCIA:

Armand BÉRARD
Le 30 mars 1962

FOR GHANA:
POUR LE GHANA:
迦納:
За Гану:
POR GHANA:

E. O. ASAFU-ADJAYE
E. Kodjoe DADZIE

FOR IRAN:
POUR L'IRAN:
伊朗:
За Иран:
POR IRÁN:

Prof. Dr A. MATINE-DAFTARV
27 mai 1961

FOR IRAQ:
POUR L'IRAK:
伊拉克:
За Ирак:
POR IRAK:

Adnan PACHACHI
20 February 1962

FOR IRELAND:
POUR L'IRLANDE:
愛爾蘭:
За Ирландию:
POR IRLANDA:

T. J. HORAN
D. P. WALDRON

FOR ISRAEL:
POUR ISRAËL:
以色列:
За Израиль:
POR ISRAEL:

Joseph LINTON
ad referendum

FOR ITALY:
POUR L'ITALIE:
義大利:
За Италию:
POR ITALIA:

Vittorio ZOPPI
March the 13th, 1962

FOR JAPAN:
POUR LE JAPON:
日本:
За Японию:
POR EL JAPÓN:

Katsuo OKAZAKI
March 26, 1962

FOR LEBANON:
POUR LE LIBAN:
黎巴嫩:
За Ливан:
POR EL LÍBANO:

E. DONATO

FOR LIECHTENSTEIN:

POUR LE LIECHTENSTEIN:

列支敦斯登:

За Лихтенштейн:

FOR LIECHTENSTEIN:

Heinrich Prinz VON LIECHTENSTEIN

FOR LUXEMBOURG:

POUR LE LUXEMBOURG:

盧森堡:

За Люксембург:

FOR LUXEMBURGO:

M. STEINMETZ

2 février 1962

FOR NEW ZEALAND:

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

紐西蘭:

За Новую Зеландию:

FOR NUEVA ZELANDIA:

M. NORRISH

28th March 1962

FOR NORWAY:

POUR LA NORVÈGE:

挪威:

За Норвегию:

FOR NORUEGA:

Egil AMLIE

FOR THE PHILIPPINES:

POUR LES PHILIPPINES:

菲律賓:

За Филиппины:

POR FILIPINAS:

Roberto REGALA

Oct. 20, 1961

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:

POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

大韓民國:

За Корейскую Республику:

POR LA REPÚBLICA DE COREA:

Soo Young LEE

30 March 1962

FOR SWEDEN:

POUR LA SUÈDE:

瑞典:

За Швецию:

POR SUECIA:

Z. PRZYBYSZEWSKI WESTRUP

FOR SWITZERLAND:

POUR LA SUISSE:

瑞士:

За Швейцарию:

FOR SUIZA:

Paul RUEGGER

FOR TANGANYIKA:

POUR LE TANGANYIKA:

坦干伊喀:

За Танганьйку:

FOR TANGANYIKA:

V. K. KYARUZI

27 February 1962

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:

FOR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

Patrick DEAN

December 11, 1961

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:

POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

美利堅合衆國:

За Соединенные Штаты Америки:

POR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

H. FREEMAN MATTHEWS

June 29, 1961

Ward M. CAMERON

March 23, 1962

FOR YUGOSLAVIA:

POUR LA YOUGOSLAVIE:

南斯拉夫:

За Югославию:

POR YUGOESLAVIA:

Sous la réserve de ratification

Milan BARTOŠ

Lazar LILIĆ

No. 7313

**AUSTRALIA, CANADA, INDIA, NEW ZEALAND,
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND, etc.**

**Commonwealth Telegraphs Agreement (with schedules and
Protoeol). Signed at London, ou 11 May 1948**

**Commouwealth Telegraphs Agreement, 1963 (with sched-
ule). Signed at Londou, on 25 July 1963**

Official text: English.

*Registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on
24 June 1964.*

**AUSTRALIE, CANADA, INDE, NOUVELLE-ZÉLANDE,
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD, etc.**

**Accord relatif aux services télégraphiques du Common-
wealth (avec annexes et Protocole). Signé à Londres,
le 11 mai 1948**

**Accord de 1963 relatif aux services télégraphiques du
Commonwealth (avec annexe). Signé à Loudres, le
25 juillet 1963**

Texte officiel anglais.

*Enregistrés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le
24 juin 1964.*

No. 7313. COMMONWEALTH TELEGRAPHS AGREEMENT.¹
SIGNED AT LONDON, ON 11 MAY 1948

THIS AGREEMENT is made on the Eleventh day of May One thousand nine hundred and forty eight BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (hereinafter referred to as "the United Kingdom Government") of the first part HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN CANADA of the second part HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA of the third part HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE DOMINION OF NEW ZEALAND of the fourth part HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA of the fifth part HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN INDIA of the sixth part and THE GOVERNMENT OF SOUTHERN RHODESIA of the seventh part (all of whom are hereinafter collectively referred to as "the Partner Governments").

WHEREAS at a Commonwealth Telecommunications Conference of representatives of the Partner Governments held in London in July One thousand nine hundred and forty five decisions were reached to recommend certain measures for promoting and co-ordinating the efficiency and development of the telecommunication services of the British Commonwealth and Empire :

AND WHEREAS the Partner Governments have adopted the recommendations of the said conference and certain of such recommendations have already been carried out including the acquisition by the United Kingdom Government of all the shares of Cable and Wireless Limited

¹ In accordance with clause 12, the Agreement came into force on 18 September 1957, the date on which the last of the original Partner Governments, namely the Government of India, confirmed the Agreement, and by agreement of those Governments and the Government of Ceylon was deemed to have come into force on 31 May 1949, that is to say :

- (1) In respect of the original Partner Governments (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, South Africa, India and Southern Rhodesia) with effect from 31 May 1949;
- (2) In respect of the Government of Ceylon with effect from 1 June 1951, the date on which it adhered to the Agreement;
- (3) In respect of the Government of the Federation of Rhodesia and Nyasaland, which replaced, as from 1 July 1954, the Government of Southern Rhodesia, with effect from that date.

Pursuant to the provisions of clause 9, the Agreement came subsequently into force in respect of the Governments of the following States, which had been admitted as Partner Governments on the respective dates of adherence listed below:

Cyprus	1 April	1961
Federation of Nigeria	12 March	1962
Ghana	3 April	1962
Federation of Malaya	1 September	1962

The Union of South Africa ceased to be a Partner Government for the purposes of the Agreement on 31 May 1961, the date on which it ceased to be a Member of the Commonwealth.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N° 7313. ACCORD¹ RELATIF AUX SERVICES TÉLÉGRAPHIQUES DU COMMONWEALTH. SIGNÉ À LONDRES, LE 11 MAI 1948

LE PRÉSENT ACCORD est conclu ce onze mai mil neuf cent quarante-huit ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (ci-après appelé « le Gouvernement du Royaume-Uni »), première Partie, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ POUR LE CANADA, deuxième Partie, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, troisième Partie, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ POUR LE DOMINION DE NOUVELLE-ZÉLANDE, quatrième Partie, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ POUR L'UNION SUD-AFRICAINE, cinquième Partie, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ POUR L'INDE, sixième Partie, et LE GOUVERNEMENT DE LA RHODÉSIE DU SUD, septième Partie (appelés ci-après « les Gouvernements associés »).

ATTENDU qu'à une Conférence des télécommunications du Commonwealth tenue à Londres en juillet mil neuf cent quarante-cinq, les représentants des Gouvernements associés ont décidé de recommander certaines mesures favorables à la coordination, au bon fonctionnement et à l'expansion des services de télécommunications du Commonwealth et de l'Empire britanniques,

ATTENDU que les Gouvernements associés ont adopté les recommandations de ladite conférence, dont certaines ont déjà été exécutées, notamment l'acquisition par le Gouvernement du Royaume-Uni de toutes les actions de la Cable and Wireless Limited,

¹ Conformément à la clause 12, l'Accord est entré en vigueur le 18 septembre 1957, date à laquelle le dernier des gouvernements associés initiaux, à savoir le Gouvernement indien, a ratifié l'Accord; ces gouvernements et le Gouvernement ceylanais sont convenus de considérer que l'Accord est entré en vigueur le 31 mai 1949, c'est-à-dire :

- 1) En ce qui concerne les gouvernements associés initiaux (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Inde et Rhodésie du Sud) avec effet du 31 mai 1949;
- 2) En ce qui concerne le Gouvernement ceylanais, avec effet du 1^{er} juin 1951, date à laquelle il a adhéré à l'Accord;
- 3) En ce qui concerne le Gouvernement de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland qui, à partir du 1^{er} juillet 1954, a remplacé le Gouvernement de Rhodésie du Sud, avec effet de cette date.

Conformément aux dispositions de la clause 9, l'Accord est par la suite entré en vigueur en ce qui concerne les Gouvernements des États suivants, qui avaient été admis comme gouvernements associés aux dates d'adhésion indiquées ci-après :

Chypre	1 ^{er} avril	1961
Fédération de Nigéria	12 mars	1962
Ghana	3 avril	1962
Fédération de Malaisie	1 ^{er} septembre	1962

L'Union sud-africaine a cessé d'être Gouvernment associé aux fins de l'Accord le 31 mai 1961, date à laquelle elle a cessé d'être membre du Commonwealth.

AND WHEREAS the Partner Governments are entering into this Agreement for the purpose of giving full effect to the said recommendations :

NOW IT IS HEREBY AGREED as follows :

Part I

ACQUISITION OF OPERATING COMPANIES

1. Each Partner Government in whose territory a local company is operating external telecommunication services shall purchase all the shares in the local company which it does not already own or otherwise acquire the local company's undertaking, to such extent as it has not already done so.

2. The Partner Governments to whom Clause 1 applies are set out in the first column of the First Schedule hereto and the companies whose shares or undertaking each such Partner Government is to acquire are set out in the second column opposite.

Part II

ESTABLISHMENT OF COMMONWEALTH TELECOMMUNICATIONS BOARD AND NATIONAL BODIES

3. (1) For the purpose of promoting the efficiency and development of the external telecommunication services of the British Commonwealth and Empire the Partner Governments agree to the establishment of a body which shall be known as the Commonwealth Telecommunications Board and shall have the functions and constitution set out in the Second Schedule hereto. This body is hereinafter referred to as "the Board."

(2) The functions and constitution of the Board may be amended in such manner and to such extent as the Partner Governments may, in the light of experience, agree to be expedient for carrying out more effectively the purposes for which the Board was established.

4. The Partner Governments shall contribute in such proportions as may be agreed to the expenses of the Board pending the establishment of the Central Fund.

5. For the purpose of acquiring the local assets hereinafter mentioned and of operating and maintaining its external telecommunication services each Partner Government shall either nominate an existing department or other body or establish a public corporation having the powers necessary to carry into effect the provisions of this Agreement.

The department, body or corporation so nominated or established by any Partner Government is hereinafter referred to, in relation to that Government, as "the National Body."

ATTENDU que les Gouvernements associés concluent le présent Accord afin de mettre pleinement en œuvre lesdites recommandations,

IL EST DÉSORMAIS CONVENU ce qui suit :

Première partie

ACQUISITION DES SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION

1. Chaque Gouvernement associé sur le territoire duquel les services de télécommunications extérieures sont exploités par une société locale achètera toutes les actions de ladite société qu'il ne possède pas déjà ou se rendra propriétaire de l'entreprise de toute autre manière, dans la mesure où il ne l'est pas déjà.

2. Les Gouvernements associés auxquels s'applique la clause 1 sont énumérés dans la première colonne de l'annexe 1 du présent Accord; les sociétés dont chacun desdits Gouvernements doit acquérir les actions ou l'entreprise sont indiquées en regard dans la deuxième colonne.

Deuxième partie

CRÉATION D'UNE COMMISSION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DU COMMONWEALTH ET D'ORGANISMES NATIONAUX

3. 1) En vue de favoriser le bon fonctionnement et l'expansion des services de télécommunications extérieures du Commonwealth et de l'Empire britanniques, les Gouvernements associés conviennent de créer une Commission des télécommunications du Commonwealth, dont les fonctions et la constitution sont fixées dans l'annexe 2 du présent Accord. Cet organe est appelé ci-après « la Commission ».

2) Les fonctions et la constitution de la Commission pourront faire l'objet des modifications que les Gouvernements associés jugeront opportunes et nécessaires, compte tenu de l'expérience, pour permettre à la Commission de s'acquitter plus efficacement des tâches pour lesquelles elle a été créée.

4. En attendant que le Fonds central soit créé, les Gouvernements associés contribueront aux dépenses de la Commission dans les proportions qui seront convenues.

5. En vue d'acquérir les avoirs locaux ci-après mentionnés et d'exploiter et d'entretenir ses services de télécommunications extérieures, chaque Gouvernement associé soit désignera un ministère existant ou tout autre organe pour appliquer les dispositions du présent Accord, soit créera à cette fin une société publique dotée des pouvoirs nécessaires.

Le ministère, l'organe ou la société que désignera ou créera tout Gouvernement associé sera ci-après appelé « l'organisme national », par rapport audit Gouvernement.

6. (1) For the purpose of defining the relations between each Partner Government, the Board and the National Bodies and of providing for the expenses of the Board each Partner Government and, unless the National Body is a Department thereof, the National Body will enter into an Agreement with the Board in the terms set out in the Third Schedule hereto.

(2) The terms and principles of the financial arrangements contained in Clause 7 of the Agreement set out in the Third Schedule hereto may on the recommendation of the Board be modified from time to time in such manner as the Partner Governments may agree to be equitable and convenient.

Part III

DIVISION AND TRANSFER OF ASSETS OF OPERATING COMPANIES

7. The United Kingdom Government shall procure that the assets of Cable and Wireless Limited shall as soon as practicable be divided and held in manner following, that is to say,

- (a) shares held by or for Cable and Wireless Limited or any subsidiaries thereof in the companies specified in the second column of the First Schedule hereto shall be transferred to the appropriate Partner Government specified in the first column of the said Schedule at a price (which shall be paid by the Partner Government concerned in cash) to be agreed;
- (b) assets situated in the territories of any Partner Government (other than the United Kingdom), not being cable-heads or other assets which the Partner Government agrees to exclude, shall be transferred to the National Body concerned at a price (which shall be paid by the Partner Government in cash) to be agreed;
- (c) except in so far as the United Kingdom Government may otherwise direct the remaining assets shall be held by the United Kingdom National Body.

For the purposes of this Agreement the territory of a Partner Government

- (i) in relation to the United Kingdom Government, includes every territory (other than the territory of another Partner Government) whose foreign relations are conducted by the United Kingdom;
- (ii) in relation to any other Partner Government, includes every territory whose foreign relations are conducted by that Partner Government.

8. Each other Partner Government shall procure that the assets of any of its local operating companies whose shares or undertaking it acquires under Clause 1 and any other assets (except cable-heads) used in connection with its external telecommunication services shall be held, operated and maintained by the National Body.

6. 1) Afin de définir les relations entre chaque Gouvernement associé, la Commission et les organismes nationaux, et de pourvoir aux dépenses de la Commission, chaque Gouvernement associé et son organisme national, sauf si ce dernier est un ministère, concluront avec la Commission un accord dont les clauses sont énoncées à l'annexe 3 du présent Accord.

2) Les termes et principes d'arrangement financier posés dans la clause 7 de l'Accord figurant à l'annexe 3 du présent Accord pourront à l'occasion, sur la recommandation de la Commission, faire l'objet des modifications que les Gouvernements associés estimeront équitables et opportunes.

Troisième partie

DIVISION ET TRANSFERT DES AVOIRS DES SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION

7. Le Gouvernement du Royaume-Uni fera en sorte que les avoirs de la Cable and Wireless Limited soient, aussitôt que possible, divisés et détenus de la manière suivante :

- a) Les actions détenues par la Cable and Wireless Limited ou une de ses filiales, ou pour son compte, dans les sociétés désignées dans la deuxième colonne de l'annexe 1 du présent Accord seront transférées au Gouvernement associé désigné dans la première colonne de ladite annexe, à un prix à convenir (qui sera payé en espèces par le Gouvernement associé intéressé);
- b) Les avoirs situés sur les territoires de tout Gouvernement associé (autre que le Royaume-Uni), à l'exception des têtes de câbles et des autres avoirs que le Gouvernement associé conviendra d'exclure, seront transférés à l'organisme national intéressé à un prix à convenir (qui sera payé en espèces par le Gouvernement associé);
- c) Sauf indications contraires de la part du Gouvernement du Royaume-Uni, le reste des avoirs sera détenu par l'organisme national du Royaume-Uni.

Aux fins du présent Accord, le territoire de tout Gouvernement associé comprend :

- i) S'agissant du Gouvernement du Royaume-Uni : tout territoire (autre que le territoire d'un autre Gouvernement associé) dont le Royaume-Uni assure les relations extérieures;
- ii) S'agissant de tout autre Gouvernement associé : tout territoire dont ledit Gouvernement associé assure les relations extérieures.

8. Chacun des autres Gouvernements associés fera en sorte que les avoirs de toute société d'exploitation locale dont il acquiert les actions ou l'entreprise en vertu de la clause 1 ainsi que tous autres avoirs (à l'exception des têtes de câble) servant aux services de télécommunications extérieures soient détenus, exploités et entretenus par l'organisme national.

Part IV

ADMISSION AND WITHDRAWAL

9. The Partner Governments may admit the Government of any other part of the British Commonwealth and Empire as a party to this Agreement on such terms (including the acquisition of shares in local companies and of local assets) as may be agreed, and as from such date as may be agreed the Government so admitted shall become a Partner Government for the purposes of this Agreement, and the provisions of this Agreement may on the recommendation of the Board be modified in such manner as may be necessary or expedient to adapt them to the terms and consequences of the admission and as so modified shall be binding on the Partner Governments including the Governments so admitted.

10. (1) If any Partner Government ceases to be a member of the British Commonwealth and Empire that Government shall forthwith cease to be a Partner Government for the purposes of this Agreement and the Agreement entered into by it in pursuance of Clause 6 shall determine and the National Body's account in the Central Fund shall be made up to the date of determination and all payments shall be made accordingly.

(2) If any Partner Government wishes to withdraw from this Agreement it may do so by giving notice in writing to the other Partner Governments and the Board and on the expiration of such notice it shall cease to be a Partner Government for the purposes of this Agreement and the Agreement entered into by it in pursuance of Clause 6 shall determine and the National Body's account in the Central Fund shall be made up to the date of determination and all payments shall be made accordingly. Provided that (a) no such notice shall be given during the period of six years beginning on the date on which this Agreement comes into force, and (b) any such notice shall be not less than two years in length and shall be given to expire at the end of a financial year of the National Body of such Government.

(3) In the event of a Government ceasing to be a Partner Government this Agreement shall thereafter remain in full force and effect as between the remaining Partner Governments subject only to such consequential modifications (if any) as they may agree to be necessary or expedient.

Part V

LEGISLATION

11. Each Partner Government shall take appropriate action (whether by legislation or otherwise) to confirm this Agreement, to raise and provide the finance and to obtain the other powers necessary for it to carry out this Agreement.

Quatrième partie

ADMISSION ET RETRAIT

9. Les Gouvernements associés pourront autoriser le Gouvernement de tout autre partie du Commonwealth et de l'Empire britanniques à devenir partie au présent Accord aux conditions (touchant notamment l'acquisition des actions dans les sociétés locales et des avoirs locaux) qui seront convenues; le Gouvernement ainsi admis deviendra Gouvernement associé aux fins du présent Accord à compter de la date qui sera convenue et sur la recommandation de la Commission, toute modification jugée nécessaire et opportune sera apportée aux dispositions du présent Accord en vue de les adapter aux conditions et aux conséquences de l'admission, lesquelles dispositions, ainsi modifiées, obligeront les Gouvernements associés, y compris le Gouvernement nouvellement admis.

10. 1) Tout Gouvernement associé qui cessera d'être membre du Commonwealth et de l'Empire britanniques cessera immédiatement d'être Gouvernement associé aux fins du présent Accord; l'Accord qu'il aura conclu en application de la clause 6 prendra fin, les comptes de son organisme national au Fonds central seront arrêtés à compter de la date de l'expiration dudit Accord et tous paiements seront effectués en conséquence.

2) Tout Gouvernement associé désireux de se retirer du présent Accord sera autorisé à le faire en signifiant son intention par écrit aux autres Gouvernements associés et à la Commission; à l'expiration du préavis, il cessera d'être Gouvernement associé aux fins du présent Accord, l'Accord qu'il aura conclu en application de la clause 6 prendra fin, les comptes de son organisme national au Fonds central seront arrêtés à compter de la date de l'expiration dudit Accord et tous paiements seront effectués en conséquence, étant entendu *a)* qu'aucun préavis de ce genre ne sera donné pendant une période de six ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, et *b)* que tout préavis sera de deux ans au moins et que son expiration devra coïncider avec la fin d'un exercice financier de l'organisme national du Gouvernement intéressé.

3) Au cas où un gouvernement cesserait d'être Gouvernement associé, le présent Accord restera pleinement en vigueur et continuera à produire tous ses effets entre les autres Gouvernements associés, sous réserve uniquement des modifications dues à ce changement qu'ils pourraient juger nécessaires ou opportunes.

Cinquième partie

LÉGISLATION

11. Chacun des Gouvernements associés prendra les mesures nécessaires (législatives ou autres) pour ratifier le présent Accord, réunir et fournir les fonds nécessaires, et obtenir tous autres pouvoirs les habilitant à appliquer le présent Accord.

12. This Agreement shall come into force when it has been confirmed by all the Partner Governments.

FIRST SCHEDULE

PARTICULARS OF OPERATING COMPANIES

<i>Column 1</i>	<i>Column 2</i>
<i>Partner Governments concerned</i>	<i>Companies whose shares or undertaking are to be acquired</i>
His Majesty's Government in Canada	Canadian Marconi Company Ltd.
His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia	Amalgamated Wireless (Australasia) Ltd.
His Majesty's Government in the Union of South Africa	Cable and Wireless of South Africa Ltd.
His Majesty's Government in India	Indian Radio and Cable Communications Company Ltd.

SECOND SCHEDULE

CONSTITUTION

1. There shall be established a body to be known as the Commonwealth Telecommunications Board.

2. The Board shall consist of members to be appointed as follows :

- (a) As to one (who shall be the Chairman of the Board), jointly by the Partner Governments;
- (b) As to one, by each of the Partner Governments separately;
- (c) As to one, by His Majesty's Government in the United Kingdom to represent British Commonwealth and Empire territories not directly represented by other members.

3. The Commonwealth Telecommunications Board shall be a body corporate by that name, with perpetual succession and a common seal, and with power to purchase, take, hold and dispose of lands and other property.

FUNCTIONS

4. The functions of the Board shall be

(1) To make recommendations to the Partner Governments and to National Bodies on the following matters relating to their external telecommunication systems :

12. Le présent Accord entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié par tous les Gouvernements associés.

ANNEXE 1

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION

<i>Colonne 1</i>	<i>Colonne 2</i>
<i>Gouvernements associés intéressés</i>	<i>Compagnies dont les actions ou l'entreprise doivent être acquises</i>
Gouvernement de Sa Majesté pour le Canada	Canadian Marconi Company Ltd.
Gouvernement de Sa Majesté pour le Commonwealth d'Australie	Amalgamated Wireless (Australasia) Ltd.
Gouvernement de Sa Majesté pour l'Union sud-africaine	Cable and Wireless of South Africa Ltd.
Gouvernement de Sa Majesté pour l'Inde	Indian Radio and Cable Communications Company Ltd.

ANNEXE 2

CONSTITUTION

1. Il sera créé un organe désigné sous le nom de Commission des télécommunications du Commonwealth.

2. La Commission sera composée de membres qui seront nommés comme suit :

- a) Un (qui sera Président de la Commission), par l'ensemble des Gouvernements associés;
- b) Un par chacun des Gouvernements associés séparément;
- c) Un par le Gouvernement de Sa Majesté pour le Royaume-Uni, pour représenter les territoires du Commonwealth et de l'Empire britannique qui ne sont pas directement représentés par les autres membres.

3. La Commission des télécommunications du Commonwealth sera une personne morale constituée sous ce titre, établie à perpétuité, possédant un sceau commun et habilitée à acheter, recevoir, détenir et aliéner des biens fonciers et autres.

FONCTIONS

4. La Commission aura pour fonctions :

- 1) De faire des recommandations aux Gouvernements associés et aux organismes nationaux sur les questions ci-après relatives à leurs systèmes de télécommunications extérieures :

- (a) The formulation and execution of the joint telecommunication policy of the Partner Governments, including the fixing of rates, (terminal, transit and parcours proportions);
- (b) Co-ordination of the development of the cable and wireless systems of the British Commonwealth and Empire;
- (c) Extensions to and alterations of the telecommunication systems of the British Commonwealth and Empire;
- (d) The provision and, where appropriate, the apportionment among National Bodies, of capital expenditure on projects;
- (e) Co-ordination with the appropriate authorities on telecommunication matters affecting the defence of the British Commonwealth and Empire or any part thereof;
- (f) Co-ordination of research in telecommunication matters conducted by National Bodies;
- (g) The exchange of personnel between the Board and National Bodies;
- (h) Any other telecommunication matter which may be referred to the Board by any of the Partner Governments or by any National Body;

(2) At the request of the Partner Governments or National Bodies to conduct negotiations with foreign telecommunication interests on their behalf;

(3) To promote and conduct research in telecommunication matters;

(4) To purchase or otherwise acquire and turn to account in any manner that may be thought fit any Letters Patent or patent rights or any interest in any Letters Patent or patent rights, *brevets d'invention*, licences, concessions, and the like conferring an exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention in relation to any device or machine serving or calculated to serve any useful purpose in connection with any of the functions of the Board or with the business of any National Body;

(5) To set up and administer a Central Fund for the receipt of the net revenues of the National Bodies;

(6) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the Board, or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurances, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent or educational objects, or for any exhibition, or for any public, general or useful objects;

(7) To borrow money temporarily in anticipation of revenue;

(8) To sell, improve, manage, exchange, lease, mortgage, enfranchise, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Board;

- a) Élaboration et application de la politique commune des Gouvernements associés en ce qui concerne les télécommunications, y compris la fixation des taxes (terminales, de transit et taxes proportionnelles de parcours);
- b) Coordination et développement des réseaux de câbles et de télégraphie sans fil du Commonwealth et de l'Empire britanniques;
- c) Extension et modification des systèmes de télécommunications du Commonwealth et de l'Empire britanniques;
- d) Financement et, si besoin est, répartition entre les organismes nationaux des dépenses d'équipement occasionnées par des projets;
- e) Coordination avec les autorités compétentes en ce qui concerne les questions de télécommunications touchant la défense du Commonwealth et de l'Empire britanniques ou d'une partie du Commonwealth ou de l'Empire;
- f) Coordination des recherches faites par les organismes nationaux dans le domaine des télécommunications;
- g) Échange de personnel entre la Commission et les organismes nationaux;
- h) Toute autre question de télécommunications qui pourrait être soumise à la Commission par tout Gouvernement associé ou par tout organisme national;

2) De procéder au nom des Gouvernements associés ou des organismes nationaux, sur leur demande, à des négociations avec des sociétés de télécommunications étrangères;

3) D'encourager et de pratiquer la recherche dans le domaine des télécommunications;

4) D'acheter ou d'acquérir de toute autre manière, et de mettre à profit de la manière qu'elle jugera appropriée, tous brevets ou droits de propriété industrielle ou tout intérêt dans les brevets ou droits de propriété industrielle, brevets d'invention, licences d'exploitation, concessions, etc, conférant un droit exclusif, non exclusif ou partiel d'utiliser tout renseignement secret ou autre concernant toute invention relative à tout appareil ou machine présentant ou destiné à présenter une utilité quelconque pour l'une quelconque des fonctions de la Commission ou pour les activités de l'un quelconque des organismes nationaux;

5) De créer et de gérer un Fonds central destiné à recevoir les recettes nettes des organismes nationaux;

6) De créer et de subventionner, ou de contribuer à créer et à subventionner, des associations, institutions, caisses, trust et autres groupements dont l'objet est de servir les intérêts des employés ou anciens employés de la Commission, des personnes à leur charge et de celles qui leur sont apparentées, de verser des pensions et des allocations et de payer des primes d'assurance, et de fournir ou de s'engager à fournir des fonds pour financer des œuvres charitables, bénévoles ou éducatives, des bourses de toute sortes, ou toute activité présentant un intérêt public ou général ou une utilité quelconque;

7) D'emprunter provisoirement des fonds en attendant les rentrées;

8) De vendre, faire valoir, gérer, échanger, louer, hypothéquer, libérer, aliéner, mettre à profit tout ou partie des biens et droits de la Commission ou d'en disposer de toute autre manière;

(9) To enter into, make and perform contracts of guarantee and indemnity of whatsoever kind which may be necessary or convenient for the purpose of the Board's functions;

(10) To do all or any of the above things in any part of the world and either as principals, agents, trustees, contractors or otherwise, and either alone, or in conjunction with others, and either by or through agents, sub-contractors, trustees or otherwise;

(11) To do all such other things as the Board may deem incidental or conducive to the discharge of any of their functions.

ORGANISATION

5. (1) The Chairman of the Board shall be entitled to preside at the meetings thereof.

(2) There shall be a Vice-Chairman of the Board who shall be appointed by the Board and shall be entitled to preside at meetings of the Board in the absence of the Chairman.

(3) The Chairman or other officers authorised by him shall, subject to such regulations as may be made by the Board as hereinafter provided, summon all meetings of the Board for the despatch of business.

6. (1) The Board shall meet for the despatch of business, and shall from time to time make such regulations with respect to the summoning, notice, place, quorum, management and adjournment of such meetings and generally with respect to the transaction and management of their business as they may think fit, subject to the following conditions :

- (a) Meetings shall normally be held in London in the United Kingdom, but from time to time as may be found convenient, meetings shall also be held in the territories of the other Partner Governments or elsewhere as the Board may determine;
- (b) A quorum for a meeting of the Board shall be not less than two-thirds of the members for the time being;
- (c) Every question shall be decided by a majority of votes of the members present and voting on that question and in case of an equality of votes at any meeting the person presiding at such meeting shall have a second or casting vote provided that, if the question to be decided is claimed by a member either before or at the meeting to be one of Governmental policy and unanimity cannot be obtained, the Chairman shall refer the question to the Partner Governments together with his report and recommendations respecting the same and a decision on the question shall be suspended until the views of the Partner Governments have been ascertained.

(2) Where a member through illness or absence from the country in which the meeting is to be held is unable to attend a meeting the Partner Government by whom that member was appointed shall have the right to nominate a person to act as alternate member in his place for the purposes of that meeting; and on such nomination being made the alternate member shall (except in regard to remuneration) be subject in all respects to the terms and conditions existing with reference to the other members and whilst acting as an alternate member shall exercise and discharge all the functions, powers and duties of the member whom he represents.

9) De conclure, passer et exécuter tous contrats de garantie et d'assurance nécessaires ou utiles à l'exécution de ses fonctions;

10) D'accomplir les actes ci-dessus dans n'importe quelle partie du monde, comme commettant, agent, fidéicommiss, entrepreneur ou autre, seule ou avec d'autres, et si besoin est par l'intermédiaire d'agents, de soustraitants, de fidéicommiss ou autres;

11) D'accomplir tous autres actes qui, à son avis, relèvent de ses fonctions ou pourraient lui permettre de s'en acquitter plus facilement.

ORGANISATION

5. 1) Le Président de la Commission aura qualité pour présider les séances de la Commission.

2) La Commission aura un Vice-Président qu'elle nommera et qui aura qualité pour présider les séances en l'absence du Président.

3) Le Président ou tout autre membre du Bureau à qui il en aura donné le pouvoir convoquera la Commission chaque fois qu'elle aura à se réunir pour ses travaux, sous réserve du règlement que la Commission aura arrêté comme il est prévu ci-après.

6. 1) La Commission se réunira pour expédier les affaires dont elle sera saisie et arrêtera de temps à autre le règlement qu'elle jugera approprié en ce qui concerne la convocation, le délai de convocation, le lieu, le quorum, la conduite et l'ajournement de ses réunions et, d'une façon générale, la conduite de ses travaux, sous réserve des conditions suivantes :

- a) Les réunions auront normalement lieu à Londres (Royaume-Uni) mais, pour des raisons de commodité, elles pourront également avoir lieu de temps à autre sur le territoire des autres Gouvernements associés ou dans tout autre lieu que pourra fixer la Commission;
- b) Le quorum requis pour chaque réunion de la Commission sera jusqu'à nouvel ordre de deux tiers de ses membres au moins;
- c) Toute décision sera prise à la majorité des voix des membres présents et votant sur la question en discussion; en cas de partage égal des voix à une réunion, la voix de la personne qui préside ladite réunion sera prépondérante, étant entendu que si un membre fait valoir avant ou pendant la réunion que la question à régler touche à la politique gouvernementale, et que l'unanimité ne peut être atteinte, le Président renverra la question aux Gouvernements associés avec un rapport et ses recommandations, et toute décision concernant ladite question sera suspendue jusqu'à ce que les Gouvernements associés aient fait connaître leur vues.

2) Lorsqu'un membre sera empêché d'assister à une réunion pour cause de maladie ou d'absence du pays dans lequel la réunion doit avoir lieu, le Gouvernement associé par lequel il a été nommé aura le droit de désigner une personne chargée de le remplacer à ladite réunion; dès qu'il aura été nommé, le membre suppléant aura à tous égards (sauf en ce qui concerne la rémunération) le même statut que les autres membres et, tant qu'il sera suppléant, jouira de tous les pouvoirs et s'acquittera de toutes les fonctions et de tous les devoirs du membre qu'il représente.

7. The Board may at any time appoint a Committee or Committees of their own members for such purpose and on such conditions as the Board may decide, but the conclusions of any such Committee shall be subject to ratification by the Board.

8. (1) The Board shall appoint a chief executive officer who shall be called the Director-General.

(2) The Board shall appoint such other officers and staff as they may think necessary for the efficient transaction of their business and shall fix such rates of remuneration, including that of the Director-General, as they shall think proper. Subject to the provisions of any contract between the Board and any officer, the Board may remove any officer (other than a member) however appointed.

(3) No member shall be appointed to any executive office of the Board.

POWER TO APPOINT ADVISORY COMMITTEES

9. The Board may appoint persons or Committees to advise them with regard to all or any matters connected with telecommunication services and the business operations and affairs of the Board. Committees shall have power to appoint Advisory Sub-Committees. Committees shall be appointed for such purposes and on such conditions as the Board may decide. The Board may from time to time make regulations with regard to the meetings and proceedings of any such Committees or Sub-Committees. The Board may pay the expenses of any such Committees or Sub-Committees including the expenses of the members in attending them.

MEMBERS

10. (1) Members of the Board shall, subject to the provisions as to disqualification hereinafter contained, be entitled to remain in office for such period as may be fixed at the time of their appointment, which shall not exceed a period of five years.

(2) A retiring member shall be eligible for re-appointment.

11. A member shall *ipso facto* cease to be a member

- (a) in the case of the Chairman, if his appointment be terminated at the joint request of the Partner Governments, or
- (b) in the case of any other member, if his appointment be terminated by that one of the Partner Governments which appointed him, or
- (c) if he becomes of unsound mind or bankrupt or compounds with his creditors, or
- (d) if he sends in a written resignation of his office to the Board, or
- (e) if the Government which appointed him ceases to be a Partner Government.

12. (1) The members shall receive by way of remuneration for their services as Chairman, Vice-Chairman or members, as the case may be, the sums following (to be deemed to accrue from day to day), that is to say :

	<i>Per annum</i>
	£
The Chairman	3,500
The Vice-Chairman	1,500
Each of the other members	1,000

7. La Commission pourra à tout moment nommer un ou plusieurs comités composés de ses propres membres pour s'acquitter des tâches qu'elle décidera, aux conditions qu'elle décidera; les décisions de ces comités devront toutefois être ratifiées par la Commission.

8. 1) La Commission nommera un Directeur général qui sera son principal administrateur.

2) La Commission nommera tous autres administrateurs et employés qu'elle jugera nécessaires pour la bonne marche de ses affaires et fixera les barèmes de traitements, y compris celui du Directeur général, qu'elle estimera appropriés. Sous réserve des dispositions de tout contrat qui aurait pu être conclu entre la Commission et un administrateur, la Commission pourra destituer tout administrateur (autre qu'un membre) quel qu'ait été son mode de nomination.

3) Aucun membre de la Commission ne sera nommé à un poste exécutif quelconque de la Commission.

POUVOIR DE NOMMER DES COMITÉS CONSULTATIFS

9. La Commission pourra nommer des personnes ou des comités chargés de la conseiller sur toute question ayant trait aux services de télécommunications et aux opérations et affaires de la Commission. Les comités auront le pouvoir de nommer des sous-comités consultatifs. Les comités seront chargés de s'acquitter des fonctions dont la Commission décidera, et aux conditions qu'elle fixera. La Commission pourra de temps à autre arrêter les règles relatives aux réunions et travaux de tout comité ou sous-comité de cette nature. La Commission pourra prendre à sa charge les frais de tout comité ou sous-comité de cette nature, y compris les frais encourus par les membres pour assister à leurs réunions.

MEMBRES

10. 1) Sous réserve des dispositions ci-après relatives à la cessation des fonctions, la durée du mandat des membres de la Commission, qui pourra être supérieure à cinq ans, sera fixée au moment de leur nomination.

2) Tout membre sortant pourrait être nommé de nouveau.

11. Tout membre cessera *ipso facto* d'être membre :

- a) Si, dans le cas du Président, il est mis fin à son mandat à la demande conjointe des Gouvernements associés, ou
- b) Si, dans le cas de tout autre membre, il est mis fin à son mandat par celui des Gouvernements associés qui l'a nommé, ou
- c) En cas d'aliénation mentale ou de faillite, ou s'il compose avec ses créanciers, ou
- d) S'il envoie sa démission par écrit à la Commission, ou
- e) Si le Gouvernement qui l'a nommé cesse d'être Gouvernement associé.

12. 1) Les membres (Président, Vice-Président et autres) toucheront pour leurs services les montants ci-après, calculables de jour en jour :

	<i>Par an</i> <i>(Livres sterling)</i>
Le Président	3 500
Le Vice-Président	1 500
Les autres membres	1 000

In addition members appointed by Partner Governments (other than the United Kingdom) may be paid such subsistence allowance (not exceeding £500 per annum) as the Board consider reasonable.

Members may also be reimbursed for expenses properly incurred by them in the due performance of their office.

(2) Except as in this clause expressly provided, no moneys of the Board derived from any source shall in any event be devided by way of profit or otherwise amongst the members.

FINANCIAL

13. (1) Prior to the beginning of each financial year the Board shall prepare and approve a budget setting forth the estimates of their expenditure for that year. Estimates of current expenses (which may include a reasonable sum in order to provide a working balance for the year) and capital expenditure shall be shown separately in the budget and shall be sub-divided under appropriate headings.

(2) The Board shall forward a copy of the budget so prepared and approved to each of the National Bodies and the Partner Governments.

(3) The current expenses of the Board shall be defrayed out of the Central Fund in accordance with the budget.

(4) The adoption of the budget, in so far as it provides for capital expenditure, shall be subject to the approval of the Partner Governments. On giving their approval the Partner Governments shall make provision of the requisite funds through the National Bodies.

ANNUAL REPORT AND STATEMENT OF ACCOUNTS

14. (1) The accounts of the Board shall be audited annually by an auditor or auditors, who shall be appointed by the Board after obtaining the approval of the Partner Governments.

(2) The Board shall, as soon as may be after the end of every year, prepare a General Report of their proceedings for that year and attach thereto a Statement of Accounts.

(3) The Chairman shall, on the completion of every such annual General Report and Statement of Accounts and the Auditors' Report thereon, forthwith submit the same to the Partner Governments and arrange for the same to be published in the territories of the Partner Governments.

GENERAL

15. The Board shall at all times observe the provisions of any International Conventions relating to telecommunications to which the Partner Governments have subscribed.

16. The Board shall treat persons domiciled in any of the territories of the Partner Governments as equally eligible for appointment to the Board's staff.

17. (1) No act or proceeding of the Board or of any Committee established by the Board shall be questioned on account of any vacancy or vacancies in the Board or any such Committees.

En sus, les membres désignés par les Gouvernements associés (à l'exception de celui du Royaume-Uni) pourront toucher (à concurrence de 500 livres par année) l'allocation de séjour que la Commission jugera raisonnable.

Les membres pourront en outre se faire rembourser les dépenses qu'ils auront faites dans l'exercice de leurs fonctions.

2) En dehors des cas expressément prévus dans la présente clause, les fonds de la Commission, quelle qu'en soit la source, ne seront en aucun cas divisés entre les membres sous forme d'avantages, bénéfices ou autres.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

13. 1) Avant le début de chaque exercice, la Commission préparera et approuvera un budget exposant les prévisions de dépenses pour ledit exercice. Les prévisions de dépenses courantes (qui pourront comprendre une somme raisonnable devant servir de fonds de roulement pour l'exercice) et de dépenses d'équipement seront indiquées séparément dans le budget et seront subdivisées en rubriques comme il conviendra.

2) La Commission communiquera une copie du budget ainsi préparé et approuvé à chacun des organismes nationaux et des Gouvernements associés.

3) Les dépenses courantes de la Commission seront imputées sur le Fonds central conformément aux prévisions budgétaires.

4) Dans la mesure où le budget prévoit des dépenses en capital, son adoption sera soumise à l'approbation des Gouvernements associés. En donnant leur approbation, les Gouvernements associés fourniront les fonds voulus par l'intermédiaire des organismes nationaux.

RAPPORT ANNUEL ET ÉTAT DES COMPTES

14. 1) Les comptes de la Commission seront vérifiés chaque année par un ou plusieurs vérificateurs, qui seront nommés par la Commission avec l'approbation des Gouvernements associés.

2) À la fin de chaque exercice, la Commission préparera aussitôt que faire se pourra un rapport général d'activité pour ledit exercice, auquel elle joindra un état des comptes.

3) Dès que le rapport annuel, l'état des comptes et le rapport des vérificateurs seront prêts, le Président les fera immédiatement tenir aux Gouvernements associés et veillera à ce qu'ils soient publiés dans les territoires des Gouvernements associés.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15. La Commission respectera à tous moments les dispositions de toutes conventions internationales relatives aux télécommunications auxquelles les Gouvernements associés seront parties.

16. Quiconque est domicilié dans l'un quelconque des territoires des Gouvernements associés sera considéré par la Commission comme pouvant être engagé, sans acception de personne, à son service.

17. 1) Aucune décision ni aucun acte de procédure de la Commission ou d'un Comité créé par la Commission ne seront contestés à raison d'une ou plusieurs vacances à la Commission ou audit Comité.

(2) No defect in the appointment of any person acting as Chairman, Vice-Chairman or member or as a member of any Committee established by the Board shall be deemed to vitiate any proceedings of the Board or of such Committee in which he has taken part, in cases where the other parties to such proceedings form the necessary quorum and are duly entitled to act.

(3) Any instrument which, if made by a private person, would be required to be under seal, shall be under the seal of the Board and signed by one or more members authorised for that purpose by a resolution of the Board and counter-signed by the proper officer. Any notice, appointment, contract, order or other document made by or proceeding from the Board which is not required to be under seal shall be signed by such members or officers as the Board may direct.

(4) The proper officer of the Board shall be the Director-General or any other officer duly authorised by the Board.

THIRD SCHEDULE

FORM OF AGREEMENT BETWEEN PARTNER GOVERNMENTS, BOARD AND NATIONAL BODY

* AN AGREEMENT made the _____ day of _____ One thousand nine hundred and _____ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN _____ (hereinafter referred to as "the _____ Government") of the first part THE COMMONWEALTH TELECOMMUNICATIONS BOARD (hereinafter referred to as "the Board") of the second part and THE _____ (hereinafter referred to as "the National Body") of the third part.

WHEREAS pursuant to the recommendations of a Commonwealth Telecommunications Conference held in London in July One thousand nine hundred and forty five an Agreement has been made between the Governments of the United Kingdom, Canada, Australia, New Zealand, South Africa, India and Southern Rhodesia (hereinafter collectively referred to as "the Partner Governments") for certain measures designed to promote the efficiency and development of the telecommunication services of the British Commonwealth and Empire, including

(a) the establishment of a Central Body on which all the Partner Governments should be represented, and

(b) the execution of an Agreement in the terms hereinafter set out between the Central Body so established, each of the Partner Governments and the body by which under the said Agreement certain telecommunication assets stations and plant situate in the territory of that Partner Government are to be operated

AND WHEREAS the Board has been established as the Central Body having the functions and constitution more particularly set out in the Second Schedule to the said Agreement

AND WHEREAS the National Body is the body by which under the said Agreement certain telecommunication stations and plant situate in the territories of, or used by, the Government are to be operated

* Alterations will be necessary if the National Body is a Department of the Partner Government.

NOW IT IS HEREBY AGREED as follows :

1. The Board shall from time to time make recommendations to the Government and to the National Body on the following matters relating to their external telecommunication systems :

- (a) the formulation and execution of the joint telecommunication policy of the Partner Governments, including the fixing of rates (terminal, transit and parcours proportions);
- (b) co-ordination of the development of the cable and wireless systems of the British Commonwealth and Empire;
- (c) extensions to and alterations of any portion of the telecommunication systems of the National Body which does, or might, form part of the British Commonwealth and Empire network;
- (d) co-ordination with the appropriate authorities on telecommunication matters affecting the defence of the British Commonwealth and Empire or any part thereof;
- (e) co-ordination of research in telecommunication matters to be conducted by the Board, the National Body and other National Bodies operating in the territories of the other Partner Governments;
- (f) the exchange of personnel between the Board, the National Body and other National Bodies operating in the territories of the other Partner Governments;
- (g) any other telecommunication matter which may be referred to the Board by the Government or the National Body.

2. The Board shall, at the request of the Government or the National Body, conduct negotiations with foreign telecommunication interests on their behalf.

3. The Government and the National Body agree to use the Board as a means of consultation on all or any of the matters mentioned in the foregoing clauses and on any other matters substantially affecting the external telecommunication services of the Partner Governments and will give due consideration to the recommendations and advice given by the Board.

4. (1) Before making any extension or alteration to any portion of its telecommunication system which does, or might, form part of the British Commonwealth and Empire network the National Body will furnish to the Board

- (a) particulars (together with plans where appropriate) of the extensions or alterations proposed, and
- (b) an estimate of the expenditure involved.

(2) The Board will forthwith consider any such particulars and estimates and will make recommendations thereon and the National Body will give due consideration to the recommendations of the Board.

(3) If schemes are submitted which involve expenditure by two or more Partner Governments the Board will make recommendations as to the proportions in which the expenditure is to be borne by the Partner Governments concerned or the National Bodies operating in their territories.

IL EST DÉSORMAIS CONVENU ce qui suit :

1. La Commission fera de temps à autres au Gouvernement et à l'Organisme national des recommandations sur les questions ci-après relatives à leur système de télécommunications extérieures :

- a) Élaboration et application de la politique commune des gouvernements associés en ce qui concerne les télécommunications, y compris la fixation des taxes (terminales, de transit et taxes proportionnelles de parcours);
- b) Coordination et développement des réseaux de cables et de télégraphie sans fil du Commonwealth et de l'Empire britanniques;
- c) Extension et modification de tout secteur des réseaux de télécommunications de l'Organisme national faisant partie ou pouvant faire partie du réseau du Commonwealth et de l'Empire britanniques;
- d) Coordination avec les autorités compétentes en ce qui concerne les questions de télécommunications touchant la défense du Commonwealth et de l'Empire britanniques ou d'une partie du Commonwealth ou de l'Empire;
- e) Coordination des travaux de recherche dans le domaine des télécommunications qui seront menés par la Commission, l'Organisme national et les autres organismes nationaux assurant des services dans le territoire des autres Gouvernements associés;
- f) Échange de personnel entre la Commission, l'Organisme national et les autres organismes nationaux assurant des services dans le territoire des autres Gouvernements associés;
- g) Toute autre question de télécommunications qui pourrait être soumise à la Commission par le Gouvernement ou l'Organisme national.

2. La Commission procédera au nom du Gouvernement ou de l'Organisme national, sur leur demande, à des négociations avec les sociétés de télécommunications étrangères.

3. Le Gouvernement et l'Organisme national conviennent d'avoir recours à la Commission pour des avis consultatifs concernant toute question énoncée ci-dessus ou toute autre question présentant une importance pour les services de télécommunications extérieures des Gouvernements associés, et accorderont toute la considération voulue aux recommandations et avis formulés par la Commission.

4. 1) Avant de développer ou de transformer un secteur de son réseau de télécommunications faisant ou pouvant faire partie du réseau du Commonwealth et de l'Empire britanniques, l'Organisme national fournira à la Commission :

- a) Des renseignements détaillés (accompagnés de plans, s'il y a lieu) sur les projets d'expansion et de transformation, et
- b) Des prévisions de dépenses.

2) La Commission examinera aussitôt ces renseignements et prévisions et formulera ses recommandations, auxquelles l'Organisme national accordera l'attention voulue.

3) Si des projets comportant des dépenses pour deux ou plusieurs Gouvernements associés lui sont soumis, la Commission formulera ses recommandations quant au partage des dépenses entre les Gouvernements intéressés ou les organismes nationaux assurant des services dans leurs territoires.

5. (1) The National Body will furnish to the Board a budget of its expenditure in respect of each financial year (including its programme of capital expenditure) on any portion of its telecommunication system which does, or might, form part of the British Commonwealth and Empire network.

(2) The Board will forward for the consideration of the National Body such comments as they think fit with respect to the budget so furnished.

6. The National Body will furnish to the Board statements of account in respect of each financial year of the National Body in such form as may be agreed.

7. (1) The Board shall open an account for the National Body in the Central Fund.

(2) The National Body shall pay to the Board an amount equal to the net revenues derived from the external telecommunication services of the Government during any year and the Board shall credit the amount to the National Body's account in the Fund.

For the purposes of this sub-clause the net revenues derived from the external telecommunication services of the Government (including both telegraph and telephone whether operated by the National Body or not) during any year are the gross receipts during that year from all such services (except (a) manufacturing services, (b) land line services between contiguous territories and (c) ship to shore, civil aviation, meteorological services and other similar services) less

- (i) administrative expenses,
 - (ii) operating expenses,
 - (iii) depreciation and renewals,
 - (iv) interest on capital,
 - (v) terminal and transit charges,
 - (vi) outpayments to other operators (except other national bodies),
 - (vii) all taxes (other than taxes on income or profits),
 - (viii) such other expenses connected with the operation and maintenance of the services as the Board and the National Body may agree.
- (3) The moneys paid into the Fund in respect of any year shall be applied
- (a) as a first charge in defraying the current expenses of the Board for that year in accordance with the budget for that year as approved and adopted in accordance with paragraph 13 of the Second Schedule to the Agreement mentioned in the first recital hereto;
 - (b) in meeting any deficiency in the net revenues derived from the external telecommunication services of the United Kingdom during that year up to an amount not exceeding the cost to the United Kingdom National Body of cable maintenance and provision for cable renewals for that year.

For the purposes of paragraph (b) of this sub-clause the net revenues derived from the external telecommunication services of the United Kingdom during any year shall be ascertained on the same basis as is provided in sub-clause (2) but no deduction shall be made in respect of any amount which the United Kingdom National Body is required to pay under sub-clause (4) towards the current expenses of the Board for that year.

5. 1) L'Organisme fournira à la Commission un état de ses dépenses pour chaque exercice (comprenant notamment les prévisions de dépenses d'équipement) pour tout secteur de son réseau de télécommunications faisant ou pouvant faire partie du réseau du Commonwealth et de l'Empire britanniques.

2) La Commission soumettra à l'examen de l'Organisme national les observations qu'elle jugera bon de formuler à propos de cet état.

6. L'Organisme national fournira à la Commission un état des comptes pour chaque exercice dans la forme dont il pourra être convenu.

7. 1) La Commission ouvrira un compte au Fonds central pour l'Organisme national.

2) L'Organisme national versera à la Commission une somme égale aux recettes nettes dérivées des services de télécommunications extérieures du Gouvernement au cours d'un exercice quelconque; la Commission portera ladite somme au crédit de l'Organisme national au Fonds central.

Aux fins du présent paragraphe, par recettes nettes dérivées des services de télécommunications extérieures du Gouvernement (y compris le télégraphe et le téléphone, qu'ils soient ou non gérés par l'Organisme national) au cours d'un exercice donné, il faut entendre les recettes brutes réalisées par lesdits services au cours dudit exercice [à l'exception *a*) des services de fabrication, *b*) des services par câble aérien entre des territoires contigus et *c*) des services entre les navires et la côte, des services de l'aviation civile, des services météorologiques et autres services analogues] déduction faite :

- i) Des dépenses administratives,
- ii) Des dépenses d'exploitation,
- iii) De l'amortissement et des renouvellements,
- iv) De l'intérêt produit par le capital,
- v) Des taxes terminales et de transit,
- vi) Des sommes payées à d'autres sociétés d'exploitation (à l'exception d'autres organes nationaux),
- vii) De tous les impôts (autres que les impôts sur le revenu ou les bénéfices),
- viii) De toutes autres dépenses d'exploitation et d'entretien des services dont conviendront la Commission et l'Organisme national.

3) Les sommes versées au Fonds au titre d'un exercice donné serviront :

- a*) Par priorité, à couvrir les dépenses courantes de la Commission pour ledit exercice conformément au budget approuvé et adopté pour cet exercice en application du paragraphe 13 de l'annexe 2 de l'Accord visé dans le premier alinéa du préambule du présent Accord;
- b*) À compenser toute insuffisance des recettes nettes dérivées des services de télécommunications extérieures du Royaume-Uni au cours dudit exercice, à concurrence des frais encourus par l'Organisme national du Royaume-Uni pour l'entretien et le renouvellement des câbles au cours dudit exercice.

Aux fins de l'aliné *b* du présent paragraphe, les recettes nettes dérivées des services de télécommunications extérieures du Royaume-Uni au cours d'un exercice donné seront calculées comme il est dit au paragraphe 2; toutefois, aucune somme que l'Organisme national du Royaume-Uni serait tenu de payer en application du paragraphe 4, à titre de contribution aux dépenses courantes de la Commission pour ledit exercice, n'en sera déduite.

(4) The National Body shall bear the same proportion of the expenses of the Board paid out of the Central Fund under sub-clause (3) (a) above for any year as the revenue for that year from the originating traffic in _____ bears to the total revenues from the originating traffic in the territories of all the Partner Governments for that year, or such other proportion as the Board may consider reasonable. The account of the National Body in the Fund shall be debited accordingly and, if in respect of that year the National Body has made no payment to the Fund under sub-clause (2) or has made a payment under that sub-clause which is less than the amount so apportioned to it as above, it will pay to the Fund the amount so apportioned or, as the case may be, the deficiency.

(5) The account of the National Body in the Fund in any year will be debited with such proportion of the sums applied under sub-clause (3) (b) above as the revenue for that year from originating traffic in _____ bears to the total revenues for that year from originating traffic in the territories of all the Partner Governments (other than the United Kingdom) for that year, or such other proportion as the Board may consider reasonable.

In the Agreement entered into by the United Kingdom Government and the United Kingdom National Body, sub-clause (5) will begin "the Account of the National Bodies of the other Partner Governments will be debited ..."

(6) The acceptance of the liability under sub-clauses (3) (b) and (5) and the payment of any amounts calculated thereunder shall be regarded as settlement of the indebtedness of the National Bodies among themselves in respect of transmission over the Commonwealth communication system of traffic originating in or destined for the territories of the Partner Governments.

(7) Any balance standing to the credit of the National Body in the Fund in respect of any year after making the debits mentioned in sub-clauses (4) and (5) shall be repaid to the National Body.

In the Agreement between the United Kingdom Government and the United Kingdom National Body omit "and (5)" above.

8. This Agreement shall determine in accordance with the provisions of Clause 10 of the said Agreement referred to in the first recital hereto.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

[The Agreement was signed on behalf of the Governments of the United Kingdom, Canada, Australia, New Zealand, South Africa, India, and Southern Rhodesia.]

PROTOCOL

This Agreement has been executed on the understanding—

First, that the obligation of any Partner Government under Clause 1 thereof shall be deemed to be fully performed and discharged by its acquisition of such part only of the undertaking of a local company operating external telecommunication services in its territory as consists of assets used in or in connexion with such services; and

4) L'Organisme national prendra à sa charge une partie des dépenses courantes de la Commission financées par le Fonds central conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 3 ci-dessus pour un exercice donné, dans une proportion égale à celle que représentent les recettes tirées du trafic en provenance de _____ pour ledit exercice par rapport au total des recettes tirées du trafic en provenance des territoires de tous les Gouvernements associés pour ledit exercice, ou dans toute autre proportion que la Commission jugera raisonnable. Le compte de l'Organisme national au Fonds central sera débité d'autant et si, pour ledit exercice, l'Organisme national n'a pas effectué de versement au Fonds en application du paragraphe 2, ou a fait en application dudit paragraphe un versement inférieur au montant qui lui a été assigné comme prévu plus haut, il versera au Fonds ledit montant ou la différence, selon le cas.

5) Le compte de l'Organisme national au Fonds central pour tout exercice sera débité des sommes utilisées aux fins visées à l'alinéa *b* du paragraphe 3 ci-dessus dans une proportion égale à celle que représentent les recettes tirées du trafic en provenance de _____ pour ledit exercice par rapport au total des recettes tirées du trafic en provenance des territoires de tous les Gouvernements associés (à l'exception du Royaume-Uni) pour ledit exercice, ou dans toute autre proportion que la Commission jugera raisonnable.

Dans l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et l'Organisme national du Royaume-Uni, le paragraphe 5 commencera comme suit : « Le compte des organismes nationaux des autres Gouvernements associés sera débité... »

6) L'acceptation des obligations créées par les paragraphes 3, alinéa *b*, et 5 et le paiement de toute somme calculée en vertu desdits paragraphes vaudront règlement des dettes contractées par les organismes nationaux entre eux pour la transmission, par le système de communications du Commonwealth, du trafic en provenance ou à destination des territoires des Gouvernements associés.

7) Toute solde restant au crédit de l'Organisme national au Fonds central au cours d'un exercice quelconque après que son compte aura été débité des sommes visées aux paragraphes 3 et 5 sera remboursé à l'Organisme national.

Dans l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et l'Organisme national du Royaume-Uni, remplacer « aux paragraphes 4 et 5 » par « au paragraphe 4 ».

8. Le présent Accord prendra fin conformément à la clause 10 de l'Accord visé dans le premier alinéa du préambule du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

[L'Accord a été signé au nom des Gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Rhodésie du Sud.]

PROTOCOLE

Le présent Accord a été signé étant entendu :

Premièrement, que tout Gouvernement associé sera réputé s'être pleinement acquitté de l'obligation contractée en vertu de la clause 1 s'il acquiert uniquement la partie de l'entreprise de toute société locale exploitant des services de télécommunications extérieures sur son territoire qui se compose des avoirs utilisés directement ou indirectement aux fins desdits services; et

Second, that the Agreement does not commit the Partner Governments to the terms or principles of the financial arrangements embodied in Clause 7 of the Third Schedule thereto, the intention of the Partner Governments being, on the recommendation of the Commonwealth Communications Council exercising the functions of the Commonwealth Telecommunications Board for the purpose of Clause 6 (2) of his Agreement, to modify the aforesaid financial arrangements prior to the confirmation of this Agreement.

[The Protocol was signed on behalf of the Governments of the United Kingdom, Canada, Australia, New Zealand, South Africa, India and Southern Rhodesia.]

COMMONWEALTH TELEGRAPHS AGREEMENT, 1963.¹ SIGNED AT LONDON, ON 25 JULY 1963

THIS AGREEMENT is made on the 25th day of July, One Thousand nine hundred and sixty three BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND of the first part THE GOVERNMENT OF CANADA of the second part THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA of the third part THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND of the fourth part THE GOVERNMENT OF INDIA of the fifth part THE GOVERNMENT OF CEYLON of the sixth part THE GOVERNMENT OF THE FEDERATION OF RHODESIA AND NYASALAND of the seventh part THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CYPRUS of the eighth part THE GOVERNMENT OF THE FEDERATION OF NIGERIA of the ninth part THE GOVERNMENT OF GHANA of the tenth part and THE GOVERNMENT OF THE FEDERATION OF MALAYA of the eleventh part (all of whom are hereinafter collectively referred to as "the Partner Governments")

WHEREAS

a. This Agreement is supplemental to an Agreement made on the eleventh day of May, 1948 (hereinafter referred to as "the 1948 Agreement"),² between His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the first part His Majesty's Government in Canada of the second part His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia of the third part His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand

¹ Came into force on 25 July 1963, in accordance with clause 6, for all the Governments which signed on that date the Agreement. For the list of signatures, see p. 314 of this volume.

² See p. 268 of this volume.

Deuxièmement, que l'Accord ne rend pas obligatoire aux Gouvernements associés les termes ou principes d'arrangement financier énoncés dans la clause 7 de son annexe 3, les Gouvernements associés ayant l'intention, sur recommandation du Conseil des communications du Commonwealth exerçant les fonctions de la Commission des télécommunications du Commonwealth aux fins du paragraphe 2 de la clause 6 du présent Accord, de modifier lesdits arrangements financiers avant de ratifier le présent Accord.

[Le Protocole a été signé au nom des Gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Rhodésie du Sud.]

[TRADUCTION¹ — TRANSLATION²]

ACCORD DE 1963³ CONCERNANT LES SERVICES TÉLÉGRAPHIQUES DU COMMONWEALTH. SIGNÉ À LONDRES, LE 25 JUILLET 1963

LE PRÉSENT ACCORD est conclu ce 25 juillet mil neuf cent soixante-trois ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, Première Partie, LE GOUVERNEMENT DU CANADA, Seconde Partie, LE GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, Troisième Partie, LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, Quatrième Partie, LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, Cinquième Partie, le GOUVERNEMENT DE CEYLAN, Sixième Partie, LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RHODÉSIE ET DU NYASSALAND, Septième Partie, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE, Huitième Partie, LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DU NIGÉRIA, Neuvième Partie, LE GOUVERNEMENT DU GHANA, Dixième Partie et LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE MALAISIE, Onzième Partie (appelés ci-après « les Gouvernements associés »).

ATTENDU CE QUI SUIT :

a) Le présent Accord complète celui qui a été conclu le 11 mai 1948 (ci-après appelé « Accord de 1948 »)⁴ entre le Gouvernement de Sa Majesté pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, Première Partie, le Gouvernement de Sa Majesté pour le Canada, Deuxième Partie, le Gouvernement de Sa Majesté pour le Commonwealth d'Australie, Troisième Partie, le Gouvernement de Sa Majesté pour le Dominion de Nouvelle-Zélande, Quatrième

¹ Traduction du Gouvernement canadien.

² Translation by the Government of Canada.

³ Entré en vigueur le 25 juillet 1963, conformément à la clause 6, en ce qui concerne tous les Gouvernements ayant signé l'Accord à cette date. Voir la liste des signatures p. 315 de ce volume.

⁴ Voir p. 269 de ce volume.

of the fourth part His Majesty's Government in the Union of South Africa of the fifth part His Majesty's Government in India of the sixth part and the Government of Southern Rhodesia of the seventh part (all of whom are hereinafter collectively referred to as "the original Partner Governments") which provided for certain measures designed to promote and co-ordinate the efficiency and development of the telecommunication services of the British Commonwealth and Empire.

b. As from the twenty-sixth day of January, 1950, India became a Republic but remained a Member of the Commonwealth.

c. Each of the undermentioned Governments has adhered to the 1948 Agreement pursuant to the provisions contained in Clause 9 thereof and has been admitted as a Partner Government and no modification to the provisions of the 1948 Agreement was considered necessary or expedient to adapt them to the terms and consequences of the admission of any of the said Governments :

<i>Government</i>	<i>Date of Adherence</i>
The Government of Ceylon	1st June, 1951
The Government of the Republic of Cyprus	1st April, 1961
The Government of the Federation of Nigeria . . .	12th March, 1962
The Government of Ghana	3rd April, 1962
The Government of the Federation of Malaya . . .	1st September, 1962

d. Under the operation of the Federation of Rhodesia and Nyasaland (Constitution) Order in Council, 1953, made under the provisions of the United Kingdom Rhodesia and Nyasaland Federation Act, 1953, the Government of Southern Rhodesia as from the first day of July, 1954, ceased to control external telecommunications and accordingly ceased to be qualified to be a Partner Government and it has been agreed by the original Partner Governments and by the Government of Ceylon that the Government of the Federation of Rhodesia and Nyasaland as from the first day of July, 1954, should become a Partner Government in the place of the Government of Southern Rhodesia and as from that date should become entitled to and accept liability for all the assets and liabilities of the Government of Southern Rhodesia as a Partner Government.

e. Except as appears from Recital *p* hereto the Partner Governments have taken all the necessary action either by legislation or otherwise to implement the recommendations of the Commonwealth Telecommunications Conference, 1945 (recited in the 1948 Agreement), and to implement the provisions of the 1948 Agreement. The legislation in questions is as follows :

<i>Partner Government</i>	<i>Legislation</i>	<i>Date of Act</i>
United Kingdom . . .	Cable and Wireless Act, 1946, and Commonwealth Tele- graphs Act, 1949	6th November, 1946 31st May, 1949
Canada	The Canadian Overseas Tele- communication Corpora- tion Act	10th December, 1949

Partie, le Gouvernement de Sa Majesté pour l'Union sud-africaine, Cinquième Partie, le Gouvernement de Sa Majesté pour l'Inde, Sixième Partie, le Gouvernement de la Rhodésie du Sud, Septième Partie (appelés ci-après « les Gouvernements associés originels ») portant la mise en œuvre de certaines mesures favorables à la coordination, au bon fonctionnement et à l'expansion des services de télécommunication du Commonwealth et de l'Empire britanniques.

b) L'Inde est devenue république le 26 janvier 1950, mais est demeurée membre du Commonwealth.

c) Chacun des Gouvernements ci-après a adhéré à l'Accord de 1948, suivant les dispositions de la clause 9 de celui-ci, et a été admis comme Gouvernement associé sans qu'il soit jugé nécessaire de modifier les dispositions de l'Accord de 1948 ou opportun de les adapter aux modalités et aux effets de son adhésion :

<i>Gouvernement</i>	<i>Date de l'adhésion</i>
Gouvernement de Ceylan	1 ^{er} juin 1951
Gouvernement de la République de Chypre	1 ^{er} avril 1961
Gouvernement de la Fédération du Nigéria	12 mars 1962
Gouvernement du Ghana	3 avril 1962
Gouvernement de la Fédération de Malaisie	1 ^{er} septembre 1962

d) En vertu du décret de 1953 sur la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland (constitution), adopté conformément à la Loi du Royaume-Uni relative à cette fédération (1953), le Gouvernement de la Rhodésie du Sud a cessé, à compter du 1^{er} juillet 1954, d'avoir autorité sur les télécommunications avec l'extérieur et, par conséquent, de satisfaire aux conditions requises pour être Gouvernement associé; aussi a-t-il été convenu entre les Gouvernements associés originels et le Gouvernement de Ceylan que le Gouvernement de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland succéderait, à compter du 1^{er} juillet 1954, à celui de Rhodésie comme Gouvernement associé et qu'il accepterait à ce titre les droits et les obligations de celui-ci en ce qui concerne les créances et les engagements qui s'attachaient à sa qualité de Gouvernement associé.

e) Sous réserve du paragraphe *p* ci-après, les Gouvernements associés ont pris toutes les mesures nécessaires, législatives ou autres, pour mettre en œuvre les recommandations de la Conférence du Commonwealth sur les télécommunications (1945), — insérées dans l'Accord de 1948 —, et pour appliquer les dispositions de l'Accord de 1948. Voici en quoi consiste cette législation :

<i>Gouvernement associé</i>	<i>Législation</i>	<i>Date de la loi</i>
Royaume-Uni	Cable and Wireless Act	6 novembre 1946
	Commonwealth Telegraphs Act	31 mai 1949
Canada	Loi sur la Société canadienne de télécommunications transmarines	10 décembre 1949

<i>Partner Government</i>	<i>Legislation</i>	<i>Date of Act</i>
Australia	Overseas Telecommunication Act, 1946, and Overseas Telecommunication Act, 1952	7th August, 1946 1st November, 1952
Southern Rhodesia . . .	Cable and Wireless Workers Transfer Act, 1949	12th August, 1949
Ceylon	Overseas Telecommunication Act, No. 61 of 1957	21st December, 1957

f. Pursuant to the provisions of Clauses 3 and 4 of the 1948 Agreement the Commonwealth Telecommunications Board (hereinafter referred to as "the Board") has been established and has held Meetings and the original Partner Governments and the Partner Governments have made their due contributions to the expenses of the Board.

g. Pursuant to Clause 5 of the 1948 Agreement the Partner Governments have nominated existing departments or established public corporations as their National Bodies as follows :

<i>Partner Government</i>	<i>National Body</i>
United Kingdom	Post Office
Canada	Canadian Overseas Telecommunication Corporation
Australia	Overseas Telecommunications Commission (Australia)
New Zealand	Post Office
India	Ministry of Communications (Overseas Communications Service)
Ceylon	Posts and Telecommunications Department
The Federation of Rhodesia and Nyasaland	Ministry of Posts
Cyprus	Cyprus Telecommunications Authority
The Federation of Nigeria	Nigerian External Telecommunications, Ltd.
Ghana	The Department of Posts and Telecommunications
The Federation of Malaya	The Telecommunications Department, Federation of Malaya

h. The 1948 Agreement by Clause 6(1) provided that each National Body should enter into an Agreement with the Board in the terms set out in the Third Schedule thereto but no Third Schedule Agreements have so far been executed.

i. The form of Agreement set out in the Third Schedule to the 1948 Agreement is no longer appropriate having regard to the changes which have taken place since 1948 and the Partner Governments have agreed to substitute therefor a revised form of Agreement.

<i>Gouvernement associé</i>	<i>Législation</i>	<i>Date de la loi</i>	
Australie	Overseas Telecommunica- tions Act	7 août	1946
	Overseas Telecommunica- tions Act	1 ^{er} novembre	1952
Rhodésie du Sud	Cable and Wireless Workers Transfer Act	12 août	1949
Ceylan	Overseas Telecommunica- tions Act, n° 61	21 décembre	1957

f) Conformément aux clauses 3 et 4 de l'Accord de 1948, la Commission des télécommunications du Commonwealth (ci-après appelée « la Commission ») a été mise sur pied, a tenu des réunions, a reçu pour ses dépenses les contributions des Gouvernements associés, originels et autres.

g) Conformément à la clause 5 de l'Accord de 1948, les Gouvernements associés ont désigné leur Organisme national, soit un ministère existant, soit une nouvelle société publique, à savoir :

<i>Gouvernement associé</i>	<i>Organisme national</i>
Royaume-Uni	Ministère des Postes
Canada	Société canadienne des télécommunications transmarines
Australie	Overseas Telecommunications Commission (Australia)
Nouvelle-Zélande	Ministère des Postes
Inde	Ministère des Communications (Overseas Communications Service)
Ceylan	Ministère des Postes et des Télécommuni- cations
Fédération de Rhodésie et du Nyassaland	Ministère des Postes
Chypre	Autorité chypriote des Télécommunications
Fédération du Nigéria	Nigerian External Telecommunications Ltd.
Ghana	Ministère des Postes et des Télécommuni- cations
Fédération de Malaisie	Ministère des Télécommunications

h) En vertu de la clause 6 (paragraphe 1) de l'Accord de 1948, chaque Organisme national était tenu de conclure un accord avec la Commission selon les clauses énoncées dans la troisième annexe, mais aucun n'a encore été exécuté jusqu'ici.

i) La formule d'accord proposée dans l'annexe 3 à l'Accord de 1948 n'est plus appropriée, du fait des changements survenus depuis; aussi les Gouvernements associés ont-ils décidé de lui substituer une version révisée.

j. The 1948 Agreement by Clause 6(2) provided that the terms and principles of the financial arrangements contained in Clause 7 of the Agreement set out in the Third Schedule thereto might on the recommendation of the Board be modified from time to time in such manner as the Partner Governments might agree to be equitable and convenient and a Protocol was added to the 1948 Agreement stating that it had been executed on the understanding *inter alia* that it did not commit the original Partner Governments to the terms or principles of the financial arrangements embodied in Clause 7 of the Third Schedule thereto, the intention being on the recommendation of the Board to modify the aforesaid financial arrangements prior to the confirmation of the 1948 Agreement.

k. Alternative financial arrangements set out in a substitute Clause 7 to the Third Schedule to the 1948 Agreement have been recommended by the Board accepted by all Partner Governments and have been in force from the first day of April, 1950.

l. The original Partner Governments agreed to amend the provisions in the Second Schedule to the 1948 Agreement as to the remuneration of the Chairman of the Board and as to the title of the chief executive officer of the Board and these amendments were effected by the Commonwealth Telegraphs Act 1949 Amendment Regulations 1951, which came into operation on the thirty-first day of March, 1951, and were made under the United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949.

m. The original Partner Governments and the Government of Ceylon agreed to amend the provisions in the Second Schedule to the 1948 Agreement as to the remuneration of the Vice-Chairman and members of the Board and these amendments were effected by the Commonwealth Telegraphs Act 1949 Amendment Regulations 1953, which came into operation on the twentieth day of July, 1953, and were made under the United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949.

n. The original Partner Governments (other than Southern Rhodesia which was no longer a Partner Government) the Government of Ceylon and the Government of the Federation of Rhodesia and Nyasaland agreed to amend further the provisions in the Second Schedule to the 1948 Agreement as to the remuneration of the Chairman, the Vice-Chairman and members of the Board, and so as to provide that a Chairman of the Board whose permanent home is outside the United Kingdom may be paid travelling and removal expenses in respect of himself and his dependents and these amendments were effected by the Commonwealth Telegraphs Act, 1949 Amendment Regulations 1960, which came into operation on the first day of April, 1960, and were made under the United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949.

o. The Partner Governments agreed to amend the provisions in the Second Schedule to the 1948 Agreement so as to provide that with effect from the first day of October, 1962, a Chairman of the Board whose permanent home is outside

j) L'Accord de 1948 stipulait (clause 6, paragraphe 2) que les termes et principes d'arrangement financier posés dans la clause 7 de l'Accord figurant à l'annexe 3 pourraient, sur la recommandation de la Commission, à l'occasion faire l'objet d'une modification que les Gouvernements associés estimeraient équitable et opportune; l'Accord de 1948 a été assorti d'un protocole, qui, selon ses propres dispositions, avait été établi avec entente, entre autres, que les Gouvernements associés originels ne seraient pas liés quant aux termes et principes d'arrangements financiers insérés à la clause 7 de l'annexe 3, et cela en vue de modifier lesdits arrangements financiers sur la recommandation de la Commission, avant que l'Accord de 1948 ne soit ratifié.

k) La Commission a recommandé d'autres arrangements financiers, qui ont été exposés dans une nouvelle clause 7 de l'annexe 3 à l'Accord de 1948; acceptés par les Gouvernements associés, ils sont en vigueur depuis le 1^{er} avril 1950.

l) Les Gouvernements associés originels ont décidé de modifier les dispositions de l'annexe 2 à l'Accord de 1948 en ce qui concernait la rémunération accordée au président de la Commission, ainsi que le titre du principal agent d'administration de la Commission; ces modifications ont été effectuées en vertu des *Commonwealth Telegraphs Act 1949 Amendment Regulations 1951*; adoptées aux termes de la loi dite *United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949*, elles sont entrées en vigueur le 31 mars 1951.

m) Les Gouvernements associés originels et le Gouvernement de Ceylan sont convenus de modifier les dispositions de l'annexe 2 à l'Accord de 1948, en ce qui avait trait à la rémunération du vice-président et des membres de la Commission; ces modifications ont été effectuées en vertu des *Commonwealth Telegraphs Act 1949 Amendment Regulations 1953*; adoptées aux termes de la loi dite *United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949*, elles sont entrées en vigueur le 20 juillet 1953.

n) Les Gouvernements associés originels (sauf la Rhodésie du Sud qui n'en était plus), le Gouvernement de Ceylan et le Gouvernement de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland sont convenus de modifier de nouveau les dispositions de l'annexe 2 à l'Accord de 1948, en ce qui concernait la rémunération du président, du vice-président et des autres membres de la Commission, de sorte que le président ayant résidence en dehors du Royaume-Uni puisse toucher des indemnités de voyage et de déplacement pour lui-même et les personnes à sa charge; ces modifications ont été effectuées en vertu des *Commonwealth Telegraphs Act, 1949 Amendment Regulations 1960*; adoptées aux termes de la loi dite *United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949*, elles sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 1960.

o) Les Gouvernements associés sont convenus de modifier les dispositions de l'annexe 2 à l'Accord de 1948 de façon que, à compter du 1^{er} octobre 1962, le président de la Commission puisse toucher, s'il habite en permanence en

the United Kingdom may be paid hotel expenses in respect of himself and his dependents incurred before taking up his appointment and on the termination thereof and this amendment was effected by the Commonwealth Telegraphs Act 1949 Amendment Regulations 1963, which came into operation on the first day of April, 1963, and were made under the United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949.

p. The 1948 Agreement by Clause 11 provided that each original Partner Government should take appropriate action (whether by legislation or otherwise) to confirm it and at various dates in the years 1951 and 1952 such action was taken by all the original Partner Governments except the Government of India.

q. The 1948 Agreement by Clause 12 provided that it should come into force when it had been confirmed by all the original Partner Governments and on the twenty-eighth day of July, 1953, the Government of India suggested to the Board that though the 1948 Agreement had not then been so confirmed it had already *de facto* come fully into force and that it was desirable for the original Partner Governments and the Government of Ceylon to agree on an earlier date at which it should be deemed to have come into force and suggested the thirty-first day of May, 1949, being the date of the enactment of the United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949, mentioned in Recital *e* hereto.

r. The Government of India's proposal set out in Recital *q* above has been accepted by the original Partner Governments and by the Government of Ceylon and the Government of India has accordingly confirmed the 1948 Agreement on the eighteenth day of September, 1957, so that the 1948 Agreement has now been confirmed by all the original Partner Governments.

s. The Union of South Africa on the thirty-first day of May, 1961, ceased to be a Member of the Commonwealth and thereupon under the provisions of Clause 10 of the 1948 Agreement forthwith ceased to be a Partner Government for the purposes of that Agreement.

t. The Partner Governments are entering into this supplemental Agreement for the purpose of giving such effect as is necessary to the changes recited above.

NOW IT IS HEREBY AGREED as follows :

Substitution of the Federation of Rhodesia and Nyasaland for Southern Rhodesia as a Partner Government

1. As from the first day of July, 1954, the Government of Southern Rhodesia ceased to be a Partner Government and as from that day the Government of the Federation of Rhodesia and Nyasaland became a Partner Government in the place of the Government of Southern Rhodesia and became entitled to and liable for all the assets and liabilities enjoyed by the Government of Southern Rhodesia as a Partner Government whether under the provisions of the 1948 Agreement or otherwise.

dehors du Royaume-Uni, des indemnités d'hôtel pour lui-même et pour les personnes à sa charge relativement aux dépenses contractées avant qu'il assume ses fonctions et au terme de celles-ci; cette modification a été effectuée en vertu des *Commonwealth Telegraphs Act 1949 Amendment Regulations 1963*; adoptée aux termes de la loi dite *United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949*, elle est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1963.

p) L'Accord de 1948 prévoyait, aux termes de la clause 11, que chacun des Gouvernements associés originels prendrait les mesures nécessaires (législatives ou autres) pour le ratifier, ce qui s'est produit à diverses dates au cours des années 1951 et 1952 dans le cas de tous, sauf celui de l'Inde.

q) L'Accord de 1948, aux termes de la clause 12, devait entrer en vigueur une fois qu'il aurait été ratifié par tous les Gouvernements associés originels; le 28 juillet 1953 le Gouvernement indien a fait à la Commission une proposition selon laquelle l'Accord de 1948, bien que non ratifié de la sorte, serait entré en vigueur *de facto* et selon laquelle il serait souhaitable que les Gouvernements associés originels et le Gouvernement de Ceylan se mettent d'accord sur la date à laquelle on considérerait qu'il serait entré en vigueur; il a proposé le 31 mai 1949, date de promulgation de la loi dite *United Kingdom Commonwealth Telegraphs Act, 1949*, mentionnée dans le paragraphe e ci-dessus.

r) Les Gouvernements associés originels et le Gouvernement de Ceylan ont accepté la proposition du Gouvernement indien, exposée au paragraphe q ci-dessus; aussi le Gouvernement indien a-t-il ratifié, le 18 septembre 1957, l'Accord de 1948, qui a donc été ratifié par tous les Gouvernements associés originels.

s) L'Union sud-africaine, ne faisant plus partie du Commonwealth depuis le 31 mai 1961, a cessé de compter parmi les Gouvernements associés aux fins de l'Accord de 1948, en vertu des dispositions de la clause 10 de cet Accord.

t) Les Gouvernements associés concluent le présent Accord complémentaire afin de donner les suites nécessaires aux modifications énoncées plus haut.

IL EST DÉSORMAIS CONVENU ce qui suit :

Substitution de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland à la Rhodésie du Sud comme Gouvernement associé

1. A compter du 1^{er} juillet 1954, le Gouvernement de la Rhodésie du Sud a cessé d'être partie à l'accord; celui de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland est devenu Gouvernement associé à sa place, assumant ses droits et ses obligations quant à ses créances et engagements, que ceux-ci découlent ou non des dispositions de l'Accord de 1948.

Commonwealth Telecommunications Board and National Bodies

2. The provisions of the Second Schedule to the 1948 Agreement shall be amended as follows :

(1) Sub-paragraph (1) of paragraph 12 is hereby revoked and the following sub-paragraph substituted therefor :

“(1) The members shall receive as from the first day of October, 1958, for their services as Chairman, Vice-Chairman or members as the case may be the sums following (to be deemed to accrue from day to day) that is to say :

The Chairman	£3,500 per annum
The Vice-Chairman	£2,500 per annum
Each of the other members	£1,750 per annum

In addition :

- (a) A Chairman who resides in the United Kingdom for the performance of his office but whose permanent home is outside the United Kingdom, may be paid an overseas allowance at a rate not exceeding £1,000 per annum if and so long as the Partner Governments consider such an allowance to be appropriate in the circumstances of his case.
- (b) Members appointed by Partner Governments (other than the Government of the United Kingdom) may be paid such subsistence allowance (not exceeding £500 per annum) as the Board consider reasonable.
- (c) A Chairman whose permanent home at the time of his appointment is outside the United Kingdom and who resides in the United Kingdom for the performance of his office may be paid such sums as the Partner Governments may consider reasonable in respect of such of the following expenses incurred by him or by such persons as appear to the Partner Governments to be his dependents (which persons are hereinafter referred to as “his dependents”) as the Partner Governments may decide in the circumstances of the case :
 - (i) The expenses of himself and of his dependents of travelling to the United Kingdom on his taking up his appointment, and of travelling on the termination of his appointment to the country in which he had his permanent home at the time of his appointment or to such other country as the Partner Governments may agree.
 - (ii) The expenses of removing his household and other furniture and effects to the United Kingdom on taking up his appointment, and of transporting them on the termination of his appointment to the country in which he had his permanent home at the time of his appointment or to such other country as the Partner Governments may agree.

Commission des Télécommunications du Commonwealth et organismes nationaux

2. Les dispositions de l'annexe 2 à l'Accord de 1948 sont modifiées de la façon suivante :

1) L'alinéa 1 du paragraphe 12 est annulé et remplacé par le suivant :

« 1) A compter du 1^{er} octobre 1958, les membres (président, vice-président et autres) toucheront pour leurs services les montants ci-après, calculables de jour en jour :

Le président	3 500 livres par année
Le vice-président	2 500 livres par année
Les autres membres	1 750 livres par année

Et en sus :

- a) Le président, s'il a domicile permanent en dehors du Royaume-Uni mais s'y établit pour remplir sa charge, pourra toucher une indemnité spéciale à concurrence de 1 000 livres par année, à condition que les Gouvernements associés la considèrent comme appropriée aux circonstances.
- b) Les membres désignés par les Gouvernements associés (à l'exception de celui du Royaume-Uni) pourront toucher (à concurrence de 500 livres par année) l'allocation de séjour estimée raisonnable par la Commission.
- c) Le président, s'il a domicile permanent en dehors, mais s'établit au Royaume-Uni pour y accomplir sa charge, pourra toucher les indemnités que les Gouvernements associés estimeront raisonnables, quant aux dépenses contractées par lui-même ou par les personnes que les Gouvernements associés considéreront comme étant à sa charge (ci-après appelées « personnes à charge »), sous réserve des décisions que les Gouvernements associés prendront dans les circonstances :
 - i) Les dépenses du trajet vers le Royaume-Uni, contractées pour lui-même et pour les personnes à charge en s'y rendant pour assumer sa fonction et celles qu'il contractera au terme de celle-ci pour retourner dans le pays où il avait domicile au moment de sa désignation, ou pour se rendre dans un autre pays, selon qu'en décideront les Gouvernements associés.
 - ii) Les dépenses relatives au transport de ses meubles et effets de ménage ou autres au Royaume-Uni, effectué au moment où il s'y rendra pour assumer sa fonction, puis, une fois celle-ci terminée, vers le pays où il habitait au moment de sa nomination, ou vers un autre pays, selon qu'en décideront les Gouvernements associés.

- (iii) The expenses of himself and his dependents of residing in an hotel for such period as the Partner Governments may agree (a) prior to his departure from the country in which he had his permanent home at the time of his appointment and on his arrival in the United Kingdom for the purpose of taking up his appointment and (b) on the termination of his appointment prior to his departure from the United Kingdom and on his return to the country of such permanent home or on his arrival in such other country as the Partner Governments may agree.
- (d) All members may be reimbursed their expenses properly incurred in the due performance of their office."

(2) For the words "the Director-General" in paragraphs 8(1) 8(2) and 17(4) there shall be substituted the words "the Secretary General."

3. In substitution for the Agreement in the terms set out in the Third Schedule to the 1948 Agreement each Partner Government and unless the National Body is a Department thereof the National Body shall enter into an Agreement with the Board in the terms set out in the Schedule hereto.

Coming into force

4. Clause 12 of the 1948 Agreement is hereby revoked and the following clause substituted therefor :

" 12. This Agreement shall be deemed to have come into force on the thirty-first day of May, 1949."

5. The 1948 Agreement as modified by this supplemental Agreement shall continue in force so far as the provisions of the same are now subsisting and capable of taking effect and are applicable to the altered circumstances hereinbefore appearing.

6. This supplemental Agreement shall come into force the day and year first above written.

SCHEDULE

FORM OF AGREEMENT BETWEEN PARTNER GOVERNMENTS BOARD AND NATIONAL BODY

*An Agreement made the _____ day of _____, 1963 between the Government of _____ (hereinafter referred to as "the _____ Government") of the first part the Commonwealth Telecommunications Board (hereinafter referred to as "the Board") of the second part and the _____ (hereinafter referred to as "the National Body") of the third part.

Whereas pursuant to the recommendations of a Commonwealth Telecommunications Conference held in London in July, 1945, a Commonwealth Telegraphs Agree-

* Where the National Body is a Department of the Partner Government, the only parties to the Agreement will be the Government and the Board.

- iii) Les frais d'hôtel pour lui-même et les personnes à charge durant la période dont les Gouvernements associés pourront convenir, *a)* avant le départ du pays où il a domicile au moment de sa nomination et à son arrivée au Royaume-Uni pour occuper son poste, et *b)* une fois sa fonction terminée, avant son départ du Royaume-Uni et à son retour au pays de son domicile ou à son arrivée dans tout autre pays dont les Gouvernements associés pourraient convenir.
- d) Tous les membres pourront être remboursés des dépenses qu'ils auront dûment contractées dans l'exercice de leurs fonctions. »

2) Aux paragraphes 8 (alinéas 1 et 2) et 17 (alinéa 4), le terme « directeur général » sera remplacé par celui de « secrétaire général ».

3. En remplacement de l'Accord dont les dispositions sont énoncées à l'annexe 3 à l'Accord de 1948, chaque Gouvernement associé et l'Organisme national, sauf si celui-ci est l'un de ses ministères, concluront un Accord avec la Commission selon les dispositions énoncées dans l'annexe ci-après.

Entrée en vigueur

4. La clause 12 de l'Accord de 1948 est annulée et remplacée par la suivante :

« 12. Le présent Accord sera considéré comme étant en vigueur depuis le 31 mai 1949 ».

5. L'Accord de 1948 modifié par le présent Accord complémentaire demeurera en vigueur aussi longtemps que ses dispositions subsisteront, qu'elles seront applicables, et adaptables aux nouvelles conditions indiquées plus haut.

6. Le présent Accord complémentaire entrera en vigueur à la première date inscrite ci-dessus.

ANNEXE

FORMULE D'ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS ASSOCIÉS, LA COMMISSION ET L'ORGANISME NATIONAL

*Accord conclu ce 1963 entre le Gouvernement de
(ci-après appelé), Première Partie, la Commission des télécommunica-
tions du Commonwealth (ci-après appelée « la Commission »), Deuxième Partie, et le/la
(ci-après appelé/e « l'Organisme national »), Troisième Partie.

Attendu que, par suite des recommandations formulées à la Conférence des télécommunications du Commonwealth tenue à Londres en juillet 1945, un accord concer-

* Si l'Organisme national est un ministère du Gouvernement associé, seuls le Gouvernement et la Commission seront parties à l'Accord.

ment dated the 11th day of May, 1948, (hereinafter referred to as "the 1948 Agreement") was made between the Governments of the United Kingdom, Canada, Australia, New Zealand, South Africa, India and Southern Rhodesia (hereinafter collectively referred to as "the original Partner Governments") for certain measures designed to promote and co-ordinate the efficiency and development of the telecommunications services of the British Commonwealth and Empire.

And whereas each of the undermentioned Governments has adhered to the 1948 Agreement and has been admitted as a Partner Government :

<i>Government</i>	<i>Date of Adherence</i>
The Government of Ceylon	1st June, 1951
The Government of the Republic of Cyprus	1st April, 1961
The Government of the Federation of Nigeria	12th March, 1962
The Government of Ghana	3rd April, 1962
The Government of the Federation of Malaya	1st September, 1962

And whereas the Union of South Africa on the thirty-first day of May, 1961, ceased to be a Member of the Commonwealth and thereupon under the provisions of Clause 10 (1) of the 1948 Agreement forthwith ceased to be a Partner Government for the purposes of that Agreement.

And whereas the 1948 Agreement has been or will be varied by a further Commonwealth Telegraphs Agreement signed by the Government on the date hereof (hereinafter referred to as "the 1963 Agreement" the 1948 Agreement and the 1963 Agreement being hereinafter together referred to as "the 1948 and 1963 Agreements") made between the Governments of the United Kingdom, Canada, Australia, New Zealand, India, Ceylon, the Federation of Rhodesia and Nyasaland, the Republic of Cyprus, the Federation of Nigeria, Ghana and the Federation of Malaya which provided *inter alia* for the admission of the Federation of Rhodesia and Nyasaland as a Partner Government in place of Southern Rhodesia (the parties to the 1963 Agreement being hereinafter collectively referred to as "the Partner Governments") and for the substitution of this form of Agreement for the form of Agreement which was set out in the Third Schedule to the 1948 Agreement.

And whereas the 1948 and 1963 Agreements provided for

- (a) the establishment of a Central body on which all the Partner Governments should be represented and
- (b) the execution of an Agreement in the terms hereinafter set out between the Central Body so established, each of the Partner Governments and (unless the body next hereinafter mentioned is a Department of the Partner Government concerned) the body by which under the 1948 and 1963 Agreements certain telecommunication assets, stations and plant situate in the territory of that Partner Government are operated.

And whereas the Board has been established as the Central Body having the functions and constitution more particularly set out in the Second Schedule to the 1948 Agreement as varied by the provisions of the 1963 Agreement.

And whereas the National Body is the body by which under the 1948 and 1963

nant les services télégraphiques du Commonwealth (ci-après appelé « l'Accord de 1948 ») a été conclu le 11 juillet 1948 entre les Gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, d'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Rhodésie du Sud (ci-après appelés « les Gouvernements associés originels ») en vue de mettre en œuvre certaines mesures favorables à la coordination, au bon fonctionnement et à l'expansion des services de télécommunications du Commonwealth et de l'Empire britanniques.

Attendu que chacun des Gouvernements ci-après a adhéré à l'Accord de 1948 et a été admis comme Gouvernement associé :

<i>Gouvernement</i>	<i>Date d'adhésion</i>
Gouvernement de Ceylan	1 ^{er} juin 1951
Gouvernement de la République de Chypre	1 ^{er} avril 1961
Gouvernement de la Fédération du Nigéria	12 mars 1962
Gouvernement du Ghana	3 avril 1962
Gouvernement de la Fédération de Malaisie	1 ^{er} septembre 1962

Attendu que l'Union sud-africaine s'est retirée du Commonwealth le 31 mai 1961, cessant de ce fait de compter parmi les Gouvernements associés aux fins de l'Accord de 1948, en vertu des dispositions de la clause 10 (alinéa 1) de cet accord.

Attendu que l'Accord de 1948 a été ou sera modifié par un nouvel accord concernant les services télégraphiques du Commonwealth, signé par le Gouvernement à la date de celui-ci (ci-après appelé « l'Accord de 1963 » — l'Accord de 1948 et celui de 1963 étant appelés ci-après « les Accords de 1948 et 1963 ») et conclu entre les Gouvernements du Royaume-Uni, du Canada, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de l'Inde, de Ceylan, de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, de la République de Chypre, de la Fédération du Nigéria, du Ghana et de la Fédération de Malaisie, et prévoyant entre autres l'admission de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland comme Gouvernement associé en remplacement de la Rhodésie du Sud (les parties à l'Accord de 1963 étant désignées ci-après « Gouvernements associés »), ainsi que la substitution de la présente formule d'accord à celle figurant dans l'annexe 3 de l'Accord de 1948.

Attendu que les Accords de 1948 et 1963 prévoient :

- a) la création d'un organisme central où tous les Gouvernements associés seraient représentés;
- b) l'exécution d'un Accord, aux termes énoncés ci-après, entre cet organisme central, chacun des Gouvernements associés et l'Organisme qui assure, en vertu des Accords de 1948 et de 1963, l'administration de certains biens, postes et installations de télécommunication dans le territoire du Gouvernement associé (sauf si ce dernier organisme consiste en un ministère de ce Gouvernement).

Attendu que la Commission a été créée en tant qu'organisme central ayant les fonctions et la constitution définies tout particulièrement dans l'annexe 2 à l'Accord de 1948, et compte tenu des modifications qui y ont été apportées par l'Accord de 1963.

Attendu que l'Organisme national est l'organisme qui, en vertu des Accords de 1948

Agreements certain telecommunication stations and plant situate in the territories of or used by the Government are operated.*

Now it is hereby agreed as follows :

1. The Board shall from time to time make recommendations to the Government and to the National Body on the following matters relating to their external telecommunication systems :

- (a) the formulation and execution of the joint telecommunication policy of the Partner Governments including the fixing of rates (terminal transit and parcours proportions)
- (b) co-ordination of the development of the cable and wireless systems of the Commonwealth
- (c) extensions to and alterations of any portion of the telecommunication systems of the National Body which does or might form part of the Commonwealth network
- (d) co-ordination with the appropriate authorities on telecommunication matters affecting the defence of the Commonwealth or any part thereof
- (e) co-ordination of research in telecommunication matters to be conducted by the Board the National Body and other National Bodies operating in the territories of the other Partner Governments
- (f) the exchange of personnel between the Board the National Body and other National Bodies operating in the territories of the other Partner Governments
- (g) any other telecommunication matter which may be referred to the Board by the Government or the National Body.

2. The Government and the National Body agree to use the Board as a means of consultation on all or any of the matters mentioned in the foregoing clauses and on any other matters substantially affecting the external telecommunication services of the Partner Governments and will give due consideration to the recommendations and advice given by the Board.

3. The Board shall at the request of the Government or the National Body conduct negotiations with foreign telecommunication interests on their behalf.

4. (1) Before making any extension or alteration to any portion of its telecommunication system which does or might form part of the Commonwealth network the National Body will furnish to the Board

- (a) particulars (together with plans where appropriate) of the extensions or alterations proposed and
- (b) an estimate of the expenditure involved.

* Where the National Body is a Department of the Partner Government this clause should read as follows :

“ And whereas the body by which under the 1948 and 1963 Agreements certain telecommunication stations and plant situate in the territories of or used by the Government are to be operated is the (hereinafter referred to as “ the National Body ”). ”

and should be succeeded by the following recital :

“ And whereas the National Body being a Department of the Government will as such be bound by the execution of this Agreement by the Government. ”

et 1963 administre certains postes et installations de télécommunication situés dans les territoires du Gouvernement ou utilisés par lui*.

Il est désormais convenu ce qui suit :

1. La Commission formulera à l'occasion au Gouvernement et à l'Organisme national des recommandations sur les questions ci-après relatives à son système de télécommunications extérieures :

- a) élaboration et application d'une politique commune, pour le Gouvernement associé, en ce qui concerne les télécommunications, y compris la fixation des taxes (terminales, de transit et taxes proportionnelles de parcours);
- b) coordination et développement des réseaux de câbles et de télégraphie sans fil du Commonwealth;
- c) extension et modification de tout secteur des réseaux de télécommunications de l'Organisme national faisant partie ou pouvant faire partie du réseau du Commonwealth;
- d) coordination avec les autorités compétentes des questions de télécommunication touchant la défense du Commonwealth ou de l'une de ses parties;
- e) coordination des recherches sur la télécommunication qui seront faites par la Commission, l'Organisme national et les autres organismes nationaux assurant des services dans le territoire des autres Gouvernements associés;
- f) échange de personnes entre la Commission, l'Organisme national et les autres organismes nationaux assurant des services dans le territoire des autres Gouvernements associés;
- g) toute autre question de télécommunication qui pourrait être soumise à la Commission par le Gouvernement ou l'Organisme national.

2. Le Gouvernement et l'Organisme national conviennent d'avoir recours à la Commission comme instrument de consultation à propos de l'une quelconque ou de toutes les questions énoncées ci-dessus, ainsi que de toute autre question touchant de façon importante les services de télécommunications extérieures des Gouvernements associés, et accordera toute la considération voulue aux recommandations et aux avis formulés par la Commission.

3. La Commission, à la demande du Gouvernement ou de l'Organisme national procédera, en leur nom, à des négociations avec les sociétés de télécommunications étrangères.

4. 1) Avant de développer ou de transformer un secteur de son réseau de télécommunications faisant ou pouvant faire partie du réseau du Commonwealth, l'Organisme national fournira à la Commission :

- a) des détails (accompagnés de plans, s'il y a lieu) des extensions et transformations proposées, et
- b) une estimation des dépenses.

* Si l'Organisme national est un ministère du Gouvernement associé, cette clause se lira comme suit :

« Attendu que l'Organisme national par lequel, en vertu des Accords de 1948 et 1963, certains postes et installations situés dans le territoire du Gouvernement ou utilisés par lui devront être administrés, est (ci-après désigné « Organisme national »).

et sera suivie de ce qui suit :

« Attendu que l'Organisme national, étant un ministère du Gouvernement sera lié à ce titre par la participation du Gouvernement à cet Accord. »

(2) The Board will forthwith consider any such particulars and estimate and will make recommendations thereon and the National Body will give due consideration to the recommendations of the Board.

(3) If schemes are submitted which involve expenditure by two or more Partner Governments the Board will make recommendations as to the proportions in which the expenditure is to be borne by the Partner Governments concerned or the National Bodies operating in their territories.

5. (1) The National Body will furnish to the Board a budget of its expenditure in respect of each financial year (including its programme of capital expenditure) on any portion of its telecommunication system which does or might form part of the Commonwealth network.

(2) The Board will forward for the consideration of the National Body such comments as they think fit with respect to the budget so furnished.

6. The National Body will furnish to the Board statements of account in respect of each financial year of the National Body in such forms as may be agreed.

7. (1) The aggregate expenses of the Commonwealth common-user system of telecommunications incurred in each financial year by the National Bodies of all the Partner Governments and any operators subordinate to them and the current expenses of the Board in each financial year shall be shared between the National Bodies in proportion to the net revenue derived by each National Body in that year from the external telecommunication services operated by it or by any operator subordinate to it other than any services which the Partner Governments have agreed or may hereafter agree to exclude from the operation of this clause.

(2) The National Body shall retain its net revenue and the sharing of the aggregate expenses of the common-user system between the National Bodies in accordance with sub-Clause (1) of this clause shall constitute the settlement of the indebtedness of the National Bodies among themselves in respect of their use of the common-user system.

(3) The Board with the concurrence of the Partner Governments shall from time to time prescribe :

- (a) what constitutes the Commonwealth common-user system of telecommunications for the purposes of sub-Clauses (1) and (2) of this clause.
- (b) the expenses which are to be regarded as expenses of the common-user system for the purpose of sub-Clause (1) of this clause
- (c) the manner in which such expenses are to be computed
- (d) the manner in which the net revenue of each National Body is to be computed for the purposes of sub-Clauses (1) and (2) of this clause
- (e) what settlement shall be made between the National Bodies in respect of unbalance of traffic
- (f) the manner in which sums payable in settlement of unbalance of traffic shall be calculated.

(4) The Board shall from time to time determine :

- (a) the accounting arrangements which are necessary to give effect to this clause
- (b) times and manner in which sums due from the National Body to the Board or to another National Body or from the Board or another National Body to the National Body shall be paid and
- (c) the currencies in which accounts are to be prepared.

2) La Commission examinera aussitôt ces détails et cette estimation et formulera ses recommandations, auxquelles l'Organisme national accordera l'attention voulue.

3) Si des projets comportant des dépenses sont soumis par au moins deux Gouvernements associés, la Commission formulera ses recommandations quant au partage des dépenses entre les gouvernements intéressés ou les organismes nationaux assurant des services dans leur territoire.

5. 1) L'Organisme national fournira à la Commission un état de ses dépenses de chaque exercice (où figurera aussi son programme d'immobilisations) pour tout secteur de son réseau de télécommunications faisant ou pouvant faire partie du réseau du Commonwealth.

2) La Commission soumettra à l'examen de l'Organisme national les observations qu'elle jugera bon de formuler à propos de cet état.

6. L'Organisme national fournira à la Commission un état de compte pour chaque exercice, dans la forme dont il pourra être convenu.

7. 1) Les dépenses globales relatives au système de télécommunications d'utilisation commune du Commonwealth faites au cours de chaque exercice par les Organismes nationaux et les Gouvernements associés seront réparties entre les Organismes nationaux d'après les recettes nettes qu'auront rapportées à chacun ou aux exploitants relevant de chacun les services de télécommunications extérieures, à l'exception de ceux que les Gouvernements associés sont convenus ou seront convenus de soustraire aux effets de la présente clause.

2) L'Organisme national gardera ses recettes nettes; la répartition des dépenses globales du service commun effectuée entre les Organismes nationaux conformément à l'alinéa 1) ci-dessus se trouvera à régler les dettes contractées entre les Organismes nationaux relativement à l'emploi de ce service commun.

3) La Commission, de concert avec les Gouvernements associés, émettra périodiquement des ordonnances, quant à ce qui suit :

- a) ce qu'il faut entendre par système d'utilisation commune du Commonwealth, aux fins des alinéas 1) et 2) de la présente clause;
- b) les dépenses qui doivent être considérées comme afférentes au système d'utilisation commune, aux fins de l'alinéa 1) de la présente clause;
- c) la façon de calculer ces dépenses;
- d) la façon de calculer les recettes nettes de chacun des organismes nationaux aux fins des alinéas 1) et 2) de la présente clause;
- e) la façon de régler entre les organismes nationaux les déséquilibres de trafic;
- f) la façon de calculer les paiements destinés à compenser ces déséquilibres de trafic.

4) La Commission arrêtera périodiquement :

- a) les formalités comptables nécessaires à l'exécution de la présente clause;
- b) la date et les modalités de paiements des sommes que l'Organisme national devra à la Commission ou à un autre organisme national, ou que la Commission ou un autre organisme national devront à l'Organisme national;
- c) les monnaies dans lesquelles les comptes seront établis.

(5) The financial arrangements which are made from time to time under this clause constitute the Central Fund which is to be set up and administered by the Board and the accounts therein which are to be opened by the Board for the National Body and the other National Bodies.

(6) Nothing in this clause shall affect the proviso to clause (c) of sub-paragraph (1) of paragraph 6 of the Second Schedule to the 1948 Agreement.

8. This Agreement shall determine in accordance with the provisions of Clause 10 of the 1948 Agreement.

9. This Agreement shall come into force on the date on which the 1963 Agreement comes into force.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

For the Government of the United Kingdom :

J. R. BEVINS

For the Government of Canada :

George A. DREW

For the Government of Australia :

E. J. HARRISON

For the Government of New Zealand :

T. L. MACDONALD

For the Government of India :

M. C. CHAGLA

For the Government of Ceylon :

R. S. S. GUNewardENE

For the Government of the Federation of Rhodesia and Nyasaland :

Albert ROBINSON

For the Government of Cyprus :

A. G. SOTERIADES

For the Government of the Federation of Nigeria :

A. MALIKI

For the Government of Ghana :

K. ARMAH

For the Government of the Federation of Malaya :

YA'ACOB

5) Les dispositions financières à conclure à l'occasion en vertu de la présente clause constitueront le Fond Central; celui-ci sera mis sur pied et administré par la Commission, et ses comptes seront ouverts par elle pour l'Organisme national et les autres organismes nationaux.

6) Aucune disposition de la présente clause n'infirmes la stipulation assortissant la clause c) de l'alinéa 1), compris dans le paragraphe 6 de l'annexe 2 à l'Accord de 1948.

8. Le présent Accord prendra fin conformément à la Clause 10 de l'Accord de 1948.

9. Le présent Accord entrera en vigueur à la même date que celui de 1963.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni :

J. R. BEVINS

Pour le Gouvernement du Canada :

George A. DREW

Pour le Gouvernement d'Australie :

E. J. HARRISON

Pour le Gouvernement de Nouvelle-Zélande :

T. L. MACDONALD

Pour le Gouvernement de l'Inde :

M. C. CHAGLA

Pour le Gouvernement de Ceylan :

R. S. S. GUNewardENE

Pour le Gouvernement de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland :

Albert ROBINSON

Pour le Gouvernement de Chypre :

A. G. SOTERIADES

Pour le Gouvernement de la Fédération du Nigéria :

A. MALIKI

Pour le Gouvernement du Ghana :

K. ARMAH

Pour le Gouvernement de la Fédération de Malaisie :

YA'ACOB

ANNEX A

*Ratifications, accessions, prorogations, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered
with the Secretariat of the United Nations*

ANNEXE A

*Ratifications, adhésions, prorogations, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

ANNEX A

No. 521. CONVENTION ON THE PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE
SPECIALIZED AGENCIES. APPROVED BY THE GENERAL ASSEMBLY
OF THE UNITED NATIONS ON 21 NOVEMBER 1947¹

APPLICATION in respect of the following specialized agencies :

International Bank for Reconstruction and Development

International Monetary Fund

International Development Association

Notification received on:

23 June 1964

RWANDA

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 33, p. 261; Vol. 43, p. 342; Vol. 46, p. 355; Vol. 51, p. 330; Vol. 71, p. 316; Vol. 76, p. 274; Vol. 79, p. 326; Vol. 81, p. 332; Vol. 84, p. 412; Vol. 88, p. 446; Vol. 90, p. 323; Vol. 91, p. 376; Vol. 92, p. 400; Vol. 96, p. 322; Vol. 101, p. 288; Vol. 102, p. 322; Vol. 109, p. 319; Vol. 110, p. 314; Vol. 117, p. 386; Vol. 122, p. 335; Vol. 127, p. 328; Vol. 131, p. 309; Vol. 136, p. 386; Vol. 161, p. 364; Vol. 168, p. 322; Vol. 171, p. 412; Vol. 175, p. 364; Vol. 183, p. 348; Vol. 187, p. 415; Vol. 193, p. 342; Vol. 199, p. 314; Vol. 202, p. 321; Vol. 207, p. 328; Vol. 211, p. 388; Vol. 216, p. 367; Vol. 221, p. 409; Vol. 231, p. 350; Vol. 275, p. 298; Vol. 276, p. 352; Vol. 277, p. 343; Vol. 280, p. 348; Vol. 282, p. 354; Vol. 286, p. 334; Vol. 299, p. 408; Vol. 300, p. 305; Vol. 301, p. 439; Vol. 302, p. 353; Vol. 304, p. 342; Vol. 308, p. 310; Vol. 309, p. 354; Vol. 310, p. 318; Vol. 314, p. 308; Vol. 316, p. 276; Vol. 317, p. 316; Vol. 320, p. 321; Vol. 323, p. 364; Vol. 325, p. 328; Vol. 327, p. 324; Vol. 330, p. 348; Vol. 337, p. 376; Vol. 338, p. 326; Vol. 344, p. 302; Vol. 345, p. 352; Vol. 349, p. 312; Vol. 355, p. 404; Vol. 359, p. 390; Vol. 369, p. 446; Vol. 371, p. 266; Vol. 372, p. 354; Vol. 374, p. 374; Vol. 375, p. 342; Vol. 376, p. 405; Vol. 380, p. 388; Vol. 381, p. 352; Vol. 383, p. 313; Vol. 384, p. 329; Vol. 387, p. 328; Vol. 397, p. 329; Vol. 398, p. 314; Vol. 399, p. 252; Vol. 401, p. 214; Vol. 402, p. 306; Vol. 406, p. 284; Vol. 407, p. 232; Vol. 413, p. 342; Vol. 418, p. 332; Vol. 419, p. 343; Vol. 423, p. 284; Vol. 424, p. 320; Vol. 425, p. 302; Vol. 429, p. 254; Vol. 434, p. 268; Vol. 435, p. 294; Vol. 438, p. 340; Vol. 442, p. 298; Vol. 443, p. 312; Vol. 444, p. 292; Vol. 453, p. 344; Vol. 456, p. 486; Vol. 457, p. 300; Vol. 458, p. 274; Vol. 460, p. 294; Vol. 461, p. 214; Vol. 466, p. 378; Vol. 479, p. 354; Vol. 480, p. 316; Vol. 491; Vol. 492; Vol. 493, and Vol. 495.

ANNEXE A

N° 521. CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES. APPROUVÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 21 NOVEMBRE 1947¹

APPLICATION aux institutions spécialisées ci-après :

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Fonds monétaire international

Association internationale de développement

Notification reçue le :

23 juin 1964

RWANDA

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 33, p. 261; vol. 43, p. 342; vol. 46, p. 355; vol. 51, p. 330; vol. 71, p. 317; vol. 76, p. 274; vol. 79, p. 326; vol. 81, p. 332; vol. 84, p. 412; vol. 88, p. 447; vol. 90, p. 323; vol. 91, p. 376; vol. 92, p. 400; vol. 96, p. 322; vol. 101, p. 288; vol. 102, p. 322; vol. 109, p. 319; vol. 110, p. 314; vol. 117, p. 386; vol. 122, p. 335; vol. 127, p. 328; vol. 131, p. 309; vol. 136, p. 386; vol. 161, p. 364; vol. 168, p. 322; vol. 171, p. 412; vol. 175, p. 364; vol. 183, p. 348; vol. 187, p. 415; vol. 193, p. 342; vol. 199, p. 314; vol. 202, p. 321; vol. 207, p. 328; vol. 211, p. 388; vol. 216, p. 367; vol. 221, p. 409; vol. 231, p. 351; vol. 275, p. 299; vol. 276, p. 352; vol. 277, p. 343; vol. 280, p. 348; vol. 282, p. 354; vol. 286, p. 334; vol. 299, p. 408; vol. 300, p. 305; vol. 301, p. 439; vol. 302, p. 353; vol. 304, p. 342; vol. 308, p. 310; vol. 309, p. 354; vol. 310, p. 318; vol. 314, p. 309; vol. 316, p. 277; vol. 317, p. 316; vol. 320, p. 321; vol. 323, p. 365; vol. 325, p. 328; vol. 327, p. 325; vol. 330, p. 348; vol. 337, p. 376; vol. 338, p. 326; vol. 344, p. 303; vol. 345, p. 352; vol. 349, p. 312; vol. 355, p. 405; vol. 359, p. 391; vol. 369, p. 446; vol. 371, p. 267; vol. 372, p. 355; vol. 374, p. 374; vol. 375, p. 342; vol. 376, p. 405; vol. 380, p. 388; vol. 381, p. 353; vol. 383, p. 313; vol. 384, p. 329; vol. 387, p. 329; vol. 397, p. 329; vol. 398, p. 315; vol. 399, p. 253; vol. 401, p. 214; vol. 402, p. 307; vol. 406, p. 284; vol. 407, p. 233; vol. 413, p. 343; vol. 418, p. 333; vol. 419, p. 343; vol. 423, p. 285; vol. 424, p. 321; vol. 425, p. 303; vol. 429, p. 255; vol. 434, p. 269; vol. 435, p. 295; vol. 438, p. 341; vol. 442, p. 299; vol. 443, p. 313; vol. 444, p. 293; vol. 453, p. 345; vol. 456, p. 487; vol. 457, p. 300; vol. 458, p. 275; vol. 460, p. 295; vol. 461, p. 215; vol. 466, p. 379; vol. 479, p. 355; vol. 480, p. 317; vol. 491; vol. 492; vol. 493, et vol. 495.

No. 1304. AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS INTERNATIONAL CHILDREN'S EMERGENCY FUND AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA CONCERNING THE ACTIVITIES OF UNICEF IN CHINA. SIGNED AT TAIPEI, TAIWAN, ON 19 JULY 1950;¹ and PROTOCOL ADDITIONAL TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT, CONCERNING CLAIMS AGAINST UNICEF. SIGNED AT TAIPEI, ON 8 JULY 1961, AND AT BANGKOK, ON 31 JULY 1961²

Nº 1304. ACCORD ENTRE LE FONDS INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES POUR LE SECOURS À L'ENFANCE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE CONCERNANT L'ACTIVITÉ DU FISE EN CHINE. SIGNÉ À TAIPEÏ (TAÏWAN), LE 19 JUILLET 1950¹; et PROTOCOLE ADDITIONNEL À L'ACCORD SUSMENTIONNÉ, CONCERNANT DES RÉCLAMATIONS CONTRE LE FISE. SIGNÉ À TAIPEÏ, LE 8 JUILLET 1961, ET À BANGKOK, LE 31 JUILLET 1961²

TERMINATION

The above-mentioned Agreement and Protocol ceased to have effect on 12 May 1964, the date of entry into force of the Agreement of 12 May 1964 concerning the activities of UNICEF in the Republic of China, in accordance with article VIII (1) of the latter Agreement (see No. 7306, p. 49 of this volume).

Registered ex officio on 18 June 1964.

EXPIRATION

L'Accord et le Protocole susmentionnés ont cessé d'avoir effet le 12 mai 1964, date de l'entrée en vigueur de l'Accord du 12 mai 1964 concernant les activités du FISE dans la République de Chine, conformément au paragraphe 1 de l'article VIII de ce dernier Accord (voir n° 7306, p. 49 de ce volume).

Enregistrés d'office le 18 juin 1964.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 94, p. 21.

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 402, p. 310.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 94, p. 21.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, p. 311.

No. 4714. INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE PREVENTION OF POLLUTION OF THE SEA BY OIL, 1954. DONE AT LONDON, ON 12 MAY 1954¹

Nº 4714. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX DE LA MER PAR LES HYDROCARBURES, 1954. FAITE À LONDRES, LE 12 MAI 1954¹

ACCEPTANCE

Instrument deposited with the Intergovernmental Maritime Consultative Organization on:

25 May 1964

ITALY

(To take effect on 25 August 1964.)

With the following reservation :

“The Italian Government accepts the International Convention for the Prevention of Pollution of the Sea by Oil, signed in London, on May 12th 1954, with the reservation that the amendments envisaged in paragraphs 2 and 4 of article XVI of the Convention will not be binding for the Italian Government until the said Government has formally declared to accept them.”

Certified statement was registered by the Intergovernmental Maritime Consultative Organization on 15 June 1964.

ACCEPTATION

Instrument déposé auprès de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime le:

25 mai 1964

ITALIE

(Pour prendre effet le 25 août 1964.)

Avec la réserve ci-après :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement italien accepte la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, signée à Londres, le 12 mai 1954, sous réserve que les amendements prévus aux paragraphes 2 et 4 de l'article XVI de la Convention ne lieront pas le Gouvernement italien tant que ledit Gouvernement n'aura pas formellement déclaré qu'il les accepte.

La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime le 15 juin 1964.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 327, p. 3; Vol. 328, p. 343; Vol. 390, p. 367; Vol. 407, p. 278; Vol. 415, p. 432; Vol. 423, p. 322; Vol. 425, p. 358; Vol. 430, p. 500; Vol. 434, p. 339; Vol. 437, p. 366; Vol. 463, p. 354; Vol. 466, p. 403; Vol. 479, p. 378; Vol. 482, p. 383; Vol. 483, p. 346, and Vol. 486.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 327, p. 3; vol. 328, p. 343; vol. 390, p. 367; vol. 407, p. 279; vol. 415, p. 432; vol. 423, p. 322; vol. 425, p. 358; vol. 430, p. 500; vol. 434, p. 339; vol. 437, p. 366; vol. 463, p. 355; vol. 466, p. 403; vol. 479, p. 378; vol. 482, p. 383; vol. 483, p. 346, et vol. 486.

No. 5563. REVISED STANDARD AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS, THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION, THE FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS, THE UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION, THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION, THE WORLD HEALTH ORGANIZATION, THE INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION, THE WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION AND THE INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY AND THE GOVERNMENT OF THE SOMALI REPUBLIC FOR TECHNICAL ASSISTANCE. SIGNED AT MOGADISCIO, ON 28 JANUARY 1961¹

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT² AMENDING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. NEW YORK, 25 MAY 1964, AND MOGADISCIO, 9 JUNE 1964

Official text: English.

Registered ex officio on 18 June 1964.

TAB 04

I

25 May 1964

Sir,

I am writing on behalf of the Technical Assistance Board in reference to the Basic Agreement concerning provision of technical assistance, which was entered into on 28 January 1961¹ between the United Nations, the International Labour Organisation, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the International Civil Aviation Organization, the World Health Organization, the International Telecommunication Union, the World Meteorological Organization, and the Government of Somalia.

I should like to propose that :

1. The name of the Universal Postal Union be added to the list of the Participating Organizations covered by the said Agreement.

2. The existing paragraph 6 of Article I be deleted and the following paragraph substituted :

“ The Government shall be responsible for dealing with any claims which may be brought by third parties against the Organizations and their experts, agents or employees and shall hold harmless such Organizations and their experts, agents and employees in case of any claims or liabilities resulting from operations under

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 387, p. 202.

² Came into force on 9 June 1964 by the exchange of the said letters.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

N° 5563. ACCORD TYPE REVISÉ D'ASSISTANCE TECHNIQUE ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE, L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE, L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ, L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, L'ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE ET L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SOMALIE, D'AUTRE PART. SIGNÉ À MOGADISCIO, LE 28 JANVIER 1961¹

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN AVENANT² À L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. NEW YORK, 25 MAI 1964, ET MOGADISCIO, 9 JUIN 1964

Texte officiel anglais.

Enregistré d'office le 18 juin 1964.

TAB 04

I

Le 25 mai 1964

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer, au nom du Bureau de l'assistance technique, à l'Accord de base relatif à l'assistance technique conclu le 28 janvier 1961¹ entre l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation météorologique mondiale, d'une part, et le Gouvernement de la Somalie, d'autre part.

Je propose ce qui suit :

1. Ajouter l'Union postale universelle à la liste des Organisations participantes visées dans l'Accord.
2. Remplacer le paragraphe 6 de l'article premier par le paragraphe suivant :

« Le Gouvernement devra répondre à toutes réclamations que des tiers pourraient formuler contre les Organisations et leurs experts, agents ou employés; il mettra hors de cause les Organisations et leurs experts, agents ou employés en cas de réclamation et les dégagera de toute responsabilité découlant d'opérations exé-

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 387, p. 203.

² Entré en vigueur le 9 juin 1964 par l'échange desdites lettres.

this Agreement, except where it is agreed by the Government, the Executive Chairman of the Technical Assistance Board and the Organizations concerned that such claims or liabilities arise from the gross negligence or wilful misconduct of such experts, agents or employees. ”

3. The local cost provisions of the said Agreement be changed by deletion of subsections (a), (b), and (c) of paragraph 2 of Article IV and that the following paragraph be substituted :

“ 2. (a) The local allowances of experts shall be paid by the Organizations, but the Government shall contribute towards such local allowances an amount which shall be computed by the Executive Chairman of the Technical Assistance Board in accordance with the relevant resolutions and decisions of the Technical Assistance Committee and other governing bodies of the Expanded Programme.

“ (b) Before the beginning of each year or of a mutually agreed upon period of months, the Government shall pay an advance against its contribution in such amount as may be determined by the Executive Chairman of the Technical Assistance Board under the resolutions and decisions referred to in the preceding paragraph. At the end of each such year or period, the Government will pay or be credited with, as the case may be, the difference between the amount paid by it in advance and the full amount of its contribution payable in accordance with (a) above.

“ (c) The contributions of the Government towards such local allowances shall be paid to such account as may be designated for this purpose by the Secretary-General of the United Nations, in accordance with such procedures as may be mutually agreed upon.

4. The following paragraph be added to the existing paragraph 2 of Article VI :

“ The provisions of this Agreement shall not apply to technical assistance rendered to the Government by the Organizations under their regular programmes of technical assistance where such regular programmes of technical assistance are governed by any agreement which the Government and those Organizations may conclude relating thereto. ”

I shall appreciate it if you will indicate whether your Government agrees to the foregoing proposals. If so, this letter and your reply, or your countersignature upon this letter, will constitute an agreement modifying the Agreement of 28 January 1961 referred to above.

Accept, Sir, the assurance of my highest consideration.

David OWEN
Executive Chairman

His Excellency Mr. Abdullahi Issa
Minister for Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Mogadiscio, Somalia

cutées en vertu du présent Accord, sauf si le Gouvernement, le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique et les Organisations intéressées conviennent que ladite réclamation ou ladite responsabilité résultent d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle des intéressés. »

3. Modifier les dispositions relatives aux dépenses locales en remplaçant les alinéas *a*, *b* et *c* du paragraphe 2 de l'article IV par le paragraphe suivant :

« 2. *a*) Les indemnités locales des experts seront payées par les Organisations, mais le Gouvernement versera, au titre de ces indemnités, une contribution dont le montant sera fixé par le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique conformément aux résolutions et décisions pertinentes du Comité de l'assistance technique et des autres organes directeurs du Programme élargi.

« *b*) Avant le début de chaque année ou d'une période de plusieurs mois déterminée d'un commun accord, le Gouvernement versera, à valoir sur sa contribution, une avance dont le montant sera fixé par le Président-Directeur du BAT conformément aux résolutions et décisions visées au paragraphe précédent. À la fin de chaque année ou période, le Gouvernement paiera la différence entre le montant de l'avance qu'il aura versée et le montant total de la contribution qui lui incombe conformément à l'alinéa *a* ci-dessus, ou en sera crédité, selon le cas.

« *c*) Les contributions du Gouvernement au titre des indemnités locales des experts seront versées au compte qui sera désigné à cet effet par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, selon les modalités qui seront fixées d'un commun accord. »

4. Ajouter l'alinéa suivant au paragraphe 2 de l'article VI :

« Les dispositions du présent Accord ne s'appliqueront pas à l'assistance technique fournie au Gouvernement par les Organisations au titre de leurs programmes ordinaires d'assistance technique, dans les cas où lesdits programmes ordinaires d'assistance technique sont régis par un accord que le Gouvernement et lesdites Organisations auront conclu en la matière. »

Je vous serais obligé de me faire savoir si votre Gouvernement accepte les propositions ci-dessus. S'il en était ainsi, la présente lettre et votre réponse ou contreseing constitueraient un accord modifiant l'Accord susmentionné du 28 janvier 1961.

Veuillez agréer, etc.

David OWEN
Président-Directeur

Son Excellence Monsieur Abdullahi Issa
Ministre des affaires étrangères
Ministère des affaires étrangères
Mogadiscio (Somalie)

II

June 9, 1964

Dear Mr. Habib Ahmed,

I refer to your letter No. RR/232/64 of June 8, 1964, and letter No. TAB 04 SOM of May 25, 1964, from the Executive Secretary of T.A.B.

In view of the fact that the proposed amendments do not involve any additional financial or administrative obligations on the part of the Somali Government, and furthermore noting that these amendments have been accepted by over eighty countries receiving technical assistance under the Expanded Programme, the Somali Government accepts the amendments.

With regard to any clarification as to the implementation of the proposed amendments, it is suggested that you discuss them with a representative of the Ministry of Finance. In this connection, kindly contact the Ministry of Finance direct over this matter, to whom I am sending copies of the letters under reference.

Yours sincerely,

Mohamed Ali DAAR
Under Secretary

Mr. S. Habib Ahmed
Resident Representative (TAB)
and Director of Special Fund Programmes
in the Republic of Somalia

II

Le 9 juin 1964

Monsieur le Représentant résident,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre n° RR/232/64 du 8 juin 1964 ainsi qu'à la lettre n° TAB 04 SOM du Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique, en date du 25 mai 1964.

Étant donné que les modifications proposées ne mettent à la charge du Gouvernement de la Somalie aucune obligation financière ou administrative supplémentaire, et qu'elles ont été acceptées par plus de 80 pays bénéficiant d'une assistance technique au titre du Programme élargi, le Gouvernement de la Somalie les accepte.

Pour ce qui est des éclaircissements qu'appellerait l'application des modifications proposées, je suggère que vous en discutiez avec un représentant du Ministère des finances. Je vous serais donc obligé de bien vouloir vous mettre en rapport à ce sujet avec ce Ministère, auquel j'adresse copie des lettres citées en référence.

Veuillez agréer, etc.

Mohamed Ali DAAR
Sous-Secrétaire

Monsieur S. Habib Alimed
Représentant résident du BAT
et Directeur des programmes du Fonds spécial
en République de Somalie

No. 6193. CONVENTION AGAINST DISCRIMINATION IN EDUCATION.
ADOPTED ON 14 DECEMBER 1960 BY THE GENERAL CONFERENCE OF
THE UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL
ORGANIZATION AT ITS ELEVENTH SESSION, HELD IN PARIS FROM
14 NOVEMBER TO 15 DECEMBER 1960¹

EXTENSION to the following territories :

Antigua	Grenada
Barbados	Malta
Basutoland	Mauritius
British Guiana	Montserrat
British Solomon Islands Protectorate	St. Helena
Brunei	St. Kitts-Nevis-Anguilla
Cayman Islands	St. Lucia
Dominica	St. Vincent
Falkland Islands	Seychelles
Gambia	Swaziland
Gibraltar	Tonga
Gilbert and Ellice Islands Colony	Turks and Caicos Islands

Notification received by the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on:

29 May 1964

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

(To take effect on 29 August 1964.)

Certified statement was registered by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on 12 June 1964.

¹ United Nations *Treaty Series*, Vol. 429, p. 93; Vol. 435, p. 390; Vol. 443, p. 357; Vol. 449, p. 384; Vol. 452, p. 346; Vol. 453, p. 447; Vol. 456, p. 513; Vol. 471, p. 337; Vol. 478, p. 438; Vol. 480, p. 437; Vol. 482, p. 392, and Vol. 486.

N° 6193. CONVENTION CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT. ADOPTÉE LE 14 DÉCEMBRE 1960 PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE À SA ONZIÈME SESSION, TENUE À PARIS DU 14 NOVEMBRE AU 15 DÉCEMBRE 1960¹

EXTENSION aux territoires suivants :

Antigua	Iles Falkland
Barbade	Ile Maurice
Bassoutoland	Iles Turks et Caïques
Brunéi	Malte
Colonie des îles Gilbert et Ellice	Montserrat
Dominique	Protectorat des îles Salomon britanniques
Gambie	Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla
Gibraltar	Sainte-Hélène
Grenade	Sainte-Lucie
Guyane britannique	Saint-Vincent
Honduras britannique	Seychelles
Iles Caïmanes	Souaziland
	Tonga

Notification reçue par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le :

29 mai 1964

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

(Pour prendre effet le 29 août 1964.)

La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le 12 juin 1964.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 429, p. 93; vol. 435, p. 390; vol. 443, p. 357; vol. 449, p. 384; vol. 452, p. 346; Vol. 453, p. 447; Vol. 456, p. 513; vol. 471, p. 337; vol. 478, p. 438; vol. 480, p. 437; vol. 482, p. 392, et vol. 486.

No. 6200. EUROPEAN CONVENTION
ON CUSTOMS TREATMENT OF
PALLETS USED IN INTER-
NATIONAL TRANSPORT. DONE
AT GENEVA, ON 9 DECEMBER
1960¹

Nº 6200. CONVENTION EUROPÉ-
ENNE RELATIVE AU RÉGIME
DOUANIER DES PALETTES UTI-
LISÉES DANS LES TRANSPORTS
INTERNATIONAUX. FAITE À
GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1960¹

ACCESSION

Instrument deposited on:

19 June 1964

YUGOSLAVIA

(To take effect on 17 September 1964.)

ADHÉSION

Instrument déposé le:

19 juin 1964

YUGOSLAVIE

(Pour prendre effet le 17 septembre
1964.)

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 429, p. 211; Vol. 434, p. 361; Vol. 439, p. 328; Vol. 442, p. 342; Vol. 461, p. 331; Vol. 472, p. 398; Vol. 478, p. 439; Vol. 479, p. 385, and Vol. 496.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 429, p. 211; vol. 434, p. 361; vol. 439, p. 328; vol. 442, p. 342; vol. 461, p. 331; vol. 472, p. 398; vol. 478, p. 439; vol. 479, p. 385, et vol. 496.

No. 6861. CUSTOMS CONVENTION
ON THE TEMPORARY IMPORTA-
TION OF PACKINGS. DONE AT
BRUSSELS, ON 6 OCTOBER 1960¹

Nº 6861. CONVENTION DOUANIÈRE
RELATIVE À L'IMPORTATION
TEMPORAIRE DES EMBALLAGES.
FAITE À BRUXELLES, LE 6 OC-
TOBRE 1960¹

RATIFICATION

*Instrument deposited with the Secretary-
General of the Customs Co-operation Coun-
cil on:*

12 May 1964

LUXEMBOURG

(To take effect on 13 August 1964.)

*Certified statement was registered by the
Customs Co-operation Council on 12 June
1964.*

RATIFICATION

*Instrument déposé auprès du Secrétaire
général du Conseil de coopération douanière
le:*

12 mai 1964

LUXEMBOURG

(Pour prendre effet le 13 août 1964.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée
par le Conseil de coopération douanière le
12 juin 1964.*

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 473,
p. 131, and Vol. 483, p. 391.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 473,
p. 131, et vol. 483, p. 391.

No. 6964. TREATY BANNING NUCLEAR WEAPON TESTS IN THE ATMOSPHERE, IN OUTER SPACE AND UNDER WATER. SIGNED AT MOSCOW, ON 5 AUGUST 1963¹

N° 6964. TRAITÉ INTERDISANT LES ESSAIS D'ARMES NUCLÉAIRES DANS L'ATMOSPHÈRE, DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE ET SOUS L'EAU. SIGNÉ À MOSCOU, LE 5 AOÛT 1963¹

RATIFICATIONS

Instruments deposited with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the dates indicated:

UGANDA	24 March 1964
MAURITANIA	15 April 1964
ICELAND	29 April 1964
IRAN	5 May 1964
SENEGAL	6 May 1964
INDONESIA ²	8 May 1964
ECUADOR	8 May 1964
LIBERIA	22 May 1964
JORDAN	29 May 1964
SYRIA	1 June 1964

Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 17 June 1964.

RATIFICATIONS

Instruments déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aux dates indiquées:

OUGANDA	24 mars 1964
MAURITANIE	15 avril 1964
ISLANDE	29 avril 1964
IRAN	5 mai 1964
SÉNÉGAL	6 mai 1964
INDONÉSIE ²	8 mai 1964
ÉQUATEUR	8 mai 1964
LIBÉRIA	22 mai 1964
JORDANIE	29 mai 1964
SYRIE	1 ^{er} juin 1964

La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 17 juin 1964.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 480, p. 43; Vol. 485, p. 377; Vol. 486; Vol. 489, p. 407, and Vol. 492.

² The instrument of ratification by Indonesia was deposited with the Government of the United States of America on 27 January 1964. For certified statement registered by the United States of America, see United Nations, *Treaty Series*, Vol. 489, p. 407.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 480, p. 43; vol. 485, p. 377; vol. 486; vol. 489, p. 407, et vol. 492.

² L'instrument de ratification de l'Indonésie a été déposé auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 27 janvier 1964. Pour la déclaration certifiée enregistrée par les États-Unis d'Amérique, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 489, p. 407.